

ŒUVRES

janvier 1938

à

mars 1938

Léon Trotsky

ŒUVRES

Publiées sous la direction de Pierre Broué

janvier 1938

à

mars 1938

Introduction et notes de Pierre Broué

Publication de l'Institut Léon Trotsky

SOMMAIRE

AVERTISSEMENT (Institut Léon Trotsky)
UNE COLLABORATION INTERNATIONALE
LISTE DES SIGLES
INTRODUCTION (Pierre Broué)
REPÈRES CHRONOLOGIQUES

Nous avons titré tous les textes qui ne l'avaient pas été soit par Trotsky, soit de son vivant. Les titres que nous proposons sont placés entre [...].

[Sur le Défaitisme], à van Heijenoort (2 janvier 1938)	33
[La Vente des archives], à Glenner (5 janvier 1938)	38
[La Collaboration à <i>New International</i>], à Schachtman (5 janvier 1938)	39
Derrière les Murs du Kremlin (8 janvier 1938)	41
Le Gouvernement soviétique applique-t-il toujours les principes définis il y a vingt ans ? (13 janvier 1938)	58
[Discréditer les chefs], à Schachtman (14 janvier 1938)	67
Beaucoup de tapage autour de Cronstadt (15 janvier 1938)	69
[Pour un débat public], à W. Thomas (17 janvier 1938)	84
[Le Tournant des intellectuels aux Etats-Unis], à B. Wolfe (17 janvier 1938)	86
[Remarques sur l'Extrême-Orient], à Glass (17 janvier 1938)	88
[Pas de réponse à Gallacher], à E. Hughes (17 janvier 1938)	90

LÉON TROTSKY

[Les Carnets de Reiss], à Novack (17 janvier 1938)	91
[Questions d'édition], à S. Weber (17 janvier 1938)	92
[Que faire pour Chen Duxiu ?], à Glenner, Isaacs, Simons (17 janvier 1938)	94
[Je suis très optimiste], à Schwind (17 janvier 1938)	97
[Une appréciation sur <i>Partisan Review</i>], à Macdonald (20 janvier 1938)	99
Lettre ouverte à <i>De Nieuwe Fakkkel</i> et <i>De Internationale</i> (21 janvier 1938)	102
[Conclusion d'une longue expérience], au S.I. (21 janvier 1938)	104
[Lettre personnelle], à Klement (21 janvier 1938)	107
[Le Rôle de Sneevliet] (21 janvier 1938)	109
[L'Opinion sur les Procès], à E. Hughes (22 janvier 1938)	112
[Une Caricature du défaitisme], au S.I. (26 janvier 1938)	114
[Inquiétudes], à Glenner (26 janvier 1938)	116
La Cinquième Roue (27 janvier 1938)	118
[Journal ouvrier et revue théorique], à A. Bardin (27 janvier 1938)	121
[Les Traductions], à Isaacs (27 janvier 1938)	124
[Quelques Remarques], à P. Naville (28 janvier 1938)	126
[Quelques Précisions], à S. LaFollette (30 janvier 1938)	128
[Les Droits sur les archives], à Glenner (30 janvier 1938)	131
[La Proposition Ludlow], à Cannon (1 ^{er} février 1938)	132
[Lettre d'accompagnement], à Cannon (1 ^{er} février 1938)	134
[La Traduction], à Glenner (3 février 1938)	135
[L'Importance de la question juive], à S. & J. Weber (4 février 1938)	137
[Il faut étudier], à J. Bleiman (4 février 1938)	139

ŒUVRES, JANVIER-MARS 1938

[Optimisme sur le S.W.P.], à Cannon (4 février 1938)	141
[Encore la traduction], à Vanzler (5 février 1938)	143
[Commentaire sur un article], à H. Solow (5 février 1938)	144
Révolution et Guerre en Chine, préface de <i>La Tragédie de la Révolution chinoise</i> d'H. R. Isaacs. (5 janvier 1938)	146
[Faire sortir Chen Duxiu], à Glass (5 février 1938)	161
[Une Préface terminée], à Isaacs (5 février 1938)	163
[Difficultés financières], à Holm og Rode (7 février 1938)	164
[Questions d'argent], à Glenner (7 février 1938)	165
[Brèves Remarques], à B. Wolfe (7 février 1938)	167
[Un Travail sur Marx ?], à Walker (10 février 1938)	169
[Précisions], à L. Sedov (13 février 1938)	171
[Une Tentative significative], à Cannon (15 février 1938)	173
[Courage !], à J. Martin (18 février 1938)	175
Sur la mort de Léon Sedov (18 février 1938)	176
Léon Sedov, le Fils, l'Ami, le Militant (20 février 1938)	178
[Après la Mort de Sedov] (22 février 1938)	195
[Merci pour une proposition généreuse], à Glenner (22 février 1938)	197
Déclaration inévitable (24 février 1938)	198
[Un Livre sur Staline ? D'accord], à Canfield (26 février 1938)	203
[Les Contrats] (26 février 1938)	204
[Les Papiers de Sedov], au Ministre de France (28 février 1938)	206
Un nouveau Massacre (28 février 1938)	208
Huit Ministres (1 ^{er} mars 1938)	212

LÉON TROTSKY

[Questions après la Mort de Sedov], à H. Molinier (1 ^{er} mars 1938)	214
[Faire le Nécessaire], à Rosmer (1 ^{er} mars 1938)	217
Des Faits significatifs (2 mars 1938)	218
Le Procès, réplique au verdict de la commission Dewey (2 mars 1938)	222
Quatre médecins qui en savaient trop (2 mars 1938)	224
Le nouveau Procès de Moscou (2 mars 1938)	228
L'Alliance secrète avec l'Allemagne (3 mars 1938)	239
A l'Attention de ceux qui pensent (3 mars 1938)	244
Rectifications et Observations (4 mars 1938)	246
[Additif important], au <i>New York Times</i> (4 mars 1938)	249
[Les Objectifs du Procès], à Havas (4 mars 1938)	251
Précisions sur la tactique de Vychinsky	
Le « Million de dollars » (5 mars 1938)	253
Pourquoi tant de centres ? Pourquoi obéissent-ils tous à Trotsky ? (6 mars 1938)	257
Le Procès tardif du maréchal Toukhatchevsky (6 mars 1938)	261
Réponse à des questions de M ^{me} Célerié (6 mars 1938)	267
De nouveaux Développements étranges (7 mars 1938)	270
Le Rôle de Iagoda (7 mars 1938)	274
Des Anachronismes (8 mars 1938)	279
Les Projets diplomatiques de Moscou (8 mars 1938)	281
Message au meeting de New York (9 mars 1938)	287
L'Article de Staline (9 mars 1938)	288
[Notre Léon], à J. Martin (10 mars 1938)	294

ŒUVRES, JANVIER-MARS 1938

Le Cas Pletnev (10 mars 1938)	296
Bilan du Procès (10 mars 1938)	299
[Espoir d'Entente], à Rahv (10 mars 1938)	307
Les Accusés Zelensky et Ivanov (11 mars 1938)	308
[Instructions pour les archives], à Rosmer (11 mars 1938)	311
Staline et Hitler (A propos du réquisitoire final de Vychinsky (12 mars 1938)	312
[Bas les Pattes devant Sedov!], au S.I. (12 mars 1938)	315
[Arrêter les conflits autour du testament], à Rosmer, J. Martin, Rous et Klement) (12 mars 1938)	316
[Les Moyens de la vérité], à <i>Socialist Appeal</i> (13 mars 1938)	318
[Ma « Philosophie », à Kirchwey (13 mars 1938)	319
[Les Livres à écrire], à Walker (15 mars 1938)	321
[L'Ami médecin], à Glenner (16 mars 1938)	323
[Réponse], à l'ambassadeur Bilmanis (17 mars 1938)	324
Remarques à propos des comptes rendus de la <i>Pravda</i> (? mars 1938)	327
Caïn-Djougachvili va jusqu'au bout (17 mars 1938)	334
[De nouvelles Défections] (17 mars 1938)	337
Les Prêtres de la Demi-Vérité (19 mars 1938)	340
[Conseils à une revue partisane] (21 mars 1938)	347

AVERTISSEMENT

Depuis le volume 8, les *Œuvres* reposent essentiellement sur la documentation de la Houghton Library de l'Université de Harvard, les Papiers d'exil de Trotsky accessibles depuis le 2 janvier 1980. Nous n'avons pas indiqué systématiquement les rares textes que nous n'avons pas cru devoir retenir, accusés de réception, courtes lettres ou télégrammes.

Les textes de ce volume rédigés en russe ont été traduits ou révisés par Isabelle Lombard, les textes anglais par Andrée et Pierre Broué, les textes allemands par Maurice Stobnicer. Pierre Broué a assuré la dactylographie avec l'aide d'Antonella Durand et de crédits de la direction de la recherche scientifique.

L'introduction et les notes sont de Pierre Broué. La documentation qui lui a servi est celle qui a été réunie par les collaborateurs de l'Institut Léon Trotsky et du Groupe de recherches sur l'œuvre de Trotsky.

L'index des noms est de Pierre Broué, les autres de Dominique Gérardin.

UNE COLLABORATION INTERNATIONALE

Les personnes dont les noms suivent, qui ont toutes été actives de son vivant dans le mouvement suscité par Trotsky ont été interrogées oralement ou par écrit par les chercheurs ou collaborateurs de l'Institut et ne nous ont pas ménagé leur aide.

Ce sont Fulvio Abramo (São Paulo), Erwin H. Ackerknecht (Zurich), Manuel Alvarado (México), John Archer (Londres), Fritz Belleville (Bâle), Yvan Craipeau (Nice), Margaret Dewar (Lindfield), Octavio Fernández (México), Eugenio Fernández Granell (Madrid), Pierre Frank (Paris), Milton Genecin (Los Angeles), Luciano Galicia (México), Frank Glass, Albert Glotzer (New York), Plinio Gomès de Mello (São Paulo), Oskar Hippe (Berlin), Felix Ibarra (México), Siegfried Kissin (Londres), Pearl Kluger (New York), George Kopp (Lima), Stefan Lamed (Montréal), Katia Landau de Balboa (Cuernavaca), Alfonso Leonetti (Rome), Ernest Mandel (Bruxelles), Loukas Karliaftis (Athènes), Harry Milton (San Francisco), Raymond Molinier (Paris), Felix Morrow (New York), Pierre Naville (Paris), Walter Nelz (Zurich), George Novack (New York), Michel Raptis (Athènes), Gérard Rosenthal (Niort), Jean Rous (Perpignan/Paris), Georges Scheuer (Paris), Art Sharon (San Francisco), Clara Thalmann (Nice), Jean van Heijenoort (Cambridge), Oscar Waiss (Frankfurt/Main), Adolfo et Francisco Zamora (México), Francisco Zendejas (México).

Nous saluons la mémoire de Juan Andrade, Hugo Dewar, Lola Estrine, Sam Gordon, Joseph Hansen, Tom Kerry, Mário Pedrosa, John Poulos, Herminio Saccheta, Paul Thalmann et Georges Vereeken, qui nous ont aidés et ont disparu depuis.

Pour la documentation générale, nous avons des dettes vis-à-vis des institutions et personnes suivantes :

— La Houghton Library et particulièrement M. Rodney Dennis, curator du département des manuscrits.

LÉON TROTSKY

- La Bibliothèque d'histoire sociale de New York (archives Cannon).
- La Tamiment Library de New York (archives Schachtman).
- La Hoover Institution de Stanford (Californie).
- L'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam.
- La Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (B.D.I.C.) de Nanterre (archives de la Ligue communiste et Fonds Lefeuve).
- L'Institut Feltrinelli de Milan.
- La Bibliothèque communale de Follonica.
- Les archives de la guerre civile de Salamanca.
- Les archives départementales du Vaucluse (Papiers Richartz).
- Le centre d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale à Bruxelles.
- Le centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskystes et révolutionnaires internationaux (C.E.R.M.T.R.I.).
- Le Centre de documentation internationale (C.E.S.-E.D.I.) de Paris.
- Le Centre de documentation Benjamin Franklin à Paris.
- La Bibliothèque Medem à Paris.
- Les Archives du Labour Party.
- Le Musée social à Paris.
- L'Arbeiderbevegelsen Arkov d'Oslo.
- L'Arbetarrörelsens Arkiv de Stockholm.
- L'équipe des Editions ouvrières autour du *Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier* avec MM. Jean Maitron, J. M. Brabant ; Sammy Ketz et Claude Pannetier.
- Les archives privées Georges Vereeken à Bruxelles et Albert Glotzer à New York.

Nous avons également des dettes vis-à-vis du regretté Dr Boris Goldenberg, du professeur Hermann Weber, de Mannheim, du professeur Pélagi Pagès, de Barcelone, du professeur Luis Vitale, actuellement à Caracas, du professeur Alan Wald, d'Ann Arbor, et des chercheurs de tous pays qui nous ont aidés bénévolement : Wolfgang Alles, Willy Buschak, Attilio Chitarin, Damien Durand, Olivia Gall, Vilem Kahan, David Keil, Fritz Keller, Karel Kostal, Victor Leonardi, Roland Lewin, Pierre Saccoman, Hans Schafranek, Rudolf Segall, Nikos Syringas, Antoine Thivel, David Vogelsanger. M. Javier Wimer nous a

ŒUVRES, JANVIER-MARS 1938

ouvert au Mexique les portes utiles et M. H. Meyer nous a permis d'éclairer des questions « norvégiennes ».

Enfin, c'est le travail de George Breitman et de son équipe, l'édition des *Writings of Leon Trotsky* (Pathfinder press) qui a été notre solide base de départ.

LISTE DES SIGLES

A.F.L.	American Federation of Labor
A.I.T.	Association internationale des travailleurs
A.W.P.	American Workers Party
B.L. ou b.l.	Bolcheviks-léninistes
B.P.	Bureau politique
C.C.	Comité central
C.G.T.	Confédération générale du Travail
C.I.O.	Congress for Industrial Organization
C.L.A.	Communist League of America
C.N.	Comité national
C.N.T.	Confederación General del Trabajo
Comintern	Internationale communiste
C.P.G.B.	Communist Party of Great Britain
C.P.L.A.	Committee for Progressive Labor Action
C.P.O.	Communist Party Opposition
C.R.O.M.	Confederación Regional Obrera Mexicana
C.T.M.	Confederación de Trabajadores de México
D.N.A.	Det Norske Arbeiderparti
F.A.I.	Federación Anarquista Ibérica
G.B.L.	Groupe bolchevik-léniniste
G.P.U.	Gosudarstvennoié Polititcheskoié pravléníé
I.C.	Internationale communiste
I.K.D.	Internationale Kommunisten Deutschlands
I.L.L.	Independent Labor League
I.L.P.	Independent Labour Party
I.S.R.	Internationale syndicale rouge
I.V.K.O.	Internationale Vereinigung Kommunistische Opposition
I.W.W.	Industrial Workers of the World
J.C.	Jeunesses communistes
J.S.	Jeunesses socialistes

LÉON TROTSKY

K.A.P.D.	Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands
K.P.D.	Kommunistische Partei Deutschlands
K.P.D. (O)	Kommunistische Partei Deutschlands (Opposition)
N.A.S.	Nacionaal Arbeids-Secretariaat
N.K.V.D.	Narodny Kommissariat Vnoutrennikh Del
N.P.L.D.	Non-Partisan Labor Defense
O.S.P.	Onafhankelijk socialistische partij
P.C.	Parti communiste
P.C.E.	Partido comunista de España
P.C.I.	Parti communiste internationaliste (France)
P.C.I.	Partito comunista de Italia
P.C.M.	Partido comunista de México
P.C.U.S.	Parti communiste d'Union soviétique
P.O.B.	Parti ouvrier belge
P.O.I.	Parti ouvrier internationaliste
P.O.U.M.	Partido Obrero de Unificación Marxista
P.S.	Parti socialiste
P.S.I.	Partito socialista italiana
P.S.O.E.	Partido Socialista Obrero Español
P.S.R.	Parti socialiste révolutionnaire (Belgique)
R.S.A.P.	Revolutionair Socialistische Arbeiders Partij
S.A.P.	Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands
S.F.I.O.	Section française de l'Internationale ouvrière
S.I.	Secrétariat international
S.P.	Socialist Party
S.W.P.	Socialist Workers Party
U.A.W.	United Automobile Workers
U.G.T.	Unión General de los Trabajadores
U.M.W.	United Mine Workers
W.P.U.S.	Workers Party of the United States

REPÈRES CHRONOLOGIQUES

JANVIER

- 1^{er}** – L. G. Mekhlis, créature de Staline, nommé vice-commissaire à la défense.
- 1, 2, 3** – Congrès de fondation du Socialist Workers Party (S.W.P.) à Chicago (commencé le 31 décembre 1937) à l'hôtel Harrison, puis Majestic.
- 6** – France : l'arbitrage défavorable aux grévistes de Goodrich est accepté par la C.G.T.
- 10** – La Chambre des Représentants des Etats-Unis repousse l'amendement Ludlow.
- 13** – France : démission du gouvernement Chautemps à ministres socialistes.
- 17** – Espagne : début de la contre-offensive nationaliste à Teruel.
- 18** – France : gouvernement Chautemps sans socialistes.
- 19** – France : disparition de M^{me} Lydia Grozovskaia, fonctionnaire soviétique inculpée dans l'affaire du meurtre de Reiss et... mise en liberté provisoire.
- 20** – U.R.S.S. : le commissaire à la justice, N. I. Krylenko, est révoqué.
- 21** – U.R.S.S. : le plénum du C.C. appelle à « en finir avec les exclusions en masse et les exclusions sommaires ».
- 23** – France : Les partisans de l'ex-Gauche révolutionnaire (dis-soute) prennent la majorité dans la Fédération de la Seine du parti socialiste S.F.I.O. Marceau Pivert secrétaire fédéral.

LÉON TROTSKY

- Le S.I. du mouvement pour la IV^e Internationale reconnaît comme section officielle le groupe Johre-Fischer.
- ?? – Premier et dernier numéro de *Das Freie Wort*, organe du groupe Jan Bur, né de la scission des I.K.D.
- ?? – Argentine : conférence, à Cordoba, autour de Carlos Liacho, de la « fraction trotskyste » dans le P.S.O.

FÉVRIER

- 1^{er} – Espagne : réunion des Cortes à Montserrat.
- 2 – Bulgarie : Attentat à Sofia contre Solonévitch.
- 4 – Allemagne : Hitler prend le commandement des forces armées.
- 7 – Roumanie : enquête sur la disparition du chargé d'affaires de l'U.R.S.S. Boutenko.
- 7 – Etats-Unis : conférence de presse de Carlo Tresca sur la disparition de Juliet Stuart Poyntz, l'affaire Robinson, les assassinats par le G.P.U. en Espagne.
- 9 – Norvège : article de Per Imerslund dans *Tidens Teign*.
- 10 – Espagne : à Barcelone, l'agent du G.P.U. Léon Narvitch est assassiné par un groupe d'action du P.O.U.M.
– Roumanie : le roi Carol proclame l'état de siège.
- 12 – Espagne : plusieurs militants trotskystes dont Munis et Carlini arrêtés et inculpés du meurtre de Narvitch.
– U.R.S.S. : discours de Staline sur la révolution mondiale.
- 13 – Mexique : par crainte d'un attentat, Trotsky va résider chez Antonio Hidalgo.
- 13 – Tchécoslovaquie : conférence d'unification des groupes « trotskystes » de Tchécoslovaquie : les groupes *Jiskra-Das Banner* (Salus, Kopp), *Avant-Garde* (Neurath, Haas) et *Proletar Guttman, Kalandra* constituent le parti socialiste révolutionnaire.

ŒUVRES, JANVIER-MARS 1938

- 13 – U.R.S.S. : Révocation de Rosengolz, commissaire au commerce extérieur.
- 14 – U.R.S.S. : la *Pravda* publie la réponse de Staline au jeune communiste Ivanov affirmant que le socialisme est réalisé en U.R.S.S.
- 15 – Autriche : sur ultimatum de Hitler, le nazi Seyss-Inquart est nommé ministre de l'Intérieur.
- 16 – France : mort de Léon Sedov.
- 16 – Italie : article de Boutenko contre l'U.R.S.S. dans le *Giornale d'Italia*.
- 18 – France : *l'Humanité* assure que « Boutenko a été victime d'un rapt. »
- 19 – France : deuxième gouvernement Blum qui n'a pu constituer un gouvernement d'union nationale.
- 18 – Pays-Bas : premier numéro de *De enige Weg*, organe du G.B.L., formé par des exclus du R.S.A.P. de Sneevliet.
- 19 – Mexique : la majorité, avec Galicia, exclut D. Rivera du C.C. de la L.C.I.
- 21 – Grande-Bretagne : Anthony Eden, ministre démissionnaire, attaque la politique de « capitulation » de Chamberlain.
- 23 – Mexique : le congrès de la C.T.M. adopte la résolution sur la signification historique du « trotskysme » que lui présente Lombardo Toledano.
- 24 – U.R.S.S. : révocation du maréchal Egorov.
- 24 – Espagne : un article de Jesús Hernández, dans *Frente rojo*, contre les « défaitistes », marque le début de la lutte du P.C. pour éliminer Prieto du gouvernement Negrín.
- 27 – Etats-Unis : meeting S.W.P. à New York pour la mort de Sedov.
- 27 – U.R.S.S. : annonce du procès des 21 (Boukharine, Rykov, Iagoda, Rosengolz, Rakovsky, etc.)

LÉON TROTSKY

- 27 – France : la Chambre des Députés renouvelle le pacte franco-soviétique.
- ?? – Arrivée en Europa du Brésilien Pedrosa.

MARS

- 1^{er} – Mexique : La Cour suprême rejette l'appel des compagnies pétrolières britanniques et américaines contre la sentence arbitrale leur imposant de faire droit aux revendications ouvrières.
- 2 – Ouverture à Moscou du procès des 21.
- 9 – Salle Wagram à Paris, meeting contre le procès. Début de la contre-offensive franquiste en Aragon.
- 10 – Magdeleine Paz démissionne du comité français sur les procès de Moscou.
- 10 – Démission du gouvernement Chautemps.
- 11 – L'Armée allemande entre en Autriche.
- 12 – France : le C.N. de la S.F.I.O. approuve la proposition de gouvernement d'union nationale.
- 13 – Proclamation de l'Anschluss (l'Autriche rattachée à l'Allemagne).
- 13 – Fin du procès des 21 : 19 condamnations à mort.
- 13 – Formation en France du second gouvernement Blum.
- 15 – Les compagnies pétrolières britanniques et américaines au Mexique disent qu'elles ne peuvent appliquer la décision de la Cour suprême.
- 17 – Le gouvernement Blum rouvre la frontière espagnole.
- 18 – Espagne : conclusion du pacte U.G.T.-C.N.T.
- Mexique : le président Cárdenas annonce la nationalisation, « pour raisons d'intérêt public », des compagnies pétrolières.

PRÉSENTATION

Personne sans doute ne sait mieux que Trotsky combien la guerre est proche en ce début de 1938 où c'est son ombre qui ordonne initiatives et plans de travail dans la maison bleue de Coyoacán où l'on lutte contre le temps.

Cette année commence pour Trotsky par un bilan que lui impose le cours de la terrible crise qui a déjà fait périr en U.R.S.S. des centaines de milliers de communistes. Il sait que ses camarades rescapés en U.R.S.S. ont été finalement exterminés ou qu'ils vont l'être. Il sait que dans les prisons du G.P.U. les méthodes de la torture physique et de la pression morale « préparent » de futurs accusés — dont celui qui fut son grand ami Rakovsky. Les défections enfin, révélatrices d'une décomposition de la bureaucratie qui conduit un de ses purs produits, Fedor Boutenko, dans les bras du fascisme mussolinien, exigent une réponse plus circonstanciée encore que *La Révolution trahie*. Les questions posées en juillet 1937 par Wendelin Thomas, comme celles que Wolf a transmises d'Espagne au sujet de la répression par les bolcheviks du mouvement makhnoviste et de l'insurrection de Cronstadt, ont fait boule de neige. Il se mène désormais « grand tapage autour du Cronstadt » à un moment où se négocie en coulisse et l'adhésion de la C.N.T. et de la F.A.I. au Front populaire espagnol et leur retour au gouvernement. Dans sa correspondance, dans plusieurs articles, puis dans une brochure spéciale, Trotsky ferraille contre l'ensemble des forces politiques qui trouvent un égal profit à prétendre que le stalinisme constituerait en somme un développement naturel du bolchevisme : ce travail, qui s'intitulera *Leur Morale et la Nôtre*¹ ne sera terminé qu'en avril, mais c'est la tâche qui l'occupe en ces mois. Bien qu'il ne l'écrive pas ni ne le dise publiquement, c'est

1. On trouvera ce texte dans une nouvelle traduction dans le volume 17.

LÉON TROTSKY

entre autres avec le Dr Dewey que Trotsky veut mener le débat de fond, même si la remise en cause, dans une section ou une autre, des analyses de *La Révolution trahie* n'est pas non plus étrangère à son intervention.

Le combat qu'il mène depuis son arrivée au Mexique a porté ses fruits, notamment aux Etats-Unis où l'emprise du stalinisme est moindre qu'en Europe et où les conclusions de la commission d'enquête ont contribué infiniment plus qu'en Europe à élargir les clivages nés des procès de Moscou et de la répression stalinienne en Espagne. La vigilance des trotskystes américains, puis l'intervention déterminée de Carlo Tresca, ont fait définitivement reculer le G.P.U. dans l'affaire qui se montait autour du couple Robinson-Rubens. La crise du stalinisme libère des forces nouvelles, pour le moment de jeunes intellectuels, comme ces animateurs de *Partisan Review*, Philip Rahv et Dwight Macdonald, que Trotsky s'efforce de convaincre par la traditionnelle pédagogie de la volée de bois vert amicale.

L'ami Charles Walker a bien travaillé auprès des éditeurs. Deux contrats conclus, l'un, nouveau, sur *Staline*, et le *Lénine* repris, un *Marx* en perspective, la possibilité, qui se précise, de vendre les archives à une université des Etats-Unis, tout cela change conditions matérielles et morales puisqu'on peut envisager que la subsistance des hôtes de Coyoacán soit assurée pour plusieurs années. Moins pressé en tout cas par les soucis « alimentaires », Trotsky peut continuer à suivre de près les affaires de l'organisation internationale où il est résolument optimiste en constatant que des éléments nouveaux solides se rapprochent de la IV^e Internationale. L'exemple de la Tchécoslovaquie, longtemps terre d'élection de l'éparpillement de fractions « trotskystes » rivales, atteste un mouvement réel : des communistes de plusieurs générations, les Neurath, comme les Guttman et Kalandra, ne viennent-ils pas de rejoindre dans une même organisation « unifiée » les vétérans « trotskystes », les Lenorovič, Kopp et Wolf Salus ? L'*Anschluss* certes signifie brutalement que la Tchécoslovaquie est désormais placée à l'ordre du jour en tant que conquête hitlérienne, mais précisément l'approche de la guerre mondiale constitue un impératif pour que soient mises en place le plus vite possible les dispositions nécessaires pour une dure période.

Il faut organiser une conférence internationale qui ne pourra qu'être la dernière avant la guerre. Il faut régler plusieurs problèmes avant de s'engager concrètement dans les préparatifs, et, au premier chef, la question de Sneevliet et du R.S.A.P.

ŒUVRES, JANVIER-MARS 1938

Depuis la naissance de ce dernier, les rapports n'ont cessé de se détériorer entre eux, d'une part, Trotsky et le S.I. de l'autre. Déjà en 1935, Sneevliet, avec P. J. Schmidt, se dérobaient devant les responsabilités internationales qu'impliquait le travail de « contact » avec les signataires de la « Lettre ouverte pour la IV^e Internationale ». En 1936, la décision du Workers Party américain d'entrer dans le parti socialiste a conduit le R.S.A.P. au bord de la rupture. Après avoir refusé toute participation à la préconférence de Norvège, Sneevliet a saisi le prétexte de la distribution aux délégués d'une lettre de Trotsky au R.S.A.P. pour quitter la conférence de juillet 1936. Les choses ne se sont pas arrangées avec le début de la guerre d'Espagne dans laquelle Sneevliet a pris de façon très spectaculaire le parti du P.O.U.M. contre Trotsky. Au moment précis en effet où l'entrée de Nin dans le conseil de la Généralité de Catalogue mettait un point final à la perspective de rapprochement avec Trotsky et l'organisation internationale, en août 1936, alors que l'on ne pouvait douter que la condamnation par le S.I. de cette politique de « collaboration de classes » n'ait l'approbation de Trotsky interné, Sneevliet, au cours d'un voyage en Espagne, a multiplié les déclarations approuvant la politique du P.O.U.M. et soulignant sa solidarité avec lui contre Trotsky. En janvier 1937, un exécutif élargi, réuni à Amsterdam, n'a pas pu trouver de terrain d'accord. Les jeunes membres du secrétariat international, prenant appui sur les émigrés allemands membres de l'I.K.D. et les militants belges d'Anvers, commencent au sein du R.S.A.P. un travail de fraction qui provoque la colère de Sneevliet et l'indignation de Vereeken. En septembre 1937, l'assassinat par le G.P.U. de son ex-agent Ignace Reiss rallié à la IV^e Internationale a porté la tension à son apogée : Trotsky pense que c'est pour des raisons fractionnelles que Sneevliet n'a pas informé Sedov, laissant ainsi Reiss, mal conseillé, mener une politique de secret qui ne pouvait que se terminer tragiquement pour lui. En décembre, Trotsky a lancé un ultime appel, dernière tentative pour discuter avant de rompre. En janvier 1938, il passe à l'organisation de la rupture, écrit les lettres qui vont la formaliser.

La rupture avec Georges Vereeken vient tout de suite après à l'ordre du jour du calendrier politique. Le Belge a cru cette fois découvrir dans une déclaration faite par Trotsky devant la sous-commission de Coyoacán un élément prouvant qu'il abandonne le défaitisme révolutionnaire en cas de guerre et se prépare à rallier l'union sacrée, au nom, sinon de l'antifascisme, du moins

LÉON TROTSKY

de la « défense de l'U.R.S.S. » : n'explique-t-il pas que dans la perspective d'une guerre entre l'U.R.S.S. alliée à la France, par exemple, et l'Allemagne, les tâches des révolutionnaires ne seraient pas identiques sur le plan pratique dans les deux pays ? La polémique se poursuit donc sur le « défaitisme », Vereeken attaquant plutôt Klement que Trotsky, pourtant parfaitement solidaire de ce dernier.

Trotsky, en revanche, n'est pas aux côtés de Klement dans l'affaire de la section allemande, entrée, l'année précédente, dans une crise très grave. Il estime même que la secrétaire administratif abuse de sa situation au S.I. pour faire prévaloir artificiellement ses propres opinions sur l'affaire allemande. Refusant de s'immerger dans le détail de cette crise — on comprend sa répugnance — il réaffirme et sa confiance dans la vieille équipe dirigeante des I.K.D., Johre, Fischer et Walter Held et sa conviction que tous les groupes de langue allemande doivent collaborer à la nouvelle revue *Der einzige Weg*. De la même façon, après avoir étudié attentivement la documentation que lui a envoyée le P.O.I., insiste-t-il pour la mise sur pied d'une revue théorique en français à la charge des deux sections, belge et française.

La section dont il suit pourtant de plus près l'activité est celle, désormais toute proche, des Etats-Unis avec laquelle il n'a cessé depuis un an de se familiariser à travers la lecture de sa presse et de ses bulletins, les lettres de responsables et surtout les visites de militants, dirigeants ou gens de la base, et de sympathisants. Il a déjà participé, à la fois ouvertement et en coulisse, par lettres, à la veille de la conférence, à la discussion sur la nature de l'U.R.S.S. et le régime du nouveau parti. Les débuts du S.W.P. l'emplissent d'optimisme ; il est convaincu que, les divergences surmontées, Burnham et Carter vont retrouver toute leur place dans une direction solide. Au lendemain d'une décision du bureau politique unanime, à l'exception du seul Burnham, il n'hésite pas à écrire à Cannon et qu'il est d'accord avec Burnham et qu'il laisse Cannon libre de communiquer sa lettre au bureau politique. Et Cannon ouvre la discussion.

Un travail prévu depuis longtemps — c'est en août 1935 qu'il s'est engagé à le faire — est terminé pendant cette période : il s'agit de la préface du livre de Harold R. Isaacs, *La Tragédie de la révolution chinoise*. L'actualité, d'ailleurs, avec le début de l'invasion de la Chine par le Japon, l'a ramené à ce thème. Il insiste dans sa correspondance privée pour que le journaliste

Frank Glass fasse son possible pour convaincre les trotskystes chinois et l'intéressé lui-même de la nécessité de faire sortir de Chine le vieux Chen Duxiu, libéré en août 1937 après cinq années dans les geôles de Tchiang Kai-chek et dont il estime que la vie est en danger dans son pays, alors qu'il pourrait rendre tellement de services à la IV^e Internationale s'il se trouvait sur le territoire américain. Car il continue de se préoccuper de constituer pour la IV^e Internationale ce « conseil général » dans lequel « le Vieux de Chine aurait toute sa place », même si, en ces heures de défections, le bilan des « vieux » n'est pas précisément favorable !

Il reste — et ce n'est pas un mince souci — les problèmes de sécurité. La situation au Mexique est loin d'être rassurante. De toute évidence, le chef de la C.T.M., Lombardo Toledano, a été gagné par les staliniens et s'est mis à leur service. L'appareil de la centrale syndicale peut réaliser contre Trotsky ce que le minuscule P.C.M. ne pouvait réaliser. La politique courageusement anti-impérialiste du Président Cárdenas, la mobilisation de masse qui est en train de mûrir dans le pays pourraient constituer des facteurs d'optimisme, mais la disparition — ou plutôt l'éclatement — de la section mexicaine laisse prévoir, dans l'immédiat, plus de difficultés que de satisfactions. Les rumeurs de coup d'état dont la presse du P.C. et celle de la C.T.M. font, tous les jours, une menace immédiate ne sont sans doute pas dénuées de tout fondement. Le général Cedillo, à qui l'on prête l'ambition de renverser Cárdenas, l'appui de Franco et de Hitler, l'amitié de la Standard Oil et des milieux d'affaires texans, possède une armée privée et même des avions. Le G.P.U. est-il aux alentours de la section mexicaine, à l'origine de cette crise qui se produit à un si mauvais moment ? A-t-il l'un de ses agents près du général Cedillo dont un soulèvement servirait si bien les plans de Moscou ? On peut seulement, avec Trotsky, s'interroger.

Il continue en tout cas à agir librement en Espagne. Quand son agent Léon Narvitch est tué à Barcelone, en février, il organise contre les trotskystes Munis et Carlini un « procès de Moscou » pour cette exécution, réalisée, en fait, par un groupe d'action du P.O.U.M. Et puis, les informations envoyées de France par Gérard Rosenthal sur l'enquête pour le meurtre de Reiss ne laissent pas d'être inquiétantes : non seulement les autorités du Front populaire ont laissé filer un assez gros poisson, l'« agent » Lydia Grozovskaia, en liberté provisoire, mais l'enquête en Suisse révèle que les tueurs du G.P.U. sont à l'affût de deux victimes désignées : Trotsky et son fils. Un épisode

LÉON TROTSKY

suspect — un inconnu prétendant apporter de l'engrais de la part du général Múgica — décide la maisonnée aux grandes précautions : Trotsky, en grand secret, déménage nuitamment pour la maison de Hidalgo à Chapultepec. Dans le même temps, le secrétaire général de la C.T.M., Lombardo Toledano, conforte les soupçons de Trotsky en faisant voter par le congrès de la centrale une résolution sur... la signification historique du « trotskysme »...

Trotsky, quand il déménage, ignore que Sedov, hospitalisé depuis quelques jours, glisse vers la mort. Les premières informations de Paris ne font pas soupçonner l'intervention d'une main criminelle ; bientôt, pourtant, les indices se multiplient qui permettent tous les soupçons : le fait que Sedov ait été hospitalisé dans une clinique dirigée par un homme soupçonné de liens avec le G.P.U., le fait que ce soit en milieu « blanc » infesté d'agents, le fait qu'il ait déliré en russe, qu'on ait parlé d'empoisonnement, même si l'hypothèse a été tout de suite abandonnée, le fait qu'il suffisait de faire boire le malade pour l'achever. Au fond, Trotsky est persuadé que Staline a assassiné son fils. Il ne sait pas encore — il ne le saura jamais, parce qu'il ne le croira pas quand il recevra la lettre anonyme qui lui donne tous les éléments — que le G.P.U. avait placé auprès de son fils un de ses agents et qu'il connaissait par lui le lieu de son hospitalisation, alors que les responsables du P.O.I. n'avaient même pas — par précaution ! — été prévenus de l'hospitalisation elle-même. Des quarante-huit heures de réclusion passées dans leur chambre après l'annonce de la mort de leur fils, Léon de Natalia ressortent avec, sans doute, une blessure inguérissable, et un très beau texte d'adieu.

Et c'est le troisième procès de Moscou. La matière, certes, ne manque pas. Trotsky envoie presque quotidiennement à la presse ses commentaires, ses questions, ses conclusions. La douleur de voir son grand ami Rakovsky humilié par le procureur Vychinsky lui aurait, en d'autres temps, arraché des accents vengeurs, mais les ruses de Boukharine se moquant des autorités et les prenant à contre-pied, comme les dénégations vite brisées d'un Krestinsky, ne semblent pas atteindre vraiment son cœur à vif. Il est au-delà de la douleur : d'ailleurs, les hommes que Staline se prépare à exécuter ne sont-ils pas depuis longtemps des « morts en sursis », n'attendant plus que leur bulletin de décès ? Les meilleures pages de celles qu'il consacre au procès contre Boukharine, Rakovsky, Iagoda et autres sont finalement celles dans lesquelles il s'efforce de dégager l'image de la société soviétique dans le miroir du procès et d'indiquer les lignes de la

ŒUVRES, JANVIER-MARS 1938

politique extérieure que cette imposture se propose d'étayer et de soutenir par des moyens primaires.

Au milieu de ce chagrin immense et de ce nouveau jaillissement de boue, il pressent vraisemblablement de nouvelles difficultés au sujet du testament de Léon Sedov avec la personnalité très particulière de Jeanne, la compagne de ce dernier. Déjà, il est très préoccupé du sort de la partie de ses archives confiées à Sedov et commence à redouter des initiatives impulsives, voire fractionnelles, de Jeanne, membre du P.C.I., et au moins un battage qui ferait courir à ces documents le risque de tomber aux mains du G.P.U. C'est à Rosmer, l'ami fidèle à la fermeté tranquille, qu'il confie la mission de confiance.

Il y a un peu plus d'un mois que Ljova est mort quand se produit un événement qui bouleverse la vie de la maison de Coyoacán, une arrivée qui, en d'autres temps, eût été source de joie. Trois dirigeants du S.W.P., James P. Cannon, Vincent R. Dunne et Max Shachtman, viennent passer plusieurs jours à Coyoacán pour tenter de régler la question mexicaine et surtout avoir avec Trotsky des discussions ordonnées sur les tâches politiques.

[SUR LE DÉFAITISME]¹

(2 janvier 1938)

Cher Camarade Van²,

Je n'ai même pas ici un exemplaire du *Case of Leon Trotsky*³. Je ne puis donc pas analyser le texte ni surtout le contexte. Mais la question est bien claire sans cela, au moins pour ceux qui ne cherchent pas consciemment à l'embrouiller. La commission, comme c'était son devoir, a manifesté un profond intérêt pour la question de mon attitude vis-à-vis de l'U.R.S.S. et surtout en temps de guerre. « Si vous ne voulez pas soutenir les gouvernements alliés de l'U.R.S.S., vous êtes pratiquement un défaitiste. » Tel était le sens des arguments des commissaires, surtout, si je ne me trompe pas, de Stolberg et, en parité, de l'avocat

1. Lettre en français (T 4260) à J. van Heijenoort, avec la permission de la Houghton Library.

2. Jean van Heijenoort (né en 1912) avait été secrétaire de Trotsky à Prinkipo puis à Saint-Palais et Barbizon. Il était arrivé au Mexique en même temps que lui.

3. Cette lettre de Trotsky a pour origine une lettre du Belge Vereeken du 15 décembre 1937, à propos d'un extrait de la déposition de Trotsky devant la sous-commission d'enquête de Coyoacán qui venait de paraître dans *Der einzige Weg*. Il s'agissait d'une traduction allemande du texte paru en anglais dans *The Case of Leon Trotsky* (L'Affaire Trotsky). Vereeken accusait Trotsky d'invoquer la « défense de L'U.R.S.S. » pour justifier, sans le dire, l'abandon du « défaitisme », en cas de guerre, dans les pays alliés à l'U.R.S.S. Trotsky avait dit, dans la perspective d'une guerre entre l'U.R.S.S. alliée à la France contre le Japon ou l'Allemagne : « Ce sont deux choses différentes. En Allemagne et au Japon, j'appliquerais des méthodes militaires pour combattre de tout mon possible, m'opposer, endommager la machine, la machine militaire du Japon, la désorganiser, tant au Japon qu'en Allemagne. En France, c'est l'opposition politique à la bourgeoisie et la préparation de la révolution prolétarienne. Dans les deux cas, ce sont des méthodes révolutionnaires. Mais en Allemagne et Japon, j'ai pour objectif immédiat la désorganisation de toute la machine. En France, j'ai celui de la révolution prolétarienne » (*The Case of Leon Trotsky*, p. 290).

LÉON TROTSKY

Finerty⁴. Il est facile de voir qu'ils reproduisent ainsi l'argumentation de nos ultra-gauches, seulement avec le signe contraire (on voit par là que l'ultra-gauchisme est la pensée bourgeoise, mais retournée et portée à son paroxysme). J'ai répondu en ce sens que nous ne faisons pas notre politique en fonction du gouvernement, mais directement en fonction des masses et que, tout en restant en irréductible opposition aux gouvernements bourgeois alliés de l'U.R.S.S., comme la France, dans l'application de notre politique, nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour protéger les intérêts de la défense de l'U.R.S.S. (ou de la Chine, etc.). Or j'ai dû donner dans ce contexte quelques exemples sommaires, dans le genre de ceux que j'ai utilisés dans la discussion sur la question chinoise (les deux bateaux, etc.). La question se réduit en somme à savoir si nous avons l'obligation de défendre l'U.R.S.S. ou un autre Etat ouvrier plus authentique, en cas de guerre sans sortir de l'opposition révolutionnaire, et si oui, par quels moyens. Cette question est traitée dans mon article contre Craipeau⁵. Je n'ai pour l'instant rien à y ajouter.

Il est possible que le rapport sténographique manque quelque peu de précision. Il ne s'agit ni d'un texte de programme bien pesé, ni même d'un article, mais d'un compte rendu sténographique rédigé par la commission. Vous savez que je n'ai pas eu la possibilité de le réviser moi-même. Des malentendus, des imprécisions ont pu s'y glisser. Les ennemis peuvent s'en servir, mais les camarades sérieux doivent prendre cette question dans son ensemble. Je reste totalement sur la base des thèses de la IV^e Internationale sur la guerre⁶. Il y a là-dedans un point qui, dès l'origine, avait soulevé l'opposition de Vereeken et de Craipeau⁷. C'est là-dessus qu'il faudrait s'expliquer : l'expé-

4. Trotsky ne se trompe pas. Benjamin Stolberg (1891-1951) était écrivain et journaliste, d'origine allemande, collaborateur de *The Nation*. John F. Finerty (1885-1967) était l'avocat-conseil de la commission et avait plaidé auparavant pour Tom Mooney, Sacco et Vanzetti.

5. Cf. *Œuvres*, 15, pp. 255-266. Yvan Craipeau né en 1911) dirigeant de la Ligue communiste, puis du G.B.L. et du P.O.I., contestait l'analyse de l'U.R.S.S. comme « Etat ouvrier dégénéré ». Trotsky avait commencé à polémiquer contre lui.

6. Cf. « La Guerre et la IV^e Internationale », *Œuvres*, 4, pp. 48-95.

7. Georges Vereeken (1898-1978), ancien membre du C.C. du P.C. belge, avait été l'un des fondateurs de l'Opposition de gauche. Il avait combattu l'entrée dans le P.O.B. et fait scission sur cette question, mais avait rejoint le P.S.R. à sa fondation en 1936. Le passage auquel Trotsky fait allusion est vraisemblablement le suivant : « Le prolétariat d'un pays capitaliste qui se trouve allié de l'U.R.S.S. doit conserver pleinement et complètement son irréductible *hostilité au gouvernement impérialiste de son propre pays*. En ce sens, sa politique ne sera pas différente

rience de ces dernières années a-t-elle ou non confirmé ces thèses sur ce point décisif ?

J'ai découvert par hasard que les lovestonistes⁸ américains ont essayé, eux aussi, d'utiliser la même citation pour présenter la chose comme si j'avais deux politiques opposées en cas de guerre, une pour les pays démocratiques, l'autre pour les pays fascistes. Rien de plus absurde. La guerre ne sera pas une compétition entre régimes politiques. Il s'agira de partager le monde, de subjuguier définitivement la Chine et de reconquérir l'U.R.S.S. au compte du capitalisme. Notre politique pendant la guerre doit en conséquence être adaptée au caractère de cette guerre. Nous sommes contre la réduction de la Chine en esclavage et contre le rétablissement du capitalisme en U.R.S.S. Nous aidons l'U.R.S.S. comme la Chine, pendant la guerre, par tous les moyens qui peuvent être à la disposition d'une classe opprimée et non dirigeante, et qui demeure en opposition irréductible à son gouvernement tout en se préparant à le renverser et à prendre le pouvoir. Voilà comment la question se pose. Quiconque la pose différemment cherche à éviter d'y répondre ou, tout simplement, à l'embrouiller.

Quant au camarade Vereeken, lequel, malheureusement, s'éloigne de plus en plus du marxisme, il est extrêmement caractéristique qu'il trouve possible de soutenir Sneevliet⁹ dans sa lutte totalement opportuniste désormais ouverte contre la IV^e Internationale et, en même temps, de diriger contre nous son intransigeance ultra-gauchiste. Pour ne pas priver le N.A.S.¹⁰ de

de celle d'un prolétariat dans un pays qui combat l'U.R.S.S. Seulement, dans la nature des actions pratiques, il peut apparaître, en fonction des conditions concrètes de la guerre, des différences considérables. Par exemple, il serait absurde et criminel, en cas de guerre entre l'U.R.S.S. et le Japon, que le prolétariat américain sabote l'envoi de munitions américaines à l'U.R.S.S. Mais le prolétariat d'un pays combattant l'U.R.S.S. devrait absolument recourir à de telles actions : grèves, sabotage » (*ibidem*, p. 68).

8. Trotsky appelle « lovestonistes » les militants de l'ancienne Communist Party Opposition — l'opposition de droite dite aussi « brandlérienne » — qui constituaient aux Etats-Unis l'Independent Labor League dirigée à l'époque par Lovestone. Jakob Liebsstein, dit Jay Lovestone (né en 1898) avait été l'un des premiers communistes américains, secrétaire national en janvier 1922, secrétaire général en 1927. Il avait été exclu comme « droitier » en mai 1929.

9. Henricus dit Henk Sneevliet (1883-1942), pionnier du mouvement communiste en Hollande et en Asie (Indonésie et Chine) était le dirigeant incontesté du R.S.A.P. hollandais qui était en train de rompre avec le mouvement pour la IV^e Internationale.

10. Le N.A.S. (Nationaal Arbeids-Sekretariaat) était un petit « syndicat rouge » dirigé par Sneevliet, dont il avait gardé la direction en quittant le P.C.

LÉON TROTSKY

la manne gouvernementale, Sneevliet, en temps de paix, a, vis-à-vis de son gouvernement, une attitude totalement conciliatrice, diplomatique et équivoque. Peut-on croire un seul instant qu'en cas de guerre à laquelle la Hollande participerait, Sneevliet serait capable d'avoir une attitude révolutionnaire ? Seul un aveugle pourrait le croire. Le devoir de tout révolutionnaire, en Hollande comme ailleurs, est de dénoncer impitoyablement la politique de Sneevliet qui ne peut que compromettre la IV^e Internationale. Au lieu de cela, Vereeken s'érige en ange gardien de Sneevliet. Il le protège contre le travail fractionnel¹¹, c'est-à-dire contre le marxisme, comme il avait déjà protégé ces pauvres centristes du P.O.U.M.¹² contre le « noyautage » de la IV^e Internationale. Le monde semble renversé dans la tête de Vereeken. A toute occasion, il ne cesse de commettre de nouvelles fautes afin de couvrir les précédentes ou d'en détourner l'attention. Il oscille maintenant entre Sneevliet et les bordiguistes¹³ et ses oscillations deviennent de plus en plus menaçantes, fort heureusement pas pour la IV^e Internationale, mais malheureusement pour lui-même. J'ai déjà écrit dans une lettre précédente qu'il fallait sauver Vereeken de lui-même. Cette tâche est devenue plus brûlante que jamais. Mais on ne peut sauver le camarade Vereeken ni par des concessions ni par des ménagements. Il faut lui opposer le ferme rempart de toutes les sections de la IV^e Internationale, y compris la section belge. En tout cas, la question décisive pour l'avenir de Vereeken n'est pas son exaltation artificielle à propos de telle ou telle citation isolée et mal interprétée, mais son attitude vis-à-vis du P.O.U.M. et de Sneevliet, c'est-à-dire : pour le marxisme ou pour l'opportu-

Trotsky condamnait en général la politique de division syndicale et pensait en outre que c'était ce syndicat subventionné par l'Etat qui pesait lourd sur la politique néerlandaise opportuniste de Sneevliet.

11. Vereeken était un de ceux des membres du C.C. du P.S.R. qui avaient décidé, le 16 octobre, puis confirmé, le 16 décembre 1937, leur opposition à la poursuite du travail fractionnel entrepris à partir d'Anvers par des militants belges et allemands en direction du R.S.A.P. et qui tentait d'organiser l'opposition à Sneevliet.

12. Le P.O.U.M. (Partido Obrero de Unificación Marxista) était né en septembre 1935 de la fusion du Bloc ouvrier et paysan de Catalogne et de la Izquierda comunista, qui regroupait jusque-là les trotskystes espagnols. Au début de la guerre civile, les trotskystes avaient voulu engager dans le P.O.U.M. un travail de fraction que Vereeken avait véhémentement condamné.

13. Les « bordiguistes » est le nom que l'on donne au groupe qui s'intitulait Fraction de gauche et dont l'un des animateurs avait été à l'origine l'Italien Amadeo Bordiga (1889-1970), fondateur de la « fraction abstentionniste » du P.S.I. puis du P.C.I. La Fraction publiait à Bruxelles une revue intitulée *Bilan* et elle avait gagné à elle pas mal d'ex-militants trotskystes belges.

ŒUVRES, JANVIER-MARS 1938

nisme, pour la IV^e Internationale ou pour le bureau de Londres.

Voilà tout ce que je puis dire pour le moment et je pense réellement qu'après toute la polémique de ces dernières années, cela suffit totalement.

[LA VENTE DES ARCHIVES]¹

(5 janvier 1938)

Cher Camarade Glenner²,

Nous avons reçu votre dernière lettre pré-conférence concernant la position de B[urnham]³, etc. Autant que je puisse en juger par un câble signé par le présidium de la conférence et de brèves informations de M[ax] S[hachtman], la conférence a été très bonne et fructueuse. Naturellement nous attendons ici maintenant des informations plus détaillées.

J'en viens maintenant de nouveau à ma proposition concernant la vente des archives⁴. Nous ne sommes pas obligés de nous borner aux archives de l'enquête. Je peux ajouter d'autres parties de mes archives. Vous les connaissez suffisamment et vous pouvez les décrire si nécessaire. Je puis aussi ajouter des documents comme le manuscrit original de l'*Histoire de la révolution russe* et ainsi de suite. Toutes ces choses seraient bien mieux conservées dans un musée qu'en ma possession privée.

1. Lettre à Jan Frankel (8156), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. John Glenner était le pseudonyme de Jan *Frankel* (1906-?), un Tchécoslovaque qui avait été l'un des premiers membres de l'Opposition dans son pays et avait été secrétaire de Trotsky de 1930 à 1933 en Turquie, en 1935 en Norvège et de février à novembre 1937. Il était à New York où il s'occupait du secrétariat latino-américain et d'un certain nombre de missions personnelles pour Trotsky.

3. Il s'agit de la conférence qui avait créé la section américaine sous la forme du Socialist Workers Party. James *Burnham* (né en 1905), professeur de philosophie à Columbia et membre de la direction, avait présenté un texte minoritaire sur l'U.R.S.S. Trotsky cherchait activement le moyen de garder à l'organisation cet homme très doué.

4. Trotsky avait été autorisé, en quittant l'U.R.S.S., à emporter ses archives personnelles qui n'avaient cessé de s'enrichir depuis, et dont il avait réellement découvert l'importance et l'intérêt lors de la contre-enquête sur les procès de Moscou. Il pensait à juste titre pouvoir y intéresser une université américaine.

[LA COLLABORATION A NEW INTERNATIONAL]¹

(5 janvier 1938)

Cher Camarade Shachtman²,

J'ai reçu votre explication de la mésaventure avec l'article et j'accepte vos propositions³. Je sais que le camarade Wright⁴ est extrêmement soigneux et attentif et je suis sûr qu'il aidera à éliminer tout malentendu ultérieur dans mes relations avec *The New International*.

Concernant mon vieux discours sur l'Armée rouge, je n'ai pas eu la moindre initiative dans sa traduction et naturellement c'est à vous de décider vous-mêmes si vous pouvez le publier. Mais je regrette que l'équipe des éditeurs n'ait pas répondu à la camarade Rae⁵ à ce sujet. Une correspondance régulière du comité de rédaction avec auteurs, traducteurs et lecteurs, a la plus grande valeur éducative. Il est absolument nécessaire d'avoir dans le bureau un camarade qui assurera cette correspondance avec la plus grande attention pour les collaborateurs, particulièrement les jeunes qui ne sont pas sûrs d'eux.

1. Lettre à M. Shachtman (10335), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Max *Shachtman* (1903-1972), fils d'émigrés russes, ancien dirigeant des jeunes communistes, avait été, avec Cannon et Abern, l'un des fondateurs de l'Opposition de gauche américaine. Il dirigeait la revue mensuelle du S.W.P., *New International*.

3. Trotsky avait adressé à Shachtman de vifs reproches à propos d'un article qui avait été mal corrigé et donc mal édité.

4. John G. *Wright* était le pseudonyme de Joseph *Vanzler* (1904-1956), un ancien étudiant chimiste de Harvard qui avait rejoint l'Opposition en 1932 et traduisait du russe les articles de Trotsky.

5. Rae *Spiegel* (née en 1910) avait appris le russe pour venir aider Trotsky à Coyoacán où elle était arrivée en août 1937. Elle avait traduit du russe un article ancien de Trotsky et l'avait proposé à *New International*.

LÉON TROTSKY

J'ai lu que vous avez écrit à Joe⁶ sur des articles sur l'Amérique latine pour *The New International*. Naturellement on fera tout pour assurer la nécessaire collaboration. Mais pour la prochaine période vous avez une grande quantité d'articles et de thèses sur ces pays d'Amérique latine. Je les ai lus avec le plus grand intérêt et le plus grand profit pour moi. Ne jugez-vous pas nécessaire de publier aussitôt que possible les thèses écrites par Diego [Rivera]⁷?

P.-S. : La proposition du camarade James⁸ concernant une anthologie de mes livres n'est malheureusement pas acceptable car elle me mettrait en conflit avec mes différents éditeurs, et entraverait les plans de publication de Pioneer Publishers et autres. Communiquez, s'il vous plaît, à Eastman⁹ et à James, que je suis catégoriquement opposé à ce plan.

6. Joseph Hansen (1910-1979) avait été recruté en 1934 à l'université de Salt Lake City. Il avait travaillé ensuite dans la presse syndicale de la côte ouest et était venu à Coyoacán comme secrétaire-garde-chauffeur en septembre 1937.

7. Diego Rivera (1886-1957), l'un des plus grands peintres contemporains, qui avait prêté à Trotsky sa « maison bleue », était membre de la section mexicaine. Il venait de publier des thèses intitulées « La lutte de classes et le problème indigène » qui avaient été publiées dans le n° 2 de la revue *Clave*.

8. Cyril L. R. James (né en 1901), Noir de la Trinidad, journaliste spécialiste de cricket, avait été en Grande-Bretagne l'un des dirigeants de la tendance trotskyste dans l'I.L.P. dont il avait été exclu en novembre 1937. Il avait déjà publié plusieurs ouvrages de valeur.

9. Max Eastman (1883-1969) avait été le rédacteur en chef de *Masses* et le compagnon de lutte de John Reed. Il s'était lié à Trotsky en U.R.S.S. au début des années 20 et c'est lui qui avait fait connaître en Occident l'existence puis le texte du « Testament de Lénine ». Longtemps traducteur de Trotsky, il avait été ensuite son agent littéraire ; leurs relations s'étaient beaucoup détériorées les dernières années.

DERRIÈRE LES MURS DU KREMLIN¹

(8 janvier 1938)

Même pour ceux qui connaissent bien les protagonistes et la situation, les récents événements du Kremlin sont incompréhensibles. Je l'ai ressenti particulièrement nettement lorsque est arrivée la nouvelle de l'exécution d'Enoukidzé, le vieux secrétaire permanent du comité central exécutif des soviets². Enoukidzé n'était pas un personnage important. Les affirmations de quelques journaux selon lesquelles il était un « ami de Lénine » et faisait partie du « groupe restreint qui dirigeait la Russie » sont inexactes. Lénine avait avec Enoukidzé de bonnes relations, mais pas meilleures qu'avec des dizaines d'autres. Enoukidzé était un personnage politique de second plan, sans ambitions personnelles, avec une disposition permanente à s'adapter à la situation ; c'est précisément pourquoi il semblait moins que tout autre candidat à l'exécution. Les calomnies de la presse soviétique contre Enoukidzé ont commencé de façon tout à fait inattendue peu après le procès de Zinoviev et Kamenev³. On l'accusait d'être dépravé et d'entretenir des rapports avec des « ennemis du peuple ». Que signifie « rapports avec des ennemis du peuple » ? Il est très vraisemblable qu'Enoukidzé, qui était un homme généreux, a essayé d'aider les familles des bolcheviks exécutés. La « dépravation » signifie un goût pour le confort

1. Article (T 4265) traduit du russe avec la permission de la Houghton Library. Le passage entre [...] n'est pas dans toutes les éditions.

2. Abel S. Enoukidzé (1877-1937), fils de paysan, cheminot, puis révolutionnaire professionnel employé à l'imprimerie clandestine ; délégué au 2^e congrès pan-russe des soviets, puis secrétaire de l'exécutif des soviets de 1923 à mars 1935 ; exclu du parti en 1935, arrêté, jugé et exécuté en 1937.

3. Grigori E. Radomylsky, dit Zinoviev (1883-1936) et Lev B. Rosenfeld dit Kamenev (1883-1936), vieux-bolcheviks, adversaires de l'insurrection en 1917, alliés de Staline contre Trotsky puis de Trotsky contre Staline, avaient capitulé en 1927 et s'étaient engagés dans la voie des « aveux » et du reniement. Arrêtés en décembre 1934, condamnés à la prison en janvier 1935, ils avaient été condamnés à mort au premier procès de Moscou et fusillés, en août 1936.

LÉON TROTSKY

personnel, un niveau de vie trop élevé, les femmes, etc. Il y a sans doute là-dedans une part de vérité. Néanmoins les choses sont allées loin, très loin, au Kremlin, si on en est venu à fusiller Enoukidzé. C'est pourquoi il me semble que le simple rappel de la vie de cet homme permettra au lecteur étranger de mieux comprendre ce qui se passe derrière les murs du Kremlin.



Abel Enoukidzé était comme Staline un Géorgien, de Tiflis. L'Abel de la Bible était plus jeune que Caïn. Enoukidzé, au contraire, avait deux ans de plus que Staline. A l'époque de son exécution, il avait à peu près soixante ans. Dès sa jeunesse, il était parmi les bolcheviks qui avaient constitué une fraction dans le parti social-démocrate uni à côté des mencheviks. Dans les premières années du siècle, il y avait dans le Caucase une remarquable imprimerie clandestine qui joua un rôle non négligeable dans la préparation de la première révolution (1905). Les deux frères Enoukidzé, Abel « le roux » et Simon « le brun »⁴, travaillaient activement dans cette imprimerie. L'entreprise était financée par Léonide Krassine⁵, qui devait devenir un administrateur et un diplomate soviétique renommé. A cette époque, ce jeune ingénieur talentueux, avec la coopération du jeune écrivain Maxime Gorky⁶, savait trouver pour la révolution de l'argent auprès de millionnaires libéraux comme Savva Morozov⁷.

4. Nous ne savons rien de ce frère.

5. Léonid B. Krassine (1870-1926), ingénieur, était l'un des rouages essentiels du réseau de l'*Iskra* dont l'appareil clandestin utilisait grâce à lui les centrales électriques. Il fut le grand organisateur de l'armement des ouvriers pendant la révolution de 1905, abandonna toute activité politique de 1908 à 1917 et travailla chez Siemens. Il fut ensuite commissaire du peuple aux communications ambassadeur à Paris, etc.

6. Aleksei M. Pechkov, dit Maksim Gorky (1868-1936), le plus grand écrivain russe contemporain, avait milité dans la clandestinité dans les rangs du P.O.S.D.R. à partir de 1901.

7. Dans *Bajanov révèle Staline*, p. 134, Boris Bajanov (né en 1900), proche collaborateur de Staline en qualité de « secrétaire du Polit-buro » de 1923 à sa fuite le 1^{er} janvier 1928 à l'étranger, écrit à ce sujet : « Bourévstnik (c'est-à-dire Maksim Gorky) est un des chefs de file du Théâtre d'Art de Moscou, aida la comédienne Andréieva à séduire le millionnaire Savva Morozov, et une manne d'or afflua par l'intermédiaire d'Andréieva dans la caisse de Lénine. » L. Schapiro, dans *The Communist Party of the Soviet Union*, p. 88, écrit : « Une grosse somme (60 000 roubles) fut remise à Lénine, Bogdanov et Krassine pendant cette période, 1906-1907, par la femme de Gorky en qualité de mandataire pour une police d'assurance sur la vie du bienfaiteur des bolcheviks, l'industriel Morozov, qui était mort en 1905. » Morozov, selon Gorky, se serait suicidé.

Depuis, Krassine avait conservé des relations amicales avec Enoukidzé ; ils s'appelaient par leurs surnoms. C'est dans la bouche de Krassine que j'ai entendu pour la première fois le nom biblique d' « Abel ».

Dans la période difficile entre la première et la seconde révolution, Enoukidzé, comme la majeure partie des dénommés « vieux bolcheviks », s'éloigna du parti. Je ne sais si ce fut pour longtemps. Pendant quelques années, Krassine réussit à devenir un industriel éminent. Enoukidzé n'amassa pas de capital. Au début de la guerre, il fut de nouveau envoyé en exil, et, de là, fut en 1916, envoyé au service militaire comme tous les hommes de quarante ans. La révolution le ramena à Pétersbourg. Je le rencontrai pour la première fois pendant l'été 1917 dans la section des soldats du soviet de Pétersbourg. La révolution avait transporté bien des vieux bolcheviks ; mais ils restaient perplexes et hostiles face au programme de Lénine de prise du pouvoir. Enoukidzé ne faisait pas exception, mais il était plus prudent que les autres et se tenait dans l'expectative. Ce n'était pas un orateur, mais il connaissait bien le russe, et, s'il le fallait, pouvait faire un discours avec moins d'accent que la majorité des Géorgiens, Staline compris. Sur le plan personnel il faisait agréablement impression du fait de la douceur de son caractère, de son manque de prétentions personnelles, de son tact. Il faut ajouter une timidité extrême : à la moindre occasion, le visage criblé de tâches de rousseur d'Abel devenait cramoisi.

Que fit Enoukidzé dans les jours de l'insurrection d'Octobre ? Je ne sais pas. Il est possible qu'il ait attendu. En tout cas, il n'était pas de l'autre côté de la barricade comme MM. Troianovsky, Maisky, Souritz⁸ — aujourd'hui ambassadeurs — et des centaines d'autres hauts fonctionnaires. Après l'établissement du régime soviétique, Enoukidzé entra tout de suite dans le présidium du comité exécutif central et en devint le secrétaire. Il est très probable que ce fut à l'initiative du premier président du C.E.C., Sverdlov⁹, lequel, en dépit de sa jeunesse, connaissait

8. Aleksandr A. *Troianovsky* (1882-1955), fils d'officier, d'abord gagné au bolchevisme, passa au menchevisme en 1917 à 1921 et obtint sa réintégration dans le parti grâce à Staline. Il était ambassadeur à Washington depuis 1933. Iakov Z. *Souritz* (1882-1952) fut menchevik jusqu'en 1918 et occupa ensuite des ambassades (Allemagne 34-37, puis France). Ivan M. *Liakhovetsky*, dit *Maisky* (1884-1975) avait même été ministre du gouvernement blanc de l'amiral Kolitchak en tant que menchevik.

9. Iakov M. *Sverdlov* (1885-1919), militant à 15 ans, déporté à 16, était le véritable organisateur du parti bolchevique et fut secrétaire de son C.C.

LÉON TROTSKY

les hommes et savait mettre chacun à sa véritable place. Sverdlov lui-même essaya de donner au présidium une importance politique, et cela provoqua même quelques frictions avec le conseil des commissaires du peuple, en partie avec le bureau politique. Après la mort de Sverdlov, au début de 1919, N. I. Kalinine¹⁰ fut élu à la présidence — sur ma proposition ; il s'y est maintenu jusqu'à présent, ce qui n'est pas un mince exploit. Pendant toute cette période, le secrétariat continua à être assuré par Enoukidzé.

Ces deux personnages, Mikhaïl Ivanovitch et Abel Safronovitch, incarnaient l'institution soviétique suprême aux yeux de la population. Superficiellement, on avait l'impression qu'Enoukidzé détenait entre ses mains une grande partie du pouvoir. Mais ce n'était qu'une illusion d'optique. Le travail législatif et administratif fondamental était fait par le conseil des commissaires du peuple, sous la direction de Lénine. Les questions de principe, les désaccords et les conflits étaient réglés dans le bureau politique qui jouait depuis le début le rôle d'un supergouvernement. Pendant les trois premières années, quand toutes les forces se tendaient sur la guerre civile, un pouvoir énorme se trouva concentré par la force des choses dans les mains de l'autorité militaire. Le présidium du comité exécutif central tenait dans ce système une place qui n'était pas nettement définie, mais qui n'était en tout cas pas autonome. Il serait pourtant faux de lui dénier toute importance. Personne, à cette époque, ne craignait ni de se plaindre, ni de critiquer, ni de revendiquer. Ces trois fonctions importantes, revendication, critique, plainte, passaient essentiellement par le comité exécutif central.

Au cours des discussions au bureau politique, Lénine se tournait souvent vers Kalinine et disait avec une amicale ironie : « Alors, qu'en pense le chef de l'Etat ? » Kalinine mit du temps à se reconnaître sous ce pseudonyme excessif. Ancien paysan de Tver, puis ouvrier de Pétersbourg, il occupait ce poste élevé inattendu avec assez de modestie et en tout cas avec prudence. Ce n'est que peu à peu que la presse soviétique bâtit son nom et son autorité aux yeux du pays. Il est vrai que, pendant longtemps, la couche dirigeante ne prit pas Kalinine au sérieux, et

10. Mikhaïl I. Kalinine (1875-1946), membre du parti en 1898, avait été un vaillant combattant ouvrier de la clandestinité, souvent arrêté et condamné. Maire de Pétrograd en 1917, il devint président de l'exécutif des soviets et le resta. Il semble qu'il avait d'abord sympathisé avec les droitiers.

que, même maintenant, elle ne le prend fondamentalement pas au sérieux. Mais les masses paysannes s'étaient peu à peu faites à l'idée qu'il fallait « solliciter » par l'intermédiaire de Mikhaïl Ivanovitch. Et, de plus, cela ne se limitait pas aux paysans. D'anciens amiraux tsaristes, des sénateurs, des professeurs, des docteurs, des juristes, des artistes et, non moins nombreuses, des actrices, étaient reçus par le « chef de l'Etat ». Tous avaient quelque requête à présenter : au sujet de leurs fils et de leurs filles, des maisons réquisitionnées, du chauffage des musées, des instruments chirurgicaux, voire de la possibilité de commander à l'étranger les cosmétiques indispensables pour la scène. Pour les paysans, Kalinine trouvait sans difficulté le langage qu'il fallait. Avec l'intelligentsia bourgeoise, il était intimidé, les premières années. C'est alors que l'aide d'Enoukidzé (mieux éduqué et plus mondain) lui était particulièrement nécessaire. En outre, Kalinine était souvent en voyage ; aussi, à Moscou, lors des audiences, était-il remplacé par le secrétaire. Ensemble, ils travaillaient en bonne intelligence. Tous deux étaient opportunistes de caractère ; ils cherchaient tous deux toujours la ligne de moindre résistance et s'accommodaient bien l'un de l'autre.

De par ses hautes fonctions, Kalinine fut intégré au comité central du parti et devint même suppléant au bureau politique. Le large champ de ses conversations et entretiens divers lui permettait d'apporter dans les réunions beaucoup d'informations précieuses sur la vie quotidienne. Il est vrai que ses propositions étaient rarement retenues. Mais ses remarques étaient écoutées non sans attention et, d'une façon ou d'une autre, prises en considération. Enoukidzé n'est jamais entré au comité central ; pas plus, par exemple, que Krassine. Ces « vieux bolcheviks » qui avaient rompu avec le parti pendant la période de réaction étaient, au cours de ces années, admis à des postes dans les soviets, mais pas dans le parti. En outre, comme on l'a déjà dit, Enoukidzé n'a jamais eu de prétentions politiques. Il faisait confiance, les yeux fermés, à la direction du parti. Il était profondément dévoué à Lénine, avec une nuance d'adoration et — il faut l'indiquer pour comprendre ce qui suit — il m'était très attaché. Dans les rares cas où Lénine et moi eûmes des divergences politiques, Enoukidzé souffrit profondément. Je puis dire, en passant, qu'il en fut de même pour beaucoup d'autres.

Sans jouer un grand rôle politique, Enoukidzé occupait néanmoins une place importante, sinon dans la vie du pays, du moins dans celle des sphères dirigeantes. Le fait est que se trouvait concentrée entre ses mains toute l'intendance du comité

LÉON TROTSKY

exécutif central : les produits de la coopérative du Kremlin ne pouvaient être livrés qu'avec son autorisation. L'importance de ce fait ne m'apparut que plus tard, et, de plus, grâce à des indices indirects. J'avais passé trois années au front. Pendant ce temps, un nouveau mode de vie avait commencé à s'instaurer progressivement dans la bureaucratie soviétique. Il n'est pas vrai qu'à cette époque, on nageait dans le luxe au Kremlin comme l'affirmait la presse des Blancs. On vivait en fait très modestement. Cependant, différences et privilèges avaient fait leur apparition et s'accumulaient automatiquement. Enoukidzé, de par ses fonctions, pour ainsi dire, se trouvait au centre de ce processus. Parmi bien d'autres, Ordjonikidzé¹¹, qui était alors dans le Caucase le personnage principal, veillait à ce qu'Enoukidzé ait dans sa coopérative la quantité nécessaire des produits de la terre.

Quand Ordjonikidzé partit pour Moscou, cette obligation retomba sur Orechelachvili¹², que tout le monde considérait comme la créature de Staline. Boudou Mdivani¹³, président des commissaires du peuple de Géorgie, envoyait au Kremlin du vin de Kachkhétie. Nestor Lakoba¹⁴ envoyait d'Abkhazie des caisses de mandarines. Tous les trois, Orechelachvili, Mdivani et Lakoba, disons-le au passage, sont aujourd'hui sur la liste des exécutés¹⁵. En 1919, j'appris par hasard qu'Enoukidzé avait du vin dans ses magasins, et j'en proposai l'interdiction. « Ce serait trop sévère » me dit Lénine en plaisantant. J'essayai d'insister : « Si la rumeur atteint le front qu'au Kremlin, on fait la fête, je redoute de fâcheuses conséquences. » Le tiers dans cette conversation était Staline, et il protesta : « Comment nous, Caucasiens, pouvons-nous nous passer de vin ? » Lénine le rejoignit : « Vous voyez ! Vous, vous pouvez vous passer de vin, mais ce serait une

11. Grigori K. *Ordjonikidzé*, dit Sergo (1886-1937), membre du parti en 1903, cheminot, puis révolutionnaire professionnel, organisateur clandestin, soutint Staline et fut commissaire du peuple, membre du bureau politique. Il s'était suicidé en 1937, mais le régime l'avait démenti.

12. Ivan D. *Orechelachvili* (1881-1937), membre du parti en 1903 était l'un des plus importants dirigeants géorgiens. Il avait été fusillé en décembre précédent.

13. Polikarp G. dit Boudou *Mdivani* (1877-1937), membre du parti en 1903, s'était heurté à Staline et Ordjonikidzé. Il fut membre de l'Opposition de gauche, exclu et déporté en 1928, réintégré sur « repentir » en 1931. Il fut condamné à mort le 9 et exécuté le 10 juillet 1935.

14. Nestor A. *Lakoba* (1893-1936), fils de paysan, ancien séminariste, était extrêmement populaire en Abkhazie.

15. Il ne s'agit pas bien entendu de la même liste au sens propre du terme, ces hommes ayant été fusillés à des dates différentes.

offense pour les Géorgiens. » Je répliquai : « Il n'y a rien à faire si ici, chez nous, les habitudes se sont adoucies. » Je crois que ce petit dialogue, sur le ton du badinage, caractérise, malgré tout, les mœurs de l'époque : on considérait une bouteille de vin comme un luxe.

La même année, en 1920, peut-être au début de 1921, Kamenev, qui était marié à ma sœur, m'invita par téléphone à venir chez lui alors que je faisais un bref séjour à Moscou. J'allai chez lui dans le fameux « corridor blanc ». Un des vieux serviteurs du Kremlin, avec un geste particulier de déférence et de familiarité qui me mit aussitôt sur mes gardes, m'ouvrit la porte de l'appartement de Kamenev. Plusieurs dignitaires du Kremlin étaient assis avec leurs femmes autour d'une grande table. Sur la table, il y avait des bouteilles et des *zakouski* qui provenaient bien entendu de la coopérative d'Enoukidzé. La physionomie de tout cela était du niveau de la petite bourgeoisie, au mieux moyenne bourgeoisie. Mais cette atmosphère de prospérité me heurta. Sans saluer personne, je fis demi-tour, refermai la porte et revins chez moi. Le serviteur, cette fois, me montra un visage sévère et un peu effrayé. C'est de ce jour que nos rapports avec Kamenev, qui avaient été excellents dans la période qui avait suivi l'insurrection, commencèrent à se détériorer. Pour me justifier, je dirai que je n'étais inspiré par aucun puritanisme ridicule, mais seulement par une réaction immédiate : les affaires de la guerre civile me possédaient complètement et sans partage.

Avec l'introduction de ce qu'on appela la « nouvelle politique économique » (Nep), les mœurs de la couche dirigeante commencèrent à se modifier de plus en plus vite. Une minorité continuait à vivre à un niveau qui n'était pas meilleur que celui des années d'émigration et n'y accordait aucune attention. Quand Enoukidzé proposait à Lénine quelque amélioration dans sa vie personnelle, ce dernier se déroba en disant : « Non, on est mieux dans ses vieilles pantoufles. » De différentes régions du pays, on lui envoyait toutes sortes de produits locaux, décorés depuis peu des armes soviétiques « On m'a encore envoyé des fanfreluches », disait Lénine, « il nous faudrait l'interdire ». Finalement, on envoyait les « fanfreluches » à l'hôpital des enfants ou au musée... Ma famille ne changea pas sa façon de vivre habituelle dans l'aile Cavalier du Kremlin. Boukharine restait au fond un vieil étudiant. Zinoviev vivait modestement à Leningrad. Kamenev, au contraire, s'adapta très vite à ce nouveau mode de vie ; en lui, un sybarite avait toujours cohabité

avec le révolutionnaire. Lounatcharsky¹⁶, le commissaire à l'éducation publique, fut entraîné plus rapidement encore dans le courant. Je ne suis pas enclin à croire que Staline ait beaucoup modifié ses conditions de vie après Octobre. Mais, à cette époque, il n'entrait qu'à peine dans mon horizon. Bien d'autres ne faisaient que peu attention à lui. Ce n'est que plus tard, quand il eut occupé la première place, qu'on me raconta, qu'outre la bouteille de vin, il aimait égorger un mouton dans sa villa ou tirer les corbeaux par sa fenêtre. Je ne puis certifier la véracité de l'anecdote. En tout cas, dans les arrangements de sa vie personnelle à cette époque, Staline dépendait dans une large mesure d'Enoukidzé, lequel traitait son compatriote, non seulement sans « adoration », mais aussi sans sympathie, essentiellement à cause de sa brutalité et de ses caprices, c'est-à-dire de ces traits que Lénine avait jugé nécessaire de mentionner dans son « Testament ». Le personnel subalterne du Kremlin, qui appréciait particulièrement Enoukidzé pour sa simplicité, son caractère affable et son équité, manifestait au contraire une attitude d'extrême hostilité à l'égard de Staline.

Ma femme, qui administra les musées et les monuments historiques du pays pendant dix ans, se souvient de deux épisodes au cours desquels Enoukidzé et Staline manifestèrent des traits bien caractéristiques. Au Kremlin, comme à Moscou et dans l'ensemble du pays, se déroulait une incessante bataille pour les appartements. Staline voulait changer le sien, trop bruyant, pour un autre, plus tranquille. L'agent de la Tchéka Belenky¹⁷ recommanda quelques salles de réception du palais du Kremlin. Ma femme s'y opposa : on gardait le Palais comme musée. Lénine lui écrivit une longue lettre de remontrance : on pouvait retirer l'ameublement du « musée » de quelques pièces du palais ; on pouvait prendre des mesures particulières de protection ; Staline avait besoin d'un appartement où il pourrait dormir tranquille ; dans son appartement du moment, on pouvait mettre des jeunes capables de dormir même sous un bombardement d'artillerie, etc. Mais la gardienne du musée ne s'inclina pas devant ces arguments. Enoukidzé se rangea à son côté. Lénine désigna une commission pour vérifier. La commission recon-

16. Anatoli V. Lounatcharsky (1875-1933), critique d'art, rejoignit le parti en 1917 et fut jusqu'en 1929 commissaire du peuple à l'éducation.

17. A. Ia. Belenky (1883-1941), membre du parti en 1902, émigré en France de 1904 à 1917, fut, de 1919 à 1924, chef de la garde du corps de Lénine puis passa dans la Tchéka.

nut que le Palais n'était pas un endroit pour habiter. Finalement, l'affable et accommodant Sérébriakov donna à Staline son propre appartement. Staline le fit fusiller dix-sept ans plus tard.

Nous vivions au Kremlin entassés les uns sur les autres. La majorité travaillait hors des murs. Les réunions se terminaient à toute heure du jour et de la nuit et le bruit des autos nous empêchait de dormir. Finalement, par la médiation du présidium du comité exécutif central, c'est-à-dire d'Enoukidzé, une règle fut établie : après onze heures du soir, les automobiles devaient s'arrêter sous les arches, là où commençaient les appartements d'habitation ; de cet endroit, MM. les dignitaires devaient continuer à pied. La règle fut énoncée avec l'accord de tous. Mais une auto continuait à troubler notre paix. Eveillé à trois heures du matin, j'attendis à la fenêtre le retour de la voiture et interrogeai le chauffeur : « Ne connaissez-vous pas la règle ? » « Je la connais, camarade Trotsky », me répondit le chauffeur, « mais que pouvais-je faire ? Quand nous sommes arrivés aux arches, le camarade Staline m'a ordonné de continuer ». Il fallut l'intervention d'Enoukidzé pour obliger Staline à respecter le sommeil des autres. Nous pensons que Staline ne lui a jamais pardonné ce petit affront.

Un changement très brusque dans les conditions de vie de la bureaucratie apparut après l'ultime maladie de Lénine et le début de la campagne contre le « trotskysme ». Dans toutes les grandes luttes politiques, on peut en dernière analyse découvrir la question du beefsteack. A la perspective de la « révolution permanente », la bureaucratie opposait celle du bien-être personnel et du confort. Des banquets secrets se tenaient dans les murs et hors des murs du Kremlin. Leur but politique était de rassembler les rangs de la « Vieille Garde » contre moi. [C'est à cette époque, en 1924, que Staline, Dzerjinsky¹⁸ et Kamenev bavardaient de façon intime autour d'une bouteille de vin à Zubalov, dans une villa. A la question de savoir ce que chacun préférerait dans la vie, Staline, légèrement émoussillé, répondit avec une franchise inhabituelle : « Choisir ma victime, tout préparer, me venger sans pitié et aller me coucher. » Kamenev répéta plus d'une fois cette conversation après sa rupture avec Staline. Kamenev s'attendait au pire de la part de son

18. Feliks E. *Dzerjinsky* (1877-1926), vieux révolutionnaire polonais comp- tant des années de bagne, fut le premier chef de la Tchéka.

LÉON TROTSKY

ancien allié, et malgré tout, il ne sut pas prévoir la terrible vengeance que Staline lui réservait après une longue préparation. Quant à savoir si Staline a bien dormi la nuit qui suivit l'assassinat de Kamenev, Zinoviev et les autres, je n'en sais rien.]

Les arrangements pour les banquets de la « Vieille Garde » reposaient en grande partie sur Enoukidzé. Ils ne se bornaient plus désormais au modeste vin de Kachkhétie. C'est pendant cette période que commença, à proprement parler, la « dépravation » qui devait être imputée à un crime à Enoukidzé des années plus tard. Il est probable qu'Abel lui-même ne fut jamais invité aux banquets intimes où l'on noua les nœuds du complot et où on les serra. A vrai dire, il ne cherchait pas à y participer, bien que, de façon générale, il n'eût rien contre les banquets. La lutte qui venait de commencer contre moi ne lui plaisait pas, et il le manifestait de toutes les façons possibles.

Enoukidzé vivait, comme nous, dans l'aile Cavalier. Vieux célibataire, il occupait un petit appartement qui avait été autrefois le logement d'un fonctionnaire de deuxième classe. Il passait, courbé, vieillissant, l'air coupable. Contrairement aux autres, il nous saluait, ma femme, moi, nos garçons, avec une affabilité redoublée. Mais, politiquement, Enoukidzé suivait la ligne de moindre résistance. Il s'alignait sur Kalinine. Et le « chef de l'Etat » commençait à comprendre que la force n'était plus maintenant dans les masses, mais dans la bureaucratie, et que la bureaucratie était contre « la révolution permanente », pour les banquets, pour une « vie heureuse », pour Staline. Kalinine lui-même en arriva à cette époque à devenir un autre homme. Non qu'il réussit à développer de façon appréciable ses connaissances ou à approfondir ses conceptions politiques ; mais il avait acquis la routine de « l'homme d'Etat », élaboré le style particulier d'un nigaud astucieux ; il ne perdait plus contenance devant les professeurs, les artistes et surtout les actrices. Sachant très peu les dessous de la vie du Kremlin, je ne fus informé qu'avec beaucoup de retard du nouveau genre de vie de Kalinine, et, de plus, par une source tout à fait inattendue. Dans une des revues satiriques soviétiques parut en 1925 un dessin qui montrait — c'est difficile à croire ! — le chef de l'Etat dans une situation très compromettante. La ressemblance ne laissait pas de place au doute. En outre, dans le texte, *très risqué*, Kalinine était désigné par ses initiales « N. I. ». Je ne pouvais en croire mes yeux. « Qu'est-ce que c'est que ça ? », demandai-je à plusieurs de mes

proches, entre autres Sérébriakov¹⁹. « C'est Staline qui donne un dernier avertissement à Kalinine. » « Mais pour quelle raison ? » « Sûrement pas parce qu'il veut surveiller sa moralité. Kalinine doit résister sur un point. » En réalité, Kalinine, qui ne connaissait que trop bien Staline, ne voulut pas, pendant très longtemps, le reconnaître comme chef. En d'autres termes, il se refusait à lier son avenir à lui. « Ce cheval-là », disait-il dans un petit cercle, « mènera un jour ou l'autre la voiture dans le fossé ». Ce n'est que petit à petit, en murmurant et en résistant, qu'il se tourna contre moi, puis contre Zinoviev, puis, finalement, après une résistance plus grande encore, contre Rykov, Boukharine et Tomsy²⁰ auxquels il avait été étroitement lié par ses tendances à la modération. Enoukidzé suivit la même évolution que Kalinine, seulement plus dans l'ombre, et certainement avec plus de tourments intérieurs.

De par son caractère, dont le trait dominant était de s'adapter mollement à tout, Enoukidzé ne pouvait éviter de se retrouver dans le camp de Thermidor. Mais ce n'était pas un carriériste et encore moins un gredin. Il lui était difficile de se détacher des vieilles traditions et plus encore de se détourner des gens qu'il avait été habitué à respecter. Non seulement Enoukidzé ne manifesta aucun enthousiasme agressif, mais au contraire, il se plaignit, grogna, résista. Staline ne le savait que trop bien, et il mit en garde Enoukidzé plus d'une fois. Je l'ai su, pour ainsi dire, de première main. Il y a dix ans, le système de la dénonciation avait certes déjà empoisonné non seulement la vie politique, mais aussi les relations personnelles : il restait cependant bien des cas où persistaient des confidences mutuelles. Enoukidzé était un ami de Sérébriakov, à l'époque militant important de l'Opposition de gauche, et il lui ouvrait fréquemment son cœur. « Et que veut-il de plus ? » se plaignait Enou-

19. Léonid P. Sérébriakov (1890-1937), bolchevik en 1905, ouvrier métallurgiste, dirigeant du parti à Moscou en 1917 avait été secrétaire du C.C. en 1919-1920, puis commissaire aux communications. Membre de l'Opposition de gauche, il s'était repenti en 1929, avait été réintégré en 1930. Il avait été l'un des accusés du second procès de Moscou en janvier 1937, exécuté le 30.

20. Mikhail P. Efremov dit Tomsy (1880-1936), imprimeur, bolchevik depuis 1904, avait dirigé les syndicats d'U.R.S.S. jusqu'en 1929. Il appartenait à la tendance « droitière » et se suicida en août 1936. Aleksei I. Rykov (1881-1938) membre du parti en 1898, leader de l'opposition des « comitards » à Lénine, maintes fois arrêté et condamné avait succédé à Lénine en 1924 à la tête du conseil des commissaires du peuple. Il avait été écarté de ses responsabilités en même temps que Boukharine et Tomsy. Il avait été arrêté à la fin de 1936. Nikolai I. Boukharine (1888-1938), que Lénine appelait le « favori du parti » avait été le porte drapeau de la « droite ».

LÉON TROTSKY

kidzé : « Je fais tout ce qu'il exige de moi, mais ça ne lui suffit pas. Il faut encore que je le prenne pour un génie. » Il est bien possible que, dès cette époque, Staline l'avait déjà placé sur la liste de ceux dont il lui faudrait se venger. Mais, la liste étant très longue, Abel dut attendre son tour pendant plusieurs années.

Au printemps de 1925, ma femme et moi étions à Soukhoum, dans la Caucase, sous la protection de Nestor Lakoba, le chef incontesté de la république d'Abkhazie. C'était — car pour tous, il faut dire, *était* — un homme tout petit et, de plus, presque sourd. Malgré l'appareil spécial qu'il portait, il n'était pas facile de s'entretenir avec lui. Mais Nestor connaissait son Abkhazie et, l'Abkhazie connaissait Nestor, héros de la guerre civile, homme d'un grand courage et d'une grande fermeté, ainsi que d'un grand sens pratique. Le jeune frère de Nestor, Mikhaïl Lakoba²¹, était ministre de l'intérieur de la petite république et aussi mon fidèle garde du corps pendant mon séjour en Abkhazie. Mikhaïl était — encore, *était* — un jeune abkhazien, modeste et jovial, un homme sans artifices. Je n'ai jamais eu de discussion politique avec les deux frères. Une seule fois, Nestor me dit : « Je ne vois rien de remarquable en *lui* : ni intelligence ni talent. » Je compris qu'il parlait de Staline, mais ne poursuivis pas la conversation.

Ce printemps-là, la session régulière du comité exécutif central se tint non à Moscou, mais à Tiflis, dans le pays de Staline et d'Enoukidzé. Il courait alors des rumeurs confuses sur un conflit entre Staline et les deux autres membres du triumvirat, Zinoviev et Kamenev. De façon inattendue, un membre du comité exécutif central, Miasnikov²² et l'adjoint du chef du G.P.U., Mogilevsky²³, prirent l'avion à Tiflis pour venir me voir à Soukhoum. On se mit à murmurer beaucoup, dans les rangs de la bureaucratie, au sujet d'une possibilité d'alliance entre Trotsky et Staline. En fait, Staline, se préparant à l'éclatement du triumvirat, voulait effrayer Zinoviev et Kamenev qui cédaient facilement à la panique. Cependant l'avion diplomatique prit feu en plein vol, à cause d'une cigarette mal éteinte ou pour quelque

21. Mikhaïl A. *Lakoba* fut exécuté après son frère Nestor, qu'il avait accablé de son « témoignage »... à son propre procès!

22. Aleksandr I. *Miasnikov* (1886-1925), licencié en droit, clerc de notaire et journaliste, avait été commissaire politique dans l'Armée rouge et était alors secrétaire du parti en Transcaucasie. Il allait mourir le 22 mars 1925 dans un accident d'avion.

23. Solomon G. *Mogilevsky* (1885-1925), membre du parti en 1903, tchékiste depuis 1918 commandait la Tcheka en Transcaucasie et mourut dans le même accident aérien que Miasnikov.

autre raison, et les deux passagers périrent, ainsi que le pilote. Environ deux jours plus tard, un autre avion amena de Tiflis à Soukhoum deux membres du comité central exécutif, mes amis l'ambassadeur soviétique en France Rakovsky²⁴ et le commissaire du peuple aux services des postes Smirnov²⁵. L'opposition était déjà persécutée à l'époque. « Qui vous a donné un avion ? », demandai-je avec étonnement. « Enoukidzé ». « Comment a-t-il osé ? » « Apparemment les autorités ne l'ignoraient pas. » Mes hôtes me dirent qu'Enoukidzé était rayonnant, qu'il s'attendait à un compromis prochain avec l'Opposition. Pourtant, ni Rakovsky, ni Smirnov ne venaient en mission politique, Staline, sans s'engager le moins du monde, ne cherchait qu'à semer des illusions chez les « trotskystes » et la panique chez les zinoviévistes. Cependant Enoukidzé, ainsi que Nestor Lakoba, espéraient sincèrement un changement de politique et ils relevaient la tête. Staline ne le leur pardonna jamais. Smirnov a été fusillé lors du procès Zinoviev. Nestor Lakoba a été fusillé sans procès, de toute évidence pour avoir refusé d'avouer de son « plein gré ». Mikhaïl Lakoba a été fusillé sur le verdict d'un tribunal devant lequel il avait lancé des accusations fantastiques contre son frère, déjà fusillé. On ignore encore ce qui est arrivé à Rakovsky depuis son arrestation.

Pour mieux ligoter Enoukidzé, Staline le fit entrer dans la commission centrale de contrôle, désignée pour veiller sur la moralité du parti. Staline prévoyait-il qu'Enoukidzé lui-même serait accusé de l'enfreindre ? De telles contradictions ne l'ont en tout cas jamais arrêté. Il suffit de dire que le vieux bolchevik Roudzoutak²⁶, arrêté sous le coup des mêmes accusations, avait été pendant nombre d'années président de cette commission centrale de contrôle, c'est-à-dire quelque chose comme un grand prêtre veillant sur la moralité du parti des soviets.

24. Khristian G. *Rakovsky* (1873-1941), vieux révolutionnaire internationaliste, avait présidé le gouvernement ukrainien des soviets jusqu'en 1923 et avait été après l'exil de Trotsky le principal dirigeant de l'Opposition de gauche en U.R.S.S. Il avait capitulé en 1934 et été arrêté de nouveau au début de 1937.

25. Ivan N. *Smirnov* (1881-1936), serrurier, organisateur clandestin, « la conscience du parti » selon Lénine, héros de la guerre civile, bolchevisateur de la Sibérie, membre de l'Opposition de gauche, avait capitulé — de façon non déshonorante — en 1929, puis repris une activité d'opposition et organisé en 1932 un « bloc des oppositions ». Arrêté la même année, il fut condamné et exécuté en août 1936.

26. Jan E. *Roudzoutak* (1887-1938), vieux-bolchevik letton, métallo et dirigeant syndical, avait soutenu Staline, mais fut arrêté en 1937 parce qu'il voulait arrêter la répression sanglante.

LÉON TROTSKY

Par le système des canaux de communications, j'ai appris, au cours de mes dernières années de vie soviétique, que Staline possédait des archives particulières qu'il collectionnait des documents, des preuves circonstanciées, des rumeurs malveillantes sur tous les hauts fonctionnaires soviétiques sans exception. En 1929, au moment de la rupture ouverte avec les membres de l'aile droite du bureau politique (Boukharine, Rykov et Tomsy), Staline ne réussit à conserver Kalinine et Vorochilov²⁷ de son côté qu'en les menaçant de révélations infâmes. C'est au moins ce que mes amis m'ont écrit à Constantinople.

En novembre 1927, la commission centrale de contrôle, avec la participation de nombreux représentants des commissions de contrôle de Moscou, examina la question de l'exclusion du parti de Zinoviev, Kamenev et moi-même.

Le verdict était décidé d'avance. Enoukidzé siégeait au présidium. Nous n'épargnâmes pas nos juges. Les membres de la commission étaient mal à l'aise sous nos accusations. Le pauvre Abel n'avait plus de figure. C'est alors qu'entra en scène Sakharov²⁸, un des staliniens les plus endurcis, véritable gangster, prêt aux besognes les plus sordides. Le discours de Sakharov était plein d'insultes vulgaires. J'exigeai qu'on lui retirât la parole. Mais les membres du présidium, qui ne savaient que trop bien qui dictait ce discours, n'osèrent pas le faire. Je déclarai alors que je n'avais rien à faire dans une telle assemblée, et quittai la pièce. Peu après, Zinoviev et Kamenev, que quelques membres de la commission avaient essayé de retenir, me rejoignirent. Quelques minutes plus tard, Enoukidzé me téléphonait chez moi en me priant de revenir. « Comment pouvez-vous supporter cette racaille dans l'institution suprême du parti ? » — « Léon Davidovitch », m'implorait Abel, « Quelle importance Sakharov a-t-il ? » — « Plus grande que vous, en tout cas », répliquai-je, « car il fait ce qu'on lui a ordonné de faire alors que vous, vous ne faites que geindre ! » Enoukidzé balbutia quelque chose d'inintelligible, d'où il ressortait qu'il espérait encore un miracle. Moi, je n'espérais pas de miracle. « Vous n'oserez même pas blâmer Sakharov ? » Enoukidzé resta silencieux. « N'allez-vous pas dans cinq minutes voter mon exclusion ? » La

27. Klementi E. *Vorochilov* (1881-1969), vieux staliniens était officiellement à la tête de l'armée.

28. Vassili V. *Sakharov* (1889-1932), membre du parti depuis 1910, directeur d'une usine textile et membre de la commission de contrôle de Moscou, participait à cette réunion de la commission centrale.

réponse fut un profond soupir. Ce fut ma dernière explication avec Abel. Quelques semaines plus tard, j'étais en déportation en Asie centrale, et au bout d'un an, en émigration en Turquie. Enoukidzé continua d'être secrétaire du comité exécutif central. Je dois avouer que je commençai à oublier Enoukidzé. Mais Staline, lui, se souvenait de lui.

Enoukidzé fut révoqué quelques mois après l'assassinat de Kirov²⁹, peu après le premier procès Zinoviev-Kamenev où ceux-ci furent condamnés seulement à dix et cinq ans de prison respectivement, pour leur responsabilité « morale » dans cet acte terroriste. On ne peut douter qu'Enoukidzé et des dizaines d'autres bolcheviks ont essayé de protester contre la répression que commençait à subir la Vieille Garde de Lénine. Quelle forme la protestation a-t-elle revêtu ? Oh, pas un complot, il s'en faut. Enoukidzé tentait de convaincre Kalinine, téléphonait à des membres du Politburo, peut-être à Staline lui-même. C'était suffisant. En tant que secrétaire du comité exécutif central, une des figures centrales du Kremlin, Enoukidzé était tout à fait intolérable au moment où Staline mettait en place sa gigantesque imposture judiciaire.

Mais Enoukidzé était un personnage trop important encore, jouissait de trop nombreuses sympathies, ressemblait trop peu à un conspirateur ou à un espion — car ces mots avaient encore conservé une ombre de sens dans le vocabulaire du Kremlin — pour qu'on puisse simplement le fusiller sans discussion. Staline décida de procéder par étapes. Le C.E.C. de la fédération transcaucasienne — sur l'ordre secret de Staline — adressa au Kremlin une requête demandant qu'Enoukidzé soit « libéré » de ses obligations de secrétaire du C.E.C. de l'U.R.S.S., afin de pouvoir être élu président de l'organisme suprême en Transcaucasie. Satisfaction fut donnée à cette requête au début de mars 1935. Mais Enoukidzé était à peine arrivé à Tiflis que les journaux donnaient la nouvelle de sa nomination comme... responsable des stations balnéaires du Caucase. Cette nomination, comportant un caractère de moquerie — tout à fait dans le

29. Sergei M. Kostrikov, dit *Kirov* (1886-1934) était membre du secrétariat et du bureau politique, considéré à la fois comme le dauphin et un éventuel rival de Staline quand il fut assassiné le 1^{er} décembre 1934. Staline, qui avait, selon toute vraisemblance, préparé ce meurtre, le prit pour prétexte d'une répression de masse. Les premiers vieux-bolcheviks qui en furent les victimes, Zinoviev et Kamenev, furent respectivement condamnés, en janvier 1935, à dix ans et cinq ans de prison pour « responsabilité morale » dans cet assassinat.

style de Staline — ne présageait rien de bon. Enoukidzé a-t-il réellement administré les stations balnéaires pendant les deux ans et demi qui ont suivi ? Il est bien plus probable qu'il était simplement sous surveillance du G.P.U. au Caucase.

Mais Enoukidzé ne capitula pas. Le second procès Zinoviev-Kamenev (août 1936), qui se termina par l'exécution de tous les accusés, aigrit le vieil Abel. Une rumeur se répandit selon laquelle c'était Enoukidzé qui aurait rédigé la presque apocryphe « Lettre d'un Vieux-Bolchevik » publiée à l'étranger³⁰. Non, Enoukidzé était incapable d'une telle initiative. Mais Abel était indigné, il grognait, jurait peut-être. C'était très dangereux. Enoukidzé en savait trop. Il fallait agir résolument. Enoukidzé fut arrêté. L'accusation initiale était plutôt obscure : un trop grand train de vie, népotisme, etc. Staline faisait payer à tempérament.

Mais, même alors, Enoukidzé ne capitula pas. Il refusa toute espèce d'« aveu » qui aurait permis de l'inclure dans la liste des accusés du procès Boukharine-Rykov. Un accusé sans aveux volontaires n'est pas un accusé. Enoukidzé a été fusillé sans jugement — comme « traître et ennemi du peuple ». Lénine, qui était capable de prévoir bien des choses, n'avait pas prévu semblable fin pour Abel.

Le destin d'Enoukidzé est d'autant plus frappant qu'il était lui-même un homme qui n'avait pas de traits frappants, plus un type qu'une personnalité. Il est tombé parce qu'il appartenait aux Vieux-Bolcheviks. Dans la vie de sa génération, il y avait eu une période héroïque : les imprimeries clandestines, les escarmouches avec la police tsariste, les arrestations, les déportations. 1905 avait été fondamentalement l'apogée de l'orbite de ces « Vieux Bolcheviks » qui, dans leurs idées, n'avaient pas dépassé la république démocratique. Ces hommes, déjà usés par la vie et fatigués, ne se sont en majorité adaptés à la révolution d'Octobre qu'à contrecœur. En revanche, c'est avec plus d'assurance qu'ils commencèrent à prendre des places dans l'appareil soviétique. Après la victoire militaire, il leur semblait qu'ils avaient devant eux une existence paisible et sans souci. Mais l'histoire a déçu Abel Enoukidzé. Les plus importantes difficultés l'attendaient encore. Pour assurer à des millions de fonctionnaires, grands ou petits, leur beefsteak, leur bouteille de vin et autres bonnes

30. On sait aujourd'hui que ce texte, publié par Nikolaïevsky en 1936, fut en réalité rédigé par lui essentiellement à partir des confidences de Boukharine qu'il avait rencontré en 1935.

choses, il se trouvait qu'il fallait un régime totalitaire. Il est peu probable qu'Enoukidzé — qui n'était pas le moins du monde un théoricien — ait déduit que l'autocratie de Staline découlait de l'appétit de confort de la bureaucratie. Il fut simplement l'un des instruments de Staline dans la consolidation de la nouvelle caste privilégiée. La « dépravation » dont il fut accusé personnellement constituait en réalité un élément organique de la politique officielle. Ce n'est pas pour cette raison qu'Enoukidzé a péri, mais parce qu'il n'a pas su aller jusqu'au bout. Pendant longtemps, il a supporté, s'est incliné et adapté. Mais il en est arrivé à une limite qu'il ne pouvait pas dépasser. Enoukidzé n'a ni comploté ni préparé des actes terroristes. Il a simplement relevé sa tête grise dans la terreur et le désespoir. Peut-être a-t-il rappelé la vieille prévision de Kamenev : Staline nous enverra tous dans le fossé. Il a probablement rappelé l'avertissement de Lénine : Staline est déloyal et abuse du pouvoir. Enoukidzé a tenté d'arrêter le bras qui s'abattait sur la tête des Vieux-Bolcheviks. C'était suffisant. Le chef du G.P.U. a reçu l'ordre d'arrêter Enoukidzé. Mais Iagoda³¹ lui-même, ce carriériste cynique, qui avait préparé le procès Zinoviev, a reculé devant cette mission. Iagoda a alors été remplacé par l'inconnu Ejov³² que rien ne liait au passé. C'est sans difficulté qu'Ejov a placé face aux Mausers tous ceux que Staline lui désignait du doigt. Enoukidzé fut l'un des derniers. Avec lui a disparu de la scène la vieille génération des bolcheviks — lui au moins, sans s'être humilié lui-même.

31. Henrikh G. Iagoda (1891-1938), membre du parti depuis 1907, membre du présidium de la Tcheka en 1920, adjoint au chef du G.P.U. en 1924, était devenu en 1934 commissaire du peuple à l'intérieur (N.K.V.D.). Staline lui avait reproché en septembre 1936 d'avoir « quatre ans de retard ». Il avait été nommé alors commissaire aux communications, relevé de ses fonctions en avril 1937 et arrêté.

32. Nikolai I. Ejov (1895-1940), membre du parti en 1917 avait fait une carrière d'apparatchik qui l'avait conduit au département du secrétariat du C.C. chargé du personnel et des nominations. Au C.C. en 1934, il avait été nommé, en mars 1935, secrétaire du C.C. et président de la commission centrale de contrôle du parti, dont il avait dirigé l'épuration. Enfin il remplaça Iagoda en 1936.

LE GOUVERNEMENT SOVIÉTIQUE APPLIQUE-T-IL TOUJOURS LES PRINCIPES DÉFINIS IL Y A VINGT ANS ?¹

(13 janvier 1938)

Pour répondre correctement à la question posée dans le titre de cet article, il est nécessaire d'établir dès le départ la distinction entre l'acquis fondamental de la Révolution d'Octobre, la nationalisation de la propriété privée, et la politique du gouvernement actuel. La forme révolutionnaire de la propriété et la politique thermidorienne, c'est-à-dire réactionnaire, sont totalement contradictoires. Mais cette politique n'a, jusqu'à présent, pas encore su, osé ou pu, renverser les formes révolutionnaires de la propriété. Les tendances du gouvernement actuel sont diamétralement opposées au programme du bolchevisme. Mais, comme les organisations mises en place par la révolution existent toujours, la bureaucratie est amenée à adapter, de manière superficielle, ses tendances aux vieux principes bolcheviques : elle continue à ne jurer que par les préceptes d'Octobre et par les intérêts du prolétariat, et elle ne qualifie pas autrement la structure soviétique que de socialiste. On peut dire, sans risque de se tromper, que n'avait encore jamais existé dans l'histoire de l'humanité de gouvernement aussi faux et hypocrite que celui de la bureaucratie soviétique actuelle.

Le maintien de la propriété étatique des moyens de production a, en soi, une grande signification progressiste, car elle permet, par la planification de l'économie, d'atteindre un développement rapide des forces productives. Il est vrai que les statistiques économiques publiées par la bureaucratie ne sont pas dignes de confiance : elles grossissent systématiquement les succès et dissimulent les échecs. Il n'en serait pas moins inadmissible de nier le fait que les forces productives se dévelop-

1. Article traduit du russe (4267), avec la permission de la Houghton Library.

pent en Union soviétique aujourd'hui encore à un rythme jamais atteint dans aucun pays du monde. Celui qui refuse de considérer cet aspect des choses, identifiant le régime soviétique au fascisme comme, par exemple, Max Eastman, celui-là jette l'enfant avec l'eau du bain, pour employer une expression allemande. Le développement des forces productives est le facteur essentiel de la culture humaine. Sans accroissement de la domination de l'homme sur la nature, l'abolition de la domination de l'homme sur l'homme est impensable. Le socialisme ne peut pas être édifié sur l'arriération et la pénurie. Ces vingt dernières années, les prémisses techniques du socialisme ont fait un immense pas en avant en Union soviétique.

Cependant le mérite n'en revient nullement à la bureaucratie. Au contraire, la caste dirigeante est devenue le plus grand des freins au développement des forces productives. L'économie socialiste doit avoir pour guide les intérêts des producteurs et les besoins des consommateurs. Dans ce cas, la démocratie n'est pas un principe abstrait. C'est le seul moyen qui permette de préparer et de réaliser la structure socialiste de l'économie.

La clique dirigeante actuelle a transformé la démocratie dans les soviets, le parti, les organisations professionnelles et coopératives, par la domination des bureaucrates. Mais la bureaucratie, quand bien même serait-elle composée uniquement de génies, ne peut, de l'intérieur de ses services, assurer le maintien des justes proportions nécessaires entre toutes les branches de l'économie, c'est-à-dire assurer la concordance entre la production et la consommation. Ce qui, dans la phraséologie stalinienne de la justice, est qualifié de « sabotage » est, en fait, la triste conséquence des méthodes bureaucratiques de commandement. L'existence de disproportions, de gaspillages, d'une confusion toujours plus grande, menace de détruire les bases même de l'économie planifiée. La bureaucratie cherche constamment des « coupables ». Tel est, dans la majorité des cas, le sens caché de la plupart des procès soviétiques contre les saboteurs.

Expliquer le régime soviétique actuel par « l'ambition personnelle » de Staline serait une analyse beaucoup trop superficielle. Staline n'est pas un individu, mais le symbole d'une caste. Le pouvoir n'est pas quelque chose d'incorporel. Le pouvoir donne la possibilité de disposer des biens matériels et de se les approprier. Sans doute, l'égalité totale ne peut-elle être atteinte du premier coup. Une certaine différenciation dans la rémunération du travail est dictée, à un stade donné, par la

nécessité d'élever le niveau de la productivité du travail. Cependant la question essentielle pour déterminer la nature d'une société est de savoir si elle évolue vers l'égalité ou au contraire vers le renforcement des privilèges. La réponse à cette question ne laisse subsister aucun doute. La différenciation de la société soviétique est depuis longtemps sortie des limites dictées par les nécessités économiques. Les privilèges matériels de la bureaucratie grossissent comme une avalanche. Effrayée de se voir isolée des masses, la bureaucratie tente de créer une nouvelle aristocratie ouvrière et kolkhozienne sous le drapeau du stakhanovisme².

A son tour, la répartition du revenu national détermine le régime politique. La caste dirigeante ne peut tolérer la démocratie des producteurs et des consommateurs pour cette simple raison qu'elle dévalise impitoyablement les uns et les autres. Il est prouvé que la bureaucratie n'engloutit pas moins de la moitié du fonds national de consommation en incluant bien entendu le logement, la nourriture, l'habillement, les moyens de transports et de communications, mais aussi les écoles, la presse, la littérature, le sport, le cinéma, la radio, le théâtre, les musées, etc. Nous avons donc pleinement le droit de dire que, bien que la bureaucratie soit obligée de s'accommoder des institutions et des principes de la Révolution d'Octobre, sa politique, qui reflète ses intérêts propres, est en contradiction directe avec les intérêts du peuple et du socialisme.

Cette contradiction fondamentale peut être vérifiée dans tous les autres domaines de la vie sociale comme l'Etat, l'armée, la famille, l'école, la culture, la science, l'art, etc.

Du point de vue du marxisme, *l'Etat* est l'appareil de la domination d'une classe sur une autre. La dictature du prolétariat n'est qu'une institution provisoire, indispensable aux travailleurs pour venir à bout de la résistance des exploités et supprimer l'exploitation. Dans la société sans classes, l'Etat, en tant qu'appareil de domination, doit disparaître progressivement et se transformer en un autogouvernement des producteurs et des consommateurs. Mais qu'en est-il en réalité ? Vingt ans après la révolution, l'Etat soviétique est devenu l'appareil le plus centralisé, despotique et sanguinaire, appareil de violence et de

2. On appelait « stakhanovisme » le mouvement pour augmenter les normes de production et le rythme du travail à travers la publicité et les récompenses données aux « travailleurs de choc » et « héros du travail ». Le nom du mouvement vient de celui du premier « héros du travail », le mineur Aleksei *Stakhanov* (1901-1976).

coercition. Il évolue donc d'une manière totalement contradictoire avec les principes du programme bolchevique. La raison de cette évolution est que, comme nous l'avons déjà montré, la société ne se développe pas dans la direction du socialisme mais vers une renaissance des antagonismes sociaux. Si le processus se maintient dans cette voie, il conduira inévitablement à la renaissance des classes, à la liquidation de l'économie planifiée et au rétablissement de la propriété capitaliste. Dans ce cas, le régime de l'Etat deviendra inévitablement fasciste.

La Révolution d'Octobre avait posé la dissolution de l'armée dans le peuple comme l'une de ses tâches. Il était admis que les forces armées seraient organisées sur le principe des milices. Seule une telle organisation qui fait du peuple l'artisan armé de son destin est conforme à la nature socialiste de la société. Le passage d'une armée de casernes à une milice a été systématiquement préparé au cours de la première décennie. Mais lorsque la bureaucratie eut définitivement écrasé toutes les manifestations d'autonomie de la classe ouvrière, elle transforma ouvertement l'armée en instrument de sa domination. Le système des milices fut complètement supprimé. L'armée de deux millions d'hommes a clairement aujourd'hui un caractère d'armée de caserne. Une caste d'officiers a été recréeée avec ses généraux et ses maréchaux. D'instrument de la défense du socialisme, l'armée est devenue le garant des privilèges de la bureaucratie. Cependant, les choses n'en sont pas restées là. La lutte contre la clique restreinte de Staline et les chefs de l'armée les plus compétents et les plus doués, véritablement dévoués aux intérêts de la défense, s'est terminée par la décapitation de l'Armée Rouge.

La situation de la femme est l'indice le plus clair et le plus probant qui permette d'évaluer le régime social et la politique sociale du gouvernement. La Révolution d'Octobre avait fait sienne la cause de l'émancipation de la femme et créé la législation la plus progressiste sur le mariage et la famille qui ait jamais existé dans l'histoire. Cela ne veut bien entendu pas dire que le « bonheur » se soit soudain installé dans la vie de la femme soviétique. La libération effective de la femme est impossible sans élévation générale du niveau économique et culturel, sans destruction de l'économie familiale petite-bourgeoise, ni sans création d'un système de cantines et d'éducation collective. Cependant, guidée par ses instincts conservateurs, la bureaucratie craignait la « destruction » de la famille. Elle commença à chanter les louanges du repas familial, de même que de la lessive familiale, c'est-à-dire de l'esclavage de la femme

LÉON TROTSKY

dans la famille. Pour finir, elle rétablit la qualification de l'avortement comme un crime, rabaissant la femme à la situation d'une bête de somme. Ainsi, en contradiction flagrante avec l'A.B.C. du communisme, la caste dirigeante rétablissait la cellule la plus réactionnaire et la plus lugubre du régime de classes, la famille petite-bourgeoise.

Les choses ne vont pas mieux dans le domaine de *la culture*. La croissance des forces productives a créé les conditions qui permettaient une culture nouvelle. Mais le développement de la culture est impossible sans critique, sans erreurs et tâtonnements, sans création autonome, bref, sans éveil de la personnalité. Mais la bureaucratie ne peut tolérer de pensée indépendante dans aucun domaine de la création. Et, de son point de vue, elle a raison : si la critique se réveille dans la sphère artistique ou pédagogique, elle se tournera inévitablement contre la bureaucratie, contre ses privilèges, son ignorance et son arbitraire. C'est ce qui explique le fait que les « épurations » commencées dans le parti aient ensuite gagné toutes les sphères de la vie sociale, sans exception. Le G.P.U. « épure » des poètes, des astronomes, des pédagogues et des musiciens accusés de « trotskysme » et c'est ainsi que les meilleures têtes tombent sous le feu des Mausers. Est-il possible, dans ces conditions, de parler de culture « socialiste » ?

Dans le domaine de *l'instruction* élémentaire, les succès sont indubitables. Des dizaines de millions de personnes ont appris à lire et à écrire. Mais ils ont en même temps perdu le droit d'exprimer à l'aide du mot imprimé leurs opinions et leurs intérêts. L'imprimerie est au service de la seule bureaucratie. Ainsi, les poètes soi-disant « socialistes » n'ont pas le droit d'écrire autre chose que des hymnes à la gloire de Staline, comme les écrivains. Il en est de même pour la radio, le cinéma, le théâtre, etc. Il y a peu de temps, un manuel d'histoire russe fut distribué en prix dans les écoles. On peut dire sans exagération que ce manuel est uniquement composé de mensonges dont le but est de justifier le despotisme de la bureaucratie et le pouvoir personnel de Staline. Même les manuels d'histoire de l'Eglise catholique, édités avec l'approbation du Vatican, sont des modèles de scrupules scientifiques, comparés aux manuels stalinisés d'U.R.S.S. Des dizaines de millions de têtes enfantines sont contaminées et intoxiquées par cette littérature malhonnête.

La Révolution d'Octobre a proclamé le droit des *nations* non seulement à l'autonomie du développement culturel, mais aussi à la séparation politique. En réalité, la bureaucratie soviétique a

transformé l'Union Soviétique en une nouvelle prison des peuples. Il est vrai que les langues et les écoles nationales existent toujours : dans ce domaine, le despotisme le plus puissant ne peut faire tourner à l'envers la roue de l'évolution. Mais la langue des différentes nationalités n'est pas un instrument de développement autonome, c'est l'organe de la domination bureaucratique. Bien entendu, les gouvernements des Républiques nationales sont désignés par Moscou et, plus précisément, par Staline. Mais, chose stupéfiante, une trentaine de ces gouvernements se sont subitement trouvés être composés d' « ennemis du peuple » et d'agents de l'étranger. Derrière cette accusation, qui sonne trop brutale et ridicule même sur les lèvres de Staline et de Vychinsky, se dissimule le fait que ces bureaucrates, bien que nommés par le Kremlin, sont soumis aux conditions matérielles et morales des Républiques nationales et sont progressivement contaminés par l'esprit d'opposition contre le centralisme asphyxiant de Moscou. Ils commencent à rêver ou même discuter du remplacement du « chef bien-aimé » et du relâchement de l'étau. Telle est la cause réelle de la récente décapitation de toutes les Républiques nationales de l'U.R.S.S.

Il serait difficile de trouver dans l'histoire un exemple de réaction qui n'ait pas été teinté d'*antisémitisme*. Cette loi historique originale est pleinement vérifiée aujourd'hui en Union Soviétique. Dans son livre intéressant, bien que superficiel, *Assignment in Utopia*, Eugene Lyons³, qui a passé de longues années à Moscou, montre comment la bureaucratie a systématiquement, bien que sous une forme voilée, exploité les préjugés antisémites pour renforcer sa domination. Et pourrait-il en être autrement ? Le centralisme bureaucratique est impossible sans chauvinisme et l'antisémitisme a toujours été le point de moindre résistance pour le chauvinisme.

En politique extérieure, les changements opérés depuis vingt ans n'ont pas été moins radicaux qu'en politique intérieure. C'est seulement par la force de l'inertie ou avec quelque arrière-pensée que la réaction bourgeoise continue de considérer Staline comme l'animateur de la révolution mondiale. En fait, le Kremlin est

3. Eugene Lyons (né en 1898) était né en Russie, venu aux E.U. en 1907. Il fut socialiste très jeune. Journaliste en 1919, probablement membre du P.C., il travailla pour Tass à New York et publiait un magazine illustré, *Soviet Russia Pictorial*, puis fut correspondant à Moscou de l'United Press de 1928 à 1934, d'où il fut rappelé à la demande du gouvernement soviétique. Il avait écrit ses souvenirs d'U.R.S.S. sous le titre *Assignment in Utopia* (Nomination en Utopie).

devenu un des fondements de l'ordre conservateur. La période où le gouvernement de Moscou liait le sort des Républiques soviétiques à celui du prolétariat mondial et des peuples opprimés, cette période est loin derrière. La politique des « fronts populaires » bonne ou mauvaise, c'est la politique traditionnelle des mencheviks contre laquelle Lénine a lutté toute sa vie. Elle marque le rejet de la révolution prolétarienne au profit de la démocratie bourgeoise conservatrice. Aujourd'hui la caste dirigeante de Moscou ne désire qu'une seule chose : vivre en paix avec toutes les classes dirigeantes.

La contradiction entre la Révolution d'Octobre et la bureaucratie thermidorienne a trouvé sa plus dramatique expression dans l'extermination de *la vieille génération de bolcheviks*. Vychinsky⁴, Ejov, Troianovsky, Maisky, les agents du Comintern et du G.P.U., les journalistes du type de Duranty et Louis Fischer⁵, les avocats du type de Pritt⁶, n'abuseront pas l'opinion publique mondiale. Pas un homme responsable ne peut croire encore que des centaines de vieux révolutionnaires, chefs du parti bolchevique clandestin, dirigeants de la guerre civile, diplomates soviétiques révolutionnaires, commandants de l'Armée rouge, chefs des trente Républiques nationales soviétiques, soient devenus subitement, comme sur commandement, des agents du fascisme. La commission d'enquête new-yorkaise, composée de gens irréprochables et impartiaux, a jugé, après neuf mois de travail, que les procès de Moscou étaient la plus grandiose falsification de l'histoire de l'humanité. Actuellement, le problème n'est pas de démontrer que Zinoviev, Kamenev, Smirnov, Piatakov, Sérébriakov, Sokolnikov, Radek, Rakovsky, Toukhatchevsky⁷ et des centaines d'autres ont été victimes d'un

4. Andréi A. Vychinsky (1883-1954), ancien menchevik, collaborateur d'un gouvernement blanc pendant la guerre civile, rallié aux bolcheviks après leur victoire, avait été professeur de droit avant d'être promu procureur général de l'U.R.S.S. Il avait requis contre les accusés des procès de Moscou dans un style répugnant qui était celui de la presse stalinienne.

5. Walter Duranty (1884-1957), correspondant du *New York Times* en résidence à Moscou de 1921 à 1934 et Louis Fischer (1896-1970) correspondant de l'*Evening Post* puis de *The Nation*, qui y avait résidé de 1921 à 1936, étaient considérés aux Etats-Unis comme les meilleurs spécialistes de l'U.R.S.S. Trotsky les considérait comme d'officieux porte-parole de Staline.

6. Denis Nowell Pritt (1887-1973), d'une famille de l'*establishment* britannique, avocat, conseiller de la couronne, député du Labour Party, avait témoigné de la « régularité » du procès Zinoviev auquel il avait assisté, se trouvant « par hasard » à Moscou. C'était un utile compagnon de route.

7. Pour Zinoviev et Kamenev, Smirnov, Sérébriakov, Rakovsky, cf. les notes du texte précédent. Grigori Ia. Brilliant, dit Sokolnikov (1888-1939), juriste

coup monté. Cela a déjà été fait. Mais la question est de savoir comment et pourquoi la clique de Moscou a pu se décider à une falsification aussi monstrueuse. La réponse découle de tout ce qui précède. Dans sa lutte pour le pouvoir et les avantages matériels qu'il apporte avec lui, la bureaucratie a été amenée à décapiter et démanteler les groupes liés au passé qui connaissaient et comprenaient le programme de la Révolution d'Octobre, qui étaient sincèrement dévoués aux objectifs du socialisme. L'extermination des vieux-bolcheviks et des éléments socialistes de la jeune ou de la moins jeune génération apparaît comme un maillon indispensable dans la chaîne de la réaction anti-October. C'est pourquoi l'ancien garde blanc Vychinsky est le procureur général du procès. C'est pourquoi l'U.R.S.S. est représenté à Washington par l'ancien garde blanc Troianovsky et à Londres par l'ancien ministre de Koltchak⁸ Maisky, etc. Les hommes de confiance se retrouvent aux postes importants.

Il est peu probable que quiconque admette de se laisser tromper par la comédie des dernières élections à Moscou. Hitler et Goebbels⁹ ont déjà pratiqué plus d'une fois ces mêmes méthodes. Il suffit de lire ce que la presse soviétique elle-même écrivait sur le plébiscite de Hitler pour comprendre le secret du « succès » de Staline. Les expériences parlementaires totalitaires montrent qu'il n'est possible d'obtenir des élections « unanimes » que si on écrase tous les partis, y compris son propre parti, si on étouffe les syndicats, si l'on soumet la presse, la radio et le

et économiste, avait rejoint le parti en 1905, était entré au C.C. en 1917, avait occupé de hautes fonctions dans l'armée, l'économie et la diplomatie. Exclu et arrêté en 1936, il avait été condamné à dix ans de prison au procès de janvier 1937. Iouri G. Piatakov (1890-1937), bolchevik en 1910, membre de l'Opposition repentini en 1928, avait été condamné et exécuté en 1937. Karl B. Sobelsohn dit *Radek* (1885-1939), vétéran de la gauche social-démocrate polonaise puis allemande, bolchevik en 1917, était l'un des journalistes les plus brillants et les plus connus. Membre de l'Opposition de gauche en 1923, déporté en 1928, il avait capitulé en 1929 et s'était acharné ensuite contre ses anciens adversaires. Il avait été condamné à dix ans de prison après le procès de janvier 1937 où il avait été l'un des plus utiles auxiliaires de l'accusation. Mikhaïl N. Toukhatchevsky (1895-1937) officier de la garde, prisonnier de guerre évadé, avait commandé une armée rouge à 25 ans. Vice-commissaire à la défense en 1934, relevé de ses fonctions, arrêté le 26 mai 1937, jugé à huis clos le 11 juin avec ses principaux collaborateurs, condamné à mort et exécuté.

8. Aleksandr V. Koltchak (1870-1920), officier de marine, organisateur des armées blanches en Sibérie, reconnu par les Alliés comme représentant de la Russie en Versailles en tant que « commandant suprême ».

9. Adolf Hitler (1889-1945) était chancelier du Reich depuis 1933 et Joseph Goebbels (1897-1945) son ministre de la Propagande. Le régime obtenait aux consultations électorales des pourcentages record.

LÉON TROTSKY

cinéma à la Gestapo ou au G.P.U., si on donne du travail et du pain à ceux seulement qui sont dociles ou silencieux et si un revolver est appuyé sur la tempe de chaque électeur. Mais cette unanimité n'est ni stable ni éternelle. Les traditions de la Révolution d'Octobre ont disparu de la scène officielle mais elles vivent toujours dans la mémoire du peuple. Sous le voile des mystifications judiciaires et électorales, la contradiction continue de s'approfondir et ne peut pas ne pas aller jusqu'à l'explosion. La bureaucratie réactionnaire doit être et sera renversée. La révolution politique en U.R.S.S. est inévitable. Elle signifiera la libération des éléments de la nouvelle société des griffes de la bureaucratie usurpatrice. C'est seulement dans ces conditions que l'U.R.S.S. pourra progresser dans la direction du socialisme.

[DISCRÉDITER LES « CHEFS »]¹ (14 janvier 1938)

Cher Camarade Shachtman,

Je suis tout à fait d'accord avec vos considérations concernant le paragraphe sur Naville dans ma lettre à Treint². Vous pouvez remplacer ce paragraphe par une ligne de pointillés et faire une note indiquant que le paragraphe éliminé comporte des références personnelles non destinées à publication.

Pendant que j'y pense, connaissez-vous la lettre-circulaire envoyée par Brandler et Thalheimer à leurs amis après le procès Zinoviev-Kamenev³? C'est un authentique exemple de prostitution politique. Il serait bon de la citer une fois.

J'écrirai dans les jours qui viennent un bref article pour le *Socialist Appeal*⁴ à propos des deux notes du *Workers Age*⁵ concernant ma « déposition » sur la guerre et la lettre au *Modern Monthly*⁶. Je crois que, indépendamment du « ferment » à

1. Lettre à M. Shachtman (10366), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Shachtman se proposait de publier dans *New International* une lettre de Trotsky sur la révolution allemande de 1923. Cette lettre avait été adressée à Albert Treint (1899-1971), ancien dirigeant zinoviéviste du P.C. puis de l'opposition, qui était venu visiter Trotsky à Prinkipo. Elle exprimait de vives critiques à l'égard de Pierre Naville (né en 1904) qui était à l'époque l'un des dirigeants de la Ligue communiste.

3. Heinrich Brandler (1881-1967), ancien ouvrier maçon, et l'intellectuel Heinrich Thalheimer (1884-1938), avaient dirigé le K.P.D. de 1921 à la défaite sans combat de 1923, puis étaient devenus dirigeants de l'opposition de droite K.P.O. Ils avaient édité au lendemain du premier procès de Moscou une circulaire dans laquelle ils affirmaient qu'il n'y avait aucune raison de douter de la véracité des aveux et que, par-dessus le marché, c'était la « logique » de la position des trotskystes qui les avait conduits, selon eux, au terrorisme et à la trahison!

4. *Socialist Appeal* était devenu l'organe du S.W.P.

5. *Workers Age* était édité par le groupe Lovestone (I.L.L.).

6. Voir la lettre *Œuvres*, 15 pp. 178-179. Le *Modern Monthly* était une revue de gauche indépendante avec laquelle Trotsky avait rompu à cause de la participation à son comité de rédaction de Carleton Beals, démissionnaire de la commission Dewey.

LÉON TROTSKY

l'intérieur du groupe Lovestone, il nous faut discréditer les « chefs », c'est-à-dire les présenter tels qu'ils sont, parce que, maintenant, compte tenu de la déstalinisation de beaucoup d'intellectuels, les lovestonistes essaient de se créer une sorte d'asile idéologique et, ce qui est plus important, ils peuvent maintenant jouer un rôle analogue dans les syndicats⁷.

7. Un important travail était engagé notamment dans l'appareil du syndicat de l'automobile, l'U.A.W. où les lovestonistes contrôlaient l'entourage de l'ancien pasteur Homer Martin.

BEUCOUP DE TAPAGE AUTOUR DE CRONSTADT¹

(15 janvier 1938)

Un « front populaire » d'accusateurs

La campagne autour de Cronstadt est menée dans certains milieux avec une énergie qui ne se relâche pas. On pourrait croire que la révolte de Cronstadt ne s'est pas produite il y a dix-sept ans, mais hier seulement. Anarchistes, mencheviks russes, social-démocrates de gauche du bureau de Londres, confusionnistes individuels, le journal de Milioukov² et, à l'occasion, la grande presse capitaliste participent à cette campagne avec un zèle égal et les mêmes cris de ralliement. En son genre, c'est une sorte de « front populaire » !

Hier seulement, j'ai trouvé par hasard dans un hebdomadaire mexicain de tendance à la fois catholique réactionnaire et « démocratique », les lignes suivantes : « Trotsky ordonna l'exécution de 1 500 (?) marins de Cronstadt, ces purs d'entre les purs. Sa politique quand il était au pouvoir ne différerait en rien de la politique actuelle de Staline. » Comme on le sait, c'est la même conclusion qu'ont tirée les anarchistes de gauche. Lorsque, pour la première fois, je répondis brièvement dans la presse aux questions de Wendelin Thomas³, membre de la commission

1. Traduction française de 1938 (T 4269-2) revue au moyen de l'original en russe (T 4269), avec la permission de la Houghton Library.

2. Pavel N. Milioukov (1859-1943), historien et dirigeant du parti constitutionnel-démocrate (« cadet »), ancien ministre du gouvernement provisoire, émigré en France, y publiait un journal qui s'était joint à la campagne déclenchée contre Trotsky à propos de Cronstadt.

3. Wendelin Thomas (1884-19 ?), marin, socialiste en 1910, avait été en 1918 l'un des dirigeants du soulèvement de la flotte de guerre. Député communiste au Reichstag, il avait rompu en 1933 et vivait aux Etats-Unis. Il avait été membre de la commission Dewey et, après la session de Coyoacán, avait adressé à Trotsky une série de questions sur Cronstadt et Makhno. La première réponse de Trotsky à W. Thomas se trouve dans *Œuvres*, 14, pp. 175-178.

LÉON TROTSKY

d'enquête de New York, le journal des mencheviks russes vola au secours des mutins de Cronstadt et de... Wendelin Thomas. Le journal de Milioukov intervint dans le même sens. Les anarchistes m'attaquèrent encore plus fort. Toutes ces autorités proclamaient que ma réponse à Thomas était sans valeur. Cette unanimité est d'autant plus remarquable que les anarchistes défendent dans le symbole de Cronstadt l'authentique communisme anti-étatique ; à l'époque de l'insurrection de Cronstadt, les mencheviks étaient partisans déclarés de la restauration du capitalisme, et, aujourd'hui encore, Milioukov est pour le capitalisme.

Comment l'insurrection de Cronstadt peut-elle être à la fois si chère au cœur des anarchistes, des mencheviks et des contre-révolutionnaires libéraux ? La réponse est simple : tous ces groupes ont intérêt à discréditer l'unique courant révolutionnaire qui n'ait jamais renié son drapeau, qui ne se soit jamais compromis avec l'ennemi, et qui soit le seul à représenter l'avenir. C'est pourquoi il y a parmi les accusateurs attardés de mon « crime » de Cronstadt tellement d'*anciens* révolutionnaires, ou d'*anciens demi-révolutionnaires*, de gens qui jugent nécessaire de détourner l'attention des abjections de la III^e Internationale ou de la trahison des anarchistes espagnols⁴. Les staliniens ne peuvent pas encore se joindre ouvertement à la campagne autour de Cronstadt, mais à coup sûr ils se frottent les mains de satisfaction. Autant de coups dirigés contre le « trotskysme », contre le marxisme révolutionnaire, contre la IV^e Internationale !

Mais au juste pourquoi cette confrérie bigarrée s'accroche-t-elle précisément à Cronstadt ? Au cours des années de la révolution, nous avons eu pas mal de conflits avec les Cosaques, les paysans et même avec certaines couches d'ouvriers (des ouvriers de l'Oural organisèrent un régiment de volontaires de l'armée de Koltchak !). La base de ces conflits résidait avant tout dans l'antagonisme entre les ouvriers, en tant que consommateurs, et les paysans, en tant que producteurs et vendeurs du pain. Sous la pression du besoin et des privations, les ouvriers eux-mêmes se divisaient épisodiquement en camps hostiles ; selon qu'ils étaient plus ou moins liés au village. L'Armée rouge

4. Il est vrai que le concert dirigé *particulièrement* contre Trotsky sur Cronstadt (Zinoviev, Lénine, Staline, avaient-ils moins de responsabilité que lui ?) était curieusement opportun au moment du grand massacre en U.R.S.S. et de la faillite des dirigeants anarchistes devenus ministres et colonels en Espagne.

elle-même subissait l'influence de la campagne. Pendant les années de guerre civile, il fallut plus d'une fois désarmer des régiments mécontents ! L'introduction de la « nouvelle politique économique » (Nep) atténua les frictions, mais fut loin de les faire disparaître complètement. Au contraire, elle prépara la réapparition des koulaks et conduisit, au début de la présente décennie, à la renaissance de la guerre civile dans les campagnes. L'insurrection de Cronstadt ne fut qu'un *épisode* dans l'histoire des relations entre la ville prolétarienne et le village petit-bourgeois ; on ne peut comprendre cet épisode qu'en le mettant en liaison avec la marche générale du développement de la lutte des classes au cours de la révolution.

Cronstadt ne diffère de la longue liste des autres mouvements et soulèvements petits-bourgeois que par son aspect sensationnel. Il s'agissait d'une forteresse maritime, sous Pétrograd même. Pendant le soulèvement, on fit des proclamations, on lança des appels par radio. Les socialistes-révolutionnaires et les anarchistes, accourus précipitamment de Pétrograd, embellirent le soulèvement avec des phrases et des gestes « nobles ». Tout ce travail laissa des traces imprimées. A l'aide de ce matériel documentaire (en fait, de fausses étiquettes), il n'est pas difficile de bâtir une légende autour de Cronstadt, d'autant plus exaltée que, depuis 1917, le nom de Cronstadt était entouré d'une auréole révolutionnaire. Ce n'est pas pour rien que la revue mexicaine ci-dessus mentionnée appelle ironiquement les marins de Cronstadt « les purs entre les purs ».

La spéculation sur le prestige révolutionnaire de Cronstadt est l'un des principaux traits de cette campagne véritablement charlatanesque. Anarchistes, mencheviks, libéraux, réactionnaires, tentent de présenter les choses comme si, au début de 1921, les bolcheviks avaient retourné leurs armes contre ces mêmes marins de Cronstadt qui avaient assuré la victoire de l'insurrection d'Octobre. C'est le point de départ de tout l'édifice de leur mensonge. Qui veut en mesurer la profondeur doit avant tout lire l'article du camarade J. G. Wright dans *New International*⁵. Mon objectif est différent : je veux caractériser la physiologie du soulèvement de Cronstadt d'un point de vue plus général.

5. L'article en question n'était pas encore paru. Intitulé « La Vérité sur Cronstadt », il devait paraître seulement dans le n° 2 de *New International*, de février 1938.

Les groupements sociaux et politiques à Cronstadt

La révolution est « faite » directement par une *minorité*. Cependant le succès d'une révolution n'est possible que si cette minorité trouve un appui plus ou moins grand, ou au moins une amicale neutralité de la part de la majorité. La succession des divers stades de la révolution, de même que le passage de la révolution à la contre-révolution sont directement déterminées par les modifications des rapports politiques entre minorité et majorité, entre avant-garde et classe.

Parmi les marins de Cronstadt, il y avait trois couches politiques : les révolutionnaires prolétariens, certains ayant un sérieux passé de luttes et une trempe révolutionnaire ; la couche intermédiaire, la majorité essentiellement d'origine paysanne, et enfin une couche de réactionnaires, fils de Koulaks, de boutiquiers et de popes. Au temps du tsar, l'ordre ne pouvait être maintenu sur les bateaux de guerre et dans la forteresse que dans la mesure où le corps des officiers, par l'intermédiaire de la partie réactionnaire des sous-officiers et des marins, exerçait son influence ou sa terreur sur la large couche intermédiaire, isolant ainsi les révolutionnaires, qui étaient surtout les mécaniciens, les artilleurs, les électriciens, c'est-à-dire surtout des ouvriers de la ville.

L'histoire de la mutinerie du cuirassé *Potemkine*, en 1905, repose intégralement sur les relations réciproques entre ces trois couches, c'est-à-dire la lutte des couches extrêmes, prolétarienne et petite-bourgeoise réactionnaire, pour exercer l'influence dominante sur la couche paysanne intermédiaire, la plus nombreuse. Celui qui n'a pas compris ce problème, qui constitua l'axe du mouvement révolutionnaire dans la flotte, ferait mieux de se taire sur les problèmes de la révolution russe en général. Car elle fut tout entière, et, pour une large part, elle est encore aujourd'hui une lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie pour influencer de façon décisive la classe paysanne. La bourgeoisie, durant la période soviétique, s'est présentée surtout dans la personne des koulaks, c'est-à-dire des sommets de la petite-bourgeoisie, de l'intelligentsia « socialiste », et, maintenant, sous la forme de la bureaucratie « communiste ». Telle est la mécanique fondamentale de la révolution à toutes ses étapes. Dans la flotte, cette mécanique a pris une expression plus concentrée, et par là plus dramatique.

La composition politique du soviet de Cronstadt reflétait la

composition sociale de la garnison et des équipages. Dès l'été 1917, la direction du soviet appartenait au parti bolchevique. Il s'appuyait sur la meilleure partie des marins et comprenait nombre de révolutionnaires passés par l'illégalité, libérés des bagnes. Mais les bolcheviks constituaient, si je me souviens bien, même durant les journées de l'insurrection d'Octobre, moins de la moitié du soviet. Plus de la moitié était constituée par les socialistes révolutionnaires et les anarchistes. Les mencheviks n'existaient absolument pas à Cronstadt. Le parti menchevique haïssait Cronstadt. Les socialistes révolutionnaires officiels n'avaient d'ailleurs pas à son égard une attitude meilleure. Les socialistes révolutionnaires de Cronstadt étaient passés très vite à l'opposition contre Kerensky⁶ et constituaient un des détachements de choc de ceux qu'on appelait les socialistes révolutionnaires « de gauche ». Ils s'appuyaient sur les éléments paysans de la flotte et sur la garnison de terre. Quant aux anarchistes, ils constituaient le groupe le plus bigarré. Il y avait parmi eux d'authentiques révolutionnaires, du genre de Jouk ou de Jelezniak⁷; mais c'étaient des individus isolés, étroitement liés aux bolcheviks. La majorité des « anarchistes » de Cronstadt représentait la masse petite-bourgeoise de la ville et, du point de vue du niveau révolutionnaire, était au-dessous des socialistes révolutionnaires de gauche. Le président du soviet était un sans-parti, « sympathisant anarchiste », mais au fond un petit fonctionnaire tout à fait paisible, qui avait été auparavant plein de déférence pour les autorités tsaristes et l'était maintenant pour la

6. Aleksandr F. Kerensky (1882-1970), avocat, socialiste-révolutionnaire du groupe « travailliste », était président du gouvernement provisoire depuis la chute du prince Lvov.

7. Nous savons peu de chose sur Justin Jouk, condamné aux travaux forcés à perpétuité en 1909 pour vol dans une usine de sucre et assassinat d'un gardien, responsable en 1917 des Gardes rouges à Petrograd et qui, à ce titre, supervisa la distribution aux ouvriers des grenades prises à l'arsenal de Schlüsselbourg lors de la « Korniloviade », tué pendant la guerre civile. Anatoli G. Jelezniak, dit *Jelezniakov* (1895-1919) avait été ouvrier agricole puis chauffeur sur un bateau en mer Noire. Mobilisé en 1915, il déserta en 1916. Arrivé à Petrograd au lendemain de la révolution, il fut l'un des dirigeants de la résistance des ouvriers et marins anarchistes qui avaient occupé la villa de l'ancien gouverneur Durnovo et proclamé son « expropriation » en « maison de repos » pour le peuple. Arrêté le 18 juin après l'assaut des forces de police contre la « datcha Durnovo », il fut condamné à 14 ans de travaux forcés et s'évada peu après. Revenu à Petrograd à la tête d'un détachement de marins, il était délégué au 2^e congrès des soviets et participa à l'assaut du Palais d'Hiver. En janvier 1918, en sa qualité de commandant de la garde du Palais de Tauride, il ordonna la dispersion de l'assemblée constituante. Au cours de la guerre civile, il commanda successivement un régiment, une division d'infanterie, puis un train blindé et fut tué au combat en juin 1919.

LÉON TROTSKY

révolution. L'absence complète de mencheviks, le caractère « gauche » des socialistes-révolutionnaires et la coloration anarchiste de la petite bourgeoisie s'expliquent par l'acuité de la lutte révolutionnaire de la flotte et l'influence dominante de la partie prolétarienne des marins.

Les modifications intervenues pendant les années de la guerre civile

Cette caractérisation politique et sociale de Cronstadt que l'on pourrait, si l'on voulait, corroborer et illustrer par de nombreux faits et documents, permet déjà d'entrevoir les modifications qui se sont produites à Cronstadt durant les années de guerre civile et dont le résultat fut de changer sa physionomie jusqu'à la rendre méconnaissable. C'est précisément sur ce côté très important de la question que mes accusateurs tardifs ne disent pas un mot, en partie par ignorance, en partie par mauvaise foi.

Oui, Cronstadt fut une page héroïque de l'histoire de la révolution. Mais la guerre civile commença à dépeupler systématiquement Cronstadt et toute la flotte de la Baltique. Déjà, dans les journées de l'insurrection d'Octobre, des détachements de marins de Cronstadt furent envoyés en renfort à Moscou. D'autres furent ensuite dirigés sur le Don, en Ukraine, pour réquisitionner le blé, organiser le pouvoir local. Les premiers temps, Cronstadt semblait inépuisable. Il m'arriva d'envoyer de différents fronts des dizaines de télégrammes réclamant la mobilisation de nouveaux détachements « sûrs », formés d'ouvriers de Pétrograd et de marins de la Baltique. Mais, dès la fin de 1918 et en tout cas pas plus tard que 1919, les fronts commencèrent à se plaindre que les nouveaux détachements de marins de Cronstadt n'étaient pas bons, qu'ils étaient exigeants, indisciplinés, peu sûrs au combat, en somme, plus nuisibles qu'utiles. Après la liquidation de Ioudénitch⁸ à l'hiver 1919, la flotte de la Baltique et Cronstadt tombèrent dans une prostration totale. On en avait retiré tout ce qui avait quelque valeur, pour le jeter dans le Sud, contre Denikine⁹. Si les marins de Cronstadt

8. Nikolai N. Ioudénitch (1862-1933), officier de carrière, général commandant au Caucase en 1905, réfugié en Finlande après octobre 1917, commande l'armée du Nord-Ouest qui échoue contre Petrograd en novembre 1919, se replie et émigre en Grande-Bretagne.

9. Anton I. Denikine (1872-1947) succéda à Kornilov au commandement des forces blanches du sud en mars 1918. Il se battait pour « la Russie une et indivisible » et la reprise de la terre aux paysans. Battu en novembre 1919, il émigra.

de 1917-1918 s'étaient trouvés considérablement au-dessus du niveau de l'Armée rouge et avaient constitué l'armature de ses premiers détachements, de même que l'armature du régime soviétique dans de nombreux gouvernements, les marins qui étaient restés dans le Cronstadt « en paix » jusqu'au début de 1921 sans trouver d'emploi sur aucun des fronts de la guerre civile, étaient en règle générale considérablement au-dessous du niveau moyen de l'Armée rouge, et contenaient un fort pourcentage d'éléments complètement démoralisés qui portaient d'élégants pantalons bouffants et se coiffaient comme des soute-neurs.

La démoralisation sur la base de la famine et de la spéculation avait de façon générale terriblement augmenté vers la fin de la guerre civile. Ce qu'on appelait le *mechotchnitchestvo* — le petit marché noir — avait revêtu le caractère d'un fléau social qui menaçait d'étrangler la révolution. Et, à Cronstadt particulièrement, garnison qui était oisive et vivait sur son passé, la démoralisation avait atteint des proportions très importantes. Quand la situation devint particulièrement difficile dans Pétrograd affamée, on examina plus d'une fois, au bureau politique, la question de savoir s'il ne fallait pas faire un « emprunt intérieur » à Cronstadt, où restaient encore d'importantes réserves de denrées variées. Mais les délégués des ouvriers de Pétrograd répondaient : « Ils ne nous donneront rien de plein gré. Ils trafiquent sur les draps, le charbon, le pain. A Cronstadt aujourd'hui, toute la racaille a relevé la tête. » Telle était la situation réelle, sans les doucereuses idéalizations faites après coup.

Il faut ajouter encore que s'étaient réfugiés dans la flotte de la Baltique, en se portant « volontaires », des marins lettons et estoniens qui craignaient de partir au front et cherchaient à revenir dans leurs patries bourgeoises, la Lettonie et l'Estonie. Ces éléments étaient résolument hostiles au pouvoir soviétique et ont bien manifesté cette hostilité pendant les journées de l'insurrection de Cronstadt. Et, en même temps, des milliers et des milliers d'ouvriers lettons, surtout d'anciens manœuvres, faisaient preuve, sur tous les fronts de la guerre civile, d'un héroïsme sans précédent... On ne peut mettre dans le même sac ni tous les Lettons ni tous ceux de Cronstadt. Il faut savoir opérer les différenciations politiques et sociales.

Les causes sociales du soulèvement

La tâche d'une enquête sérieuse est de déterminer, sur la base de données objectives, la nature sociale et politique de la rébellion de Cronstadt et la place qu'elle occupe dans le développement de la révolution. En dehors de cela, la « critique » se réduit à des lamentations sentimentales du type pacifiste à la manière d'Alexandre Berkman, d'Emma Goldman¹⁰ et de leurs émules récents. Ces messieurs n'ont pas la moindre notion des critères et des méthodes d'une enquête scientifique. Ils citent les appels des insurgés comme des prédicateurs dévots citent les Saintes Ecritures. Ils se plaignent d'ailleurs que je ne tiennne pas compte des « documents », c'est-à-dire de l'Evangile selon Makhno¹¹ et autres apôtres. « Tenir compte » des documents ne signifie pas les croire sur parole. Marx disait déjà qu'on ne pouvait pas juger les partis ni les individus sur ce qu'ils disent d'eux-mêmes. Le caractère d'un parti est déterminé beaucoup plus par sa composition sociale, son passé, ses relations avec les différentes classes et couches sociales que par ses déclarations, verbales ou écrites, surtout quand elles sont faites au moment critique de la guerre civile. Si nous nous mettions, par exemple, à prendre pour argent comptant les innombrables proclamations de Negrín, Companys, García Oliver¹² et Cie, nous devrions

10. Alexander *Berkman* (1870-1936), né en Pologne, a rejoint très tôt le mouvement anarchiste et passé 14 ans en prison pour un attentat contre le magnat de l'acier Henry Clay Frick. Il prit une position antimilitariste pendant la guerre et fut arrêté pour avoir appelé à refuser les ordres de mobilisation. Expulsé des Etats-Unis, il alla en Russie où il tenta vainement de s'opposer à la répression qui s'abattit sur ses camarades surtout à partir de mars 1921. Il s'est suicidé. Emma *Goldman* (1869-1940) eut le même itinéraire et mourut au cours d'une tournée de propagande, à Toronto.

11. Nestor *Makhno* (1889-1935), fils de paysan, condamné à mort pour un acte terroriste qui avait coûté la vie à un policier en 1906, avait vu sa peine commuée. « Formé » en prison par Archinov, il réussit pendant la guerre civile à construire une « Armée insurgée » indépendante des Rouges et des Blancs et un conseil militaire révolutionnaire qui coiffait les territoires libérés par ses partisans. Il fut finalement écrasé par l'Armée rouge et se réfugia en France.

12. Juan *Negrín* López (1880-1956), docteur et professeur à la Faculté de médecine de Madrid, socialiste de droite, était marié à une Russe. Il fut ministre des Finances du gouvernement Largo Caballero et candidat du P.C. pour lui succéder. Son gouvernement coïncida avec l'influence maximale du P.C.E. Luis *Companys* y Jover (1883-1940), avocat, défenseur des militants de la C.N.T., fut le chef de file des « catalanistes de gauche » de la Esquerra Catalana, président de la Généralité de Catalogne en 1936 et élément « libéral » du Front populaire. Juan *García Oliver* (1901-1980), garçon de café, membre du groupe d'action *Los Solidarios*, puis, après 1930, du groupe *Nosotros*, était l'un des activistes

reconnaître que ces messieurs sont les amis ardents du socialisme. Ils sont pourtant en fait ses perfides ennemis.

En 1917-1918, les ouvriers révolutionnaires entraînent derrière eux la masse paysanne, non seulement dans la flotte, mais également dans tout le pays. Les paysans s'emparèrent de la terre et la partagèrent, le plus souvent sous la direction des marins et des soldats qui rentraient dans leur village. Les réquisitions de pain ne faisaient que commencer et se limitaient d'ailleurs presque totalement à frapper les hobereaux et les koulaks. Les paysans se firent aux réquisitions comme à un mal temporaire. Mais la guerre civile dura trois ans. La ville ne donnait presque rien au village et lui prenait presque tout, surtout pour les besoins de la guerre. Les paysans avaient approuvé les « bolcheviks », mais devenaient de plus en plus aux « communistes ». Si au cours de la période précédente, les ouvriers avaient mené en avant les paysans, les paysans maintenant tiraient les ouvriers en arrière. C'est seulement par suite d'un tel changement d'état d'esprit que les Blancs réussirent à attirer partiellement à eux des paysans et même des demi-ouvriers et demi-paysans de l'Oural. C'est de ce même état d'esprit, c'est-à-dire de l'hostilité à l'égard de la ville, que s'est nourri le mouvement de Makhno, lequel arrêta et pillait les trains destinés aux fabriques, aux usines et à l'Armée rouge, détruisait les voies ferrées, exterminait les communistes, etc. Bien entendu Makhno appelait cela la lutte anarchiste contre l'« Etat ». En fait, c'était la lutte du petit propriétaire exaspéré contre la dictature prolétarienne. Un mouvement analogue se produisit dans un certain nombre d'autres provinces, surtout dans celle de Tambov, sous le drapeau des « socialistes révolutionnaires »¹³. Enfin, dans diverses parties du pays, étaient à l'œuvre des détachements paysans qu'on appelait « les verts », qui ne voulaient reconnaître ni les rouges ni les blancs et se tenaient à l'écart des partis de la ville. Les « verts » se mesu-

anarchistes les plus connus. Au cours des années 30, il s'identifia avec le courant dit « anarcho-bolchevik », qui insistait sur la nécessité d'une « politique militaire ». Très influent dans la C.N.T. catalane, il fut le véritable chef du Comité central des milices antifascistes de Catalogne qui lui avait confié l'organisation de la défense. Il devint en novembre ministre de la Justice dans le gouvernement de Front populaire présidé par Largo Caballero.

13. On a très peu d'information sur cette insurrection paysanne dont le chef était A. S. Antonov (?-1922), un instituteur membre du parti s. r. depuis 1905, sauf qu'elle s'étendit largement dans la région de Tambov en 1921 à partir de la résistance aux livraisons obligatoires et qu'elle fut réduite cette même année par 30 000 hommes condamnés par Toukhatchevsky.

LÉON TROTSKY

raient parfois aux blancs et reçurent d'eux de cruelles leçons ; mais ils ne rencontraient certes pas de pitié de la part des rouges non plus. De même que la petite bourgeoisie est broyée entre les meules du grand capital et du prolétariat, de même les détachements de partisans paysans étaient réduits en poudre entre l'armée rouge et l'armée blanche.

Seul un homme à l'esprit tout à fait creux peut voir dans les bandes de Makhno ou dans l'insurrection de Cronstadt une lutte entre les principes abstraits de l'anarchisme et du socialisme d'Etat. Ces mouvements étaient en fait les convulsions de la petite bourgeoisie paysanne, laquelle voulait assurément s'affranchir du capital, mais en même temps n'était nullement d'accord pour se soumettre à la dictature du prolétariat. Elle ne savait pas concrètement ce qu'elle voulait elle-même, et, de par sa situation, ne pouvait pas le savoir. C'est pourquoi elle couvrait si facilement la confusion de ses revendications tantôt du drapeau anarchiste et tantôt du drapeau populiste, tantôt d'un simple drapeau « vert ». S'opposant au prolétariat, elle tentait, sous tous ces drapeaux, de faire tourner à l'envers la roue de la révolution.

Le caractère contre-révolutionnaire de la rébellion de Cronstadt

Entre les diverses couches sociales et politiques de Cronstadt, il n'y avait évidemment pas de cloisons étanches. Pour prendre soin des machines, il était resté à Cronstadt un certain nombre d'ouvriers et de techniciens qualifiés. Mais leur sélection s'était faite par élimination, et c'étaient les moins sûrs politiquement et les moins propres à la guerre civile qui étaient restés. C'est de ces éléments que sortirent par la suite plusieurs « chefs » du mouvement. Cependant, ce fait absolument naturel et inévitable, que certains accusateurs soulignent triomphalement, ne change en rien la physionomie anti-prolétarienne de la rébellion. Si on ne se laisse pas abuser par des mots d'ordre pompeux, de fausses étiquettes, etc., le soulèvement de Cronstadt n'apparaît que comme une réaction armée de la petite bourgeoisie contre les difficultés de la révolution socialiste et la rigueur de la dictature prolétarienne. C'est précisément la signification du mot d'ordre de Cronstadt, « Les soviets sans communistes », dont se sont immédiatement emparé non seulement les socialistes révolutionnaires, mais aussi les libéraux bourgeois. En tant que représentant le plus perspicace du capital, le professeur Milioukov

comprenait qu'affranchir les soviets de la direction des communistes, c'était tuer à bref délai les soviets. C'est confirmé par l'expérience des soviets russes dans la période du règne des mencheviks et des socialistes révolutionnaires et plus clairement encore par l'expérience des soviets allemands et autrichiens sous le règne de la social-démocratie. Les soviets dominés par les socialistes révolutionnaires et les anarchistes ne pouvaient servir que de marchepieds pour passer de la dictature du prolétariat à la restauration capitaliste. Ils n'auraient pu jouer aucun autre rôle, quelles qu'aient été les « idées » de leurs membres. Le soulèvement de Cronstadt avait ainsi un caractère contre-révolutionnaire.

Du point de vue de classe, lequel — sans offenser messieurs les éclectiques — demeure le critère fondamental, non seulement pour la politique, mais aussi pour l'histoire, il est extrêmement important de comparer le comportement de Cronstadt à celui de Pétrograd dans ces journées critiques. De Pétrograd aussi, on avait extrait toute la couche dirigeante des ouvriers. Dans la capitale désertée régnaient la famine et le froid, plus cruellement encore peut-être qu'à Moscou. Période héroïque et tragique ! Tous étaient affamés et irrités. Tout le monde était mécontent. Il y avait dans les usines une sourde fermentation. En coulisse, des organisateurs venus des socialistes révolutionnaires et des officiers blancs tentaient de lier le soulèvement militaire à un mouvement d'ouvriers mécontents. Le journal de Cronstadt parlait de barricades à Pétrograd, de milliers de tués. La presse du monde entier le redisait. Mais en réalité il s'est produit un phénomène inverse. Le soulèvement de Cronstadt n'a pas attiré, mais repoussé les ouvriers de Pétrograd. La démarcation s'opéra selon la ligne des classes. Les ouvriers sentirent immédiatement que les rebelles de Cronstadt se trouvaient de l'autre côté de la barricade, et ils soutinrent le pouvoir soviétique. L'isolement politique de Cronstadt fut la cause de son manque d'assurance interne et de sa défaite militaire.

La Nep et l'insurrection de Cronstadt

Victor Serge¹⁴, qui semble vouloir fabriquer une synthèse quelconque de l'« anarchisme », du poumisme et du marxisme,

14. Victor L. Kibaltchich, dit Victor Serge (1890-1947), ancien anarchiste lié à la « bande à Bonnot », était devenu bolchevik en Russie en 1918. Membre de l'Opposition de gauche à partir de 1923, il avait été déporté en 1933 et autorisé à quitter l'U.R.S.S. en 1936. Il avait consacré plusieurs articles à la question de Cronstadt dans *La Révolution prolétarienne*.

s'est mêlé bien malencontreusement à la discussion sur Cronstادت. Selon lui, l'introduction, une année plus tôt, de la Nep aurait pu éviter le soulèvement. Admettons-le. Mais il est très difficile de donner après coup de tels conseils. Certes, comme Serge le fait remarquer, j'avais proposé dès le début de 1920 le passage à la Nep¹⁵. Mais je n'étais nullement convaincu d'avance du succès. Ce n'était pas pour moi un secret que le remède pouvait s'avérer pire que le mal. Quand je me heurtai à l'opposition de la direction du parti, je ne fis pas ouvertement appel à la base, pour ne pas mobiliser la petite bourgeoisie contre les ouvriers. Il fallut l'expérience des douze mois qui suivirent pour convaincre le parti de la nécessité d'un cours nouveau. Mais il est remarquable que précisément les anarchistes de tous les pays aient accueilli la Nep comme... une trahison du communisme. Et maintenant, les avocats des anarchistes nous accusent de ne pas l'avoir introduite une année plus tôt !

Au cours de l'année 1921, Lénine a plus d'une fois publiquement reconnu que l'obstination du parti à maintenir les méthodes du communisme de guerre était devenue une grave erreur. Mais qu'est-ce que cela change à l'affaire ? Quelles qu'aient été les causes de l'insurrection de Cronstادت, immédiates ou lointaines, sa signification était celle d'une menace mortelle pour la dictature du prolétariat. La révolution prolétarienne, même si elle avait commis une erreur politique, devait-elle se punir elle-même et se suicider ?

Ou peut-être suffisait-il de communiquer aux insurgés de Cronstادت les décrets sur la Nep pour les apaiser de cette façon ? Illusion ! Les insurgés n'avaient pas consciemment de programme, et, par la nature même de la petite bourgeoisie, ne pouvaient pas en avoir. Eux-mêmes ne comprenaient pas clairement que leurs pères et leurs frères avaient, avant tout, besoin de la liberté du commerce. Ils étaient mécontents, révoltés, mais ne connaissaient pas d'issue. Les éléments les plus conscients, c'est-à-dire les plus à droite, qui agissaient en coulisse, voulaient la restauration du régime bourgeois. Mais ils n'en parlaient pas à voix haute. L'aile « gauche » voulait la liquidation de la discipline, les « soviets libres » et meilleure pitance. Le régime de la Nep ne pouvait apaiser les paysans que graduellement, et, à la suite des paysans, la partie mécontente de l'armée et de la flotte. Mais il fallait pour cela l'expérience et le temps.

15. Trotsky avait proposé, dès le début de 1920, l'abandon de la politique des « mesures de guerre », mais n'avait pas été suivi.

Il est plus puéril encore de prétendre que l'insurrection n'était pas une insurrection, que les marins ne proféraient aucune menace, qu'ils s'étaient « seulement » emparés de la forteresse et des bâtiments de guerre, etc. Cela veut dire que si les bolcheviks ont attaqué la forteresse en passant sur la glace, la poitrine à découvert, c'est uniquement à cause de leur mauvais caractère, de leur penchant à provoquer artificiellement des conflits, de leur haine des marins de Cronstadt ou de la doctrine anarchiste (à laquelle, soit dit en passant, personne ne pensait en ces jours-là). N'est-ce pas là bavardage puéril ? Se mouvant librement dans l'espace et le temps, des critiques dilettantes essaient — dix-sept ans après — de nous suggérer l'idée que tout se serait terminé à la satisfaction générale, si la révolution avait laissé à eux-mêmes les marins insurgés. Mais le malheur est que la contre-révolution ne les aurait nullement laissés à eux-mêmes. La logique de la lutte donnait dans la forteresse, l'avantage aux éléments les plus extrémistes, c'est-à-dire aux contre-révolutionnaires. Le besoin de ravitaillement aurait placé la forteresse dans la dépendance directe de la bourgeoisie étrangère et de ses agents, les émigrés blancs. Tous les préparatifs nécessaires pour cela étaient déjà en cours. Attendre passivement, dans de telles conditions, un dénouement heureux, c'est sans doute ce dont auraient été capables des gens du type des anarcho-syndicalistes espagnols ou des poumistes. Par bonheur les bolcheviks appartenaient à une autre école. Ils considéraient que leur devoir était d'éteindre l'incendie dès le début, et par conséquent, avec le moins de victimes.

Les « insurgés de Cronstadt » sans forteresse

Au fond, messieurs les critiques sont les adversaires de la dictature du prolétariat, et, de ce fait, les adversaires de la révolution. C'est en cela que tient tout le secret. Certes, un certain nombre d'entre eux admettent en paroles révolution et dictature. Mais cela ne vaut guère mieux. Ils veulent une révolution qui ne mènerait pas à la dictature et une dictature qui s'exercerait sans contrainte. Ce serait bien entendu une dictature fort « agréable ». Mais cela exige quelques détails : un développement très régulier et surtout, un niveau très élevé des masses travailleuses. Dans de telles conditions, la dictature ne serait plus nécessaire. Certains anarchistes, qui sont au fond des pédagogues libéraux, espèrent que, dans cent ou dans mille ans, les travail-

leurs auront atteint un niveau de développement si élevé que la contrainte sera inutile. Assurément, si le capitalisme était capable de mener à un tel développement, il serait inutile de le renverser. Il n'y aurait aucun besoin, ni de révolution violente, ni de la dictature qui est la conséquence inévitable de la victoire révolutionnaire. Cependant le capitalisme décadent actuel laisse peu de place aux illusions humanitaires et pacifistes.

La classe ouvrière — pour ne pas parler des masses semi-prolétariennes — est hétérogène, socialement comme politiquement. La lutte des classes engendre la formation d'une avant-garde qui attire à elle les meilleurs éléments de la classe. La révolution est possible au moment où l'avant-garde réussit à entraîner avec elle la majorité du prolétariat. Mais cela ne signifie nullement que disparaissent les contradictions entre les travailleurs eux-mêmes. Au point culminant de la révolution, elles sont certes atténuées, mais seulement pour se manifester ensuite, à la seconde étape, dans toute leur acuité. Telle est la marche de la révolution dans son ensemble. Telle fut sa marche à Cronstadt. Quand des raisonneurs en pantoufles veulent prescrire après coup à la révolution d'Octobre un autre itinéraire, nous ne pouvons que leur demander respectueusement de nous indiquer où et quand leurs grands principes se sont trouvés confirmés en pratique, ne fût-ce que partiellement, ne fût-ce tendanciellement ? Où sont les signes qui permettent de compter à l'avenir sur le triomphe de ces principes ? Nous n'aurons bien entendu jamais de réponse.

La révolution a ses lois. Nous avons formulé depuis longtemps ces « leçons d'Octobre », qui ont une importance non seulement russe, mais également internationale. Personne n'a tenté de proposer d'autres « leçons ». La révolution espagnole confirme par la négative les « leçons d'Octobre ». Mais les critiques sévères se taisent ou se dérobent. Le gouvernement de « Front populaire » étrangle la révolution socialiste et fusille les révolutionnaires : les anarchistes participent à ce gouvernement et, quand on les chasse, continuent à soutenir les bourreaux¹⁶. Et leurs avocats et alliés étrangers s'occupent pendant ce temps de la défense de... la rébellion de Cronstadt contre les féroces bolcheviks. Ignoble comédie !

Les discussions actuelles autour de Cronstadt tournent

16. Allusion à l'attitude très réservée des dirigeants de la C.N.T.-F.A.I. à l'égard des campagnes contre les assassinats et enlèvements de militants révolutionnaires en Espagne « républicaine ».

ŒUVRES, JANVIER-MARS 1938

autour du même axe de classes que le soulèvement de Cronstadt lui-même au travers duquel la partie réactionnaire des marins tentait de renverser la dictature du prolétariat. Sentant leur impuissance sur l'arène de la politique révolutionnaire d'aujourd'hui, les confusionnistes et les éclectiques petits-bourgeois tentent d'utiliser le vieil épisode de Cronstadt pour combattre la IV^e Internationale, c'est-à-dire le parti mondial de la révolution prolétarienne. Ces « Cronstadtiens » modernes seront écrasés comme les autres, sans avoir recours aux armes, il est vrai, car, heureusement, ils n'ont pas de forteresse.

[POUR UN DÉBAT PUBLIC¹]

(17 janvier 1938)

ⁱ Cher M. Wendelin Thomas,

1) Je ne vois pas l'intérêt d'une correspondance privée à propos de Cronstadt. C'est une question de faits et de points de vue. Seule l'opinion publique peut juger des divergences. Dans le second numéro de *The New International*, il a été prévu que paraîtrait un article de J. G. Wright² concernant l'aspect factuel de la mutinerie réactionnaire de Cronstadt. Dans les jours qui viennent, je publierai un article sur la même question d'un point de vue plus général. Je ne peux admettre une façon d'élucider une question historique et politique autrement que par une discussion écrite.

2) La commission d'enquête avait une tâche tout à fait concrète : vérifier le verdict de Moscou. La tâche de la commission a été définie par le président au début de ses sessions. En tant que témoin, j'ai participé à l'enquête sur cette question *concrète*. La commission n'a jamais prétendu exprimer, en tant que commission, son point de vue sur des questions historiques, théoriques ou politiques. Une telle prétention serait en contradiction non seulement avec l'objectif de la commission, mais aussi avec le bon sens élémentaire. Tout membre de la commission peut tirer de l'enquête sous sa propre responsabilité, toutes les conclusions philosophiques, historiques et politiques qu'il désire. Mais la commission dans son ensemble n'a pas plus de compétence pour prononcer un verdict sur les questions politiques que la Cour suprême sur l'astronomie ou l'esthétique. Si un

1. Lettre à W. Thomas (10570) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Un abrégé de l'étude de Wright parut sous le titre « The Truth about Kronstadt » (La Vérité sur Cronstadt) dans *New International* de février 1938.

ŒUVRES, JANVIER-MARS 1938

crime résulte d'un combat entre deux écoles littéraires, le tribunal doit connaître tous les faits pertinents y compris les caractéristiques des deux tendances en lutte, mais son verdict ne peut porter que sur le crime et non sur la valeur de ces écoles littéraires ou esthétiques.

3) Je ne réponds pas à celles de vos affirmations et expressions que je ne suis pas enclin à tolérer dans la correspondance privée. Vous avez entièrement le droit de caractériser comme il vous plaît Lénine et moi-même dans vos articles publics. Je ne vais pas vous attaquer là-dessus dans des lettres privées.

[LE TOURNANT DES INTELLECTUELS AUX ÉTATS-UNIS¹]

(17 janvier 1938)

Cher Camarade Bernie²,

Votre dernière lettre du 14 décembre ne résonnait pas du tout comme « une communication du royaume des morts ». Au contraire, elle fut pour moi une lecture très vivante et instructive. Que vous n'écriviez pas aussi souvent que vous l'avez promis, ce n'est pas l'exception, mais plutôt la règle. Peu importe : vous écrirez quand vous le trouverez nécessaire.

La partie la plus importante de votre lettre concerne le C.I.O.³. Si vous avez plus d'informations en ce domaine, je l'apprécierai.

Que la purge soviétique et le verdict de la commission aient le résultat immédiat de tourner les intellectuels vers le réformisme est presque inévitable. *Au fond*, les amis de l'U.R.S.S. étaient et sont de misérables opportunistes. C'est par l'opportunisme qu'ils se sont adaptés au stalinisme. Maintenant que le stalinisme est en train de se compromettre, ils en reviennent à leur niveau primitif, c'est-à-dire au trade-unionisme, au libéralisme, au progressivisme petit-bourgeois.

1. Lettre à B. Wolfe (10884), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Bernard Wolfe (né en 1905), étudiant en lettres à Harvard, avait été renvoyé à Coyoacán comme secrétaire par les dirigeants de la section américaine ; il avait occupé ces fonctions de février à août 1937 et était retourné à New York, d'où il n'avait donné que peu de nouvelles.

3. Le C.I.O. (Congress for Industrial Organisation) était né en novembre 1935 pour implanter aux États-Unis le syndicalisme d'industrie contre le vieux syndicalisme de métier qu'incarnait l'A.F.L. (American Federation of Labor). Il venait de s'imposer à travers les grèves sur le tas (*sit-down strikes*). On est frappé de la rareté des allusions à ce gigantesque mouvement ouvrier dans les lettres des correspondants de Trotsky. L'élément politique important était alors l'alliance qui se nouait entre l'appareil du C.I.O. dirigé par John L. Lewis et le P.C. : Harry Bridges venait d'être nommé directeur du C.I.O. sur la côte ouest.

L'ancienne génération, nous pouvons admettre qu'elle est plus ou moins perdue pour nous : même dans nos propres rangs, nous avons eu, avec les plus vieux, plus de trouble que de profit (Sneevliet, Victor Serge, Muste, pour ne pas parler de Walcher, Fenner Brockway⁴ et bien d'autres, avec lesquels j'ai essayé d'établir une solidarité politique). Mais je crois que l'effondrement politique et moral du stalinisme ouvre une route libre pour la nouvelle génération. La nouvelle crise économique que même le *New York Times* a cessé d'appeler une « récession », et la guerre qui approche obligent la nouvelle génération à rechercher une orientation authentiquement révolutionnaire. Naturellement, cela ne concerne pas seulement les intellectuels en premier lieu. Un processus analogue va se dérouler dans les syndicats. Ce qui se passe chez les intellectuels n'est intéressant que dans la mesure où cela reflète des tendances historiques plus profondes.

Je n'ai pas encore reçu le livre de Charles Yale Harrison⁵. Je l'attends avec intérêt.

4. Abraham Johannes Muste (1885-1967), pasteur, venu au mouvement ouvrier lors des grèves de 1918, avait été pendant une dizaine d'années directeur pédagogique du Collège ouvrier de Brookwood, puis avait animé le Committee for Progressive Labor Action (C.P.L.A.) et l'American Workers Party, qui avait fusionné avec la C.L.A. trotskyste pour former le Workers Party of the United States (W.P.U.S.) dont il fut secrétaire. Il avait visité Trotsky à Hønefoss en 1936, puis, au lendemain de la conférence « de Genève », avait retrouvé sa foi chrétienne au cours d'une visite à Notre-Dame de Paris. Il avait alors rejoint la « Fellowship of Reconciliation » et était redevenu pasteur. Sneevliet et Victor Serge étaient, comme lui, de ces hommes sur qui il semblait qu'en 1936 la IV^e Internationale allait se fonder. Jakob Walcher (1887-1970), socialiste en 1906, membre de la Ligue Spartakus pendant la guerre, président du congrès de fondation du K.P.D. (S), avait été, jusqu'en 1924, l'un des principaux dirigeants de ce parti, expert du travail syndical. Lié à Brandler, il avait été exclu en 1928, avait participé à la K.P.O., puis dirigé sa minorité passée au S.A.P. en 1932, et qui avait pris le contrôle de ce parti en 1933. Il avait signé la déclaration des Quatre après une longue discussion avec Trotsky mais avait presque aussitôt reculé devant la perspective de la IV^e Internationale et amené le S.A.P. au Front populaire allemand en 1936. Archibald Fenner Brockway (né en 1888), secrétaire général de l'I.L.P., faisait également partie de ces hommes qu'on avait espéré gagner à un moment ou un autre.

5. Charles Yale Harrison (1898-1954), ancien membre de la rédaction de *New Masses*, auteur en 1930 de *Generals die in their Bed* (Les Généraux meurent dans leur lit), avait rompu avec le P.C. en 1933 et visité Trotsky en Norvège. Il était membre du comité de défense de Léon Trotsky. Le livre dont il est question, *Meet Me on the Barricades*, contenait des portraits sévères de certains dirigeants du P.C. américain.

[REMARQUES SUR L'EXTRÊME-ORIENT]¹

(17 janvier 1938)

Cher Camarade Glass²,

J'ai finalement réussi à gagner la possibilité de consacrer quelques heures à votre thèse sur l'Extrême-Orient. J'ai trouvé la thèse *remarquable* à tous égards et ne peut que vous féliciter pour ce travail. Mes remarques sont très peu nombreuses et concernent plus la formulation que le fond.

Dans le paragraphe 9, vous dites : « A cause du caractère réactionnaire et dépendant de la bourgeoisie, ces " tâches démocratiques et nationales " deviennent la tâche du prolétariat. » Il faut expliquer ici que ces tâches ne peuvent être résolues par la petite-bourgeoisie et par la paysannerie, autrement le passage au prolétariat n'apparaît pas suffisamment motivé.

Dans le paragraphe 15 : « De même que Staline avait besoin d'amis bourgeois comme " alliés " contre l'Allemagne de Hitler, de même, en Extrême-Orient, il a, une fois de plus, cherché un allié dans le Guomindang bourgeois. » Cette analogie n'est pas tout à fait juste parce que Staline ne place pas la grande bourgeoisie de la Chine opprimée au même niveau élevé que la puissante démocratie bourgeoise. L'attitude de Staline vis-à-vis du Guomindang est déterminée par son attitude vis-à-vis de la bourgeoisie américaine, britannique et française. Vous l'expliquez très bien vous-même dans d'autres paragraphes.

Dans le paragraphe 16, commençant par « C'est le devoir

1. Lettre à F. Glass (8251), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Frank Glass (né en 1901), ancien dirigeant du P.C. d'Afrique du Sud au Cap, puis trésorier des trade-unions de ce pays, exclu du P.C. en 1930, avait rejoint l'Opposition de gauche. Il était parti en Chine en 1932 et y devint correspondant de presse, assurant souvent la liaison entre Trotsky et les militants chinois.

absolu des révolutionnaires que de soutenir la lutte en Chine », ce serait mieux de dire ici « le prolétariat mondial ». La phrase suivante : « Le crime du stalinisme n'est pas de soutenir ainsi le Guomindang, mais de capituler devant lui. » Cette formulation est ambiguë. Soutenir la lutte de la Chine n'équivaut pas à soutenir le Guomindang. Nous devons nettement opposer les deux choses, particulièrement aujourd'hui où il semble que quelques camarades chinois sont enclins à les identifier. Dans le même paragraphe, vous définissez de façon excellente le contenu des crimes de Staline en Chine et, dans l'ensemble des thèses, vous opposez le soutien de la lutte du peuple chinois pour sa libération au soutien du Guomindang. Mais les opportunistes ou les ultra-gauchistes peuvent essayer d'isoler cette phrase et de l'utiliser pour leurs buts propres.

C'est tout ce que j'ai à dire sur les thèses.

**[PAS DE RÉPONSE¹
POUR GALLACHER !]**

(17 janvier 1938)

Cher monsieur Hughes²,

Je vous envoie un article que vous pouvez utiliser exclusivement en Angleterre. Vous pouvez, si vous le jugez bon, faire une note d'introduction expliquant que la question qui constitue le titre m'a été posée par vous et que l'article est une réponse à cette question.

Vous me demandez si je tiens à répondre à M. Gallacher³. Je n'ai pas la moindre envie de le faire. La bureaucratie stalinienne et donc le Comintern sont blessés à mort. Les Gallacher sont trop simples d'esprit pour s'en rendre compte à temps, mais ils ne peuvent pas non plus éviter l'agonie qui se rapproche. Non, vraiment, les Gallacher ne méritent pas une réponse.

1. Lettre à E. Hughes (8534), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Emrys Hughes (1894-1969), professeur d'histoire à Leeds, éditait depuis 1931 un petit hebdomadaire, *Forward*, pour lequel il avait sollicité Trotsky.

3. William Gallacher (1881-1965), militant de l'I.L.P., puis de la Social-democratic Federation en 1905, avait été l'un des leaders des « shop-stewards » pendant la guerre et s'était tourné vers le communisme. Il était l'un des dirigeants du C.P.G.B. et l'un de ses députés et venait de se livrer à une basse attaque contre Trotsky sur les thèmes des procès de Moscou.

[LES CARNETS DE REISS¹]

(17 janvier 1938)

Cher Camarade Novack²,

Immédiatement après avoir reçu votre lettre du 11 janvier, nous avons câblé à Paris le message suivant :

« Envoyez New York journal Reiss original et échantillon son écriture³. »

Il est regrettable que vous n'ayez pas câblé directement de New York en France. Maintenant, il nous faut attendre la réponse.

Il y a quelques semaines, j'ai écrit à propos du comité de défense qu'il ne négligerait pas cette très importante question.

Je serais très intéressé de savoir quelle influence politique a déjà été produite dans les cercles intellectuels américains par la purge et le verdict de la commission. Ma chère Elinor⁴, pouvez-vous me donner quelque information sur ce point ?

Oui, une année s'est écoulée, et une année bien remplie. Le grand travail fait par vous et par le comité a donné plus que nous ne pouvions espérer il y a un an. C'est une très grande satisfaction.

Salutations les plus sincères de toute la maison à vous deux.

1. Lettre à G. Novack (9432), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. George Novack (né en 1905), étudiant de l'université Columbia, d'abord proche du P.C., avait rejoint la C.L.A. en 1933. Il était depuis 1936 secrétaire du comité de défense de Trotsky, qu'il avait accueilli à Mexico et auprès de qui il s'était rendu au moment de l'enquête à Coyoacán.

3. Ignace Reiss est le nom sous lequel fut connu, après sa mort, Ignacy Poretski (1899-1937), dit également Ludwig, vétéran du P.C. polonais, agent du N.K.V.D. à Paris depuis 1933 qui avait rompu avec Staline en juillet 1937 et annoncé son intention de rejoindre la IV^e Internationale. Il avait été assassiné par le G.P.U. à Chamblandes en Suisse le 4 septembre 1937. Avant sa mort, il avait tenu un « journal », qui fourmillait d'informations sur les coulisses des procès de Moscou, les entreprises de Staline, etc., et que Trotsky voulait faire connaître au comité de défense et de façon générale au public.

4. Elinor Rice était la compagne de Novack.

[QUESTIONS D'ÉDITION]¹

(17 janvier 1938)

Chère Camarade Sara²,

Il y a une petite éternité que je ne sais rien de vous ni de Jack³. J'espère que tous deux êtes au moins en bonne santé. Etes-vous satisfaits du dernier congrès ? Il semble que la question Abern⁴ a été résolue à la satisfaction générale. J'apprécie beaucoup ce fait.

Je vous envoie la traduction anglaise de mon article russe écrit pour le journal juif *The Day*. J'ai promis à Dewey⁵ de lui donner un article pour son hebdomadaire *Socialist Frontier*, signé de mon nom. Je vous envoie cet article pour éviter toute erreur sur la date de sa publication parce qu'il a été écrit sur commande télégraphique spéciale de *The Day* et ne peut être publié qu'en second rang par *Socialist Frontier*.

Qu'arrive-t-il avec le roman allemand, *J'avoue*⁶ ? J'ai peur

1. Lettre à S. Weber (10830), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Sara Weber était le pseudonyme de Sara Jacobs (1900-1976) née en Pologne, émigrée aux Etats-Unis en 1920, qui avait été secrétaire de Trotsky à Prinkipo, puis Barbizon, de juin 1933 à janvier 1934, et à qui il faisait appel pour des questions de relations avec les éditeurs.

3. Jack Weber était le pseudonyme de Louis Jacobs (né en 1896) ancien militant du P.C. et des jeunes, qui avait rejoint l'opposition de gauche au début des années trente et qui était le mari de Sara. Il correspondait assez régulièrement avec Trotsky.

4. Martin Abern (1898-1949), socialiste en 1912, avait été secrétaire du S.P. du Minnesota et l'un des premiers communistes, délégué au 4^e congrès de l'I.C. en 1922, secrétaire national des jeunes à partir de 1923, fondateur de l'Opposition de gauche avec Cannon et Shachtman en 1928. Il était considéré comme un remarquable organisateur, mais ses adversaires lui reprochaient une politique de « clique ».

5. John Dewey (1859-1952), célèbre philosophe, avait présidé la commission d'enquête et noué à Coyoacán des relations personnelles avec Trotsky.

6. Il s'agit d'un roman qui avait été écrit par un jeune militant allemand, Wolf Weiss, échappé des griffes du G.P.U. (cf. n. p. 352) et que Trotsky cherchait à faire éditer.

que les éditeurs ne dépendent des conseils de lecteurs allemands assez peu nombreux et dont la majorité est liée au stalinisme. Il est même possible que Troïanovsky sache qu'un manuscrit de ce type est entre les mains d'éditeurs et, à travers son appareil, fasse tous les efforts possibles pour empêcher la publication de cet ouvrage. Je ne peux expliquer autrement le refus de certains éditeurs, car (1) ce roman est écrit avec un talent indiscutable, (2) il présente une véritable expérience vivante de l'auteur, (3) il est d'une grande actualité, compte tenu des procès de Moscou, du verdict de la commission Dewey et de la purge incessante. Un tel livre ne peut pas ne pas être un grand succès de vente, surtout avec des dessins de Diego Rivera⁷.

7. Diego Rivera avait promis à Trotsky d'illustrer le livre de Weiss, ce qui lui donnait un intérêt commercial évident.

[QUE FAIRE POUR CHEN DUXIU]¹

(17 janvier 1938)

La proposition du camarade Frank [Glass] me semble correcte s'il existe une possibilité que le camarade C[hen Duxiu]² quitte son Etat sans l'autorisation officielle du gouvernement. Une pression « amicale » sur les autorités chinoises pourrait avoir les résultats désirés ; mais si cela ne marche pas, la surveillance gouvernementale se renforcera et diminuera ainsi ses possibilités de quitter la Chine. C'est pourquoi je propose de préparer simultanément deux voies, à savoir :

1. Créer tout de suite à New York une commission non publique avec l'objectif d'étudier les possibilités du départ de C[hen Duxiu] de Chine aussi vite que possible, sans aucune intervention officielle ; collecter de l'argent dans ce but et ainsi de suite. 2. En même temps, commencer une campagne de pression « amicale » sur les autorités chinoises par l'intermédiaire de libéraux, de radicaux et de figures importantes de notre propre mouvement.

Par exemple, quelques intellectuels mexicains avec des noms (Diego Rivera, Juan O'Gorman³ et autres) pourraient rendre

1. Note intitulée « Concernant la lettre de Shanghai du camarade Frank » (8251) adressée à Glenner, Isaacs et Simons, traduite de l'anglais avec la permission de la Houghton Library. Sur Glenner, cf. n. 2 p. 38 et sur Isaacs n. 2 p. 124. Grace *Simons* (née en 1901, secrétaire d'un banquier américain, avait rencontré Frank Glass en Chine et était devenue sa compagne.

2. *Chen Duxiu* (1879-1942) avait fait des études supérieures au Japon et en France. Revenu dans son pays en 1911, il avait dû se réfugier peu après au Japon. Professeur à l'Université de Pékin en 1915, il fonda et dirigea *La Jeunesse* qui devint *La Nouvelle Jeunesse*, dont l'influence fut déterminante sur le « mouvement du 3 mai 1919 » et qui fut à l'origine du mouvement communiste en Chine. Secrétaire général du P.C.C. de sa fondation en 1921 à 1929, où Staline tenta d'en faire le bouc émissaire de la défaite, il rejoignit alors l'Opposition de gauche et devint le dirigeant de sa section chinoise. Arrêté en octobre 1932, il avait été condamné à une lourde peine de prison, mais libéré en août 1937. Trotsky craignait pour sa vie et voulait lui faire quitter la Chine.

3. Juan O'Gorman (1905-1982), grand peintre et muraliste, ami de Diego Rivera, était proche de Trotsky.

visite à l'ambassadeur chinois ici et lui présenter une pétition écrite à peu près comme suit :

« Nous, soussignés et nombre de nos amis, sommes les amis sincères et dévoués de la Chine dans sa lutte pour sa libération contre l'impérialisme japonais. Nous nous intéressons personnellement au sort de C[hen Duxiu] que nous connaissons comme un homme honnête et un patriote sincère.

Nous n'appartenons pas au camp stalinien. D'un autre côté, nous comprenons les raisons de la coopération entre le gouvernement chinois et Moscou. Cette coopération crée une situation très difficile pour C[hen Duxiu] l'empêchant même de mener un combat public en faveur de la Chine. Nous avons été informés de cette situation par un correspondant étranger digne de confiance, un ami sincère de la Chine.

Permettez-nous d'insister devant les autorités chinoises sur le fait que, si M. C[hen Duxiu] va à l'étranger, il peut être très utile dans une campagne internationale des éléments de gauche particulièrement les ouvriers, contre l'oppression de l'impérialisme japonais. La situation militaire en Extrême-Orient indique que le grand combat durera longtemps, avec des hauts et des bas. Une mobilisation systématique et insistante de l'opinion publique mondiale est nécessaire. Dans une telle campagne, le rôle des éléments indépendants de gauche aura une grande valeur pour le peuple chinois. Les partis communistes officiels sont connus comme des instruments de Moscou. Leur influence est donc limitée. M. C[hen Duxiu] est connu en tant que révolutionnaire chinois indépendant. Avec ses connaissances et son aide, nous pourrions certainement rendre d'importants services à une campagne internationale de ce type.

Nous ne voulons pas dissimuler une pensée qui nous inquiète. Dans divers pays, le G.P.U. de Moscou cherche à exterminer tous ces éléments de gauche qui ont une attitude critique à l'égard du Kremlin. Nous savons de sources autorisées que M. C[hen Duxiu] est sur la liste noire du G.P.U. Sous un prétexte ou un autre, il peut être assassiné sur le territoire chinois et le G.P.U. essaiera alors de placer la responsabilité d'un tel crime sur les autorités chinoises. Nous sommes certains qu'aux Etats-Unis, la vie de M. C[hen Duxiu] pourrait être mieux protégée d'une possible tentative contre elle de la part du G.P.U.

Telles sont, Monsieur l'Ambassadeur, les raisons pour lesquelles nous vous pressons d'intervenir dans cette affaire, avec des sentiments de sympathie la plus sincère pour votre peuple dans son héroïque combat contre l'invasion impérialiste. »

LÉON TROTSKY

Une lettre analogue, mais pas nécessairement identique, pourrait être rédigée aux Etats et signée par les personnalités appropriées — et aussi en Angleterre et en France.

Un document de cette nature serait un avertissement aux autorités chinoises, bien que loin d'être une garantie absolue pour la vie de C[hen Duxiu]. Un tel document ne pourrait être préjudiciable à la situation de C[hen Duxiu] en Chine, surtout si on ne perd pas de temps et si on se prépare pour l'autre version.

[JE SUIS TRÈS OPTIMISTE]¹

(17 janvier 1938)

Cher Camarade Schwind²,

Merci du fond du cœur de votre lettre. Nous avons gagné une bataille très importante contre la bureaucratie puissante et très vicieuse. Le verdict de la commission, parallèlement à ce qui se passe en Union soviétique, a, à partir de maintenant, commencé à miner quotidiennement de plus en plus le Comintern, cette caricature pourrie et criminelle d'une Internationale ouvrière. En même temps, la situation mondiale (crise, menace de guerre) impose la nécessité d'une authentique internationale révolutionnaire : la nature a horreur du vide. C'est pourquoi, en dépit de toutes les difficultés, je suis très optimiste quant au destin de la IV^e Internationale.

J'ai lu dans *Socialist Appeal* que quelques éléments « de gauche » en Californie abandonnaient l'aile marxiste pour un bloc avec Norman Thomas et compagnie et employaient des moyens scandaleux contre la majorité à un moment critique³. Je

1. Lettre à Marx Schwind (10087) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Marx Schwind (1877-?), émigré allemand, militant du S.P.D. depuis des années dans la région de la Baie de San Francisco, était l'un des hommes les plus connus de sa gauche. Membre de la Ligue contre la Guerre et le Fascisme au début des années trente, il s'était rapproché du groupe trotskyste de l'*Appeal* dans le S.P., l'avait aidé financièrement et avait rendu visite à Trotsky en 1937 avec sa femme Selma. Mais il avait hésité et suspendu ses paiements au moment de la scission.

3. Cannon avait gagné rapidement à la fraction le secrétaire du S.P. de Californie, l'ancien pasteur Glen Trimble. Mais l'appareil avait désaffilié très tôt le S.P. de Californie et reconstitué une organisation avec des éléments qui avaient appartenu à la gauche et travaillé avec les trotskystes, le nouveau secrétaire James Newton Thurber, mais surtout le journaliste Travers Clement et sa femme Lilian Symes, auteurs du livre *Rebel America*. Norman Thomas (1884-1968), un ancien pasteur, était le chef du parti socialiste depuis le départ de la Vieille Garde de l'aile droite. Partisan de l'entrée des trotskystes en 1936, il était maintenant résolu à les expulser rapidement.

LÉON TROTSKY

n'en suis réellement pas très étonné. Il existe des généraux très courageux en temps de paix. Il existe des révolutionnaires qui sont terriblement intransigeants en paroles. Mais comme le dit la Bible, chaque homme sera jugé selon ses œuvres. Les rapports que j'ai eus du congrès de Chicago⁴ sont très satisfaisants. Maintenant, armé du *Socialist Appeal* et de *The New International*, le nouveau parti va se tremper en allant de l'avant.

Salutations très chaleureuses de Natalia et moi à vous deux. J'espère que vous êtes en bonne santé et dans le meilleur moral.

4. Il s'agit du congrès qui avait décidé de la fondation du S.W.P. (Socialist Workers Party).

[UNE APPRÉCIATION SUR PARTISAN REVIEW]¹

(20 janvier 1938)

Cher M. Macdonald²,

Je vais vous parler avec une totale franchise dans la mesure où des réserves ou des demi-louanges non sincères signifieraient un manque de respect pour vous et votre entreprise.

Mon impression générale est que les éditeurs de *Partisan Review*³ sont des gens instruits et intelligents, mais qu'ils *n'ont rien à dire*. Ils cherchent des thèmes qui ne puissent blesser personne, mais qui ne peuvent également donner quoi que ce soit à qui que ce soit. Je n'ai jamais vu ni entendu parler d'un groupe avec un tel état d'esprit remportant des succès, acquérant de l'influence et laissant quelque espèce de trace dans l'histoire de la pensée.

Remarquez que je n'aborde pas du tout le *contenu* de vos idées (peut-être parce que je ne peux pas les discerner dans votre revue). « Indépendance » et « liberté » sont deux notions vides. Mais je suis prêt à admettre que « l'indépendance » et « la liberté » telles que vous les entendez représentent quelque chose qui a une véritable valeur culturelle. Excellent ! Mais alors il faut

1. Lettre à D. Macdonald (8953), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Dwight G. Macdonald (1906-1982), étudiant à Yale, puis journaliste à *Fortune*, choisit de démissionner après la censure d'un reportage, sympathise avec le P.C. puis choisit d'adhérer au comité de défense de Trotsky à qui il s'adresse pour lui demander de donner des articles à *Partisan Review* qu'il venait de ressusciter avec d'autres.

3. *Partisan Review* avait commencé à paraître en 1934 en tant qu'organe des clubs John Reed, puis était devenue indépendante, le P.C. ayant décidé d'abandonner ces clubs, politiquement marqués, au bénéfice de l'association des écrivains. La revue avait suspendu sa publication en octobre 1936 pour des raisons financières et parce que ses animateurs étaient en train de vivre une crise politique profonde : leur rupture avec le stalinisme. Ils avaient décidé de faire revivre *Partisan Review*, à l'automne de 1937, comme revue indépendante.

LÉON TROTSKY

les défendre l'épée à la main ou au moins le fouet. Toute nouvelle tendance artistique ou littéraire (naturalisme, symbolisme, futurisme, cubisme, expressionnisme et ainsi de suite) a commencé par un scandale, brisant les vieilles faïences respectées, froissant bien des autorités établies. Cela ne découlait pas seulement de la recherche de la publicité (bien qu'il n'en ait pas manqué). Non, ces gens, artistes aussi bien que critiques littéraires, avaient quelque chose à dire. Ils avaient des amis, ils avaient des ennemis, ils se battaient et précisément, par là, ils démontraient leur droit à l'existence.

Dans la mesure où votre publication est concernée, elle souhaite essentiellement, apparemment, démontrer sa respectabilité. Vous vous défendez contre les staliniens comme de jeunes femmes bien élevées insultées par des voyous. « Pourquoi nous attaque-t-on, vous plaignez-vous, nous ne voulons qu'une chose : vivre et laisser vivre les autres ». Une telle politique ne peut réussir.

Bien sûr, il ne manque pas d'« amis de l'U.R.S.S. » déçus ni d'intellectuels généralement lugubres qui, s'étant une fois brûlés, craignent plus que tout d'être de nouveau engagés. Ces gens vous enverront des lettres sympathiques et tièdes, mais ne garantiront pas le succès de la revue puisque un succès sérieux n'a jusqu'à maintenant jamais encore reposé sur une *désorientation politique, culturelle et esthétique*.

Je voulais espérer que ce n'était là qu'une situation temporaire et que les éditeurs de *Partisan Review* cesseraient d'avoir peur d'eux-mêmes. Mais je dois dire que le symposium que vous avez conçu n'est pas du tout de nature à fortifier ces espérances. Vous formulez votre question sur le marxisme comme si vous commenciez l'histoire sur une page blanche. Le titre même du symposium paraît extrêmement prétentieux et en même temps très confus. La majorité des écrivains que vous avez invités ont démontré par tout leur passé — hélas ! — leur totale incapacité à la pensée théorique. Quelques-uns ne sont que des cadavres politiques. Comment pourrait-on confier à un cadavre la responsabilité de décider si le marxisme est une force vivante ? Non, je refuse catégoriquement de participer à ce genre de tentative.

Une nouvelle guerre mondiale approche. Dans tous les pays, la lutte politique interne tend à se transformer en guerre civile. Des courants de la plus haute tension sont à l'œuvre dans tous les domaines de la culture et de l'idéologie. Vous voulez évidemment fonder un petit monastère culturel se protégeant du monde extérieur par le scepticisme, l'agnosticisme et la respecta-

ŒUVRES, JANVIER-MARS 1938

bilité. Une telle tentative n'ouvre aucune espèce de perspective.

Il est tout à fait possible que le ton de cette lettre vous apparaisse comme tranchant, inadmissible et « sectaire ». Cela ne constituerait à mes yeux qu'une preuve supplémentaire du fait que vous voulez publier une « petite » revue pacifique sans participer activement à la vie culturelle de votre époque. Si, au contraire, vous ne considérez pas mon ton « sectaire » comme un obstacle à un futur échange d'opinion, alors je demeure entièrement à votre service.

LETTRE OUVERTE A LA RÉDACTION DE DE NIEUWE FAKKEL ET DE INTERNATIONALE¹

(21 janvier 1938)

Chers Camarades,

Vous m'avez fait plus d'une fois l'honneur de publier mes articles. C'est pourquoi je ne doute pas que vous ne refuserez pas de reproduire la brève lettre suivante².

Depuis le début même de l'existence de votre parti³, j'ai été en désaccord avec ses dirigeants et surtout avec le camarade Sneevliet sur toutes les questions fondamentales. En fait, la direction du R.S.A.P. a toujours été en opposition irréductible à toutes les autres sections de la IV^e Internationale et, durant les deux dernières années, les divergences se sont continuellement exacerbées.

En plein accord avec l'écrasante majorité de notre organisation internationale, je considérais et je considère comme funeste la position de Sneevliet dans le domaine du mouvement syndical.

Je considérais et je considère comme absolument inadmissible l'absence, au R.S.A.P., d'un programme d'action révolutionnaire et le caractère sans principes de son agitation, qui découle de cette absence.

Je considérais et je considère que l'attitude de la direction du R.S.A.P. envers la politique de « Front populaire » est toujours restée équivoque, c'est-à-dire obscurément et parfois même ouvertement opportuniste.

1. Lettre ouverte (T 4271), traduite de l'anglais avec la permission de la Houghton Library. *De Nieuwe Fakkkel* était l'hebdomadaire et *De Internationale* la revue mensuelle du R.S.A.P.

2. Cette lettre fut effectivement publiée dans le journal du R.S.A.P. du 18 février précédée d'un article de Sneevliet intitulé « De Banvloek van Coyoacán » (L'Anathème de Coyoacán).

3. Le R.S.A.P. était né au congrès de fusion du R.S.P., dirigé jusqu'alors par Sneevliet, et de l'O.S.P., dirigé par P. J. Schmidt, les 2 et 3 mars 1935.

La politique du camarade Sneevliet dans la question du P.O.U.M. s'est trouvée en opposition complète avec l'A.B.C. de la lutte des classes et a causé un tort indiscutable à la révolution espagnole et à la IV^e Internationale.

La politique du camarade Sneevliet dans la question russe a été et demeure essentiellement fausse et déloyale à l'égard des bolcheviks-léninistes russes.

Je considérais et je considère comme opportuniste l'activité parlementaire de Sneevliet.

Je considérais et je considère comme absolument inadmissible l'attitude inamicale de la direction du R.S.A.P. envers toutes les autres sections et envers le secrétariat international.

Je considérais et je considère que, dans tous les conflits fondamentaux entre le camarade Sneevliet et le secrétariat international, c'était ce dernier qui avait entièrement raison.

Le secrétariat international a proposé des dizaines de fois à votre comité central d'ouvrir une discussion honnête sur les questions en litige. Vous vous êtes obstinément refusés à remplir des devoirs élémentaires à l'égard de votre propre parti. En guise de discussion, votre comité central a eu recours à l'exclusion de l'organisation des véritables partisans de la IV^e Internationale⁴. Cette mesure ne peut signifier rien d'autre qu'une préparation à la rupture avec la IV^e Internationale et au passage dans le camp des social-démocrates « de gauche » réunis autour du bureau de Londres.

A ma dernière lettre adressée le 2 décembre 1937 au camarade Sneevliet et qui lui demandait si votre parti avait l'intention de participer à la conférence internationale, je n'ai pas reçu de réponse. C'est un fait plus important encore que les demandes officielles du secrétariat international soient restées sans réponse.

La présente lettre, qui tire le bilan d'une tentative de collaboration qui a duré cinq ans, d'une tentative de critique amicale, d'explication et de rapprochement, a pour but de dire ouvertement ce qui est. Chacun doit porter la responsabilité de sa ligne politique. Les membres de votre parti et de toutes les sections de la IV^e Internationale jugeront.

4. Les exclus du R.S.A.P., qui se réclamaient de la IV^e Internationale et s'étaient organisés en fraction sous la direction de Hermann Peeters et Gerrit De Wilde, avaient préparé un congrès qui allait se tenir le 23 janvier 1938 et publier un bimensuel, *De enige Weg*, à partir du 15 février.

[CONCLUSION D'UNE LONGUE EXPÉRIENCE]¹

(21 janvier 1938)

Chers Camarades,

Il est fort possible que ma lettre antérieure n'ait pas été suffisamment explicite puisqu'elle vous a suggéré l'idée que je me faisais des illusions sur l'attitude et sur les plans du camarade Sneevliet. Non, malheureusement, après cinq ans d'expériences ininterrompues, je ne peux pas me permettre la moindre illusion. Le seul reproche que nous puissions nous faire — et je ne m'exclus nullement — c'est le même que dans le cas de Nin² : nous avons été trop patients, trop indulgents, trop tolérants envers l'attitude du camarade Sneevliet. Il est toujours difficile, dans des cas pareils, de déterminer le moment où il faut passer à la lutte ouverte. Je crois que ce moment fut fixé par l'intervention de Sneevliet dans la question espagnole³. Son attitude dans cette question fut une trahison ouverte des principes les plus élémentaires du marxisme révolutionnaire et de toutes nos décisions.

1. Lettre en français au S.I. (8056) avec la permission de la Houghton Library.

2. Andrés Nin Pérez (1892-1937), avait été secrétaire de la C.N.T. puis secrétaire, à Moscou, de l'Internationale syndicale rouge, et membre de l'Opposition de gauche russe depuis 1923. Il avait été expulsé d'U.R.S.S. en 1930 et, depuis cette époque avait été en désaccord permanent avec Trotsky et l'organisation internationale : sur l'adhésion au groupe de Maurin, les candidatures aux élections, l'orientation qui était la sienne vers un groupe indépendant, l'entrée dans les J.S. à laquelle il s'opposait et finalement le « regroupement révolutionnaire » qu'il préconisait et dont le résultat avait été la naissance du P.O.U.M. Trotsky pour sa part ne considéra qu'il y avait rupture qu'après le ralliement du P.O.U.M. au programme électoral des gauches, Front populaire avant la lettre.

3. Sneevliet s'était rendu en Catalogne alors que Nin était entré dans le gouvernement de la Généralité, il avait parlé à sa radio et écrit dans *La Batalla* (16 octobre) et le P.O.U.M. avait eu beau jeu d'expliquer que cette importante section de la IV^e Internationale le soutenait contre les critiques du « centre ». Trotsky était à cette époque interné et dans l'incapacité de se prononcer.

C'est lui et ses semblables qui ont inspiré à la direction du P.O.U.M. un peu plus de confiance dans leur confusionnisme et un peu plus de méfiance envers le marxisme révolutionnaire. Le résultat, on le connaît.

Malheureusement, c'est précisément à ce moment que survinrent les procès de Moscou, l'internement, etc. Toutes nos sections furent absorbées par ces nouvelles questions et l'affaire hollandaise continua à traîner. Le S.I. a fait son devoir. Tout ce que le S.I. a écrit sur et contre Sneevliet fut et reste absolument juste. C'est précisément la raison pour laquelle Sneevliet n'a jamais osé répondre par des arguments politiques, se servant — et c'est bien là sa manière — d'injures absolument intolérables et nullement justifiées. Sneevliet n'a pas le moindre intérêt pour le marxisme, pour la doctrine, pour une orientation générale. Ce qui l'intéresse, c'est le N.A.S.⁴, une petite machine bureaucratique, un poste parlementaire. Sneevliet s'est servi du drapeau de la IV^e Internationale surtout pour protéger son travail opportuniste en Hollande. Comme le N.A.S. dépend financièrement totalement du gouvernement, Sneevliet a évité toute politique précise, c'est-à-dire marxiste ; pour ne pas provoquer les foudres du gouvernement contre le N.A.S., le R.S.A.P. n'a été et ne reste qu'un appendice politique du N.A.S. qui, lui-même, n'est pas viable et qui est passé, dans les dernières années, de 25 000 à 12 000 membres et peut-être plus bas encore.

Dans la question espagnole, dans la question du Front populaire, sans parler de la politique intérieure hollandaise, Sneevliet occupe une position qui n'est en rien supérieure à celle des partis du bureau de Londres. D'ailleurs il ne s'est jamais caché d'avoir une double appartenance, au S.I. et au bureau de Londres. Pratiquement, il a rompu les liens avec le S.I. depuis, je crois, un an ou plus. Il a utilisé ce temps pour préparer son organisation à la rupture définitive. Il a toujours refusé de s'engager dans une discussion honnête sur les divergences. Dans la question de Reiss, il s'est comporté avec la section russe d'une manière absolument déloyale, ce qui a beaucoup contribué au dénouement tragique⁵.

4. Cf. n. 10, p. 35.

5. Trotsky reprochait à Sneevliet de ne pas avoir informé immédiatement Léon Sedov sur l'affaire Reiss. Les défenseurs de Sneevliet font remarquer que ce dernier se méfiait de « la section russe », c'est-à-dire l'entourage de Sedov, notamment Zborowski, dit Etienne, démasqué des années plus tard comme agent du G.P.U. Ces accusations étaient en partie fondées sur les informations données par Etienne.

LÉON TROTSKY

Le S.I. a fait, à mon avis, tout ce qu'il a pu pour faciliter la collaboration et on ne peut pas lui reprocher de ne pas avoir réussi à changer la nature de la direction du R.S.A.P., foncièrement opportuniste, trade-unioniste et antimarxiste.

Telle est la conclusion indiscutable d'une longue expérience. Si je vous ai proposé d'écrire encore une lettre à Sneevliet, en l'invitant à la conférence internationale et en exigeant la participation de son parti à la discussion internationale, ce n'était pas parce que moi, personnellement, je me faisais les moindres illusions, mais parce que j'ai l'impression que les autres sections, surtout celles du Nouveau Monde, n'ont pas suffisamment suivi le développement organique de l'affaire et que quelqu'un pourrait avoir l'impression que ce seraient les « mauvaises méthodes » du S.I. et non l'opportunisme organique de la direction du R.S.A.P. qui ont poussé Sneevliet à préparer la rupture avec la IV^e Internationale et l'adhésion éventuelle au bureau de Londres (personne n'a oublié, je l'espère, que Sneevliet a combattu avec acharnement la résolution de notre dernière conférence internationale sur le bureau de Londres. Rien d'étonnant, il se sentait visé lui-même). Le 2 décembre 1937, j'ai envoyé à Sneevliet une lettre personnelle où j'ai fait la dernière tentative de provoquer sa réplique. *Il n'a pas répondu à cette lettre.* J'en envoie donc la copie à toutes les sections.

Il faut que la question hollandaise prenne sa place dans la discussion internationale avant la conférence. Il s'agit en premier lieu d'analyser l'expérience syndicale de Sneevliet, afin d'exclure, une fois pour toutes, la possibilité d'une politique analogue dans d'autres sections. Nous voyons qu'on joue, par-ci par-là, avec l'idée de ce syndicat bien à soi. Cette politique signifie la crise inévitable. La IV^e Internationale ne peut tolérer cette politique dans ses rangs sans se vouer à la mort. Dans cette question comme dans les autres, l'expérience hollandaise montre ce qu'il ne faut pas faire.

J'envoie simultanément une lettre ouverte pour la presse du R.S.A.P. et je vous en joins copie.

[LETTRE PERSONNELLE]¹

(21 janvier 1938)

Mon cher Camille²,

Sur la question hollandaise, j'écris dans une lettre officielle. Je tâcherai d'étudier votre projet de statuts³. Mais vous voyez bien que je ne suis pris dans ces derniers mois que par la situation internationale.

Je ne puis me prononcer sur les vicissitudes de la section allemande, mais je sais bien que Held, Johre et Fischer⁴, sont les camarades les plus sûrs du point de vue des principes. Quelles que soient leurs fautes, il faut savoir s'arranger avec eux.

J'ai été bien heureux de recevoir *Der einzige Weg*. Je

1. Lettre à R. Klement, (Archives départementales du Vaucluse, papiers Paul Richartz, 1 M 829, 000427) en français. Cette lettre jointe à la lettre officielle précédente, a un caractère personnel.

2. *Camille* était alors le pseudonyme de Rudolf *Klement* (1910-1938), un ancien étudiant de Hambourg qui avait été secrétaire de Trotsky d'avril 1933 à juin 1934, puis était devenu secrétaire administratif du S.I.

3. Klement avait parlé à Trotsky d'un projet de statuts qu'il préparait pour la IV^e Internationale.

4. La crise de la section allemande avait abouti à une scission : d'un côté, Jan Bur, Alex et de l'autre Held, Johre et Fischer. Heinz Epe, dit Walter *Held* (1910-1942), ancien du K.P.D., exclu en 1932, avait été le représentant des trotskystes au bureau des jeunes de Stockholm. Il était établi en Norvège où il avait souvent rencontré Trotsky qui l'appréciait beaucoup. Josef *Weber*, dit S. L. *Johre* (1901-1959), pianiste de Gelsenkirchen, vieux communiste exclu en 1932, avait été l'un des principaux dirigeants des I. K. D. après la scission de Bauer en 1934. Otto *Schüssler* (1905-1982), ouvrier emballeur, avait été secrétaire de Trotsky à Coyoacán, puis membre du S.I. et était plus connu sous son pseudonyme d'Oskar *Fischer*. Johre et Fischer avaient démissionné en début de 1937, puis rallié autour d'eux nombre de leurs adversaires dans un second temps et finalement reconstitué un groupe tandis que Jan Bur prétendait continuer les I. K. D. Le S.I. avait commencé par reconnaître les adversaires de Johre-Fischer, puis ce dernier, n'avait plus reconnu personne, et allait finalement appuyer Johre-Fischer. La vérité est que Rudolf Klement, lui-même allemand, était très hostile à Johre et Fischer.

LÉON TROTSKY

regrette beaucoup la non-participation des camarades d'*Unser Wort*⁵.

J'espère qu'en Europe on suit attentivement l'expérience du Socialist Workers Party des Etats-Unis, qui est décidément en bonne voie.

P.-S. Il faut donner des articles bien documentés sur le R.S.A.P. dans la *Quatrième Internationale* et dans *Der einzige Weg* aussi tôt que possible.

5. Klement avait réussi à faire mettre sur pied par les militants de Suisse, Autriche, Tchécoslovaquie, un organe théorique en langue allemande, *Der einzige Weg*, auquel Johre et Fischer, qui y voyaient, non sans raison, une manœuvre contre l'organe de leur groupe, *Unser Wort*, avaient refusé de collaborer. Mais Walter Held avait accepté.

[LE RÔLE DE SNEEVLIET]¹

(21 janvier 1938)

Cher Camarade Cannon²,

Avec Sneevliet, comme je vous l'ai déjà écrit souvent, la situation n'est pas seulement mauvaise, elle est désespérée. Sneevliet est un philistin conservateur sans aucune perspective révolutionnaire. En 33 ou 34, quand il a obtenu son mandat parlementaire³, il m'a dit : « Je vais essayer d'extraire du N.A.S. quelques mille militants de plus pour le parti et j'abandonnerai cette organisation sans espoir ». Mais ce n'étaient que des paroles. Quand il a perdu son mandat⁴, il a repris des deux mains son poste de secrétaire du N.A.S. C'est une question d'emplois pour une bureaucratie lilliputienne. La politique de Sneevliet est entièrement subordonnée à la tâche de conserver cet emploi pour lui ou son plus proche collaborateur. Sa rupture ouverte avec nous constituera naturellement un coup indiscutable pour la IV^e Internationale (un coup mortel pour son propre parti). Mais il n'y a rien à faire.

Je vous envoie des documents sur cette affaire. Il faut préparer le parti américain. A mon avis, les documents devraient être publiés dans le *Bulletin intérieur*⁵. Il est possible que des camarades américains qui n'ont pas pu suivre les développements au cours des deux dernières années aient le soupçon que la

1. Lettre à J. P. Cannon (7518), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. James P. Cannon (1885-1973) avait été l'un des dirigeants du P. C. américain depuis sa naissance, mais, en 1928, convaincu par la lecture de la « Critique du projet de programme », il s'était rallié à l'Opposition de gauche. Il était le dirigeant incontesté de la section américaine.

3. Sneevliet avait été élu député le 26 avril 1933.

4. Aux élections de 1937.

5. Ils le furent dans les bulletins des sections comme celui du S.I.

LÉON TROTSKY

rupture ait été provoquée par quelques initiatives précipitées ou maladroites du secrétariat international ou de moi-même. Grands dieux, ce n'est pas le cas ! Je puis dire que le secrétariat international a eu une attitude très chrétienne ; quand Sneevliet frappait une joue, ils lui tendaient l'autre. Et tous, plus ou moins, nous avons toléré cette situation.

Je vous ai écrit au sujet de l'attitude de Sneevliet dans l'affaire Reiss. Cette attitude a été la cause la plus importante de la perte de Reiss. Grâce au fait que nous avons retiré cette affaire des mains de Reiss, nous avons eu une situation infiniment meilleure avec Barmine et Walter Krivitsky, et même avec la veuve de Reiss⁶. Mais, à partir du moment où cette malheureuse femme est entrée directement en rapports avec nos camarades à Paris, Sneevliet a fait un terrible scandale, de sorte que Madame Reiss, qui avait pour Sneevliet une grande estime, a demandé à un de nos camarades si Sneevliet n'était pas ivre.

L'homme n'est pas seulement opportuniste politiquement, mais, dans son petit fief, il a l'habitude d'être un dictateur absolu. Il intervient dans la vie de toutes les sections (ce qui est son bon droit) avec une brutalité extrême (ce qui est superflu) mais il ne tolère pas la moindre critique de la part des autres sections ou des membres de son propre parti. Au cours des dernières années, il a été politiquement complètement touché par le courant réactionnaire de la politique européenne, avec le P.O.U.M., mais aussi avec le Bureau de Londres. Son but est de jeter l'ancre dans le port de Fenner Brockway. On n'y pouvait rien faire.

Si votre comité national ou vous personnellement jugez nécessaire de vérifier notre longue expérience par votre propre intervention, vous pourriez écrire à Sneevliet une lettre officielle ou personnelle, lui demandant des explications et ainsi de suite. Je ne pourrais pour ma part que me féliciter d'une telle initiative, car elle aurait, du point de vue de l'éducation, une bonne influence, non seulement sur les Américains, mais aussi sur les

6. Aleksandr Graff dit *Barmine* (1899-194 ?), ancien officier de l'armée rouge passé dans la diplomatie, chargé d'affaires à Athènes, avait refusé d'obtempérer à l'ordre de rappel, gagné Paris à la fin de 1937 et fait connaître sa rupture. Samuel Ginsburg, dit *Walter Krivitsky*, (1899-1940) ami d'enfance et camarade de travail de Reiss, avait fait défection à peu près au même moment et s'était placé sous la surveillance de la police française. *Elsa Bernaut* (1898-1978), appelée le plus souvent *Elsa Reiss*, était aussi une vieille militante communiste polonaise. Le G.P.U. avait tenté également de l'assassiner. Trotsky avait reproché à Sneevliet de n'avoir pas donné à l'affaire la publicité nécessaire pour la protéger.

ŒUVRES, JANVIER-MARS 1938

autres sections. Pratiquement, votre intervention, comme je vous l'ai écrit il y a deux mois, ne peut rien changer.

Je dois à nouveau répéter qu'il est absolument nécessaire de donner un soutien moral et au moins une petite aide financière au S.I.

[L'OPINION SUR LES PROCÈS]¹ (22 janvier 1938)

Cher Camarade Hughes,

Merci pour votre lettre du 7 janvier avec les intéressantes coupures de presse et votre correspondance avec M. Pritt. J'ai été très content de votre réponse. A cet égard, je dois mentionner une visite que j'ai reçue cet été de l'éditeur de *Nation & News Stateman* (*sic*)². J'ai demandé à ce monsieur si M. Pritt était acheté par Moscou. Il m'a répondu que Pritt est un honnête homme, mais très « simple d'esprit ». Je ne peux pas ne pas mentionner que l'honorable éditeur est venu chez moi après un repas très « chaud »... Il essayait d'exprimer, de façon très mal articulée... ses doutes quant à mes déclarations publiques. Je lui ai dit qu'il avait le droit de douter, mais que je ne pouvais voir la raison pour laquelle il venait exprimer ses doutes chez moi. Ce monsieur a alors écrit dans son hebdomadaire, qu'après cette visite, il avait plus de doutes que jamais. Il est réellement difficile d'avoir une grande estime pour quelques-uns de ceux qui dirigent l'opinion publique. D'autant plus précieux sont les gens qui se font pour eux-mêmes leur opinion à eux et ont le courage de la défendre. Ce fut votre cas avec les procès de Moscou.

Je vous envoie avec plaisir deux photographies, l'une avec ma femme et une en portrait. Mon ami et collaborateur Hansen vous a envoyé un article sur Cronstadt³. Je doute que vous puissiez l'utiliser⁴, mais, dans votre numéro du 8 janvier, (n° 2,

1. Lettre à E. Hughes (8535), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Il s'agissait de Kingsley Martin, du *New Statesman and Nation* : cf. le récit de cette entrevue dans *Œuvres*, 14, pp.39.

3. Il s'agit de l'article « Beaucoup de tapage autour de Cronstadt » pp. 69-83.

4. Le journal d'Emrys Hughes était trop petit pour un article aussi long.

vol. 32, p. 9, col. 4), je trouve cette phrase de M^{me} Ethel MacDonald :

« Comme à Cronstadt le gang de Moscou a assassiné la fleur de la révolution russe »⁵.

Je vois d'après ces lignes que M^{me} MacDonald n'a pas la moindre idée de l'affaire dont elle parle. La légende autour de Cronstadt a été fabriquée par les anarchistes. Je ne sais pas si Ethel MacDonald est anarchiste, mais elle rivalise avec eux dans l'ignorance. Si vous ne pouvez pas publier mon article en entier, vous pouvez peut-être en donner les extraits les plus importants avec une référence à la déclaration d'Ethel MacDonald.

Oui. Je me souviens que M. Gallacher a été immortalisé par *La Maladie infantile du Gauchisme (sic)*⁶. Les temps ont changé cependant et il faudrait maintenant le mentionner dans *La Maladie Sénile de la Droite*.

5. Cet article d'Ethel MacDonald, militante anarchiste, était consacré à la répression et aux crimes du G.P.U. en Espagne où elle avait été emprisonnée quelque temps.

6. De toute évidence, Trotsky fait allusion à *Le Gauchisme, Maladie infantile du communisme*. Le chapitre IX de ce travail, intitulé « Le communisme "de gauche" en Angleterre » qui commence par un commentaire d'une lettre de Gallacher publiée dans le *Workers Dreadnought* de Sylvia Pankhurst du 21 février 1920.

[UNE CARICATURE DU DÉFAITISME]¹

(26 janvier 1938)

Chers Camarades,

Dans ma lettre au camarade Van du 2 janvier 1938², j'avais admis la possibilité que, dans le compte rendu sténographique (*The Case of Leon Trotsky*), quelques expressions malheureuses se soient glissées, car je n'avais pas, à ce moment-là, le livre sous la main. Aucun homme qui pense de façon saine et honnête ne se mettra d'ailleurs à chercher une réponse aux problèmes fondamentaux de notre politique pendant la guerre dans une remarque orale succincte au milieu de débats qui durèrent une semaine³. Je constate cependant avec satisfaction maintenant que ma réponse à Stolberg est transcrite dans le compte rendu avec suffisamment d'exactitude et qu'elle se trouve en plein accord avec nos thèses programmatiques⁴.

Je n'ai cependant pas besoin de revenir sur cette question. Le camarade W[alter] St[een]⁵ a écrit à ce sujet un article en allemand : « Zu den Aufgaben des Proletariats im Kriege »⁶. Je recommande le plus chaleureusement possible cet article à l'attention de tous les camarades. Comme il ne contient aucune polémique « interne », il peut et doit, à mon avis, être reproduit dans toutes nos publications. L'excellent article du camarade

1. Lettre au S.I. (T 4272) en russe : la traduction française dans le *Bulletin intérieur international* n° 2, édité par le S.I. en avril 1938, a été révisée.

2. Cf. pp. 33-37.

3. Il s'agissait de la mise en cause, par le Belge Vereeken, d'une phrase prononcée par Trotsky au cours de la session de Coyocán de la commission d'enquête qui dura effectivement du 10 au 17 avril 1937.

4. Depuis le 2 janvier, Trotsky avait pu consulter *The Case of Leon Trotsky* et retrouver la phrase incriminée.

5. Walter Steen était l'un des pseudonymes de Rudolf Klement.

6. L'article avait été publié dans le numéro 1 de *Der einzige Weg*, décembre 1937.

W[alter] St[een] montre une fois de plus que de nouveaux cadres marxistes très sérieux ont grandi chez nous. Cet article m'a personnellement complètement affranchi de la nécessité de polémiquer contre les récents écrits du camarade Vereeken où il n'y a rien d'autre que scolastique et casuistique.

Au sujet de l'article du camarade W[alter] St[een], je me permets de faire une seule remarque particulière. W[alter] St[een] fait une différence de principe tout à fait juste entre le « défaitisme révolutionnaire » à l'égard de son propre gouvernement impérialiste et des actes de sabotage militaire direct en faveur d'un autre pays (Etat ouvrier, pays colonial, etc.). Il ne serait guère juste cependant de compter au nombre d'actes de cette sorte la « désertion de masses ». La désertion de caractère révolutionnaire ne peut devenir « de masse » qu'à la condition que le parti révolutionnaire ait une influence énorme. Mais une telle situation de l'armée et du pays signifie déjà en elle-même l'approche ou le début de la révolution. Il ne serait guère admissible dans ces conditions de couper l'avant-garde révolutionnaire de l'armée de la masse de cette dernière au nom d'une aide militaire épisodique à un Etat ouvrier ou un pays opprimé. De la « désertion de masse », on peut dire dans ce cas la même chose que dans beaucoup d'autres, elle est soit impossible, soit superflue et nuisible⁷.

J'espère que le texte allemand de l'article de W[alter] St[een] a été envoyé à toutes les sections et sera traduit dans les différentes langues.

[INQUIÉTUDES]¹

(26 janvier 1938)

Cher Ami,

Je vous envoie une copie de ma lettre à Wendelin Thomas². Sa lettre à moi est tout à fait stupide et arrogante. Même maintenant, il continue à affirmer que la commission ne peut pas se dispenser d'exprimer son opinion que la politique stalinienne est le résultat du bolchevisme. Comment peut-on faire de telles affirmations après que la décision ait été prise ?

Cela m'inquiète un peu, surtout en liaison avec le discours de Dewey³. Contrairement à l'opinion de certains camarades, je dois dire qu'il n'était pas très loyal, de la part du « vieux », de vociférer ses propres opinions politiques au nom de la commission. C'était doublement déloyal parce que je lui avais confié la lecture de mon câble qui, malheureusement, s'abstenait de toute affirmation politique. Ce que Dewey a dit ne représentait pas la décision de la commission et était contraire à l'opinion de certains de ses membres : Rosmer, Zamora, dans une large mesure, Rühle et, je crois, Tresca aussi⁴. Tous les membres

1. Lettre à Jan Frankel (8157), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Cf. pp. 84-85.

3. Trotsky fait allusion ici au discours prononcé par John Dewey à l'Hotel Center le 12 décembre 1937 lors du meeting où fut annoncé le verdict de la commission. Dewey avait en effet exprimé l'opinion que le stalinisme était un développement logique du bolchevisme.

4. Alfred Griot, dit *Rosmer* (1877-1964), syndicaliste révolutionnaire, lié à Trotsky pendant la guerre, membre de l'exécutif de l'I.C. et du P.C., exclu en 1924, avait milité aux côtés de Trotsky en 1929-1930 puis s'était mis à l'écart. Il avait repris les relations personnelles avec Trotsky en 1937 et était venu à New York participer aux travaux de la commission d'enquête. Francisco *Zamora Padilla* (né en 1891), Nicaraguayen, avait été le chroniqueur de la révolution mexicaine, le premier journaliste moderne du Mexique (fondateur d'*El Univer-*

n'étaient pas des libéraux. Tous ne croient pas que le déclin et la dégénérescence de la bureaucratie soviétique disqualifient le communisme et que le déclin de la démocratie prouve la vitalité du libéralisme.

Je vais expliquer cela dans un article écrit contre Dewey, mais je suis un peu préoccupé par l'hypothèse que Wendelin Thomas pourrait avoir réussi à introduire quelques « naïvetés » de ce genre dans le texte de la commission. Il est *absolument nécessaire* de vérifier le texte de ce point de vue. Si le texte comporte des appréciations politiques tendancieuses d'un point de vue libéral, il faut prévenir les éditeurs⁵ que nous le considérerions comme un abus de confiance et que nous en appellerons à Rosmer, Zamora, Rühle, pour la reconsidération de la partie correspondante du texte. J'espère que mon inquiétude est sans fondement ; tant mieux ! Mais la vérification la plus attentive est nécessaire.

Il est superflu de dire que tout cela est strictement *confidentiel* et que je serais extrêmement malheureux de perturber mes amicales relations avec les membres de la commission par quelque initiative imprudente. Parlez, s'il vous plaît, également avec le camarade Cannon de cette question.

sal) et aussi le premier marxiste, professeur d'économie politique. Lui aussi était venu aux Etats-Unis participer aux travaux. Otto Rühle (1874-1943) avait été député social-démocrate au Reichstag, refusant avec Liebknecht de voter les crédits de guerre en 1916. Membre du K.A.P.D. en 1920, puis spontanéiste, il s'était réfugié au Mexique après la victoire de Hitler et travaillait sur Marx. Carlo Tresca (1879-1943), libertaire, combattant des droits de l'Homme aux Etats-Unis, n'avait pas participé à la sous-commission car il craignait de ne pouvoir revenir aux Etats-Unis s'il en sortait.

5. Au sens américain du terme, ceux qui préparent le texte pour l'édition.

LA CINQUIÈME ROUE¹

(27 janvier 1938)

La soi-disant Association internationale des travailleurs (A.I.T.), représentant les groupements anarcho-syndicalistes de différents pays, s'est réunie à Paris du 8 au 17 décembre. Il est bien connu que la seule section importante de cette Internationale est la C.N.T. espagnole. Toutes les autres organisations (suédoise, portugaise, française, latino-américaine) sont d'une dimension tout à fait insignifiante.

Evidemment, même une petite organisation peut avoir une grande signification si elle a une position révolutionnaire indépendante qui anticipe sur le développement à venir de la lutte de classes. Mais, comme on peut s'en rendre compte à travers le bref compte rendu publié dans le *Bulletin d'Information de l'A.I.T.* (n° 67 de l'édition allemande, *Boletín d'Información*), le congrès extraordinaire de Paris s'est terminé par la victoire complète de la politique de García Oliver², c'est-à-dire la politique de capitulation devant la bourgeoisie.

Au cours de l'année dernière, quelques publications anarchistes, surtout les françaises, ont modérément critiqué les méthodes d'action de la C.N.T. espagnole. Les bases de cette critique sont tout à fait suffisantes : au lieu de construire le socialisme sans Etat, les dirigeants de la C.N.T. sont devenus ministres dans un Etat bourgeois ! Cette circonstance n'a pas cependant empêché le congrès de Paris de l'A.I.T. d'« approuver la ligne de la C.N.T. ». A leur tour, les leaders de l'anarcho-syndicalisme espagnol ont expliqué au congrès que, s'ils avaient trahi la révolution socialiste afin de sauver la bourgeoisie, c'était

1. Article (T 4274), traduit du russe avec la permission de la Houghton Library.

2. Juan García Oliver (cf. n. 12 p. 76) avait été délégué à la défense dans le conseil central des milices antifascistes de Catalogne, puis ministre de la Justice dans le gouvernement de Largo Caballero, et incarnait donc aux yeux de Trotsky la politique du Front populaire.

seulement à cause de « la solidarité insuffisante du prolétariat international ».

Le congrès n'a rien inventé de nouveau : tous les traîtres réformistes ont toujours fait porter au prolétariat la responsabilité de leur propre trahison. Si les social-patriotes soutiennent leur militarisme « national », ce n'est pas, bien évidemment, parce qu'ils sont les larbins du capitalisme, mais parce que « les masses ne sont pas encore mûres pour un réel internationalisme ». Si les dirigeants syndicaux se conduisent comme des briseurs de grève, c'est parce que les masses « ne sont pas encore mûres » pour lutter.

Le compte rendu ne dit mot d'une critique révolutionnaire à ce congrès de Paris. A cet égard comme à bien d'autres, ces Messieurs les anarchistes imitent totalement les libéraux bourgeois. Pourquoi la racaille serait-elle au courant des divergences qui existent dans les sommets ? Cela ne pourrait qu'ébranler l'autorité des ministres anarcho-bourgeois. Il est vraisemblable qu'en réplique à la critique « de gauche » des anarchistes français, ces derniers se seraient vus rappeler leur propre conduite pendant la dernière guerre impérialiste.

Nous avons déjà entendu dire par certains théoriciens anarchistes qu'au cours de circonstances « exceptionnelles », comme la guerre et la révolution, il est nécessaire de renoncer à son propre programme. De tels révolutionnaires ressemblent fort à ces imperméables qui ne prennent l'eau que quand il pleut, c'est-à-dire dans des circonstances « exceptionnelles », mais demeurent parfaitement étanches par temps sec, donnant alors toute satisfaction.

Les décisions du congrès de Paris se situent exactement au même niveau que la politique de García Oliver et des gens de son espèce. Les leaders de l'A.I.T. ont résolu d'en appeler à la II^e, à la III^e et à l'Internationale d'Amsterdam, et de leur proposer la constitution d'un « front international antifasciste ». Pas un mot de la lutte contre le capitalisme. Les méthodes de cette bataille sont annoncées : « boycottage des produits fascistes », et... « pression sur les gouvernements démocratiques » : les méthodes les plus sûres par lesquelles libérer le prolétariat !

C'est bien évidemment avec l'objectif d'exercer une « pression » que le leader de la II^e Internationale, Léon Blum³, est

3. Léon Blum (1872-1950), leader de la S.F.I.O., était devenu le président du conseil du gouvernement de Front populaire en France ; il n'était pas à proprement parler un « leader de la II^e Internationale ».

LEON TROTSKY

devenu président du Conseil dans la France « démocratique » et a tout fait pour écraser le mouvement révolutionnaire du prolétariat français. Avec Staline, et aidé par García Oliver, Blum a aidé Negrín-Prieto⁴ à étrangler la révolution socialiste du prolétariat espagnol. Et, dans toute cette action, Jouhaux a pris une part très importante.

C'est à travers de telles actions que le front uni des trois Internationales pour la lutte contre le prolétariat révolutionnaire a déjà été réalisé depuis longtemps. Dans ce front, les leaders de la C.N.T. ont tenu une place qui n'est pas éminente, mais déjà suffisamment honteuse !

Le congrès de Paris signifie que la trahison des anarchistes espagnols est imposée à l'anarchisme dans le monde entier. Cela trouve son expression particulière dans le fait qu'à partir de maintenant le secrétaire général de l'A.I.T. sera désigné par la C.N.T. espagnole. En d'autres termes, le secrétaire général, à partir de maintenant, sera un fonctionnaire du gouvernement bourgeois espagnol.

Messieurs les théoriciens et demi-théoriciens anarchistes et demi-anarchistes, qu'avez-vous à dire ? A l'exemple des anarcho-syndicalistes espagnols, êtes-vous prêts à jouer le rôle de cinquième roue du carrosse de la démocratie bourgeoise ?

Bien des anarchistes, c'est évident, ne se sentent pas parfaitement à leur aise. Mais, pour surmonter leur malaise, ils changent de conversation. Pourquoi s'occuper, en vérité, de l'Espagne et du congrès de Paris de l'A.I.T., quand on peut parler de Cronstadt ou de Makhno ? Thèmes des plus brûlants...

Dans sa décomposition et son déclin, l'Internationale anarchiste ne désire pas, de toute évidence, traîner à la remorque de la II^e et de la III^e Internationale. Les ouvriers anarchistes honnêtes trouveront d'autant plus vite la IV^e.

4. Indalecio Prieto y Tuero (1883-1962), dirigeant du P.S.O.E. et chef de file du « centre », avait commencé à partir de 1935 la lutte pour reprendre le contrôle du parti à Largo Caballero et y était parvenu au début de la guerre civile. Ministre de la Marine, il avait fait bloc avec le P.C. pour une critique de droite de Largo Caballero et s'était prononcé pour l'unité organique. Il était devenu ministre de la défense dans le gouvernement Negrín.

[JOURNAL OUVRIER ET REVUE THÉORIQUE]

(27 janvier 1938)

Mon bien cher ami²,

J'ai reçu votre gros paquet de journaux d'usine, de tracts, etc. et je vous en remercie chaleureusement. Voilà la seule manière juste pour une organisation faible avec un petit journal, d'approcher les masses les moins éduquées et en même temps non seulement de garder sa conception théorique, mais encore de l'approfondir toujours. Dans l'organisation de la propagande et de l'agitation écrite, il faut aussi un certain genre de « centralisme démocratique ». Vous approchez les ouvriers avec les revendications, les mots d'ordre les plus simples, puisés directement dans la vie de l'usine. Vous n'êtes pas obligés de tirer les conclusions à chaque occasion, c'est-à-dire dans chaque article. A chaque jour suffit sa tâche. Mais, pour pouvoir faire ce travail disséminé, dispersé, « démocratique », il faut que la pensée du parti soit suffisamment centralisée et qu'elle puise ses inspirations dans un laboratoire où toutes les questions, même les plus compliquées, sont analysées et mises au point. La Banque de France doit, par moments, renouveler ses réserves d'or pour que le calcul monétaire n'aboutisse pas à l'inflation.

Je ne connais pas la circulation actuelle de *La Lutte*³ — bien moins de dix mille en tout cas. Or il y a en France des dizaines de milliers d'ouvriers qui, non seulement sont capables de comprendre un article avec une perspective plus large, mais qui réclament

1. Lettre en français à A. Bardin (7322) avec la permission de la Houghton Library.

2. Alexis Bardin (né en 1905), professeur de dessin industriel à l'école Vaucanson de Grenoble, franc-maçon et S.F.I.O., avait été gagné par Trotsky au cours de son séjour à Domène. Muté à Paris, il y était l'un des dirigeants du P.O.I.

3. *La Lutte ouvrière* était l'organe du P.O.I.

LÉON TROTSKY

précisément de la presse ouvrière des réponses approfondies sur les questions compliquées que pose la situation mondiale. Souvenons-nous de la discussion avec le groupe Molinier sur le journal de masse⁴. Le pamphlet de notre pauvre N. Braun⁵ dit beaucoup de choses excellentes à ce sujet. En transformant l'organe central du parti dans un genre de journal des usines, vous n'atteindriez jamais la masse, mais vous perdriez votre physionomie et avec elle vos propres membres.

Le fait que Craipeau⁶ a pu avoir à peu près un tiers (il affirme lui-même 40 %) des membres du parti est un symptôme inquiétant de dégradation politique. Craipeau est personnellement un excellent camarade (sincère, dévoué) mais je crains qu'il ne s'engage de plus en plus dans la voie de Vereeken, c'est-à-dire dans l'impasse.

Je suis avec la plus grande inquiétude les discussions internes du comité central belge⁷. Comme dit l'Évangile, on écarte les mouchérons et on avale les chameaux. Je crois que le malaise de la section belge s'explique pour une grande part par l'absence d'une revue théorique de langue française. L'importance de cette question ne peut être surestimée. Les temps sont bien orageux, les masses sont inquiètes, les ouvriers les plus intelligents cherchent surtout à comprendre et on ne peut les satisfaire par la répétition de mots d'ordre courants. Il faut leur donner une réponse complète. Une dizaine, une centaine d'ouvriers de ce calibre gagnés à notre conception plus générale peuvent nous amener des dizaines de milliers d'ouvriers du rang.

4. Le G.B.L., la section française, avait connu en 1935 une très grave crise. Une importante fraction de ses militants, dirigée par Raymond Molinier (né en 1904), avait entrepris la publication d'un « organe de masse », *La Commune*, ce qui avait été à l'origine de leur exclusion et de la scission qui se prolongeait sous la forme de l'existence du P.C.I., rival du P.O.I.

5. Nicolle Braun avait été l'un des pseudonymes du Tchécoslovaque Erwin Wolf (1902-1937) qui avait été membre du S.I. jusqu'à sa mort et secrétaire de Trotsky en Norvège. C'est pendant ce séjour en 1935-1936, qu'il avait écrit une brochure sur la « crise des bolcheviks-léninistes » : *L'« Organe de Masses »*. Il avait été enlevé et assassiné par le G.P.U. en 1937.

6. Yvan Craipeau avait présenté au congrès du P.O.I. un texte qui remettait en question l'analyse de l'U.R.S.S. par Trotsky comme « Etat ouvrier dégénéré ».

7. La section belge était divisée sur toute une série de questions. Il y avait d'abord l'attitude de Vereeken, systématiquement solidaire du P.O.U.M., qui s'était fait également le défenseur de Sneevliet et du R.S.A.P. Ensuite, sous l'impulsion de Walter Dauge, le P.S.R. avait commis en 1937 deux erreurs graves aux yeux de Trotsky : le soutien dans une élection partielle de la candidature du catholique Paul van Zeeland contre le chef rexiste Léon Degrelle, et ensuite la création de nouveaux syndicats dans le Borinage.

Tout cela ne veut nullement se diriger contre le travail de masse. Notre travail dans les syndicats est absolument décisif. La plus lourde faute des camarades du Borinage fut d'avoir perdu leur temps, leurs efforts et leur prestige en créant des « syndicats » pour leur propre satisfaction⁸. Ils se sont inspirés, non d'une expérience d'une dizaine d'années, non des enseignements du premier congrès de l'Internationale communiste, non des décisions de la IV^e Internationale, mais de l'exemple du bureaucrate sans programme ni principes qu'est Sneevliet. Le travail dans les syndicats réformistes, je le répète, doit tenir la première place. Mais, pour que ce travail soit fait d'une manière vraiment révolutionnaire, il faut que le parti ait un bon organe central et une revue théorique. Ne croyez-vous pas qu'il serait possible à la section française en commun avec la section belge (peut-être aussi le groupe de Genève) d'assurer l'existence d'une revue mensuelle théorique ? Est-ce que l'« internationalisme » dont on se réclame verbalement ne suffit pas pour une pareille réalisation ? Cependant il s'agit de l'existence même de la section française comme de la section belge.

Je ne sais pas si les camarades français ont la possibilité suffisante de suivre la vie de notre section des Etats-Unis ? Ils ont fait des progrès tout à fait remarquables. Le niveau de leurs discussions fut très élevé et la conférence a abouti à une unanimité presque complète avec l'autorité de la direction bien accrue. Je me souviens des scandales soulevés par Sneevliet contre l'entrée des Américains dans le parti socialiste⁹. Il fulminait contre la II^e Internationale, l'opportunisme, etc. Naturellement Vereeken répétait toutes ces accusations. Cependant la section des Etats-Unis est la seule qui ait fait des progrès appréciables et qui démontre une vraie maturité politique.

Je viens de recevoir le numéro 4 de la *Quatrième Internationale*. C'est bien réjouissant. Mais, malgré toutes les promesses solennelles, nous n'avons pas le moindre espoir que le numéro 5 arrive bientôt. La seule possibilité d'assurer une parution régulière, à mon avis, c'est une coalition avec les Belges.

8. Les syndicats en question avaient évidemment été constitués à partir d'éléments révolutionnaires exclus des syndicats contrôlés par le P.O.B.

9. Cf. *Œuvres*, 8, *passim*. Sneevliet considérait qu'en entrant dans le S.P., les Américains avaient renié leur engagement pour la IV^e Internationale et n'admettait pas en outre que la décision ait été prise, non par le S.I., mais par la section intéressée.

[LES TRADUCTIONS]¹

(27 janvier 1938)

Cher Camarade Isaacs²,

J'ai lu hier la correspondance concernant la controverse sur les traductions. Les corrections me semblent être très justes dans leur majorité et elles améliorent incontestablement le texte. Mais la caractérisation que vous avez faite de la première traduction a été, pour dire le moins, exagérée dans sa rigueur. La traduction était un travail soigneux avec quelques maladroites de style que vous avez corrigées avec succès. J'accepte de telles corrections de style avec gratitude pour l'avenir³.

Mais il est arrivé un autre malheur avec la traduction telle qu'elle a paru dans le *Socialist Appeal*. Quelques phrases et mots importants ont été totalement omis, ce qui nuisait au sens. Je joins l'énumération de ces oublis. Quelle en est la raison ? L'hypothèse s'impose qu'après vos corrections, le texte a été retapé et que les oublis ont été oubliés à cette seconde frappe. Si tel est le cas, je vous dirai franchement que je préférerais la traduction primitive avec toutes ses maladroites. Mais il est plus probable que les fautes ont été faites à l'imprimerie et n'ont pas

1. Lettre à H. R. Isaacs (8560), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Harold R. Isaacs (né en 1910) avait été journaliste en Chine ; « compagnon de route » du P.C. il avait édité le *China Forum*. Il avait été très ébranlé par la politique stalinienne en Allemagne. En 1934, il rencontrait les trotskystes chinois et rompait avec le stalinisme. C'est en Chine, et avec l'aide de Liu Renjing, qu'il avait commencé à travailler à une histoire de la révolution chinoise, ce qui l'avait conduit en août 1935 chez Trotsky en Norvège, et, quelques semaines plus tard, dans le W.P.U.S. Il était l'intermédiaire entre Trotsky et les trotskystes américains, pour des raisons de sécurité, depuis l'entrée de ces derniers dans le S.P.

3. Isaacs, qui était un « professionnel » exigeant, avait protesté contre les traductions qui avaient été faites à Coyoacán dans un anglais qu'il n'appréciait pas.

ŒUVRES, JANVIER-MARS 1938

été corrigées sur les dernières épreuves. En ce cas, je demanderai une meilleure lecture des épreuves, surtout compte tenu de ce que ce texte sera publié sous forme de brochure.

P.-S. Je suis maintenant en train de travailler à la préface de votre livre⁴, mais je suis très gêné par ma santé, qui a de nouveau empiré pour un temps. Je vous enverrai le texte en russe, mais vous m'enverrez la traduction anglaise avant qu'elle soit imprimée. J'espère vous envoyer le texte russe dans deux semaines (le travail est constamment interrompu par d'autres questions très urgentes).

4. Isaacs avait achevé son livre sur la révolution chinoise et Trotsky avait promis de le préfacier.

[QUELQUES REMARQUES]¹

(28 janvier 1938)

Cher Camarade Naville,

Vos reproches à mon adresse concernant la question Gide² sont absolument faux. C'est à vous qu'il faut les adresser. Jamais vous n'avez donné un conseil ou une information qui auraient pu nous orienter ici. Tout ce que vous nous avez écrit sur Gide devait plutôt nous inciter à la réserve. Vous avez toujours souligné que Gide ne voulait nullement s'engager, qu'il voulait rester plus ou moins « au-dessus de la mêlée », etc. Dans ses deux derniers livres sur l'U.R.S.S., il évite soigneusement les procès. Dans ces conditions, j'ai cru que toute intervention de ma part pourrait lui inspirer l'idée que je veux me servir de son voyage pour quelque fin politique ou « personnelle ». C'est la seule raison qui m'a inspiré dans une attitude expectative. Et quand vous dites maintenant que je prête attention à des médiocrités et me tais sur Gide, c'est vraiment étonnant. Vous, et vous exclusivement, portez la responsabilité de ce malentendu déplorable.

La parution du numéro 4 de la *Quatrième Internationale* a été pour nous ici une vraie joie, d'ailleurs tempérée par la crainte qu'il s'agisse de nouveau d'une explosion d'énergie bien passagère. Ne croyez-vous pas qu'on pourrait faire la revue en

1. Lettre à P. Naville (9356 a) en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. André Gide (1869-1951) était alors l'un des plus grands écrivains français vivants. Compagnon de route du P.C. pendant des années, il avait rendue publique sa désillusion dans son *Retour de l'U.R.S.S. en 1936*. Naville, qui le connaissait bien, l'avait personnellement influencé, mais il n'avait pas pris position publiquement sur les procès de Moscou et, après avoir hésité, refusé de se rendre au Mexique où il se serait inévitablement plus engagé sur le plan politique, ce qu'il ne voulait pas.

commun avec les Belges ? Je me représente bien les difficultés, mais la tâche en vaut la peine.

Il est bien malheureux que les Américains ne vous tiennent pas au courant. Mais votre lettre me dit que vous les sous-estimez de beaucoup. C'est maintenant une organisation très sérieuse, avec une riche expérience et avec une direction vraiment capable de soutenir son autorité sans abuser des mesures disciplinaires. Les camarades Burnham et Carter³ ont commis des fautes importantes, mais ils n'ont rien de commun avec ce pauvre Salemmé⁴. Burnham est réélu au bureau politique et Carter au comité central.

The New Republic et *The Nation* ont assez radicalement changé d'attitude après le verdict de la commission d'enquête. *The New Republic*, qui était 100 % staliniste, a dû capituler sur la question des procès et proclamer qu'elle n'était ni staliniste ni trotskyste, mais américaine. M^{me} Kirchwey⁵, la directrice de *The Nation*, me propose d'exposer pour ses lecteurs ma « philosophie ». Les staliniens sont en plein déclin parmi les intellectuels. Voilà que nos amis sur la côte Ouest viennent de remporter une première victoire syndicaliste importante en arrachant le syndicat des chauffeurs de navire aux staliniens⁶. Vous avez d'ailleurs dû lire cela dans le *Socialist Appeal*.

Est-ce que la presse française continue sa conspiration du silence sur les crimes de Staline ? Je vous serais reconnaissant de toute information sur ce sujet comme sur les autres.

3. Sur Burnham, cf. n. 3, p. 38. Joseph Friedman, dit Joe Carter (1910-196?), dirigeant des J.S. passé aux J.C., en avait été exclu à la fin de 1928 et avait dirigé ensuite la Young Spartacus League. Il était commis de librairie. Carter et Burnham avaient rédigé un texte critiquant la position de la majorité sur l'U.R.S.S. et les conceptions d'organisation de la direction.

4. Attilio Salemmé (1912-1955), peintre et muraliste, d'origine italienne, avait animé avant la conférence une tendance ultra-gauchiste qui se prononçait contre le soutien militaire au gouvernement Negrín. Il avait été recruté dans le S.P.

5. Freda Kirchwey (1873-1976) dirigeait la revue *The Nation* qui avait penché vers l'interprétation stalinienne des procès de Moscou en 1937. Elle avait quitté le comité de défense.

6. *Socialist Appeal* du 22 janvier 1938 relatait la double victoire remportée par les trotskystes sur les staliniens dans les syndicats « maritimes » de la côte ouest. D'une part, la Sailors Union of Pacific, que dirigeait le syndicaliste Harry Lundeberg, allié des trotskystes, avait approuvé ses dirigeants par 2496 voix contre 453 et refusé en outre d'adhérer au C.I.O. alors contrôlé sur la côte ouest par le P.C. et son homme Harry Bridges. Mais ce à quoi Trotsky fait allusion ici, c'est le fait que chez les West Coast Marine Firemen (chauffeurs), le candidat de la direction soutenu par le P.C. avait été battu avec 1052 voix contre 1472 au candidat soutenu par les trotskystes. Les deux syndicats allaient d'ailleurs fusionner.

[QUELQUES PRÉCISIONS]¹

(30 janvier 1938)

Chère Mademoiselle LaFollette²,

1) Mon essai concernant les Etats-Unis d'Europe a été publié d'abord dans le petit quotidien russe *Naché Slovo* (Notre Parole) à Paris dans une série d'articles en 1915-1916. En 1917, ces séries furent élaborées sous la forme d'une brochure. La brochure a été republiée dans mes œuvres, vol. III, 1^{re} partie, à partir de la page 70. La note 74 sur cette brochure dit : « La brochure, *Programme de Paix*, constitue une élaboration d'articles publiés par L. D. Trotsky dans *Naché Slovo* en 1915 et 1916. »

Je ne sais pas de quel point de vue l'affaire vous intéresse. En tout cas, je peux mentionner qu'en ma capacité de commissaire du peuple aux affaires étrangères, j'ai exprimé l'idée des Etats-Unis socialistes d'Europe à John Reed³. On peut trouver ma conversation avec lui dans son fameux livre. Personne, dans le parti à cette époque, n'était opposé au programme d'Etats-Unis socialistes ou soviétiques d'Europe. En 1923, ce mot d'ordre a été officiellement adopté par le bureau politique du parti et le comité exécutif du Comintern. Cela peut être prouvé sans difficulté, si nécessaire. La lutte contre ce mot d'ordre a

1. Lettre à S. LaFollette (8766) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Suzanne *LaFollette* (1893-1983), journaliste libérale, membre du comité de défense, avait assuré avec passion le secrétariat de la commission d'enquête et continuait à demander des précisions à Trotsky.

3. John *Reed* (1887-1920), ancien étudiant de Harvard, journaliste, avait travaillé pour *The Masses* et fait des reportages retentissants sur la révolution mexicaine et les grèves des I.W.W. Il rapporta de Russie son célèbre livre *Dix Jours qui ébranlèrent le Monde*, collabora à la naissance du mouvement communiste aux Etats-Unis et mourut du typhus à Moscou en 1920.

commencé plus tard, plus ou moins en même temps que la défense de l'idée du socialisme dans un seul pays.

2) Mes commentaires sur la capitulation de Smirnov et de Bogouslavsky ont été publiés dans le *Biulleten Oppositsii* russe n° 7, novembre-décembre 1929, pp. 10, 11 et 12, sous le titre : « Au sujet du socialisme dans un seul pays et de la prostration idéologique⁴. »

3) Malheureusement je ne peux pas vous donner la source russe de la déclaration de Zinoviev et Kamenev à laquelle il est fait référence à la page 113 du compte rendu de la commission préliminaire. Voici l'histoire de cet important épisode : le 31 octobre 1931, le journal stalinien allemand *Die Rote Fahne* a publié une communication demi-officielle sur la préparation d'une action terroriste contre moi par le général russe blanc Turkul⁵. J'étais à cette époque en Turquie. La base principale de Turkul était dans la péninsule des Balkans (Bulgarie, Yougoslavie). Il était clair que le G.P.U. était en train de se préparer à travers *Die Rote Fahne* un alibi pour lui-même. Les organisations de l'Opposition dans différents pays ont immédiatement commencé une campagne contre Staline et le G.P.U. qui me tenaient en Turquie sous la menace du danger de Turkul et autres gardes blancs. L'Opposition a publié des tracts, essayé d'être reçue dans les ambassades soviétiques et ainsi de suite (cette campagne s'est certainement reflétée dans *The Militant*). En liaison avec cette campagne, j'ai écrit au bureau politique à Moscou une lettre datée du 4 janvier 1932 sur les crimes politiques de Staline en Chine, en Allemagne et ailleurs et j'y affirmais que Staline essaierait d'exterminer physiquement ses opposants. J'ai cité Zinoviev et Kamenev qui m'avaient informé, à la suite de leur rupture avec Staline en 1926 qu'en 1924-1925, Staline pensait déjà à mon assassinat. Il abandonna cette idée, trop dangereuse à cette époque. « Si Staline devait forcer Zinoviev et Kamenev à écrire une répudiation de leur ancien témoignage, continuai-je, personne ne les croirait. » Je n'ai pas publié ma lettre parce qu'en janvier 1932 de telles révélations me semblaient trop compromettantes pour le parti bolchevique en Union soviétique. J'ai envoyé cette lettre, à titre de mise en garde, seulement au

4. Sur la capitulation de Smirnov et Bogouslavsky, cf. *Cahiers Léon Trotsky* n° 6, 1981, pp. 2 et 87-89.

5. Anton V. *Turkul* (1892-1957), officier de l'armée tsariste, puis de l'armée Wrangel, avait créé une organisation russe-blanche clandestine à objectifs terroristes. Selon les documents d'A. Orlov, il était agent du G.P.U. lui-même.

LÉON TROTSKY

bureau politique, avec la mention « tout à fait confidentiel ». De son côté, le bureau politique ne pouvait pas évaluer jusqu'où j'étais allé dans mes révélations. Par l'intermédiaire du Comintern, il a fait circuler en France une lettre avec le rituel « démenti » de Zinoviev-Kamenev cité par M. Goldman⁶ au cours des audiences. Afin de préparer son appareil en vue de révélations et accusations possibles de la part de mes amis français, le comité central du parti stalinien français adressa ce démenti aux secrétaires locaux. A cette époque, nous avions quelques amis dans l'appareil stalinien en France et c'est d'eux que j'ai reçu une ou deux copies de cette lettre, en français naturellement. C'était la vraie source de notre information.

Je ne sais si vous avez besoin de la lettre ci-dessus mentionnée et citée du 4 janvier 1932. Naturellement on peut, si nécessaire, en montrer la copie à M. et M^{me} Rühle. La lettre finit comme suit : « Ce document sera conservé en un nombre de copies limité mais tout à fait suffisant, en mains sûres dans différents pays : ainsi vous êtes avertis. »

4) Le véritable nom de M. Tarov est Arben A. Davtian⁷. Il est d'origine arménienne, du Caucase. Je joins une lettre originale de lui écrite le 4 août 1935 et envoyée de Perse à Paris après son évasion de déportation. Cette lettre peut être ajoutée, en tant que document original, aux pièces de la commission.

J'espère que cette information sera suffisante. Quand le projet final de rapport arrivera ici, nous le lirons avec toute l'attention nécessaire, mais j'espère que vous le donnerez aussi à M. J[an] F[rankel] qui connaît certains faits, dates, noms, etc., mieux que chacun d'entre nous ici.

6. Albert *Goldman* (1897-1960), avocat défenseur des causes ouvrières, avait été l'avocat de Trotsky devant la Commission Dewey.

7. Arven A. *Davtian* (1898-1944), ancien officier de l'Armée rouge, membre de l'Opposition de gauche, exclu en 1927, avait été emprisonné puis déporté et s'était évadé d'U.R.S.S. en 1935. Il avait donné son témoignage à la commission d'enquête.

**[LES DROITS
SUR LES ARCHIVES]¹**
(30 janvier 1938)

Cher ami,

J'ai reçu votre lettre concernant les archives et autres questions. J'envoie des informations supplémentaires sur ma correspondance avec Lénine pendant la guerre civile. Ce n'est pas très clair dans le contrat² ce que sont mes droits par rapport à cette correspondance. Au cas où je les publierais par d'autres intermédiaires que l'Institut néerlandais, je dois leur restituer 15 000 francs. Mais naturellement j'ai le droit de placer un autre exemplaire dans un autre institut. Dans ce dernier cas, je ne suis pas obligé de restituer les 15 000 francs (maintenant une somme très modeste). Vous connaissez aussi bien que moi le contenu du reste de mes archives et manuscrits.

1. Lettre à J. Frankel (8159), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Il s'agit du contrat entre Trotsky et l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam au sujet de la correspondance de la période 1919-1922, qui a été publiée depuis, par le professeur Jan J. Meijer, sous le titre *Trotsky's Papers*.

[LA PROPOSITION LUDLOW]¹

(1^{er} février 1938)

Cher Camarade Cannon,

Dans l'affaire du référendum Ludlow², je suis avec Burnham, pas avec la majorité du comité central³. Cette lettre n'est pas une tentative pour provoquer un réexamen de la question, qui a été tranchée et pratiquement liquidée, mais, méthodologiquement, la question est d'importance. La position du gouvernement sur la question représente la conception et les intérêts des impérialistes, c'est-à-dire du *big business*. Les capitalistes veulent avoir les mains libres pour des manœuvres internationales, y compris la déclaration de guerre. Qu'est-ce que l'initiative de Ludlow ? Elle représente l'appréhension de l'homme de la rue, du citoyen moyen, du bourgeois moyen, le petit bourgeois et même le farmer ou l'ouvrier. Tous cherchent un frein à la mauvaise volonté du Big business. Dans cette affaire, ils appellent ce frein référendum. Nous savons que le frein n'est pas

1. Lettre à J. P. Cannon (7520), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. C'est en 1935 qu'un représentant démocrate de l'Indiana, Louis Ludlow (1873-1950), avait présenté un amendement à la Constitution américaine précisant qu'un référendum national était nécessaire pour une déclaration de guerre : le vote ne vint qu'en janvier 1938 devant les députés. On appela cet épisode « l'affaire », « la résolution » ou encore « l'amendement Ludlow » (Cf. George Breitman, « La discussion autour de l'amendement Ludlow », *Cahiers Léon Trotsky* n° 2, pp. 65-71).

3. Le jour du vote de la Chambre des Représentants sur l'amendement Ludlow, en janvier 1938, le bureau politique du S.W.P. fut saisi d'un projet de campagne contre la guerre présenté par Burnham, dont le huitième point était : « Pour l'amendement Ludlow à cause des facilités qu'il offre comme thème de bataille. » Ce point fut repoussé par 8 voix contre 1, au bénéfice d'un amendement de Shachtman : « Que, dans notre presse, nous critiquions l'amendement Ludlow et l'agitation pacifiste qui y est liée, d'un point de vue principal révolutionnaire » (G. Breitman, *op. cit.*, p. 67)

suffisant et même pas efficace, et nous proclamons ouvertement notre opinion, mais en même temps, nous sommes prêts à aider le petit homme à faire son expérience contre les prétentions dictatoriales du *big business*. Le référendum est une illusion ? Ni plus ni moins une illusion que le suffrage universel et autres moyens de démocratie. Pourquoi ne pouvons-nous pas utiliser le référendum comme nous utilisons les élections présidentielles ?

Quand les socialistes belges ont élaboré leur Plan, Vereeken a appelé ce plan une illusion et s'est détourné du parti socialiste⁴. Nous exigeons que le parti socialiste prenne le pouvoir afin de mettre son plan en pratique. L'objectif de cette tactique était d'utiliser les tendances progressistes de l'illusion pour l'éducation révolutionnaire des ouvriers. L'illusion du référendum du petit homme américain a, elle aussi, ses traits progressistes. Notre tâche n'est pas de nous en détourner, mais d'utiliser ses traits progressistes sans prendre la responsabilité de l'illusion. Si la motion sur le référendum était adoptée, cela nous donnerait, en cas de guerre, d'énormes possibilités pour l'agitation. C'est précisément pourquoi le *big business* tord le cou de l'illusion sur le référendum.

4. Le Plan du Travail, un programme d'action contre la crise, avait été adopté par le congrès du P.O.B. au début de décembre 1933. Vereeken, le 11 décembre, proposait un article de dénonciation de ce Plan et des délégués de la gauche qui l'avaient accepté. Mais la majorité de la direction refusait de publier son article et soumettait la question à Trotsky qui répondait par une lettre datée du 9 janvier 1934 (« Le Révisionnisme et le Plan, *Œuvres*, 3, pp. 163-175) rejetant les critiques de Vereeken. On sait que Vereeken, hostile au « tournant français » en 1934, organisa une scission dans la section belge quand cette dernière eût décidé l'entrée dans le P.O.B. de ses militants en 1935.

[LETTRE D'ACCOMPAGNEMENT]¹

(1^{er} février 1938)

Cher Camarade Cannon,

Je vous envoie une lettre personnelle sur la question du référendum. Vous pouvez juger par vous-même s'il vaut mieux la montrer ou non au bureau politique. Vous comprenez que je ne m'intéresse pas à provoquer des discussions internes. La question elle-même est pratiquement dépassée. Vous pouvez ainsi considérer la lettre comme une affaire purement personnelle ou même la brûler. Mais si vous considérez qu'en montrant cette lettre à Burnham vous pouvez créer une atmosphère meilleure de compréhension mutuelle, je n'y suis naturellement pas opposé. Pour ma part, je ne ferai maintenant aucun pas supplémentaire en relation avec cette question.

1. Lettre à J. P. Cannon (7519), traduite de l'anglais avec la permission de la Houghton Library. Elle accompagnait la lettre précédente, laissant à Cannon la décision de la communiquer ou de la garder secrète. Cannon la communiqua à ses camarades.

[LA TRADUCTION]¹ (3 février 1938)

Cher Ami,

En liaison avec les efforts de Walker² pour arranger la publication du livre de Lénine d'une manière convenable, je dois attirer votre attention sur une question fondamentale, celle de la traduction. Je pourrais bien me tirer d'affaires par la « serialization »³ de la première partie du livre, *La Jeunesse de Lénine* et on pourrait placer ultérieurement les chapitres au fur et à mesure qu'ils seraient écrits. Mais voici le malheur : Eastman ne veut ni lâcher prise, c'est-à-dire abandonner la traduction, ni travailler parallèlement avec moi⁴. Il a naturellement ses intérêts à lui. Mais, dès le commencement, j'ai demandé à l'éditeur de ne pas solliciter Eastman, précisément parce qu'il est trop grand seigneur pour s'adapter à mes intérêts les plus élémentaires. C'est comme cela qu'il a totalement empêché la « serialization » de *La Révolution trahie*. Il [fait] maintenant la même chose à *Lénine*. Nous pourrions arranger la traduction autrement. Cela donnerait du travail bien rémunéré à nos propres camarades (peut-être même Clark⁵ serait-elle disposée à s'en occuper ?). De tous les

1. Lettre à J. Frankel, (8160), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Charles Rumford Walker (1893-1974), écrivain et helléniste, avait connu Trotsky au temps de la commission d'enquête et essayait de mettre un peu d'ordre dans ses affaires d'édition complètement négligées et sabotées par l'agent du G.P.U. Maxim Lieber qui avait été son « agent littéraire » jusqu'en 1936.

3. Il s'agit de la publication en « feuilleton » dans une revue, une pratique courante aux Etats-Unis et rémunération pour l'auteur qui implique que le traducteur travaille régulièrement pour livrer au fur et à mesure et ne pas faire attendre l'ouvrage complet une fois la traduction achevée.

4. Max Eastman était le traducteur de Trotsky et il y avait des années que cette situation était entre les deux hommes une source de frictions. (Cf. *Œuvres*, II, pp. 161-163).

5. Eleanor Clark (née en 1913), jeune romancière américaine, avait connu Frankel au Mexique. Ils s'étaient mariés et c'était pour vivre avec elle qu'il était parti aux Etats-Unis.

LÉON TROTSKY

points de vue, la question de la traduction est fondamentale. *L'Histoire de la Révolution*, malgré le style magnifique, est pleine d'erreurs. Et pourquoi ? Parce que je n'ai pas eu la possibilité de contrôler la traduction. Au dernier moment, Eastman dicte la traduction à bâtons rompus et me prive de la possibilité, aussi bien de réviser la traduction que de la placer en série. J'ai écrit à Doubleday Doran, lorsque j'étais prêt à céder le droit de « serialization » (10 % des droits), mais j'ai posé comme condition le changement de procédé de traduction. Je n'ai rien obtenu et la question est en suspens. Je regrette beaucoup de ne pas vous avoir écrit tout cela auparavant. Réflexion faite, je vois que se libérer de Eastman serait la seule condition du succès.

Expliquez cela d'une manière ferme à Walker. Peut-être quelqu'un pourrait-il approcher Eastman lui-même et lui expliquer que mon seul désir est de séparer mon travail du sien. Il doit donc comprendre que je ne puis pas subordonner mon travail littéraire et mes intérêts élémentaires aux habitudes et aux commodités du traducteur. Prenez cette affaire entre vos mains.

[L'IMPORTANCE DE LA QUESTION JUIVE ¹]

(4 février 1938)

Chers Camarades Sara et Jack,

1) Je vous envoie une copie en russe de mon article pour *The Day* dans l'éventualité d'une édition de la traduction anglaise.

2) Je suis tout à fait d'accord avec vous que la question juive est maintenant devenue d'une énorme importance, pour notre parti. Seule la IV^e Internationale est capable de faire une critique destructrice de tous les moyens par lesquels les classes dirigeantes, les charlatans petits-bourgeois, y compris la bureaucratie soviétique, essaient ou promettent de résoudre la question juive. Nous devons la présenter comme elle est, une terrible convulsion historique du capitalisme déclinant. Les Juifs ont joué un grand rôle dans le développement de la société capitaliste et ils sont maintenant victimes de sa décomposition. C'est un privilège négatif des masses juives que de ne pouvoir, moins encore que les autres masses, être sauvées de la famine, de l'humiliation, de l'extermination physique par d'autres moyens que par une révolution prolétarienne. Il est possible, me semble-t-il, d'évoquer un authentique esprit messianique chez les ouvriers juifs, les séparant définitivement des rêveurs et charlatans bourgeois et petits-bourgeois et de les gagner à la IV^e Internationale qui est maintenant l'unique parti de la révolution mondiale et de la libération humaine. Il me semble que le parti américain devrait donner l'exemple ici à toutes les sections par une activité énergique dans ce domaine. Il est possible qu'une commission spéciale soit nécessaire afin d'élaborer des thèses, un manifeste,

1. Lettre à Jack et Sara Weber (10831), traduite de l'anglais avec la permission de la Houghton Library.

LÉON TROTSKY

de publier des projets en yiddisch et aussi naturellement des articles en anglais dans le *Socialist Appeal* et *The New International*. Ne croyez-vous pas que Solow² pourrait être attiré par un tel travail comme « sympathisant » ?

Je n'ai rien lu ici sur le complot des Allemands avec Cedillo³. Il est possible qu'il soit inventé par les staliniens pour se rendre importants aux yeux du gouvernement mexicain.

2. Herbert Solow (1903-1964), journaliste, diplômé de l'université Columbia, sympathisant du P.C., avait rendu visite à Trotsky en 1930 et pris la tête de l'opposition à la politique stalinienne chez les intellectuels en 1933. Membre quelque temps de la C.L.A., après avoir été le rédacteur du journal des grévistes de Minneapolis (*The Organizer*), il avait repris ses distances à la suite de l'entrée du W.P.U.S. dans le S.P. et de la dissolution de la N.P.L.D. Il avait cependant joué un rôle important dans le travail de la commission Dewey, séjournant plusieurs semaines à Mexico. Trotsky prisait beaucoup ses capacités intellectuelles, cherchait à le gagner définitivement, sans trop y croire.

3. Saturnino Cedillo (1880-1939) paysan indien célèbre pour ses exploits pendant la révolution, était devenu le cacique de la province de San Luis Potosí où il avait constitué son pouvoir, autour de son ranch des « Palomas », sur des colonies agricoles militaires qui lui fournissaient une armée privée. Il avait été secrétaire à l'agriculture de Cárdenas, puis, éliminé en 1937, s'était retiré dans sa province. Les premières rumeurs de préparatifs de soulèvement de sa part remontaient à la fin d'août 1937. La presse nord-américaine se faisait alors l'écho de liens qu'il avait avec l'Allemagne nazie. La source de ces rumeurs était le P.C. mexicain et ses amis. Qu'en était-il exactement ? Cedillo avait voyagé en Allemagne et y avait acheté plusieurs avions militaires pour sa défense privée. Le chef de son aviation, Eric Stephan, était allemand. Il avait de bonnes relations, de table et de chasse, avec l'ambassadeur allemand, le baron Rüdiger von Collenberg ; le chef de sa police privée, un citoyen guatémaltèque, Ernesto von Merck, était d'origine allemande. L'historien mexicain Ricardo Pérez Montfort a souligné récemment que tous ces éléments et l'hostilité personnelle du général « aux communistes et aux Juifs » ne suffisaient pas à en faire un « agent » ou un « allié » des Allemands.

[IL FAUT ÉTUDIER]¹

(4 février 1938)

Cher Ami²,

Votre difficulté à comprendre la grande controverse sur les procès de Moscou provient de votre manque de la nécessaire étude historique et de l'expérience de la vie. Pour quiconque connaît l'histoire et ses lois, particulièrement l'histoire des révolutions et contre-révolutions, les procès de Moscou ne présentent pas le moindre mystère. On peut cependant dire qu'il y a beaucoup de messieurs et dames qui, en dépit de leur âge très mûr et de leur instruction, croient ou prétendent croire aux accusations de Moscou. Oui. Mais il y a aussi des gens qui croient qu'Eve a été fabriquée avec une côte d'Adam et que le Christ a nourri des multitudes de gens avec cinq feuilles et deux poissons, qu'il a transformé l'eau en vin et ainsi de suite. C'est essentiellement pour ce genre de gens que les procès de Moscou ont été conçus.

Les gens à l'esprit ouvert et au sens critique sont maintenant en minorité, c'est vrai, mais cette minorité progressiste aura le privilège de convaincre la majorité. Tout progrès authentique se fait de cette façon. Si vous appartenez à cette minorité progressiste, vous devez étudier le marxisme et l'histoire des révolutions. Vous lirez par exemple que la réaction thermidorienne bourgeoise, bureaucratique, accusait Robespierre, Saint-Just, Couthon³ et leurs amis — tous révolutionnaires inébranlables —

1. Lettre à J. Bleiman (7417), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Junius J. Bleiman (né en 1923), un lycéen américain, avait écrit à Trotsky pour lui dire qu'il n'arrivait pas à comprendre la controverse à propos des procès de Moscou.

3. Maximilien Robespierre (1758-1794), avocat, député aux Etats-Généraux puis à la Convention nationale, Antoine Louis de Saint-Just (1767-1794) et

LÉON TROTSKY

d'être des royalistes, des traîtres et des agents de la monarchie britannique. Tous ont été guillotins et la majorité du peuple à cette époque a cru que les accusations étaient exactes. Qui le croit maintenant ?

Georges *Couthon* (1756-1794), également députés à la Convention et membres du comité de salut public, furent mis hors-la-loi ensemble le 9 Thermidor an II (27 juillet 1794) par la Convention et guillotins.

[OPTIMISME SUR LE S.W.P.]¹

(4 février 1938)

Mon cher Ami,

J'ai précisément maintenant reçu votre lettre concernant la situation générale du parti. Je me trouve en totale solidarité avec toutes vos considérations et appréciations et je suis prêt à souscrire à chaque mot de votre lettre. Je suis avec vous très optimiste sur l'avenir du parti.

Natalia et moi vous souhaitons personnellement bonne santé, il n'est pas nécessaire de vous souhaiter de l'énergie. Meilleures salutations à Rose².

P.-S. C'est très bien que vous envoyiez un peu d'argent au S.I.³ Ils ont été tout le temps boycottés par les Belges. Votre soutien aura la plus grande influence sur le plan matériel et moral pour leur activité. Dans toutes les questions fondamentales, ils ont eu raison contre les Hollandais et les Belges.

1. Lettre à J. P. Cannon (7521), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Rose *Karsner* (1890-1968), née en Roumanie, émigrée aux E.U. en 1908, militante communiste de la première heure, était la compagne de Cannon.

3. La création du S.W.P. en tant que parti indépendant rendait de nouveau possible des relations ouvertes entre la section américaine et le secrétariat international qui travaillait dans des conditions très difficiles.

[ENCORE LA TRADUCTION]¹

(5 février 1938)

Mon cher Camarade Wright,

Permettez-moi de dire, avec toute ma sincère et chaleureuse sympathie que j'éprouve pour vous, que dans le cas « Joe »² de la traduction, vous n'avez pas raison. La responsabilité de fait retombe totalement sur moi. Depuis le début, j'étais vivement intéressé dans la correction absolue de *cette* traduction pour de nombreuses raisons :

(a) C'est une préface du *Manifeste communiste* et j'ai un grand respect pour ce document³.

(b) La traduction anglaise doit être traduite en afrikaan — ce qui ouvre la possibilité de la multiplication de chaque erreur.

(c) J'espère que nos sections parlant anglais publieront le *Manifeste* avec cette préface et ainsi de suite.

C'est pourquoi je vous ai demandé de m'envoyer une copie de votre traduction. J'ai été le premier à la lire en entier et à trouver cinq ou six erreurs de fait, dont deux ou trois étaient d'importance. Malheureusement, je peux trouver des erreurs, mais je ne suis pas capable de les corriger en bon anglais. C'est pour cette raison que j'ai demandé l'assistance de Joe. Il a non seulement corrigé les erreurs de fait que j'avais notées, mais

1. Lettre à J. Vanzler (10310), traduite de l'anglais avec la permission de la Houghton Library.

2. Il s'agit toujours de la traduction de la préface de Trotsky « 90 années de Manifeste communiste ». John G. Wright se plaignait de retouches et accusait « Joe », c'est-à-dire Joseph Hansen.

3. *Œuvres*, 15, pp. 229-240.

quelques maladresses de style ou ce qui lui semblait maladroit. Tels sont les faits en la matière. Si vous aviez rejeté quelques-unes des modifications de style de Joe, ni moi ni — j'en suis certain — Joe ne vous l'aurions reproché. Vous êtes l'auteur de la traduction et les corrections avaient le caractère d'un avis ou de proposition, et pas d'ordre. Si j'avais trouvé dans *The New International* votre traduction sans aucune modification de style, mais avec les importantes corrections de fait, nous aurions ici été totalement satisfaits. Ce qui m'a paru tout à fait incompréhensible a été le fait que personne n'avait même lu le texte corrigé : autrement il aurait été absolument impossible d'avoir laissé les erreurs évidentes inchangées (et le fait que les éditeurs ont eu notre texte à temps était clair selon le changement de titre). Dans ces conditions l'apparition de l'ancien texte sans aucune correction (même « cosmopolitan » n'était pas remplacé par « metro-politan ») m'a paru une manifestation d'un manque de bonne volonté. Et cela explique la vivacité de la forme de ma protestation. Joe n'a absolument rien à faire avec cela.

Nous n'avons pas encore reçu le second numéro de *The New International*. Je l'attends avec un grand intérêt. J'ai envoyé un article au *Socialist Appeal* sur Cronstadt qui complète le vôtre. Je l'ai écrit sans matériel, mais j'espère ne pas avoir commis d'erreurs. S'il n'est pas trop tard, ce serait très bien que vous lisiez attentivement le manuscrit, puisque vous avez tous les faits présents à l'esprit.

Je suis certain que nous trouverons les formes nécessaires de collaboration, éliminant la nervosité de part et d'autre.

[COMMENTAIRE SUR UN ARTICLE]¹

(5 février 1938)

Cher Camarade Solow,

Un excellent article². Ce serait bien s'il pouvait paraître dans une revue américaine, mais pouvez-vous en trouver une qui soit prête à le publier ? Quelques remarques secondaires :

1) Le sous-titre est très intelligent, mais pas expliqué dans le texte.

2) Walter Krivitsky n'est pas un « agent industriel ». C'est l'un des plus importants des agents du Kremlin en général.

3) A la page 3, vous dites : « S'il pensait qu'il était avisé que Trotsky soit tué hors de Russie... A ce moment, Staline se contentait d'essayer de susciter une haine mondiale contre Trotsky. » Ce n'est pas juste. Nous avons maintenant par des sources de première main connaissance d'attentats préparés par le G.P.U. en France et en Norvège contre moi et nous disposons ici à Mexico de faits extrêmement importants. Je doute qu'il soit avisé d'en parler dans votre article. Mais votre présentation de cette question est entièrement fautive. Staline a pensé que c'était « avisé », mais il n'a pas encore réussi à présent, grâce seulement à notre propre « stratégie », c'est-à-dire avant tout grâce à la vigilance de nombreux communistes pendant ces dix années.

4) Page 19, vous dites à propos de Tarov : « Via l'Afghanistan et l'Inde, comme au temps du tsarisme. En fait, ce fut par la Perse et l'Inde ». Aux temps du tsarisme, c'était mille fois plus facile de s'évader que maintenant. Aucun d'entre nous n'a choisi *via* Perse et Inde. Nous préférons la frontière occidentale.

1. Lettre à H.Solow (10484), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Dans une lettre datée du 28 janvier, Herbert Solow avait adressé à Trotsky un article de 25 pages dactylographiées, « Robinson Rubens : the gambit refused » en sollicitant son opinion.

ŒUVRES, JANVIER-MARS 1938

Un excellent article ! Il me semble que vous pourriez le placer plus facilement si vous donniez moins de raisons de soupçonner que vous sympathisez (plus ou moins) avec l'affaire trotskyste. Ce serait mieux d'effacer mon nom chaque fois qu'il apparaît, mais peut-être ces remarques viennent-elles trop tard.

P.-S. Vous m'avez promis il y a quelques années d'écrire une thèse sur la question juive. Maintenant la question devient infiniment plus aiguë qu'il y a deux ans. Il faut répondre à cette question et seuls la IV^e Internationale et ses « amis » peuvent donner la réponse, parce qu'ils ne sont pas liés à la démocratie britannique, au sionisme, à la démocratie américaine ou la bureaucratie soviétique avec son Birobidjan³. J'inclus un extrait, sur cette question, d'une lettre à un ami.

3. Le Birobidjan était le territoire prévu en U.R.S.S. pour un peuplement juif volontaire.

RÉVOLUTION ET GUERRE EN CHINE¹ (5 février 1938)

D'abord, le seul fait que l'auteur se réclame de l'école du matérialisme historique serait tout à fait insuffisant à nos yeux pour lui valoir une approbation pour son travail. Dans les conditions actuelles, l'étiquette de marxiste nous prédisposerait à nous méfier plutôt qu'à accepter. En étroite relation avec la dégénérescence de l'Etat soviétique, le marxisme, au cours des quinze dernières années, a traversé une période de déclin et d'avitissement sans précédent : d'instrument d'analyse et de critique, il a été transformé en un instrument d'apologétique à bon marché. Au lieu d'analyser les faits, il se consacre au choix de sophismes dans les intérêts de clients exaltés.

Dans la révolution chinoise de 1925-1927, l'Internationale communiste a joué un très grand rôle, dépeint de façon tout à fait complète dans ce livre. On peut cependant vainement chercher dans la bibliothèque de l'Internationale communiste un seul livre qui tente, de quelque façon que ce soit, de donner une image globale de la révolution chinoise. A la place, on trouve des dizaines d'ouvrages « de conjoncture », qui reflètent docilement chaque zigzag de la politique de l'Internationale communiste ou, plus exactement, de la diplomatie soviétique en Chine, et subordonnent à chaque zigzag les faits comme le traitement général. En contraste avec cette littérature qui ne peut inspirer

1. Préface (T 4262-1) traduite de l'anglais, du livre de H. R. Isaacs, *The Tragedy of the Chinese Revolution* (La Tragédie de la révolution chinoise), avec la permission de la Houghton Library. H. R. Isaacs a supprimé la préface de Trotsky dans ses rééditions de ce livre devenu un « best-seller » (On pourra, pour l'histoire de ce livre se reporter à l'article de Paul Collin qui en a étudié les remaniements à travers les rééditions pour le *Cahier Léon Troïsky* n° 15.) La préface de Trotsky est datée par erreur du 5 janvier, y compris dans le catalogue de Harvard. La correspondance démontre qu'elle est en réalité du 5 février, et nous l'avons mise ici à sa vraie place dans la chronologie.

que de la répulsion intellectuelle, le livre d'Isaacs constitue, du début à la fin, un travail scientifique. Il repose sur une étude consciencieuse d'un grand nombre de sources originales et des matériaux complémentaires. Isaacs a passé à ce travail plus de trois ans. Il faudrait ajouter qu'il avait auparavant passé environ cinq ans en Chine en qualité de journaliste et observateur de la vie chinoise.

L'auteur de ce livre aborde la vie chinoise en tant que révolutionnaire et ne voit aucune raison de le dissimuler. Aux yeux d'un philistin, un point de vue révolutionnaire équivaut virtuellement à une absence d'objectivité scientifique. Nous pensons exactement le contraire : seul un révolutionnaire — muni évidemment de la méthode scientifique — peut mettre à nu la dynamique objective de la révolution. De façon générale, l'appréhension de la réalité n'est pas d'ordre contemplatif, mais actif. L'élément volontaire est indispensable pour pénétrer les secrets de la nature et de la société. Exactement comme un chirurgien, du scalpel de qui dépend la vie humaine, distingue avec un soin extrême les différents tissus d'un organisme, de même un révolutionnaire, s'il a devant ses tâches une attitude sérieuse, est obligé d'analyser consciencieusement et strictement la structure de la société, ses fonctions et ses réflexes.

Pour comprendre la guerre actuelle entre le Japon et la Chine, il faut prendre comme point de départ la deuxième révolution chinoise². Dans les deux, on rencontre non seulement des forces sociales identiques, mais souvent les mêmes personnalités. Il suffit de dire que la personne de Tchiang Kai-chek³ occupe dans ce livre la place centrale. Au moment où j'écris ces lignes, il est encore difficile de prévoir quand et de quelle façon se terminera la guerre sino-japonaise. Mais l'issue du présent conflit en Extrême-Orient aura, de toute façon, un caractère provisoire. La guerre mondiale, qui approche avec une force irrésistible, reverra le problème chinois en même temps que tous

2. La guerre entre le Japon et la Chine avait commencé en août 1937. La « seconde révolution chinoise » est celle qui, à travers les années 20, s'est terminée par la « tragédie » de 1927.

3. Nous utilisons, pour désigner celui qu'on devrait maintenant orthographier *Jiang Jieshi*, la graphie plus familière de *Tchiang Kai-chek* (1887-1975). Ancien agent de change de Shanghai, devenu officier dans l'armée de Canton, membre du Guomindang, il avait reçu à Moscou une formation militaire supérieure et commandé ensuite l'école d'élèves-officiers de Huangpu. Commandant en chef de l'armée, il s'était opposé au gouvernement avant de le supplanter et il avait frappé férocelement le mouvement ouvrier à partir de 1927.

LÉON TROTSKY

ceux de la domination coloniale. Car c'est en cela que consistera la véritable tâche de la seconde guerre mondiale : diviser de nouveau la planète conformément au nouveau rapport de forces des impérialistes. La principale arène du combat ne sera évidemment pas ce baquet lilliputien qu'est la Méditerranée, ni même l'Océan atlantique, mais le Pacifique. L'enjeu le plus important de la lutte sera la Chine qui comprend presque un quart de la race humaine. Le destin de l'Union soviétique — l'autre gros enjeu dans la guerre qui vient — sera aussi dans une certaine mesure décidé en Extrême-Orient. Préparant ce combat de Titans, Tokio essaie aujourd'hui de s'assurer le plus vaste terrain d'exercices possible sur le continent asiatique. La Grande-Bretagne et les Etats-Unis ne perdent pas de temps non plus. On peut cependant prédire avec certitude — et ceux qui font aujourd'hui les destinées le savent — que la guerre mondiale ne produira pas la décision finale ; elle sera suivie d'une nouvelle série de révolutions qui reverront non seulement les décisions de la guerre mais toutes les conditions de propriété qui ont donné naissance à la guerre.

La perspective, il faut l'avouer, est très loin d'être idyllique, mais Clio, la muse de l'Histoire, n'a jamais été membre d'une société de dames pour la paix. La vieille génération, qui est passée par la guerre de 1914-1918, n'a pu régler aucune de ses tâches. Elle laisse en héritage à la nouvelle génération le fardeau des guerres et des révolutions. Ces événements très importants et tragiques de l'histoire de l'humanité ont souvent marché côte à côte. Ils formeront indiscutablement l'arrière-plan des prochaines décennies. Il ne reste qu'à espérer que la nouvelle génération, qui ne peut pas arbitrairement se détacher des conditions dont elle a hérité, a appris au moins à mieux comprendre les lois de son époque. Pour se familiariser avec la révolution chinoise de 1925-1927, elle ne trouvera pas aujourd'hui de meilleur livre que celui d'Isaacs.

En dépit de l'indiscutable grandeur du génie anglo-saxon, il est impossible de ne pas voir que les lois des révolutions sont le moins comprises précisément dans les pays anglo-saxons. L'explication en réside, d'un côté, dans le fait que l'apparition même d'une révolution dans ces pays remonte à une époque très éloignée dans le passé et évoque chez les « sociologues » officiels un sourire condescendant comme le feraient des farces puérides. D'un autre côté, le pragmatisme, si caractéristique de la pensée anglo-saxonne, est, moins que tout, utile à la compréhension des crises révolutionnaires.

La révolution anglaise du xvii^e siècle, comme la révolution française du xviii^e siècle, a eu la tâche de « rationaliser » la structure de la société, c'est-à-dire de la débarrasser des stalactites et stalagmites féodales et de la soumettre aux lois de la libre concurrence qui semblaient à cette époque celles du « sens commun ». Ce faisant, la révolution puritaine s'était drapée dans des habits bibliques, manifestant ainsi une incapacité parfaitement infantile à comprendre sa propre signification. La révolution française, qui a eu une influence considérable sur la pensée progressiste aux Etats-Unis, se guidait d'après des formules de rationalisme pur. Le sens commun, qui a encore peur de lui-même et recourt au masque des prophètes bibliques, ou le sens commun sécularisé, qui considère la société comme le produit d'un « contrat » rationnel, demeurent jusqu'à ce jour les formes fondamentales de la pensée anglo-saxonne dans le domaine de la philosophie et de la sociologie.

Pourtant la société réelle de l'histoire n'a pas été construite, comme selon Rousseau⁴ sur un « contrat » rationnel, ni, comme selon Bentham⁵, sur le principe du « bien le plus grand », mais s'est développée de façon « irrationnelle », sur la base de contradictions et d'antagonismes. Pour que la révolution devienne inévitable, il faut que les contradictions soient tendues jusqu'au point de rupture. C'est précisément cette nécessité — à laquelle on ne peut échapper — du conflit, qui ne dépend ni de la bonne ni de la mauvaise volonté, mais de l'interrelation objective des classes, qui fait de la révolution, avec la guerre, l'expression la plus dramatique du fondement « irrationnel » du procès historique.

« Irrationnel » ne signifie cependant pas arbitraire. Au contraire, dans la préparation moléculaire de la révolution, dans son explosion, dans sa montée et son déclin, se loge une profonde légitimité interne que l'on peut appréhender et, pour l'essentiel, prévoir. Les révolutions, on l'a dit plus d'une fois, ont leur logique propre. Mais ce n'est pas la logique d'Aristote⁶ et encore moins la semi-logique pragmatique du « sens commun ». C'est la fonction la plus haute de la pensée : la logique du développement et de ses contradictions, c'est-à-dire la dialectique.

4. Jean-Jacques Rousseau (1712-1778), auteur du *Contrat social*, a exercé une influence réelle sur la génération de la grande Révolution française.

5. Jeremy Bentham (1748-1832), juriste et philosophe, a été le théoricien de l'« utilitarisme ».

6. Aristotélès, appelé en français *Aristote* (384-322 av. J.-C.) est le père de la logique formelle.

LÉON TROTSKY

L'obstination du pragmatisme anglo-saxon et son hostilité à la pensée dialectique ont ainsi leurs causes matérielles. Exactement de la même façon qu'un poète ne peut atteindre la dialectique dans les livres sans ses propres expériences personnelles, de même une société aisée, n'ayant pas l'habitude des convulsions et habituée au « progrès » ininterrompu, est incapable de comprendre la dialectique de son propre développement. Mais il n'est que trop évident que ce privilège du monde anglo-saxon appartient maintenant au passé. L'histoire se prépare à donner aux Etats-Unis aussi bien qu'à la Grande-Bretagne de sérieuses leçons de dialectique.

L'auteur de ce livre essaie de déduire le caractère de la révolution chinoise non de définitions *a priori* ni d'analogies historiques, mais de la structure vivante de la société chinoise et de la dynamique de ses forces internes. C'est là que réside la principale valeur méthodologique de ce livre. Le lecteur y trouvera non seulement un tableau mieux articulé des événements mais — ce qui est plus important — y apprendra à comprendre leurs ressorts sociaux. Ce n'est que sur cette base qu'il est possible d'apprécier de façon exacte les programmes politiques et les mots d'ordre des partis en lutte — lesquels, même s'ils ne sont jamais indépendants ni, en dernière analyse, ne sont pas les facteurs décisifs dans le processus, en sont néanmoins les signes les plus manifestes.

Dans ses objectifs immédiats, la révolution chinoise incomplète est « bourgeoise ». Ce terme, cependant, qui est utilisé comme un simple écho des révolutions bourgeoises du passé, nous aide en réalité très peu. Si l'on ne veut pas que l'analogie historique devienne un piège pour l'esprit, il faut la vérifier à la lumière d'une analyse sociologique concrète. Quelles sont les classes qui luttent en Chine ? Quelles sont leurs rapports entre elles ? Comment et dans quelle direction ces rapports changent-ils ? Quelles sont les tâches objectives de la révolution chinoise, c'est-à-dire celles de ses tâches que dicte le cours du mouvement ? Sur les épaules de qui la solution de ces tâches repose-t-elle ? Par quelles méthodes peut-on les résoudre ? Le livre d'Isaacs donne précisément les réponses à ces questions.

Les pays coloniaux et semi-coloniaux — et donc arriérés, qui englobent de loin la partie la plus grande de l'humanité, diffèrent extraordinairement l'un de l'autre dans le degré de leur arriération, représentant toute une échelle historique, du nomadisme et même du cannibalisme à la culture industrielle la plus moderne. La combinaison des extrêmes dans un sens ou dans l'autre

caractérise tous les pays arriérés. Cependant, la hiérarchie de l'arriération, si on peut employer ce terme, est déterminée par le poids spécifique des éléments de barbarie et de culture dans la vie de chaque pays colonial. L'Afrique équatoriale est loin derrière l'Algérie, le Paraguay derrière le Mexique, l'Abyssinie derrière l'Inde ou la Chine. Avec leur commune dépendance économique vis-à-vis des métropoles impérialistes, leur dépendance politique revêt dans certains cas le caractère d'un esclavage colonial ouvert (Inde, Afrique équatoriale), tandis que, dans d'autres, elle est dissimulée par la fiction de l'indépendance de l'Etat (Chine, Amérique latine).

C'est dans les rapports agraires que l'arriération trouve son expression organique la plus cruelle. Aucun de ces pays n'a réalisé dans la moindre mesure réelle sa révolution démocratique. Les demi-réformes agraires sont absorbées par les rapports de demi-servage et ceci se reproduit inévitablement sur le sol de la pauvreté et de l'oppression. La barbarie agraire va toujours la main dans la main avec l'absence de routes, l'isolement des provinces, le « particularisme » médiéval et l'absence de conscience nationale. Extirper des rapports sociaux les restes de l'ancien féodalisme et les incrustations du féodalisme moderne, est la tâche la plus importante dans tous ces pays.

La réalisation de la révolution agraire est cependant impensable sans la préservation de la dépendance à l'égard de l'impérialisme étranger qui implante d'une main les rapports capitalistes, tout en soutenant et en ressuscitant de l'autre toutes les formes d'esclavage et de servage. La lutte pour la démocratisation des rapports sociaux et la création d'un Etat national passe ainsi sans interruption au soulèvement ouvert contre la domination étrangère.

L'arriération historique n'implique pas la simple reproduction du développement des pays avancés, Angleterre ou France, avec un retard d'un, deux ou trois siècles. Elle engendre une formation sociale nouvelle « combinée » dans laquelle les dernières conquêtes de la technique et de la structure capitalistes prennent racine dans les rapports de la barbarie féodale ou pré-féodale, les transformant et les assujettissant, créant des rapports de classe particuliers.

Pas une seule des étapes de la révolution « bourgeoise » ne peut être résolue dans ces pays arriérés sous la direction de la bourgeoisie « nationale », parce que cette dernière apparaît d'emblée, avec le soutien de l'étranger, comme une classe étrangère ou hostile au peuple. Chaque étape de son développe-

ment la lie encore plus étroitement au capital financier étranger dont elle est, par essence, l'agence. La petite bourgeoisie des colonies, celle de l'artisanat et du commerce, est la première à être victime de la lutte inégale contre le capital étranger et elle décline vers l'insignifiance économique, devient déclassée et paupérisée. Elle ne peut même pas avoir l'idée de jouer un rôle politique indépendant. La paysannerie, la classe la plus nombreuse numériquement et la plus atomisée, la plus arriérée et la plus opprimée, est capable de se soulever localement ou de mener une guerre de partisans, mais a besoin de la direction d'une classe plus avancée et centralisée pour élever cette lutte au niveau de toute la nation. La tâche de cette direction incombe, par la nature des choses, au prolétariat colonial lequel, dès ses tout premiers pas, se dresse non seulement contre la bourgeoisie étrangère, mais aussi contre sa propre bourgeoisie nationale.

De ce conglomérat de provinces et de tribus liées ensemble par la proximité géographique et l'appareil bureaucratique, le développement capitaliste a transformé la Chine en un semblant d'entité économique. Le mouvement révolutionnaire des masses a traduit cette unité grandissante, pour la première fois, dans la langue de la conscience nationale. Une Chine nouvelle est née dans les grèves, les soulèvements agraires et les expéditions militaires de 1925-1927. Alors que les généraux, liés à leur propre bourgeoisie et à la bourgeoisie étrangère, ne pouvaient que mettre le pays en pièces, les ouvriers chinois sont devenus le porte-drapeau de l'irrésistible besoin d'unité nationale. Ce mouvement présente une analogie incontestable avec la lutte du Tiers Etat français contre le particularisme ou avec la lutte ultérieure des Allemands et des Italiens pour l'unification nationale. Mais, contrairement aux pays capitalistes premiers-nés où le problème de la réalisation de l'unité nationale incombait à la petite bourgeoisie, partiellement sous la direction de la bourgeoisie et même des féodaux (Prusse !), en Chine, c'est le prolétariat qui est apparu comme la principale force motrice et le dirigeant potentiel du mouvement. Mais, précisément de cette façon, le prolétariat a confronté la bourgeoisie au danger que la direction de la patrie unifiée ne reste pas entre les mains de cette dernière. Dans toute l'histoire, le patriotisme a été indissolublement lié au pouvoir et à la propriété. Face au danger, les classes dirigeantes n'ont jamais reculé devant le démembrement de leur propre pays, tant qu'elles pouvaient ainsi conserver leur pouvoir sur une partie de ce dernier. Il n'est donc absolument pas surprenant que la bourgeoisie chinoise incarnée par Tchiang Kaï-chek ait, en

1927, retourné ses armes contre le prolétariat, porte-drapeau de l'unité nationale. L'exposé et l'explication de ce tournant qui occupe le centre du livre d'Isaacs, donnent la clé de la compréhension des problèmes fondamentaux de la révolution chinoise comme de la guerre sino-japonaise actuelle.

La soi-disant bourgeoisie « nationale » tolère toutes les formes de dégradation nationale tant qu'elle peut espérer maintenir sa propre existence privilégiée. Mais au moment où le capital étranger se dispose à assumer la domination sans partage de toute la richesse du pays, la bourgeoisie coloniale est bien obligée de se souvenir de ses obligations « nationales ». Sous la pression des masses, elle peut même se trouver plongée dans une guerre. Mais ce serait une guerre menée contre l'une des puissances impérialistes, une des moins facilement réglables par négociations, avec l'espoir de passer au service d'une autre puissance plus magnanime. Tchiang Kaï-chek ne lutte contre les violeurs japonais que dans les limites que lui ont assignées ses patrons britanniques et américains. C'est seulement la classe qui n'a rien à perdre que ses chaînes qui peut conduire jusqu'au bout la guerre contre l'impérialisme et pour l'émancipation nationale.

Les vues développées ci-dessus au sujet du caractère particulier des révolutions « bourgeoises » dans les pays historiquement attardés ne sont nullement le produit de la seule analyse théorique. Avant la seconde révolution chinoise (1925-1927), elles avaient déjà été soumises à une épreuve historique grandiose. L'expérience des trois révolutions russes (1905, février et octobre 1917) n'a pas moins de signification pour le xx^e siècle que la révolution française en eût pour le xix^e. Pour comprendre les destinées de la Chine moderne, le lecteur doit avoir sous les yeux la lutte des conceptions dans le mouvement révolutionnaire russe, car ces conceptions ont exercé et exercent une influence directe et, par-dessus le marché, profonde sur la politique du prolétariat chinois, et une influence indirecte sur la politique de la bourgeoisie chinoise.

C'est précisément à cause de son arriération historique que la Russie tsariste s'est trouvée devenir le seul pays d'Europe où le marxisme en tant que doctrine et la social-démocratie en tant que parti ont atteint un puissant développement avant la révolution bourgeoise. C'est tout naturellement en Russie que le problème de la corrélation entre la lutte pour la démocratie et la lutte pour le socialisme, ou entre la révolution bourgeoise et la révolution socialiste, a été soumis à l'analyse théorique. Le premier à poser ce problème dans les premières années quatre-vingt du siècle

LÉON TROTSKY

précédent fut le fondateur de la social-démocratie russe, Plékhanov⁷. Dans la lutte contre ce qu'on appelait le « populisme » (narodnikisme), une variété de socialisme utopique, Plékhanov démontra que la Russie n'avait absolument aucune raison de s'attendre à une voie particulière de développement, que, comme les nations « profanes », elle devrait traverser l'étape du capitalisme et acquérir au long de cette route le régime de démocratie bourgeoise indispensable pour une lutte ultérieure du prolétariat pour le socialisme. Non seulement Plékhanov séparait la révolution bourgeoise, en tant que tâche distincte, de la révolution socialiste — qu'il rejetait dans un avenir indéfini — mais encore il indiquait différentes combinaisons de forces. La révolution bourgeoise devait être réalisée par le prolétariat en alliance avec la bourgeoisie libérale et ouvrir ainsi la voie au progrès capitaliste; après quelques décennies et un niveau supérieur de développement capitaliste, le prolétariat mènerait la révolution socialiste dans une lutte directe contre la bourgeoisie.

Lénine — pas tout de suite, bien sûr — a révisé cette doctrine. Au début de ce siècle, avec beaucoup plus de force et de consistance que Plékhanov, il a posé le problème agraire comme le problème central de la révolution bourgeoise en Russie. Avec cela, il en vint à la conclusion que la bourgeoisie libérale était hostile à l'expropriation des domaines des grands propriétaires et féodaux et, pour cette raison, qu'elle chercherait un compromis avec la monarchie sur la base d'une constitution sur le modèle prussien. A l'idée de Plékhanov d'une alliance entre le prolétariat et la bourgeoisie libérale, Lénine opposa l'idée d'une alliance entre le prolétariat et la paysannerie. Le but de la collaboration de ces deux classes, il proclama que c'était l'établissement d'une « dictature bourgeoise-démocratique du prolétariat et de la paysannerie » en tant qu'unique moyen de débarrasser l'empire tsariste des déchets de sa police féodale, de créer un système de fermiers et de frayer la voie au développement du capitalisme conformément au modèle américain. La formule de Lénine constituait un gigantesque pas en avant en ce que, contrairement à Plékhanov, elle indiquait correctement la tâche centrale de la révolution, à savoir la destruction des rapports agraires, et dessinait également correctement la seule combinaison de forces réaliste capable de résoudre cette tâche

7. Giorgi V. Plékhanov (1856-1918) introduisit le marxisme dans le mouvement ouvrier russe et fut le maître de la génération des marxistes qui « firent » 1917.

Mais, jusqu'en 1917, la pensée de Lénine lui-même resta liée au concept traditionnel de la révolution « bourgeoise ». Comme Plékhanov, Lénine partait de la prémisse selon laquelle ce serait seulement après « l'achèvement de la révolution bourgeoise-démocratique » que les tâches de la révolution socialiste viendraient à l'ordre du jour. Cependant Lénine, contrairement à la légende fabriquée par les épigones, considérait qu'après l'achèvement de ce renversement démocratique, la paysannerie en tant que paysannerie ne pourrait demeurer l'alliée du prolétariat. Lénine fondait ses espérances socialistes sur les ouvriers agricoles et les paysans à moitié prolétarisés, obligés de vendre leur force de travail.

Le point faible de la conception de Lénine était son idée, contradictoire, en elle-même, de la « dictature bourgeoise-démocratique du prolétariat et de la paysannerie ». Un bloc politique de deux classes dont les intérêts ne coïncident que partiellement exclut une dictature. Lénine lui-même soulignait la limite fondamentale de la « dictature du prolétariat et de la paysannerie » quand il la qualifiait ouvertement de « *bourgeoise* ». Il voulait signifier par là que, pour arriver à maintenir son alliance avec la paysannerie, le prolétariat, dans la révolution qui venait, aurait à anticiper, en posant directement les tâches socialistes. Mais cela signifierait, pour être précis, que le prolétariat devrait abandonner la dictature. Dans ce cas, dans quelles mains le pouvoir révolutionnaire serait-il concentré ? Aux mains de la paysannerie ? Mais elle est la moins capable d'un tel rôle.

Lénine laissa ces questions sans réponse jusqu'à ses fameuses thèses du 4 avril 1917. Ce n'est que là qu'il rompit pour la première fois avec l'interprétation traditionnelle de la révolution « bourgeoise » et avec la formule de la « dictature bourgeoise-démocratique du prolétariat et de la paysannerie ». Il déclara que la lutte pour la dictature du prolétariat était l'unique moyen de mener jusqu'au bout la réforme agraire et d'assurer la liberté des nationalités opprimées. Le régime de la dictature prolétarienne, cependant, par sa nature même, ne pouvait se limiter au cadre de la propriété privée bourgeoise. La domination du prolétariat mettait automatiquement à l'ordre du jour la révolution socialiste qui, dans ce cas, n'était pas séparée de la révolution démocratique par une période historique, mais était liée à elle sans interruption, ou, pour mieux le formuler, en était le développement organique. A quel rythme se produirait cette transformation socialiste de la société et les limites qu'elle

LÉON TROTSKY

atteindrait dans un avenir proche, dépendraient non seulement de conditions intérieures mais aussi de conditions extérieures. La révolution russe n'était qu'un maillon dans la révolution internationale. Telle était, dans ses grandes lignes, l'essence de la conception de la révolution permanente (ininterrompue). Ce fut précisément cette conception qui garantit la victoire du prolétariat en Octobre.

Mais telle est l'ironie de l'histoire : non seulement l'expérience de la révolution russe n'a pas aidé le prolétariat chinois, mais, au contraire, sous sa forme réactionnaire, déformée, elle devint l'un des principaux obstacles sur sa route. Le Comintern des épigones commença en canonisant, pour tous les pays d'Orient, la formule de « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie » dont Lénine avait reconnu, à la lueur de l'expérience historique, qu'elle ne valait rien. Comme toujours dans l'Histoire, une formule dépassée servait à recouvrir un contenu politique tout à fait opposé à ce qu'elle avait autrefois signifié. L'alliance plébéienne de masse, révolutionnaire, des ouvriers et des paysans, scellée à travers les soviets directement élus en tant qu'organismes d'action directs, le Comintern les a remplacés par le bloc bureaucratique de centres de partis. Le droit de représenter la paysannerie dans ce bloc fut attribué de façon tout à fait inattendue au Guomindang, c'est-à-dire à un parti profondément bourgeois, intéressé de façon vitale au maintien de la propriété capitaliste, non seulement des moyens de production, mais de la terre. L'alliance du prolétariat et de la paysannerie fut élargie en un « bloc des quatre classes » : ouvriers, paysans, petite bourgeoisie urbaine et la prétendue « bourgeoisie nationale ». En d'autres termes, le Comintern s'empara d'une formule écartée par Lénine pour ouvrir la voie à la politique de Plékhanov et, pire encore, sous une forme masquée, d'autant plus nuisible.

Pour justifier la subordination politique du prolétariat à la bourgeoisie, les théoriciens du Comintern (Staline, Boukharine)⁸ ajoutaient le fait de l'oppression impérialiste qui poussait prétendument « toutes les forces progressistes du pays » à s'unir. Mais c'était, précisément, en son temps, l'argument des mencheviks russes, avec la différence que, dans leur cas, la place de l'impérialisme était occupée par le tsarisme. En réalité, la

8. Staline, qui était le secrétaire général du P.C.U.S. et Boukharine, qui était président de l'I.C. étaient alliés, dirigèrent ensemble la politique de l'I.C. dans la révolution chinoise et la « théorisèrent ».

sujétion du parti communiste chinois au Guomindang signifiait sa rupture avec le mouvement des masses et une trahison directe de ses intérêts historiques. C'est de cette façon que la catastrophe de la seconde révolution chinoise fut préparée sous la direction immédiate de Moscou⁹.

Pour beaucoup de philistins de la politique qui sont, en ce domaine, enclins à substituer des paris de « sens commun » à l'analyse scientifique, la controverse entre marxistes russes sur la nature de la révolution et la dynamique de ses forces de classe semblait de la scolastique pure. L'expérience historique a pourtant révélé la profonde signification vitale des « formules doctrinaires » du marxisme russe. Ceux qui ne l'ont pas encore compris jusqu'à présent peuvent apprendre beaucoup du livre d'Isaacs. La politique de l'Internationale communiste en Chine montre ce que serait devenue la révolution russe, si les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires n'avaient pas été écartés à temps par les bolcheviks. Une fois de plus, la conception de la révolution permanente s'est trouvée confirmée en Chine, cette fois pas par la victoire, mais par la catastrophe.

Il serait bien entendu inacceptable d'identifier la Russie et la Chine. Avec tous leur traits communs importants, leurs différences ne sont que trop évidentes. Mais il n'est pas difficile de se convaincre que ces différences n'affaiblissent pas, mais au contraire renforcent les conclusions fondamentales du bolchevisme. En un sens, la Russie tsariste était, elle, un pays colonial et cela s'exprimait dans le rôle prédominant du capital étranger. Mais la bourgeoisie russe jouissait des bénéfices d'une indépendance infiniment plus grande vis-à-vis de l'impérialisme étranger que la bourgeoisie chinoise. La Russie était elle-même un pays impérialiste. En dépit de sa minceur, le libéralisme russe avait des traditions beaucoup plus sérieuses et bien plus de base de soutien que le libéralisme chinois. A la gauche des libéraux se trouvaient de puissants partis petits-bourgeois, révolutionnaires ou à moitié révolutionnaires par rapport au tsarisme. Le parti des socialistes-révolutionnaires avait réussi à trouver un soutien considérable dans la paysannerie, surtout dans ses couches supérieures. Le parti social-démocrate menchevique entraînait derrière lui de larges couches de la petite bourgeoisie urbaine et de l'aristocratie ouvrière. Ce furent précisément ces trois partis

9. Le secrétaire général du P.C. chinois pendant la seconde révolution chinoise était Chen Duxiu qui accepta les consignes de l'Internationale.

LÉON TROTSKY

— les libéraux, les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks — qui préparèrent longuement et formèrent enfin en 1917 une coalition qu'on n'appelait pas encore le Front populaire mais qui avait tous ses traits. A l'opposé, les bolcheviks, depuis le début de la révolution de 1905, avaient pris une position irréconciliable à l'égard de la bourgeoisie libérale. C'est seulement cette politique, qui revêtit son expression la plus élevée dans le « défaitisme » de 1914-17, qui permit au parti bolchevique de s'emparer du pouvoir.

Les différences entre la Chine et la Russie — la dépendance incomparablement plus grande de la bourgeoisie chinoise vis-à-vis du capital étranger, l'absence de traditions révolutionnaires dans la petite bourgeoisie, la gravitation massive des ouvriers et des paysans vers le drapeau du Comintern — exigeaient une politique plus irréconciliable encore — si c'était possible — que celle qui avait été poursuivie en Russie. Pourtant la section chinoise du Comintern, sur l'ordre de Moscou, renonça au marxisme, accepta les réactionnaires et scolastiques « principes de Sun Yat-sen »¹⁰ et entra dans le Guomindang en se soumettant à sa discipline. En d'autres termes, elle alla plus loin sur la voie de la soumission à la bourgeoisie que ne l'avaient jamais fait les mencheviks russes ou les socialistes-révolutionnaires. C'est la même fatale politique qui est aujourd'hui répétée dans les conditions de la guerre avec le Japon.

Comment la bureaucratie, qui sortait de la révolution russe, a-t-elle pu appliquer, en Chine et dans le monde entier, des méthodes fondamentalement opposées à celles du bolchevisme ? Il serait beaucoup plus superficiel de répondre à cette question en faisant référence aux incapacités ou à l'ignorance de tel ou tel. Le nœud de la question est ceci : avec ses nouvelles conditions d'existence, la bureaucratie a acquis de nouvelles méthodes de pensée. Le parti bolchevique conduisait les masses. La bureaucratie commença à leur donner des ordres. Les bolcheviks avaient gagné la possibilité de diriger les masses en exprimant correctement leurs intérêts. La bureaucratie fut obligée de recourir au commandement pour assurer ses propres intérêts au détriment de ceux des masses. La méthode du commandement fut, bien entendu, élargie aussi à l'Internationale communiste.

10. Même remarque que pour la note 3 : au lieu de *Sun Zhongshan*, nous employons *Sun Yat-sen* (1866-1925). Médecin, « Chinois de l'extérieur », il fut le père du nationalisme chinois et le fondateur du Guomindang. Ses « Trois Principes » (tridémisme) étaient nationalisme, démocratie et justice sociale.

Les dirigeants de Moscou commencèrent sérieusement à s'imaginer qu'ils pourraient obliger la bourgeoisie chinoise à aller à gauche de ses intérêts et les ouvriers et paysans chinois à aller à la droite des leurs, conformément à la diagonale tracée au Kremlin. C'est pourtant l'essence même de la révolution que les exploités comme les exploités revêtent leurs intérêts de l'expression la plus extrême. Si les classes hostiles se déplaçaient en diagonale, il n'y aurait nul besoin de guerre civile. Armée de l'autorité de la révolution d'Octobre et de l'Internationale communiste, pour ne pas mentionner ses ressources financières inépuisables, la bureaucratie transforma le jeune parti communiste chinois de force motrice en frein, au moment le plus important de la révolution. A la différence de l'Allemagne et de l'Autriche, où la bureaucratie pouvait rejeter une partie de la responsabilité de la défaite sur la social-démocratie, il n'y avait pas en Chine de social-démocratie. Le Comintern eut le monopole pour ruiner la révolution chinoise.

L'actuelle domination du Guomindang sur une partie considérable du territoire chinois aurait été impossible sans le puissant mouvement national-révolutionnaire des masses en 1925-1927. L'écrasement de ce mouvement a, d'une part, concentré le pouvoir aux mains de Tchiang Kai-chek, mais, de l'autre, l'a voué à des demi-mesures contre l'impérialisme. La compréhension du cours de la révolution chinoise a ainsi la signification la plus directe pour la compréhension du cours de la guerre sino-japonaise. Ce travail historique acquiert ainsi la signification politique la plus *actuelle*.

La guerre et la révolution seront entrelacées dans l'avenir le plus proche de l'histoire chinoise. L'objectif du Japon, de réduire en esclavage, pour toujours ou au moins pour longtemps, un pays gigantesque, en dominant ses centres stratégiques, est caractérisé non seulement par sa cupidité mais par sa stupidité. Le Japon est arrivé beaucoup trop tard. Déchiré par ses contradictions internes, l'empire du Mikado ¹¹ ne peut pas reproduire la montée de la Grande-Bretagne. Par ailleurs, la Chine a avancé bien au-delà de l'Inde du xvii^e et du xviii^e. Les vieux pays coloniaux mènent maintenant avec toujours plus de succès une lutte pour leur indépendance nationale. Dans ces conditions historiques, même si la guerre actuelle en Extrême-Orient devait se terminer par la

11. Trotsky emploie toujours le mot de « Mikado » pour désigner l'empereur du Japon ; c'est donc par son titre qu'il désigne *Hiro-Hito* (né en 1901) qui régnait depuis 1926.

victoire du Japon et même si le vainqueur lui-même pouvait échapper à une catastrophe intérieure dans les quelques années à venir — et ni l'un ni l'autre ne sont le moins du monde assurés — la domination du Japon sur la Chine serait de brève durée, peut-être seulement les années nécessaires pour donner un nouvel élan à la vie économique de la Chine et pour mobiliser ses masses laborieuses une fois de plus.

Les grands trusts et konzerns japonais sont déjà dans le sillage de l'armée pour partager un butin encore mal assuré. Le gouvernement de Tokio cherche à régler les appétits des cliques financières qui voudraient dépecer la Chine du Nord. Si le Japon devait réussir à conserver les positions conquises pendant une dizaine d'années, cela signifierait avant tout l'industrialisation intensive de la Chine du nord dans les intérêts militaires de l'impérialisme japonais. De nouveaux chemins de fer, de nouvelles mines, de nouvelles centrales, des entreprises minières et métallurgiques, des plantations de coton se répandraient rapidement. La polarisation de la nation chinoise recevrait un fiévreux élan. Des centaines de milliers et des millions de nouveaux prolétaires chinois seraient mobilisés dans le laps de temps le plus court. Par ailleurs, la bourgeoisie chinoise tomberait de plus en plus sous la dépendance du capital japonais. Elle serait encore moins capable que par le passé de se mettre à la tête d'une guerre nationale, moins encore une révolution nationale. En face du violeur étranger se dresserait le prolétariat chinois plus nombreux, socialement renforcé, politiquement mûri, appelé à diriger le village chinois. La haine de l'esclavagiste étranger est un puissant ciment révolutionnaire. La nouvelle révolution nationale sera, on doit le penser, mise à l'ordre du jour du vivant de l'actuelle génération. Pour résoudre ses tâches, l'avant-garde du prolétariat chinois doit profondément assimiler les leçons de la révolution chinoise. Le livre d'Isaacs peut servir en ce sens d'auxiliaire irremplaçable. Il reste à espérer que ce livre sera traduit en chinois comme dans d'autres langues étrangères.

[FAIRE SORTIR CHEN DUXIU]¹

(5 février 1938)

Cher Camarade Glass,

Je continue à croire qu'il aurait été bon d'avoir le Vieux de Chine² aux Etats. Il nous semble qu'il pourrait être autorisé à partir à l'étranger sous le prétexte d'influencer le mouvement ouvrier en faveur de la Chine. Sous une forme très prudente, il pourrait utiliser ce prétexte. La situation en Chine peut changer en deux ou trois mois, si l'Union soviétique entre dans la guerre (et c'est *très* possible). Alors, tous nos camarades seraient exterminés. Il faut les mettre en garde très sérieusement à ce sujet. Avoir Chen Duxiu serait très important, pour lui comme pour nous. Il pourrait jouer dans la IV^e Internationale le rôle joué par Katayama³ à Moscou pour la III^e Internationale —, mais, je l'espère, avec plus de profit pour la cause révolutionnaire.

J'ai l'impression que quelques amis aux Etats sont en train de s'énerver un peu sur la question des traductions. Il est souvent plus facile de relever des maladresses de style dans le manuscrit d'une autre personne que dans le vôtre. C'est pourquoi certaines traductions de Coyoacán apparaissent plus mauvaises qu'elles ne sont à New York et *vice versa*. Mais c'est bien malheureux quand

1. Lettre à F. Glass (8252), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Chen Duxiu.

3. Sen *Katayama* (1859-1933) avait quitté le Japon en 1884 pour les Etats-Unis où il étudia. Secrétaire du syndicat des métaux, l'un des fondateurs du parti social-démocrate japonais en 1901, délégué au congrès de l'Internationale en 1904, condamné à la prison en 1912. Revenu aux Etats-Unis, il avait milité à la gauche du S.P., puis s'était installé à Mexico dans le bureau américain de l'I.C., A Moscou en 1922, il fut élu à l'exécutif de l'I.C. au 4^e congrès, puis au présidium où il demeura jusqu'à sa mort.

LÉON TROTSKY

des améliorations purement stylistiques sont accompagnées d'omission de phrases et de mots importants comme c'est arrivé avec mon article espagnol. Il nous faut considérer cette question sans aucune nervosité, d'un point de vue purement pratique. Nous essaierons de faire de notre mieux ici et vous ferez de même à New York. *N'est-ce pas*⁴ ?

4. En français dans le texte.

[UNE PRÉFACE TERMINÉE]¹

(5 février 1938)

Cher camarade Isaacs,

Grâce à l'aide de Rae [Spiegel], j'ai pu écrire la préface de votre livre. Je dois avouer que ce travail m'a donné certaines difficultés. A un moment, il me semblait que je répétais des lieux communs. A un autre, que j'abordais des questions générales trop complexes. Mais je me consolais en me disant que, premièrement *nos* « lieux communs » ne sont pas connus de la plus grande partie de nos futurs lecteurs, et qu'en second lieu, quelques-unes des idées complexes et abstraites de la préface seront illustrées par le contenu de votre livre. Bref, j'ai fait ce que j'ai pu dans les conditions données. Je vous envoie la préface en russe, en vous laissant prendre la responsabilité de la traduction et nous réservant le droit de la critiquer.

Je ne sais pas si votre contrat avec votre éditeur empêche la publication de la préface dans une revue ? J'y serai seulement favorable pour le livre. Je ne suis pas certain qu'il soit possible de trouver une revue bourgeoise pour cet article. Sinon, il pourrait peut-être être publié dans *New International*. Mais je vous laisse entièrement cette question.

Meilleurs saluts de Natalia² et moi-même à Viola³ et vous.

1. Lettre à H. R. Isaacs (8561) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Natalia I. Sedova (1882-1962) était la seconde femme de Trotsky, la mère de ses fils Léon et Sergei.

3. Viola Robinson (née en 1910) avait rejoint Harold R. Isaacs en Chine en 1932 et en était revenue avec lui, l'accompagnant dans sa visite en Norvège en 1935. Elle était alors enseignante et avait travaillé beaucoup au comité de défense à New York.

[DIFFICULTÉS FINANCIÈRES]¹

(7 février 1938)

Cher Monsieur,

Naturellement en fonction du fait que j'ai accepté de faire arbitrer l'affaire² par Den Norsk Safererforening Oslo Kreis, je paierai la somme qu'on m'a demandé de payer aussi vite que possible.

Mais votre requête me trouve dans une situation financière très difficile. Vous savez, j'en suis sûr, que votre gouvernement, aux ordres du G.P.U., m'a tenu en prison pendant quatre mois, me privant de la possibilité de travailler et m'a fait payer pour l'emprisonnement au moins deux fois plus que ce que j'aurais normalement dépensé.

Votre gouvernement a confisqué mon dépôt bancaire qui représentait mes gains de plus d'une année de travail. Concurrençant le gouvernement, la municipalité « socialiste » m'a imposé une taxe monstrueuse en incompatibilité totale avec mes moyens et mon genre de vie.

Après ma libération de la prison « socialiste » en Norvège, le nouveau procès de Moscou m'a obligé à consacrer presque une année à réfuter des accusations infâmes.

C'est précisément pourquoi je me trouve maintenant dans la plus grande difficulté financière. Je ne répéterai pas de nouveau que je n'ai reçu aucune aide de M. Puntervold³. Mais, malgré tout, j'espère que je pourrai envoyer la somme nécessaire durant le mois de mars.

1. Lettre à Holm og Rode (avocats) (8530), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Il s'agit des honoraires réclamés par l'avocat de Trotsky en Norvège, M^e Puntervold (cf. n. 3) et par sa famille, après son décès.

3. Michael *Puntervold* (1879-1937), avocat du travail, défenseur des syndicats, avait animé le parti social-démocrate norvégien de 1921 à 1927, avant de rejoindre formellement le D.N.A. où il ne militait pas. Trotsky se plaignait que ce « vieil ivrogne » ne lui avait jamais rendu aucun service, mais avait même compromis parfois ses affaires en ne transmettant pas des lettres, en perdant documents et dossiers, etc.

[QUESTIONS D'ARGENT]¹

(7 février 1938)

Mon cher Ami,

Je vous envoie maintenant la notification de l'avocat norvégien. Je ne peux que le payer. Si vous réussissez à faire de l'argent avec le dernier article et avec l'opération avec le livre sur Lénine, envoyez, s'il vous plaît, la somme de 1 094,14 couronnes à l'adresse indiquée dans la lettre.

Avez-vous reçu ma lettre sur la publication en séries du livre sur Lénine et la traduction d'Eastman ? *C'est la question la plus importante* et elle serait résolue par le transfert du livre à un éditeur nouveau. Quelqu'un rendrait visite à Eastman et lui expliquerait que son devoir élémentaire est de me laisser libre. N'oubliez pas que Simon & Schuster² sont ses amis et que le transfert pourrait me réduire en esclavage par rapport au traducteur, beaucoup plus que je ne le suis aujourd'hui. Je n'ai jamais pu éclaircir la question du manuscrit de *La Révolution trahie* quand elle était supposée être une « préface » à l'*Histoire de la Révolution russe*, parce qu'Eastman couvrait Simon et Schuster et que Simon et Schuster couvraient Eastman³. Dans chaque collision avec mes éditeurs, Eastman était contre moi chaque fois. Je suis un peu fatigué de cette collaboration. S'il ne veut pas abandonner mon livre sur Lénine, il doit prendre

1. Lettre à J. Frankel (8161), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Max Lincoln Schuster (1897-1966) et Dick (Leo Richard) Simon (1899-1960), les associés de la firme Simon & Schuster, étaient en effet personnellement liés à Eastman qui parle d'eux en disant « mes bons amis » dans ses mémoires.

3. Voir notamment *Œuvres*, 8, n. 3, p. 210. Eastman, traducteur de l'*Histoire de la Révolution russe*, avait un pourcentage sur les ventes et avait suggéré une nouvelle édition avec une nouvelle préface de l'auteur : celle-ci avait grandi jusqu'à devenir *La Révolution trahie*.

LÉON TROTSKY

l'engagement de traduire tout de suite la première partie du manuscrit et de me le faire parvenir pour révision et sérialisation.

Dans le dernier volume de son épopée, Jules Romains dépeint la figure de Lénine au début de la guerre de 1914⁴. Je suis prêt à écrire un article sur Jules Romains et Lénine avec une caractérisation générale de l'épopée et particulièrement de Lénine. Je crois que l'article serait négociable.

Vous n'écrivez jamais à propos de votre propre vie et particulièrement de votre santé. Est-elle meilleure que dans les derniers mois ici ? Etes-vous bien soigné médicalement ?

4. Louis Farigoule, dit Jules Romains (1885-1972), l'auteur des *Hommes de Bonne Volonté*, avait toujours beaucoup intéressé Trotsky qui avait même rêvé d'en faire le « Zola » des procès de Moscou. Trotsky fait ici allusion au volume XIV, intitulé *Le Drapeau noir*. Dans le chapitre 21, « Le Petit Professeur aux pommettes kalmouks », Lénine explique au journaliste Maykosen le mécanisme de la révolution prolétarienne qui surgira de la guerre entre les nations. Lénine est dépeint comme un petit professeur, « homme rangé, petit-bourgeois de bibliothèque » (*Le Drapeau Noir*, Flammarion, 1937, pp. 202-216).

[BRÈVES REMARQUES]¹

(7 février 1938)

Mon cher Bernie,

Ce n'est pas du tout une « rebuffade » de ma part. Vous écrirez aussi souvent et aussi volontiers que les circonstances vous le permettront.

Non, je n'écrirai pas un compte rendu des *Sixty Families*, particulièrement maintenant que j'ai appris par votre lettre que Lundberg est antimarxiste². Mais j'espère, dans un autre article, citer Lundberg comme une autorité sur la démocratie moderne.

Nous n'avons pas encore reçu le second numéro de la revue³. Aujourd'hui j'ai demandé à un autre abonné s'il l'avait reçu et il m'a donné une réponse négative. Est-ce que c'est l'expédition qui est responsable de ce délai ou la revue a-t-elle été confisquée par M. Farley⁴ ou par le postier d'Etat ?

L'article de Browder⁵ dans *The New Republic* sur la sécurité

1. Lettre à B. Wolfe (10885), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Non seulement Ferdinand Lundberg (né en 1904), l'auteur des *Sixty Families* (Soixante Familles), une description du Big Business aux Etats-Unis que Trotsky appréciait, n'était pas marxiste, mais encore il avait rompu avec le comité de défense.

3. Il s'agit de *New International*.

4. James Aloysius Farley (1888-1976), homme d'affaires, président du comité national du parti démocrate depuis 1932, était également depuis cette date Postmater General, c'est-à-dire grand patron des postes aux Etats-Unis.

5. Earl R. Browder (1891-1973), ancien militant des I.W.W., avait été promu par Moscou à la tête du P.C. américain après la disgrâce de Lovestone. C'était lui qui s'efforçait de faire appliquer avec succès la politique du « Front populaire » c'est-à-dire soutien de Roosevelt dans la perspective du front des « démocraties » contre « le fascisme ».

LÉON TROTSKY

collective est une copie très pauvre d'un original écrit par le menchevik russe Dan et un autre menchevik russe, Garvy⁶. Les idées sont les mêmes, mais dans la façon de présenter, Dan et Garvy sont des génies, comparés à Browder.

6. Fedor I. Gourvitch, dit *Dan* (1871-1947), médecin, leader menchevique de droite pendant la révolution russe, avait émigré en 1921 à Paris, où il dirigeait le *Sotsialistichesky Vestnik* (Courrier socialiste). Il avait pris en 1935 une position pro-Front populaire avec O. Bauer et Zyromski. Piotr A. *Garvy* (1881-1944), ami de Plékhanov et proche d'Axelrod, fut, après son émigration en 1921, le partisan de la droite menchevique la plus extrême, c'est-à-dire partisan déclaré de la restauration capitaliste en U.R.S.S.

[UN TRAVAIL SUR MARX ?]¹

(10 février 1938)

Chers Amis,

Pour la deuxième fois j'ai reçu une proposition de M. Alfred O. Mendel, représentant de Longmans, Green & Co Publishers² pour donner en 108 pages le condensé de la pensée de Marx dans ses termes à lui avec une préface de 20 pages de moi. Comme paiement, il propose 500 dollars pour tout droit. L'idée de faire semblable travail est très attirante en elle-même, mais c'est une tâche énorme. Le style de Marx est condensé à la limite. Réduire sa pensée en tant qu'économiste, sociologue, philosophe, journaliste, chef de la 1^{re} Internationale, en 108 pages de 340 mots par page, exige beaucoup de temps, à condition que le travail lui-même soit faisable. Il est un peu étonnant que dans cette collection *La Pensée vivante de Marx* ait le même espace que Machiavel, Montaigne, Loyola et Napoléon³. Condenser en 100 pages les ouvrages de Napoléon est l'affaire d'une semaine de travail et la pensée de Napoléon n'en pâtirait pas beaucoup. Mais, avec Marx, la question est très différente.

Je crois aussi que, dans la prochaine période, on lira plus largement Marx aux Etats que Montaigne ou Loyola, même

1. Lettre à C. Walker (10246), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Il s'agissait d'une firme britannique qui projetait une collection intitulée *The Living Thoughts of...* (La Pensée vivante de...)

3. Niccolò *Macchiavelli*, en français *Machiavel* (1469-1527), Florentin, fut le fondateur de la science politique. Michel Eyquem, seigneur de *Montaigne* (1533-1592), magistrat, écrivain, moraliste, est connu par ses *Essais*. Iñigo López de *Loyola* (en français Ignace de Loyola 1491-1556), fondateur de la Compagnie de Jésus, est moins connu pour ses *Exercices spirituels* (1548). Napoléon Bonaparte empereur des Français sous le nom de *Napoléon I^{er}* (1769-1821) est surtout connu par ses campagnes militaires.

LÉON TROTSKY

Nietzsche ou Spinoza⁴. Pendant les dix années prochaines, grâce au travail d'éducation des crises, Marx sera l'un des auteurs les plus lus aux Etats-Unis⁵. S'il est bien fait, un tel condensé peut devenir un livre avec 100 000 lecteurs. Mais il doit être lisible et, je le répète, je ne puis imaginer la possibilité d'exposer le matérialisme dialectique, le matérialisme historique, la théorie économique et les stratégies révolutionnaires *dans les termes même de Marx* en 108 pages et de les résumer en 20 pages. Il me semble que l'éditeur pourrait consacrer deux volumes à Marx. Le premier volume pourrait être consacré à la conception philosophique générale, historique et révolutionnaire de Marx avec seulement une brève référence à son œuvre la plus importante, *Le Capital*. Le premier volume serait plus lisible que le second et se vendrait comme de la crème glacée.

En tout cas le paiement proposé me semble tout à fait insuffisant, compte tenu des grandes difficultés de ce travail en lui-même et des perspectives du livre. Les 500 dollars ne suffisent même pas en tant qu'avance et les droits doivent reposer sur un pourcentage permanent.

4. Incontestablement Trotsky place Nietzsche et Spinoza au-dessus de Montaigne et Loyola. Il avait lu et appréciait le philosophe allemand Friedrich Nietzsche (1844-1900) et citait volontiers le philosophe hollandais d'origine juive portugaise Baruch Spinoza (1632-1677).

5. Ce pronostic-là — le fait est assez rare pour être signalé — sera infirmé.

[PRÉCISIONS]¹

(13 février 1938)

Cher Ami,

1. La dénonciation de J. Duclos² est absolument fondée. Le fait que Doriot l'avait dénoncé³ est bien naturel ; il ne s'agit pas de Doriot fasciste, mais de l'ancien membre du B.P. du P.C. Se laisser paralyser par des considérations pareilles est absurde. Le fait que J. Duclos n'a pas eu la majorité lors de l'élection à la vice-présidence de la Chambre⁴ s'explique sûrement au moins en partie par le télégramme de T[rotsky] au chef du gouvernement⁵.

2. Quant aux attentats de l'Etoile⁶, nous n'avons jamais dit que c'était le fait des stalinistes. Mais quand les stalinistes ont commencé à attribuer ces actes aux trotskystes, nous avons dit qu'il est possible que les stalinistes y soient pour quelque chose,

1. Lettre à L. Sedov (10767) en français, jamais parvenue à son destinataire et retournée à l'expéditeur : c'est donc l'original, non sa copie, qui se trouve dans les papiers d'exil et qui est reproduit ici avec la permission de la Houghton Library. Lev L. Sedov (1906-1938), fils aîné de Trotsky et Sedova, avait partagé l'exil de son père. Il vivait alors à Paris.

2. Jacques Duclos (1896-1975), ancien ouvrier pâtissier, était membre du bureau politique du P.C. depuis 1926. Trotsky affirmait qu'il était agent du G.P.U. et son représentant dans la direction du parti français, ce qu'il avait eu évidemment le moyen de savoir du temps où il était un des principaux dirigeants de l'U.R.S.S. Mais son fils, Léon Sedov, lui avait reproché cette dénonciation.

3. L'un des arguments de Léon Sedov pour reprocher à son père le télégramme dans lequel il demandait que Duclos, en tant qu'agent du G.P.U. soit interrogé par la police à propos du vol de ses archives, avait été de souligner que le néo-fasciste Jacques Doriot (1898-1945), ancien dirigeant du P.C. devenu le chef du P.P.F. avait également affirmé l'appartenance de Duclos au G.P.U.

4. Duclos avait perdu nombre de voix sur l'élection précédente au début de 1938.

5. Cf. *Œuvres*, 15, p. 319.

6. Voir *Œuvres*, 15, pp. 57 et 82. Là aussi Sedov, qui savait maintenant, comme tout le monde, que ces attentats de novembre 1937 contre les locaux du patronat étaient l'œuvre des « cagoullards » d'extrême-droite, reprochait à son père d'avoir dit qu'ils étaient le fait du G.P.U. Trotsky rectifie.

LÉON TROTSKY

c'est-à-dire qu'ils aient agi par l'intermédiaire de terroristes de droite en s'assurant la possibilité de créer un complot judiciaire contre nous. Cet avertissement était absolument nécessaire⁷. C'est de cette manière qu'ont agi, par exemple, les amis américains dans le cas Robinson⁸.

3. Ce que vous m'écrivez maintenant sur Paul⁹ diffère beaucoup de vos premières impressions et renforce plutôt nos suspicions. Du point de vue politique comme du point de vue du salut personnel, il devrait agir comme son collègue. La défense de se servir de ses informations signifie qu'il continue la politique qu'il avait à la veille de l'affaire I[gnace] R[eiss]¹⁰. On peut même supposer des pourparlers entre lui et l'autre partie où il pose des conditions pour son silence. Dans ce cas-ci, je ne vois pas la moindre possibilité que S[edov] l'accepte, même pour des conversations.

7. Cette hypothèse n'est d'ailleurs pas totalement infirmée aujourd'hui : aucune explication sérieuse n'a été fournie par exemple des raisons pour lesquelles les Cagoulards ont assassiné l'économiste Navachine, dont le G.P.U., en revanche, avait bien des raisons de se débarrasser en fonction du procès de Piatakov, à qui il était lié.

8. Trotsky fait ici allusion à la déclaration de Cannon du 17 décembre 1937 (cf. *Cahiers Léon Trotsky* n° 3, pp. 180-182) à un moment où l'on venait d'annoncer en U.R.S.S. la disparition des « Robinson » et où commencèrent à circuler à New York des rumeurs sur le fait qu'ils étaient des espions « trotskystes », alors que l'homme était du G.P.U.

9. Ce nom de code dissimule Krivitsky avec qui Sedov avait eu plusieurs entretiens.

10. Trotsky pensait que Krivitsky avait eu au moment du meurtre de Reiss une attitude ambiguë, prévenant certes la victime, mais anonymement, et cherchant à ne pas rompre avec son employeur.

[UNE TENTATIVE SIGNIFICATIVE]¹

(15 février 1938)

Cher Ami,

Par mon avocat français Gérard Rosenthal², qui est aussi l'avocat de M^{me} Reiss, j'ai eu la possibilité de voir une partie des documents : nous sommes en possession de très précieuses informations concernant la préparation d'un attentat terroriste par le G.P.U. ici au Mexique.

La première mesure pratique a déjà été prise. Un homme est venu à notre maison avec de gros paquets, déclarant qu'il était envoyé par le général Múgica³, ministre des communications, et que ces paquets contenaient de l'engrais pour le jardin de Diego Rivera. C'était pendant notre absence. Les paquets ont été refusés. L'homme a promis de revenir le lendemain avec des attestations du général Múgica. Tout de suite après son départ, nous avons été informés de l'incident et nous avons téléphoné au général Múgica — qui nous a dit n'avoir envoyé personne.

Cet événement est si significatif que nous avons pris d'exceptionnelles mesures de prudence. J'ai même quitté la

1. Lettre à J. P. Cannon (7522), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Gérard Rosenthal (né en 1903) était un vétéran de l'Opposition de gauche et un dirigeant du P.O.I. Il communiquait à Trotsky les photos des pièces essentielles du dossier et c'est ainsi que Trotsky savait que les assassins de Reiss avaient circulé au Mexique au début de 1937.

3. Francisco J. Múgica (1884-1954), métis, fils d'instituteur, engagé dans l'action révolutionnaire très jeune, général en 1914, avait montré sa sympathie pour les revendications paysannes ; il se révéla bon orateur à la convention d'Aguascalientes où il présida la commission de la Constitution. Il avait été un des fondateurs du P.C. Le général Cárdenas en fit en 1934 un intendant de l'armée et en 1935 son secrétaire d'Etat (ministre) aux communications. Membre du P.C.M. à ses débuts, il avait toujours eu de l'admiration pour Trotsky et versé en 1935 une contribution pour la revue *Octubre*. Il avait eu partie liée avec Rivera pour l'accueil de Trotsky qu'il était allé accueillir à son débarquement à Tampico.

LÉON TROTSKY

maison pour une durée indéfinie, désorganisant mon travail⁴. Il faut dire que les autorités mexicaines non seulement sont loyales, mais extrêmement obligeantes et qu'elles ont fait absolument tout ce qui était en leur pouvoir. Mais, d'un autre côté, les ressources de l'ennemi sont trop puissantes pour qu'on ne prenne pas les mesures exceptionnelles indiquées ci-dessus. En dépit de mon déplacement involontaire, j'espère pouvoir dans 8 ou 10 jours vous envoyer un gros article sur « Leur Morale »⁵, où je règle le compte de *The Nation*, *The New Republic*, *Common Sense*⁶ et semblables éléments en Europe, concernant notre « amoralisme ». Je pense que vous pouvez publier cet article en brochure et qu'il ne restera pas sans effet. Dans le pire des cas, vous pouvez le publier dans *The New Internationalist*, bien qu'il soit trop gros pour la revue (au moins 30 pages dactylographiées).

4. Soigneusement dissimulé, Trotsky avait quitté sa maison — la « maison bleue » — pour aller habiter en secret chez un haut fonctionnaire mexicain, collaborateur de Múgica, Antonio Hidalgo.

5. L'article s'appellera « Leur Morale et la Nôtre ».

6. Il s'agit des journaux libéraux de New York « de gauche » dont la position sur les procès était ambiguë.

COURAGE¹
(18 février 1938)

COURAGE PETITE JEANNE MEMOIRE LIOVIK
APPARTIENT AVENIR FAUT VIVRE ET TRAVAILLER
ESPERONS NOUS REVOIR EMBRASSONS TOI ET SIEVA
LETTRE SUIT

NATALIA LEON

1. Télégramme à Jeanne Martin (9019) en français, avec la permission de la Houghton Library.

AU SUJET DE LA MORT DE LÉON SEDOV¹ (18 février 1938)

La blessure est encore trop fraîche pour que je puisse parler de Léon Sedov comme d'un mort². Il n'était pas seulement mon fils, mais mon meilleur ami. Cependant il y a une question sur laquelle j'ai le devoir de me faire entendre immédiatement : celle des causes de sa mort. Je dois dire, dès le début, que je ne dispose d'aucun élément direct me permettant d'affirmer que la mort de Léon Sedov est l'œuvre du G.P.U.

Dans les télégrammes que ma femme et moi avons reçu des amis de Paris, il n'y a pas plus d'informations que dans les dépêches de presse. Mais j'aimerais donner quelques informations indirectes qui peuvent avoir cependant une grande signification pour l'enquête judiciaire qui se mène à Paris.

1. Il n'est pas vrai que mon fils ait souffert d'une maladie intestinale chronique. L'annonce de cette maladie a été pour sa mère et pour moi une surprise totale.

2. Il n'est pas vrai qu'il ait beaucoup souffert au cours des dernières semaines. J'ai en mains la dernière lettre que j'ai reçue de lui, datée du 4 février. Il n'y a pas dans cette lettre, très optimiste de ton, un mot sur une quelconque maladie. Elle révèle

1. Déclaration (4279), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Léon Sedov était mort. Souffrant de violentes douleurs abdominales, il avait été hospitalisé le 9 février dans la clinique Mirabeau, tenue par des Russes Blancs, sur les conseils d'une jeune femme médecin, belle-sœur de sa collaboratrice Lola Estrine. L'opération avait eu lieu dans la soirée. Après un rétablissement qui semblait indiquer un bon déroulement des suites de l'opération, son état connut une brusque aggravation dans la nuit du 13 au 14. Il fut à nouveau opéré le 15 et mourut à 11 heures. Prévenu à la maison de Coyoacán, le 16, par un journaliste, van Heijenoort alla chercher Diego Rivera ; ensemble, ils appelèrent Paris, puis informèrent Trotsky qui était caché chez Hidalgo à Chapultepec. Trotsky rentra chez lui pour informer sa femme et ils restèrent tous deux enfermés jusqu'au 18 où Trotsky remit cet article à Van.

ŒUVRES, JANVIER-MARS 1938

au contraire l'intense activité qu'il a déployée au cours de ces journées, particulièrement en ce qui concerne le procès imminent des meurtriers de Reiss en Suisse, et qu'il avait l'intention de la continuer.

3. La mort de L. Sedov s'est, de toute évidence, produite au cours de la nuit du 15 au 16 février. Il ne s'est donc écoulé que onze jours entre la rédaction de cette lettre et la mort. En d'autres termes, la maladie a eu, sans conteste, un caractère fulgurant.

4. Il n'y a bien entendu aucune base pour douter de l'impartialité de l'autopsie, quelles qu'aient été ses conclusions. N'étant pas spécialiste, je me permets néanmoins de souligner une conséquence importante. Si l'on devait admettre la possibilité d'un empoisonnement, il ne faudrait pas oublier alors qu'il ne saurait s'agir d'un empoisonnement ordinaire. Le G.P.U. dispose de moyens scientifiques et techniques si exceptionnels que la tâche des médecins légistes peut s'avérer plus que difficile.

5. Comment le G.P.U. a-t-il pu atteindre mon fils ? Là aussi, je ne puis répondre que par des hypothèses. Au cours de la dernière période, il y a eu plusieurs cas d'agents du G.P.U. rompant avec Moscou. Naturellement, tous ceux qui ont rompu ont cherché à entrer en relations avec mon fils et lui, avec le courage qui le caractérisait dans toutes ses actions, a toujours été au-devant de tels rendez-vous. N'y avait-il pas quelque piège lié à ces ruptures ? Je ne peux qu'émettre ce postulat. C'est à d'autres de vérifier.

6. La presse communiste française accordait une attention particulière, évidemment hostile, à Léon Sedov. Cependant aucun des journaux communistes n'a imprimé une seule ligne sur sa mort (cf. les dépêches de Paris). Il en fut exactement ainsi au lendemain de l'assassinat d'Ignace Reiss à Lausanne. Une telle « prudence » revêt une grande signification si l'on considère que, dans les questions délicates pour Moscou, la presse française de l'I.C. reçoit ses instructions directement du G.P.U. par l'intermédiaire de son vieil agent, Jacques Duclos³ et d'autres.

Je n'affirme rien. J'énonce simplement des faits et je pose des questions.

3. L'insistance de Trotsky semble indiquer qu'il avait sur ce point des connaissances directes.

LÉON SEDOV
LE FILS. L'AMI.
LE MILITANT¹
(20 février 1938)

A l'instant où j'écris ces lignes, auprès de la mère de Léon Sedov, des télégrammes de condoléances me parviennent de divers pays. Et chacun de ces télégrammes suscite la même et insupportable question : « Se peut-il réellement que tous nos amis, de France, de Hollande, d'Angleterre, des Etats-Unis, du Canada, d'Afrique du Sud et d'ici, du Mexique, admettent définitivement la mort de Sedov ? » Chaque télégramme est une preuve nouvelle de sa mort. Et pourtant, nous ne pouvons encore y croire. Et non pas seulement parce qu'il était notre fils, fidèle, dévoué, aimant. Mais avant tout, parce que, plus que quiconque au monde, il faisait partie de notre vie, y avait plongé ses racines, notre camarade d'idées, notre collaborateur, notre garde, notre conseiller, notre ami.

De cette ancienne génération, dont nous étions sortis, à la fin du siècle dernier, pour prendre le chemin de la révolution, tous, sans exception, ont été balayés de la scène. Ce que n'avaient pu faire les bagnes du tsar, la déportation rigoureuse, les souffrances des années d'émigration, la guerre civile et les maladies, a été accompli au cours des dernières années par Staline, le pire fléau de la révolution.

Après l'ancienne génération, la meilleure partie de la suivante, c'est-à-dire celle que 1917 avait engendrée et qui s'était formée dans les vingt-quatre armées du front révolutionnaire, a été elle aussi anéantie, puis la meilleure partie de la jeunesse, la génération de Léon, a été piétinée sans qu'il en reste de trace².

1. Article (T 4281), dans une traduction nouvelle du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. En dehors de la vieille garde, l'Opposition de gauche comptait toute une série de dirigeants de la « génération de 1917 », anciens combattants très jeunes qui commencèrent ou reprirent des études après la guerre civile, notamment à

Lui-même n'y avait échappé que par miracle, du fait qu'il m'avait accompagné en déportation et ensuite en Turquie. Au cours des années de notre dernière émigration, nous nous sommes faits de nombreux amis, dont quelques-uns sont entrés dans l'intimité de notre vie, devenant en quelque sorte membres de notre famille. Mais nous les avons tous rencontrés pour la première fois seulement au cours de ces quelques dernières années, quand nous approchions déjà de la vieillesse. Léon était le seul qui nous avait connus jeunes ; il faisait partie de nos vies depuis le moment où il a pris conscience de lui-même. Bien que jeune par l'âge, il nous apparaissait comme notre contemporain.

Il avait traversé avec nous notre deuxième émigration : Vienne, Zurich, Paris, Barcelone, New York, Amherst (le camp de concentration canadien) et finalement Pétrograd.

Encore tout enfant — à peine douze ans — il avait à sa manière assimilé consciemment le passage de la révolution de février à celle d'octobre. Son adolescence s'est passée dans une grande tension. Il s'était vieilli d'un an pour pouvoir entrer plus vite aux jeunesses communistes, où bouillonnaient alors toutes les ardeurs de la jeunesse qui s'éveillait. Les jeunes boulangers, au milieu desquels il menait sa propagande, le gratifiaient d'un petit pain frais, et il le rapportait joyeusement sous sa veste aux manches trouées. Ce furent des années brûlantes et froides, grandioses et affamées. De sa propre volonté, Léon quitta le Kremlin pour vivre au foyer des étudiants prolétariens, afin de ne pas se distinguer des autres. Il refusait de monter avec nous en auto, afin de ne pas user de ce privilège des bureaucrates. En revanche, il prenait jalousement part à tous les « samedis communistes » et autres « mobilisations de travail », déblayait la neige dans les rues de Moscou, « liquidait » l'analphabétisme, déchargeait le pui et le bois des wagons, puis, en qualité d'étudiant polytechnicien, réparait les locomotives. S'il n'est pas allé combattre sur le front, c'est seulement parce que se vieillir de deux ou même de trois années n'aurait pu l'y aider : il n'avait pas

l'Institut des professeurs rouges. Au moment où Trotsky écrivait ces lignes, ces hommes qui étaient de la génération de Sedov étaient en train de disparaître : Solntsev était mort d'une grève de la faim, Grigori Stopalov et Viktor Eltsine avaient disparu dans le cours de la préparation des procès. G. Ia. Iakovine, Sokrat Guévorkian, Igor Poznansky, Karl Melnais étaient en train de vivre leurs dernières semaines au camp de Vorkouta, dans le bâtiment de la briquetterie (Cf. M. B. « Trotskysti na Vorkuté », *Sotsialisticheskii Vestnik*, n° 10/11, traduction française dans *Quatrième Internationale*, n° 17, 1962 ; Maria M. Joffé, *One Long Night* (Londres 1978) ; Grigoriy Kostiouk, *Okaianni Roki* (Toronto, 1978) ; P. Broué, « Les Trotskystes en U.R.S.S. », *Cahiers Léon Trotsky* n° 6, 1982).

LÉON TROTSKY

encore quinze ans quand la guerre civile s'est terminée. Mais, plus d'une fois, il m'avait accompagné au front, s'imprégnant d'impressions fortes, et comprenait fermement le pourquoi de cette lutte sanglante.

Les dernières dépêches d'agence indiquent que Léon Sedov vivait à Paris, « dans les conditions les plus modestes ». Ajoutons : beaucoup plus modestes que celles d'un ouvrier qualifié. Mais même à Moscou, dans ces années où son père et sa mère occupaient de hautes fonctions, il ne vivait guère mieux et plutôt plus mal que les derniers temps à Paris. C'était peut-être la règle dans la jeunesse de la bureaucratie ? Nullement. Même alors, c'était une exception. Chez ce garçon et plus tard chez l'adolescent et chez le jeune homme, le sentiment du devoir et des grandes actions s'est éveillé de bonne heure.

En 1923, Léon s'est immédiatement et entièrement plongé dans le travail de l'Opposition. Il serait injuste de ne voir là rien de plus que l'influence de ses parents. Après tout, quand il avait quitté un confortable appartement au Kremlin pour ce foyer affamé, froid et sale, il l'avait fait contre notre volonté, même si nous ne l'en avions pas empêché.

Son orientation politique a été déterminée par ce même instinct qui l'incitait à préférer les tramways bondés aux limousines du Kremlin. La plate-forme de l'Opposition a seulement donné une expression politique aux traits organiques de sa nature. Léon rompit sans concessions avec ses amis étudiants que leurs bureaucrates de pères arrachaient avec leurs griffes au « trotskysme », et retrouva le chemin de ses amis boulangers. Ainsi, à dix-sept ans, a commencé sa vie pleinement consciente de révolutionnaire. Il a vite assimilé l'art du travail conspiratif, des réunions clandestines, de la publication et de la diffusion en secret des documents de l'Opposition. Le Komsomol a rapidement développé ses propres cadres de dirigeants de l'Opposition³.

3. En 1923, la majorité des membres du C. C. des J. C. (Komsomol) s'étaient prononcés pour l'Opposition de gauche. Le secrétariat du parti avait relevé de leurs fonctions une quinzaine d'entre eux, les mutant en Sibérie ou en Asie centrale. Six d'entre eux avaient cependant maintenu leurs positions et dénoncé une manipulation d'appareil : parmi eux, le spécialiste de pédagogie Andréi P. *Chokhine* (1901-1941) et le poète Aleksandr *Bezymensky* (1898-1973) qui allaient pourtant capituler. L'opposition unifiée avait été représentée surtout par des zinovévistes : Sergéi P. Razumov dit Oskar *Tarkhanov* (1904-1938), Ivan I. *Tarassov* (1901-193 ?) et Ivan I. *Kotolynov* (1905-1934). Le dirigeant « trotskyste » était un « vétéran » du P.C. letton, étudiant à Moscou, Karl *Melnais* — qui fut la cible du recteur Vychinsky...

Léon avait des capacités exceptionnelles pour les mathématiques. Il était infatigable pour aider les étudiants ouvriers qui n'avaient pas fait d'études secondaires. Il s'engageait dans ce travail de toute son ardeur, corrigeait, dirigeait, secouait les paresseux. Ce jeune enseignant voyait dans ce travail comme un service rendu à sa classe. Ses propres études à l'Institut technique supérieur se poursuivaient avec succès. Mais elles ne lui prenaient qu'une partie de sa journée de travail. Le plus gros de son temps, de ses forces, de son cœur, il les consacrait à la cause de la révolution.

A l'hiver de 1927, quand commença la destruction policière de l'Opposition, Léon avait dépassé sa vingt-deuxième année. Il avait déjà un enfant, et il apportait fièrement son garçon au Kremlin pour nous le montrer. Sans une minute d'hésitation, pourtant, il s'est arraché à sa jeune famille et à son école, pour partager notre sort en Asie centrale. Ce faisant, il agissait non seulement en tant que fils, mais surtout en tant que camarade d'idées. Il était essentiel, à tout prix, d'assurer notre liaison avec Moscou.

Son travail à Alma-Ata, pendant cette année, fut réellement inestimable. Nous l'appelions notre ministre des affaires étrangères, ministre de la police, ministre des communications. Et dans toutes ces fonctions, il eut à s'appuyer sur un appareil illégal. Sur les instructions du Centre de l'Opposition de Moscou, le camarade Bodrov⁴, un homme très dévoué et très sûr, s'était procuré une voiture et trois chevaux et travaillait en qualité de cocher indépendant, entre Alma-Ata et la ville de Frounzé (Pichpek), alors terminus de la voie ferrée. Sa tâche était de nous apporter, toutes les deux semaines, le courrier secret de Moscou et de rapporter nos lettres et manuscrits à Frounzé, où l'attendait un messager de Moscou. Parfois, des courriers spéciaux arrivaient de Moscou. Les rencontrer n'était pas chose facile. Nous étions logés dans une maison entourée de tous côtés d'institutions du G.P.U. et d'appartements de ses agents. Les liaisons extérieures reposaient entièrement sur Léon. Il quittait la maison tard par une nuit de pluie ou de neige, ou bien, trompant la vigilance des espions, il s'échappait dans la journée, de la bibliothèque, pour rencontrer les agents de liaison à l'établissement de bains publics, ou dans des fourrés profonds, aux environs de la ville, ou encore

4. Le manuscrit de Harvard ne porte pas ici de nom propre, mais recoupements et informations ultérieurement réunies nous ont permis de le retrouver : il s'agissait d'un métallo de Moscou, un vieux-bolchevik.

LÉON TROTSKY

au marché oriental, où se pressait une foule de Kirghizes, avec leurs chevaux, leurs ânes, et leurs marchandises.

Chaque fois, il revenait frémissant et heureux, avec une flamme guerrière dans les yeux et avec son précieux butin caché sous ses vêtements. Ainsi, pendant une année, il échappa à tous les ennemis. Mieux encore, il entretenait avec ces ennemis, nos « camarades » d'hier, les rapports les plus « corrects », presque « amicaux », montrant un self-contrôle et un tact constants et nous protégeant soigneusement de tout conflit extérieur.

La vie idéologique de l'Opposition bouillonnait alors comme un chaudron. C'était l'année du 6^e congrès de l'Internationale Communiste. Dans les colis de Moscou arrivaient des dizaines de lettres, articles, thèses, de camarades, connus ou inconnus. Dans les premiers mois, jusqu'au changement brutal de la politique du G.P.U., de nombreuses lettres arrivaient aussi, par la poste officielle, des différents lieux de déportation. Dans ce matériel brut, il fallait opérer une soigneuse discrimination. C'est dans ce travail que j'eus l'occasion de réaliser, non sans surprise, combien ce petit garçon avait grandi sans que je m'en aperçoive, comme il savait bien juger les hommes — il connaissait beaucoup plus d'oppositionnels que moi —, combien sûr était son instinct révolutionnaire, lui permettant de distinguer sans hésitation le vrai du faux, le fondamental du superficiel. Les yeux de sa mère, qui connaissait mieux son fils, brillaient de fierté pendant nos entretiens.

Entre avril et octobre, il nous est arrivé près de mille lettres et documents politiques, et près de sept cents télégrammes ; nous avons expédié pendant la même période, cinq cents télégrammes et pas moins de huit cents lettres politiques, y compris une série de travaux importants comme *La Critique du programme de l'I.C.*, etc. Sans mon fils, je n'aurais pu accomplir même la moitié de ce travail.

Une aussi étroite collaboration ne signifiait pas, toutefois, que des discussions et parfois des conflits aigus ne s'élevaient pas entre nous. Ni à cette époque ni plus tard, dans l'émigration, — il faut bien le dire franchement — mes rapports avec Léon n'étaient d'un caractère égal et placide.

Non seulement j'opposais à ses appréciations catégoriques, souvent irrespectueuses, de certains « vieux » de l'opposition, des corrections aussi catégoriques et des réserves, mais encore je manifestais à son égard l'attitude exigeante et formaliste qui me sont propres dans les questions pratiques.

A cause de ces traits, peut-être utiles et même indispensa-

bles pour un travail sur une grande échelle, mais tout à fait insupportables dans les relations privées, mes proches ont souvent connu des moments difficiles. Et comme le plus proche de tous les jeunes était mon fils, il a eu ordinairement plus à supporter que tous les autres. A un œil superficiel, il pourrait même sembler que nos rapports étaient empreints de sévérité ou de distance. Mais sous cette apparence vivait et brûlait la flamme d'un profond attachement mutuel, fondé sur quelque chose d'incomparablement plus grand que les liens du sang : la solidarité des idées et des jugements, des sympathies et des antipathies, des joies et des souffrances vécues ensemble, et des grandes espérances qui nous étaient communes. Et cet attachement mutuel flamba parfois si chaleureusement que cela récompensait nos trois destins de la petite usure du travail quotidien.

Ainsi nous vécûmes, à 4 000 km de Moscou, à 250 km de la voie ferrée la plus proche, une année difficile et inoubliable, qui reste dans notre souvenir marquée par Léon, ou plus exactement « Levik » ou « Levoussiataka », comme nous l'appelions.

En janvier 1929, le bureau politique décida de me déporter « au-delà des frontières de l'U.R.S.S. » et ce fut en Turquie. On laissait aux membres de ma famille le droit de m'accompagner. Une fois de plus sans hésitation, Léon décida de nous suivre en exil, s'arrachant à jamais à sa femme et à son fils qu'il chérissait.

Un nouveau chapitre s'ouvrait dans notre vie sur une page presque blanche : relations, connaissances, amitiés, il fallait reconstruire tout, de nouveau. Et, de nouveau, notre fils devint tout pour nous : notre intermédiaire dans les rapports avec le monde extérieur, notre garde, notre collaborateur, notre secrétaire, comme à Alma-Ata, mais à une échelle beaucoup plus grande. Dans la fièvre des années révolutionnaires, il avait presque oublié les langues étrangères qu'il possédait, enfant, mieux que le russe. Il fallut les apprendre à nouveau. Notre travail littéraire en commun commença. Mes archives et ma bibliothèque étaient entièrement dans les mains de Léon. Il connaissait bien les œuvres de Marx, d'Engels et de Lénine, connaissait à merveille mes livres et manuscrits, l'histoire du parti et de la révolution, l'histoire des falsifications thermidoriennes. Dans le chaos même de la bibliothèque publique d'Alma-Ata, il avait déjà étudié les collections de la *Pravda* des années soviétiques, et en avait tiré les citations et les extraits indispensables. Sans cette documentation précieuse et sans les recherches qu'il fit, plus tard, dans les archives et les bibliothèques, d'abord en Turquie, ensuite à Berlin, et finalement à Paris, aucun des

LÉON TROTSKY

ouvrages que j'ai écrits au cours de ces dix dernières années n'eût été possible. Et c'est vrai en particulier de *L'Histoire de la Révolution Russe*. Sa collaboration, incalculable quantitativement, n'était pourtant nullement de caractère « technique ». Le choix, qu'il opérait indépendamment, des faits, des citations, des caractérisations, déterminait souvent la méthode de mon développement, ainsi que mes conclusions. *La Révolution trahie* compte pas mal de pages que j'ai écrites sur la base de quelques lignes des lettres de mon fils et des citations qu'il m'envoyait de journaux soviétiques qui m'étaient inaccessibles. Il m'a fourni plus de matériaux encore pour la biographie de Lénine. Une telle collaboration n'était possible que parce que notre solidarité idéologique était entrée dans notre chair et notre sang. Le nom de mon fils devrait en toute justice figurer à côté du mien dans presque tous les livres que j'ai écrits depuis 1928.

A Moscou, il avait manqué à Léon un an et demi pour terminer sa formation d'ingénieur. Sa mère et moi insistions pour qu'il revint, à l'étranger, à la science abandonnée. Pendant ce temps, une nouvelle équipe de jeunes collaborateurs de divers pays avait été formée à Prinkipo, en étroite collaboration avec mon fils. Léon ne consentit à partir que devant l'argument de poids qu'en Allemagne, il pourrait rendre d'inappréciables services à l'Opposition de gauche internationale. Ayant repris à Berlin ses études scientifiques (il lui fallut repartir à zéro), Léon, en même temps, s'était lancé tête première dans l'activité révolutionnaire. Il entra bientôt au secrétariat international en qualité de représentant de la section russe. Ses lettres d'alors à sa mère démontrent avec quelle rapidité il s'était acclimaté à l'atmosphère politique de l'Allemagne et de l'Europe Occidentale, comme il savait bien juger les hommes et apprécier leurs divergences et innombrables conflits à cette période initiale de notre mouvement. Son instinct révolutionnaire, enrichi déjà d'une sérieuse expérience, lui permettait, dans presque tous les cas, de trouver la voie juste de façon indépendante. Combien de fois nous nous sommes réjouis de trouver, dans ses lettres fraîchement décachetées, les idées et les conclusions même sur lesquelles je venais juste d'attirer son attention. Et combien se réjouissait-il — passionnément et sobrement — de telles correspondances de nos idées. La collection des lettres de Léon constituera indubitablement une des sources les plus précieuses pour l'étude de la préhistoire interne de la IV^e Internationale.

Mais les affaires russes demeuraient au centre de ses préoccupations. Encore à Prinkipo il devint le véritable éditeur

du *Biulleten Oppositsii* russe dès son apparition (mi-1929) et il prit complètement la charge de ce travail à partir de son arrivée à Berlin (début 1931), où le *Biulleten* fut immédiatement transféré de Paris. La dernière lettre de Léon que nous ayons reçue, écrite le 4 février 1938, douze jours avant sa mort, commence par ces mots : « Je vous envoie des épreuves du *Biulleten*, car le prochain bateau ne partira pas de sitôt, et le *Biulleten* ne sera prêt que demain matin ». La sortie de chaque numéro était un petit événement dans sa vie — petit événement qui exigeait de grands efforts. La composition du numéro, la finition des matériaux bruts, la rédaction des articles, une correction minutieuse des épreuves, l'expédition, la correspondance rapide avec les amis et les collaborateurs et — ce n'était pas le moins important — la collecte des moyens financiers. En revanche, comme il était fier de chaque numéro « réussi » !

Pendant les premières années de l'émigration, il entretenait une correspondance considérable avec les oppositionnels en U.R.S.S. Mais en 1932, le G.P.U. détruisit pratiquement toutes nos liaisons. Il fallut chercher des informations fraîches par des voies détournées. Léon était sur le « qui-vive », cherchant avidement des fils pour communiquer avec la Russie, faisant la chasse aux touristes de retour d'U.R.S.S., aux étudiants soviétiques envoyés à l'étranger et aux fonctionnaires sympathisants des représentations à l'étranger. Il sillonnait Berlin pendant des heures, et ensuite Paris, pour semer les agents du G.P.U. à sa poursuite et ne pas compromettre ses informateurs. Pendant toutes ces années, il n'y eut pas un seul cas où quelqu'un eût à souffrir de son manque de vigilance, de son inattention ou d'une imprudence de sa part.

Dans les rapports du G.P.U., il figurait sous le sobriquet de « Fiston ». Comme nous l'a appris le défunt Ignace Reiss, on a dit plus d'une fois à la Lioubianka : « Le Fiston travaille bien, le " vieux " l'aurait dure sans lui. » C'était la vérité. La tâche n'eût pas été facile sans lui. Sans lui elle sera difficile ! C'est justement pour cette raison que les agents du G.P.U., s'infiltrant même dans les organisations de l'opposition, entouraient Léon d'un réseau serré de surveillance, d'intrigues et de complots. Dans les procès de Moscou, son nom a figuré invariablement aux côtés du mien. Moscou cherchait une occasion d'en finir avec lui à tout prix.

Après l'arrivée d'Hitler au pouvoir, le *Biulleten Oppositsii* fut immédiatement interdit. Léon resta en Allemagne encore quelques semaines, menant un travail illégal, se cachant de la

LÉON TROTSKY

Gestapo dans divers appartements. Sa mère et moi sonnâmes l'alarme, insistant pour son départ immédiat d'Allemagne. Au printemps 1933, Léon se décida enfin à abandonner ce pays qu'il avait appris à connaître et à aimer et alla à Paris, où le *Biulleten* le suivit. Là, Léon recommença de nouveau ses études : il fallut passer un examen d'école française d'enseignement secondaire, et ensuite, pour la troisième fois, recommencer en Sorbonne, depuis le début, ses études de Physique et de Mathématiques à la Faculté des Sciences. Il vivait à Paris dans des conditions très difficiles, dans le besoin, s'occupant par à-coups de ses études universitaires, mais, grâce à des dispositions remarquables, il put mener ses études à leur terme, c'est-à-dire jusqu'au diplôme.

Le gros de ses efforts, à Paris, encore plus qu'à Berlin, était consacré à la révolution et à la collaboration littéraire avec moi. Dans les dernières années, Léon commença à écrire lui-même plus systématiquement pour la presse de la IV^e Internationale. A des signes divers, notamment à la rédaction de ses notes pour mon autobiographie, j'ai commencé à soupçonner en lui, quand nous étions encore à Prinkipo, des dispositions littéraires. Mais il était surchargé par toutes sortes d'autres travaux, et comme les idées et les thèmes nous étaient communs, il me laissait à moi le travail d'écrire.

En Turquie, il écrivit, autant que je me souviens, seulement un article de dimensions plus importantes : « Staline et l'Armée rouge, ou comment on écrit l'histoire » sous la signature de Markine⁵, matelot révolutionnaire auquel l'avait lié, dans ses années d'enfance, une amitié doublée d'une profonde admiration. Cet article fut reproduit dans mon livre *Stalin School of Falsification*. Par la suite, des articles de lui parurent de plus en plus fréquemment, dans les pages du *Biulleten* et autres publications de la IV^e Internationale, rédigés chaque fois sous la pression de la nécessité. Léon n'écrivait que quand il avait quelque chose à dire et qu'il savait que personne ne pourrait le dire mieux. Dans la période norvégienne de notre vie, je reçus de divers côtés des lettres me demandant d'analyser le mouvement stakhanoviste, qui avait, dans une certaine mesure, pris notre

5. Nous avons publié une traduction française de cet article dans *Cahiers Léon Trotsky* n° 13. Nikolai G. Markine (1892-1918) était dans la marine de guerre depuis 1914 et fut en 1917 délégué des soviets de marins de la flotte de la Baltique à l'exécutif des soviets. Collaborateur de Trotsky au ministère des Affaires étrangères et ami de ses deux garçons, il reprit du service armé lors de l'insurrection de la Légion tchèque, organisa la flotille de la Volga et fut tué au combat.

mouvement au dépourvu. Quand il fut clair que la prolongation de ma maladie ne pourrait me permettre de faire face à cette tâche, Léon me fit parvenir un projet d'article sur le stakhanovisme avec une lettre d'accompagnement très modeste⁶. Le travail me parut excellent, tant par le sérieux et l'ampleur de son analyse, que par la concision et la clarté de sa présentation. Je me souviens combien Léon fut heureux de mes chaleureux compliments. Cet article fut publié en plusieurs langues et donna immédiatement un point de vue juste sur « le travail aux pièces socialiste » sous le fouet de la bureaucratie. Des dizaines d'articles ultérieurs n'ont rien ajouté d'essentiel à son analyse.

Le principal ouvrage littéraire de Léon fut toutefois son *Livre rouge sur le procès de Moscou*⁷ consacré au procès des seize (Zinoviev, Kamenev, et autres) et publié en français, russe et allemand. Nous nous trouvions alors, avec ma femme, en Norvège, pieds et poings liés, cibles de la plus monstrueuse des calomnies. Il existe certains degrés de paralysie où les êtres voient, entendent et comprennent tout, mais sont incapables de remuer un doigt pour écarter un danger mortel ; c'est à une semblable paralysie politique que le gouvernement « socialiste » norvégien nous contraignit. Dans ces conditions, le livre de Léon fut pour nous un présent inestimable, la première et cinglante réplique aux falsificateurs du Kremlin. Je me souviens que les premières pages m'en parurent plutôt ternes : c'est qu'elles répétaient une appréciation politique de l'ensemble de la situation en U.R.S.S. déjà faite précédemment. Mais à partir du moment où l'auteur a abordé son analyse personnelle du procès lui-même, je me suis senti saisi tout entier. Chaque nouveau chapitre me paraissait meilleur que le précédent. « Bravo Levoussiatka », disions-nous, ma femme et moi. « Nous avons un défenseur ! » Comme ses yeux devaient briller de joie en lisant nos louanges chaleureuses !

Plusieurs journaux, et en particulier l'organe central de la social-démocratie danoise, disaient avec assurance que, malgré les conditions rigoureuses de l'internement, j'avais apparemment trouvé le moyen de prendre part à ce travail qui paraissait sous le nom de Sedov. « On devine la plume de Trotsky »... Tout cela n'est qu'inventions. Dans ce livre, il n'y a pas une ligne de moi...

6. Voir également la traduction de cet article dans *Cahiers Léon Trotsky* n° 13.

7. Nous avons republié cette remarquable brochure dans *Cahiers Léon Trotsky* n° 14.

LÉON TROTSKY

Nombre de camarades qui avaient tendance à ne considérer Sedov que comme le fils de Trotsky — de même que Karl Liebknecht n'a été pendant longtemps considéré que comme le fils de Wilhelm Liebknecht⁸ — ont eut la possibilité de se convaincre, ne fût-ce que par ce petit livre, qu'il était non seulement une personnalité indépendante, mais une personnalité d'envergure.

Léon écrivait comme il faisait tout le reste, c'est-à-dire consciencieusement, en étudiant, en réfléchissant, en vérifiant. La vanité d'auteur lui était étrangère. Les déclamations de propagande ne le séduisaient guère. En même temps, chaque ligne écrite par lui brûle d'une flamme vivante, dont son tempérament de révolutionnaire authentique était à l'origine.



Les événements de sa vie privée et familiale, inséparables des grands faits politiques de notre époque, ont formé son caractère et l'ont trempé. En 1905, sa mère attendait sa naissance dans une prison de Saint-Pétersbourg. Le vent de libéralisme lui rendit la liberté en automne. L'enfant est venu au monde en février de l'année suivante. A ce moment-là, j'étais déjà en prison. Je ne pus voir mon fils pour la première fois que treize mois après, quand je m'évadai de Sibérie. Ses premières impressions furent imprégnées du souffle de la première révolution russe, dont la défaite nous chassa en Autriche. La conscience de ce garçon de huit ans fut marquée par la guerre qui nous jeta en Suisse. Mon expulsion de France fut la suivante de ses grandes leçons. Sur le paquebot, il tenait des conversations révolutionnaires par signes avec le chauffeur catalan. La révolution signifiait pour lui tous les bienfaits possibles et avant tout, le retour en Russie. Sur la route du retour d'Amérique, à Halifax, Levik, âgé de onze ans, frappa du poing un officier britannique. Il savait qui frapper : non les matelots qui m'emportaient du navire mais l'officier qui commandait. Au Canada, au moment de mon internement au camp de concentration, Léon apprit à dissimuler et à jeter furtivement à la boîte les lettres non contrôlées par la police. A Pétrograd, il fut brusquement plongé dans l'atmo-

8. Les adversaires de Karl *Liebknecht* (1871-1919) qui fut en 19 le fondateur du K.P.D., avaient longtemps cherché à le diminuer en disant qu'il ne devait son rôle qu'au prestige de son père, Wilhelm *Liebknecht* (1826-1900), un des fondateurs du parti.

sphère de chasse aux bolcheviks. A l'école bourgeoise où il fut d'abord inscrit, les fils des libéraux et des S.R. le frappaient parce qu'il était le fils de Trotsky. Il arriva un jour au syndicat des ouvriers du bois, où travaillait sa mère, avec la main ensanglantée : c'était le résultat d'une explication politique avec un fils de Kerensky. Il se joignait dans la rue à toutes les manifestations bolcheviques et se dissimulait, dans les portes cochères, aux yeux des forces armées du Front populaire de l'époque (coalition des cadets, des S.R. et des mencheviks). Après les journées de juillet, amaigri et pâle, il me rendit visite dans la prison de Kerensky et de Tseretelli⁹. Dans la famille d'un colonel ami, au cours d'un déjeuner, Léon et Serge se jetèrent, un couteau à la main, sur un officier qui avait déclaré que les bolcheviks étaient des agents du Kaiser. Ils répondirent d'une manière à peu près semblable à l'ingénieur Sérébrovsky¹⁰, actuellement membre du C.C. stalinien, qui essayait de les persuader que Lénine était un espion allemand. Levik apprit très jeune à grincer des dents à la lecture des calomnies des journaux. Il passa les journées d'octobre avec le marin Markine qui, quand il avait des moments de loisir, lui enseignait dans les caves l'art de tirer.

Ainsi s'est formé le futur militant. La révolution n'était pas pour lui une abstraction, non ! Elle pénétrait par les pores de sa peau. C'est pourquoi il était si sérieux dans ce devoir révolutionnaire, tant pour les « samedis rouges » que pour son aide aux étudiants retardataires. C'est pourquoi, plus tard, il se jeta avec tant d'ardeur dans la lutte contre la bureaucratie. En automne 1927, Léon fit un voyage « oppositionnel » dans l'Oural, en compagnie de Mratchkovsky et de Beloborodov¹¹. Au retour, tous deux parlaient avec un enthousiasme sincère de la conduite de Léon au cours de cette lutte vive et sans espoir, de ses

9. Au lendemain des « journées de juillet 17 », le gouvernement de coalition de Kerensky, où siégeait Tseretelli, avait poursuivi les bolcheviks. Lénine s'était caché en Finlande et Trotsky avait été arrêté. Iraklû G. Tseretelli (1882-1959) était un leader menchevique.

10. Aleksandr P. Sérébrovsky (1884-1937), ancien militant, avait abandonné toute activité politique en 1908 et achevé en émigration ses études d'ingénieur. Il devait revenir aux bolcheviks à la onzième heure et fut membre du C.C. au XIV^e congrès.

11. Aleksandr G. Beloborodov (1891-1938), ouvrier d'usine, bolchevik en 1907, président du soviet de l'Oural en 1917, avait assumé la responsabilité de l'exécution du tsar et de sa famille. Elu au C.C. en 1919, il avait été à partir de 1923 un des dirigeants de l'Opposition de gauche et commissaire à l'intérieur de la R.S.F.S.R. Il capitula en 1929, fut réintégré, mais ultérieurement exclu, puis exécuté sans jugement. Sur Mratchkovsky, cf. n. 4, p. 300.

LÉON TROTSKY

interventions sans compromis aux réunions de la jeunesse, de son courage physique face aux bandes de voyous de la bureaucratie, de son courage moral qui lui permettait d'essuyer la défaite en gardant sa jeune tête haute quand il revint de l'Oural, devenu homme en six semaines. J'étais déjà exclu du parti. Il fallait se préparer à l'exil.

Il n'y avait en lui aucun penchant à l'imprudence ni aucune forfanterie. Il était avisé, prudent et savait calculer. Mais il savait que le danger est un élément de la révolution comme de la guerre. Chaque fois qu'il le fallait, et il le fallait souvent, il savait aller au devant du danger. Sa vie en France, où le G.P.U. a des amis à tous les étages de l'édifice gouvernemental, était une chaîne presque ininterrompue de dangers. Des tueurs professionnels étaient sur ses traces. Ils vivaient dans l'appartement voisin du sien. Ils volaient ses lettres et ses archives et écoutaient ses conversations téléphoniques. Quand, après une maladie, il passa deux semaines sur les bords de la Méditerranée, ses uniques vacances au cours de tant d'années, des agents du G.P.U. prirent pension au même hôtel¹². Quand il se prépara à partir pour Mulhouse, afin de rencontrer l'avocat suisse à propos du procès contre les calomnies stalinienne dans la presse, toute une bande du G.P.U. l'attendait à la gare de Mulhouse¹³, celle-là même qui, plus tard, assassina Ignace Reiss. Léon n'échappa à la mort certaine que parce qu'il était tombé malade la veille, avait une température élevée et ne pouvait quitter Paris. Tous ces faits ont été établis par les autorités judiciaires de France et de Suisse. Et combien reste-t-il de secrets non encore dévoilés ? Ses amis les plus proches nous écrivaient, il y a trois mois, qu'à Paris, il courait un trop grand danger, et insistaient pour qu'il aille au Mexique¹⁴. Léon répondait que le danger était certain à Paris, mais que c'était un poste de combat trop important et qu'il serait criminel de l'abandonner maintenant. Il ne restait qu'à s'incliner devant cet argument.

Quand, à l'automne de l'année dernière, un certain nombre d'agents soviétiques à l'étranger commencèrent à rompre avec le Kremlin et le G.P.U.¹⁵, Léon se trouva au centre de ces

12. La Suisse Renata Steiner, agent du G.P.U., prit pension dans la même maison que Sedov au Cap d'Antibes.

13. En janvier 1923, Renata Steiner et deux autres agents avaient attendu à Mulhouse l'arrivée de Sedov, qui ne vint pas. Cf. *Cahiers Léon Trotsky* n° 13.

14. Les « proches amis » étaient Lola Estrine et Mordka Zborowski, dit Etienne, en réalité agent du G.P.U. infiltré. Cf. *Cahiers Léon Trotsky* n° 13.

15. Trotsky fait allusion aux défections de Barmine, Krivitsky.

événements. Certains amis protestèrent contre ses relations avec ces nouveaux alliés non encore « éprouvés » : une provocation était possible. Léon répliquait qu'il y avait indéniablement un élément de risque, mais qu'il était impossible de développer cet important mouvement si nous nous tenions à l'écart. Il fallait prendre Léon, cette fois encore, tel que l'avaient fait la nature et les circonstances politiques. En vrai révolutionnaire, il n'appréciait la vie que dans la mesure où elle servait la lutte du prolétariat pour sa libération.

* * *

Le 16 février, les journaux mexicains du soir reproduisirent une brève dépêche annonçant la mort de Léon Sedov à la suite d'une intervention chirurgicale. Absorbé par un travail urgent, je n'avais pas vu ces journaux. Diego Rivera vérifia de sa propre initiative l'information par la radio et vint m'apporter la terrible nouvelle. Une heure plus tard, j'appris à Natalia la mort de notre fils — dans le même mois de février, où, 32 ans plus tôt, elle m'avait apporté en prison la nouvelle de sa naissance. Ainsi s'acheva pour nous cette journée du 16 février, la journée la plus noire de nos vies personnelles.

Nous nous attendions à beaucoup, presque à tout, mais pas à cela. C'est que, très peu de temps avant, Léon nous avait fait part de son intention d'entrer comme ouvrier dans une usine. En même temps, il exprimait l'espoir d'écrire, pour un institut scientifique, l'histoire de l'opposition russe. Il était plein de projets. Deux jours seulement avant que ne nous parvint la nouvelle de sa mort, nous avons reçu de lui une lettre courageuse et pleine de vie, datée du 4 février. Elle est devant moi. « Nous nous préparons au procès en Suisse, écrivait-il, l'atmosphère y est très favorable en ce qui concerne " l'opinion publique " et aussi l'attitude des autorités. » Il énumérait une série d'autres faits et symptômes favorables. « *En somme, nous marquons des points.* » La lettre respirait la confiance dans l'avenir. D'où proviennent donc ce mal et cette mort fulgurante ? En douze jours ? La question est enveloppée pour nous d'un profond mystère. Sera-t-il dissipé un jour ?

Première supposition naturelle : le poison. Trouver accès auprès de Léon, de ses vêtements, de sa nourriture n'offrait guère de difficultés aux agents de Staline. Est-ce qu'une expertise judiciaire, même libérée des raisons « diplomatiques », peut, à cet égard, parvenir à la pleine lumière ? Avec le développement

LÉON TROTSKY

des armes chimiques, l'art de l'empoisonnement a considérablement évolué. Les secrets de cet art sont à vrai dire inaccessibles aux simples mortels. Mais aux empoisonneurs du G.P.U., tout est accessible. Il est tout à fait possible d'admettre un tel poison ne laissant pas de trace après le décès, même à la plus minutieuse des analyses. Et où sont les garanties de la minutie ?

Ou bien l'ont-ils tué sans le secours de la chimie ? Cet être jeune, profondément sensible et tendre, a dû beaucoup trop supporter. Les longues années de la campagne de mensonges contre son père et les meilleurs des camarades anciens que Léon était habitué, depuis son enfance, à respecter et à aimer, avaient déjà profondément ébranlé son être moral. La longue série de capitulations des participants de l'opposition lui porta un coup tout aussi rude. Ensuite suivit le suicide à Berlin de Zina, ma fille aînée, que Staline avait trahieusement, par pure vengeance, arrachée à ses enfants, sa famille, son milieu¹⁶. Léon se trouva avec, sur les bras, le cadavre de sa sœur aînée et un enfant de six ans¹⁷. Il résolut d'essayer d'obtenir une communication téléphonique avec son frère cadet, Sergei à Moscou. Soit parce que le G.P.U. a été momentanément déconcerté par le suicide de Zina, soit qu'il ait espéré surprendre quelque secret, la communication fut établie, contre toute attente, et Léon réussit à communiquer de vive voix la nouvelle tragique à Moscou. Ce fut là l'ultime conversation des deux garçons, frères déjà condamnés, par-dessus le corps encore chaud de leur sœur. Les communications de Léon à Prinkipo sur ce qu'il venait de vivre furent courtes, avares, mesurées. Il nous épargnait trop. Mais sous chaque ligne on sentait une insupportable tension morale.

Les difficultés matérielles et les privations, Léon les supportait facilement, comme un vrai prolétaire, en plaisantant ; elles aussi, naturellement, laissèrent leur trace. Les épreuves morales qu'il subit par la suite furent infiniment plus destructrices. Le procès des seize à Moscou¹⁸, le caractère monstrueux de l'accusation, les dépositions hallucinantes des accusés, et, parmi eux, de Smirnov et de Mratchkovsky, que Léon connaissait intimement et qu'il aimait, l'internement inattendu de son père et de sa mère en Norvège, quatre mois sans nouvelles, le vol des

16. Zinaïda L. *Volkova* (1902-1933) avait obtenu l'autorisation de se soigner à l'étranger, puis avait été déchue de sa nationalité.

17. Vsiévolod, fils de Zina et Platon I. Volkov, avait alors presque sept ans.

18. Le procès d'août 1936 avec Zinoviev, Kamenev, Smirnov, Mratchkovsky : on sait que Sedov éclata en sanglots dans la rue à la nouvelle des exécutions.

archives¹⁹, notre déportation mystérieuse, de ma femme et moi, au Mexique, le deuxième procès de Moscou, avec des accusations et des aveux encore plus délirants ; la disparition de son frère Sergei accusé d' « empoisonnement d'ouvriers »²⁰, les innombrables exécutions d'hommes qui furent autrefois des amis proches ou qui le restèrent jusqu'au bout, les poursuites et les attentats du G.P.U. en France, l'assassinat de Reiss en Suisse ; le mensonge, la bassesse, la trahison et les impostures — non, le « stalinisme » n'était pas pour Léon un concept politique abstrait, mais une série ininterrompue de coups moraux et de blessures spirituelles. Que les maîtres de Moscou aient eu recours à la chimie afin de parachever leur œuvre, ou que tout ce qu'ils avaient fait auparavant ait été suffisant, le résultat demeure le même : *ils l'ont assassiné*. Et sur le calendrier thermidorien, ils ont inscrit la nouvelle de sa mort comme une grande fête²¹.

Avant de le tuer, ils ont tout fait pour calomnier et noircir notre fils aux yeux des contemporains et des générations à venir. Caïn-Djougachvili et ses acolytes ont essayé de représenter Léon en agent du fascisme, en partisan secret de la restauration capitaliste en U.R.S.S., en organisateur de catastrophes de chemins de fer et en assassin d'ouvriers. Les efforts de ces crapules sont vains ! Son image est préservée des tonnes de boue thermidorienne qui n'y laissent aucune tache. Léon était un être humain profondément pur, honnête et transparent. Dans n'importe quelle réunion ouvrière, il pouvait raconter l'histoire de sa vie — si brève, hélas — jour après jour comme je la décris ici. Il n'avait rien à se reprocher, rien à cacher. La noblesse morale était le trait fondamental de son caractère. Il servait sans fléchir la cause des opprimés, parce qu'il restait fidèle à lui-même. Des mains de la nature et de l'histoire, il était sorti en homme d'une trempe héroïque. Les événements grandioses et menaçants qui

19. Pour des raisons de sécurité et sur l'instance de Trotsky, Sedov avait confié une partie de ses papiers à l'annexe parisienne de l'Institut d'histoire sociale que dirigeait Nikolaïevsky et le transfert avait été fait sous la responsabilité de ses collaborateurs immédiats, Lola Estrine et Zborowski. Dans la nuit du 6 au 7 novembre 1936, après avoir découpé une porte au chalumeau, des voleurs très bien équipés s'emparaient dans ce local des seuls documents de Trotsky. Zborowski devait admettre aux Etats-Unis avoir informé le G.P.U. de ce dépôt et protesté contre le cambriolage dont il craignait qu'il ne le rendit suspect !

20. Sergei, après une longue détention, avait été envoyé en exil où cet « apolitique » se lia aux partisans de son père qu'il apprécia pour leur courage. Ramené à Moscou, il fut abattu à une date inconnue, vraisemblablement en 1938.

21. L'ex-agent du G.P.U. Lev L. Feldbine (1895-1973) qui a écrit après sa défection sous le nom d'Alexander Orlov a raconté qu'on fêta dans son milieu la mort de Sedov.

LÉON TROTSKY

s'approchent de nous auront besoin de tels êtres. Si Léon avait vécu jusqu'à ces événements, il aurait montré sa vraie stature. Mais il n'a pas vécu. Léon, notre enfant, notre fils, notre héroïque combattant, n'est plus !

Avec sa mère, qui fut plus proche de lui que personne au monde, nous endurons ces heures terribles, évoquant son image, trait par trait, ne pouvant croire qu'il n'est plus, et pleurant parce qu'il est impossible de ne pas le croire. Comment nous habituer à cette idée qu'il n'existe plus sur le globe terrestre, cet être humain chaleureux, lié à nous par les fils indestructibles des souvenirs communs, de la compréhension mutuelle et d'un tendre attachement ? Personne ne nous connaissait et personne ne nous connaît comme lui, avec nos côtés forts et nos côtés faibles. Il était une partie de nous deux, la partie jeune. Pour des centaines de raisons, nos pensées et nos sentiments allaient chaque jour vers lui à Paris. En même temps que notre fils est mort tout ce qui demeurait de jeune en nous.

Adieu Léon ! Adieu, cher et incomparable ami ! Ta mère et moi ne pensions pas, ne nous sommes jamais attendus à ce que la destinée nous impose la terrible tâche d'écrire ta nécrologie. Nous vivions avec la ferme conviction que, longtemps après notre départ, tu serais le continuateur de notre cause commune. Mais nous n'avons pas su te protéger. Adieu Léon ! Nous léguons ton irréprochable mémoire à la jeune génération de travailleurs du monde. Tu auras droit de cité dans les cœurs de tous ceux qui travaillent, souffrent et luttent pour un monde meilleur.

Jeunesse révolutionnaire de tous les pays, accepte de nous le souvenir de notre Léon, adopte-le, comme ton fils, il en est digne, et que désormais, il participe invisible à tes luttes, puisque le sort lui a refusé le bonheur de prendre part à ta victoire finale.

[APRÈS LA MORT DE SEDOV]¹

(22 février 1938)

Chers Amis,

Nous avons reçu vos câbles et vos lettres. Vous comprenez, sans rien dire de plus, qu'ils ont eu pour nous une grande valeur morale dans ces jours terribles, je peux dire, les plus terribles de notre vie.

Avec Natalia, j'ai écrit ces jours-ci un article sur Léon. Il ne s'agissait pas seulement d'un devoir politique, mais c'était l'unique moyen de ne pas perdre la raison. J'ai dédié cet article à notre jeunesse. Ce serait un grand soutien moral pour Natalia et moi-même si ce texte pouvait être publié aussi vite que possible par notre organisation de jeunesse sous la forme d'une petite brochure. Il est possible que certains passages ne soient pas suffisamment clairs pour la jeune génération. Un camarade, Shachtman si possible, pourrait écrire à la fin une note en forme d'appendice ; pas plus, je pense, qu'une ou deux pages, afin de ne pas modifier le caractère général du texte. J'ai évité les sous-titres. Ils me semblent superflus dans ce cas.

On est en train d'en traduire onze pages ici, et on les enverra demain par avion ; il faudra traduire immédiatement les onze autres pages à New York. Nous envoyons un exemplaire du texte russe au camarade Wright, et, au cas où il serait absent, un autre exemplaire au camarade Glenner. Nous leur laissons, à eux, à Shachtman ou à l'un de vous, l'édition définitive. Inutile de renvoyer le manuscrit pour révision. Je suis certain que le travail sera fait avec tout le soin nécessaire.

Je vous ai promis dans ma dernière lettre de vous envoyer un

1. Lettre à J. P. Cannon (7523) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

LÉON TROTSKY

autre manuscrit, celui d'une brochure, *Leur Morale et la Nôtre*. Je ne savais pas à ce moment-là qu'il me faudrait écrire dans les jours qui venaient une nécrologie pour Léon. La brochure promise est presque prête. Je la dédierai à la mémoire de Léon, parce qu'il était un représentant authentique de *notre morale*².

Le câble concernant le voyage du camarade Hank Stone³ a été envoyé cette nuit. Il sera accueilli comme un nouveau membre de la famille.

Les dernières lettres m'ont apporté deux propositions ou plans, l'une sur votre arrivée avec des amis du Minnesota, la deuxième concernant un voyage plus immédiat de Glenner et de vous-même. Il n'est pas nécessaire de dire que Natalia et moi vous attendons avec amitié et affection, mais le voyage urgent de Glenner et vous-même n'est pas nécessaire surtout du fait de celui de Hank Stone. J'écris séparément à Van sur cette question.

Mes saluts les plus chaleureux à vous et tous vos amis et merci du fond du cœur pour tout ce que vous avez fait et tout ce que vous faites.

P.S. Nous avons maintenant une petite maison supplémentaire dans la cour d'à côté. C'est plus que modeste, et pas meublé. On peut le mettre à votre disposition si vous devez rester ici plus d'une semaine; ce serait alors raisonnable du point de vue financier d'acheter quelques lits et d'aménager la cuisine dans cette petite maison. Dans ce cas, il serait bien que vous apportiez draps et couvertures. Il y a quatre petites pièces et une cuisine dans cette « maison ». Si vous acceptez cette suggestion, câblez « Acceptons le logement ». Nous essaierons dans ce cas de nettoyer les pièces.

2. Trotsky datera la brochure du 16 février, tout en la dédiant à Sedov. En réalité, il ne l'avait pas terminée à cette date et, détourné pendant plusieurs semaines de ce travail par l'actualité du troisième procès de Moscou, il ne devait l'achever qu'au mois d'avril. Nous l'avons replacée à sa date exacte et nos lecteurs la trouveront dans le volume 17.

3. Hank Stone était le pseudonyme d'Henry Malter (né en 1909), un ingénieur du génie spécialiste des fortifications et officier de la Garde nationale qui avait été désigné comme chef militaire de la Colonne Debs de volontaires américains en Espagne.

[MERCİ POUR UNE PROPOSITION GÉNÉREUSE]¹

(22 février 1938)

Mon cher Ami,

Nous avons reçu vos propositions par lettre et par téléphone². Nous y avons bien réfléchi. Vous êtes un vieux membre de la famille et votre présence serait naturellement d'un grand appui pour Natalia et pour moi. Mais il faut envisager les autres côtés de la question. Votre présence à New York a une grande valeur du point de vue général comme du point de vue personnel. Etant donné la disparition de Léon, vous devez être, plus que jamais, là pour assurer la liaison avec Paris. Que le climat de New York vous soit plus favorable que celui de Mexico, c'est démontré par le changement favorable de votre santé. L'importance de cette question est évidente. Venir pour un court délai ? Les dépenses seraient grandes et le retour aux Etats-Unis nullement assuré d'avance. Toutes ces considérations ne nous permettent pas d'accepter cette fois-ci votre proposition. Nous connaissons, cher ami, votre fidélité inébranlable. Nous espérons nous en servir encore et encore.

Je vous envoie le texte russe d'un article sur Léon. De la copie de ma lettre à Jim [Cannon] ci-jointe, vous verrez de quoi il s'agit. Vous ferez tout ce qui est nécessaire.

Natalia et moi nous vous embrassons chaleureusement.

1. Lettre à J. Frankel (8162), en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. Jan Frankel avait immédiatement proposé de revenir à Coyoacán, dès qu'il avait été informé de la mort de Sedov.

DÉCLARATION INÉVITABLE¹

(24 février 1938)

M. Lombardo Toledano² et sa clique, après une préparation longue et soignée, ont fait la tentative malhonnête d'abuser l'opinion publique du Mexique. Les « matériaux » avec lesquels ils opèrent ne représentent ni ne contiennent rien de nouveau : ce sont ceux qu'emploient Iagoda, Ejov et Vychinsky. Ce sont les matériaux de Staline. C'est sur la base de postulats semblables qu'on a exécuté des milliers de gens qui n'étaient coupables que de haïr la dictature exercée par la clique du Kremlin et de mépriser ses laquais. Les « matériaux » utilisés aujourd'hui par M. Lombardo Toledano pour abuser l'opinion publique mexicaine ont déjà été jugés comme ils le méritent par le verdict de la commission internationale d'enquête de New York. Par leur stature morale, par leur passé, par leur réputation irréprochable, par leur désintéressement personnel, tous les membres de cette commission, à commencer par son président, le Dr Dewey, dépassent de plusieurs têtes Toledano et ses semblables. La commission a réfuté point par point les accusations des Iagoda, Ejov, Vychinsky, Staline et de leurs avocats internationaux. Le paragraphe 21 du verdict déclare : « Nous trouvons que le Procureur a falsifié de façon extravagante le rôle de Trotsky avant, pendant et après la révolution d'Octobre. » C'est précisé-

1. Déclaration à la presse, traduite du castillan (T 4286-1) et vérifiée sur l'original russe (T 4286), avec la permission de la Houghton Library.

2. Vicente *Lombardo Toledano* (1893-1968) avocat et professeur de droit, ancien responsable de la C.R.O.M., avait fondé et dirigeait depuis 1936 la C.T.M., principale centrale ouvrière qui allait être organiquement liée au P.R.M. au pouvoir. Bien qu'il ait manifesté en 1935 des sympathies pour Trotsky qu'il avait même envisagé de visiter en Norvège, il était revenu de Moscou la même année totalement gagné aux vues de politique extérieure de l'U.R.S.S. Sur la base de « matériaux » qu'il avait fournis aux délégués, le congrès de la C.T.M. venait, le 23 février de voter une résolution analysée note 9.

ment cette « falsification » extravagante qui se trouve à la base des calomnies de M. Toledano et de ses auxiliaires.

Ma véritable politique peut être connue de tous. Elle est exposée dans mes livres et dans mes articles. En U.R.S.S., comme je l'ai fait en octobre 1917, je défends les intérêts et les droits des ouvriers et des paysans contre la nouvelle aristocratie, rapace et tyrannique. En Espagne, je défends, dans la lutte contre le fascisme, les mêmes méthodes qui ont assuré la victoire des soviets dans la guerre civile — contre les méthodes funestes du Kremlin qui ont assuré la victoire du fascisme en Allemagne et en Autriche et qui préparent la victoire du général Franco³. Dans le monde entier, je défends les méthodes intransigeantes de lutte contre l'impérialisme qu'employaient Lénine, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht⁴, mes vieux compagnons d'armes et amis, contre les méthodes du Comintern actuel, complètement pourri désormais, qui se met à genoux devant l'impérialisme « démocratique » et trahit ainsi les peuples coloniaux et semi-coloniaux pour sauver les privilèges temporaires de la bureaucratie soviétique. Telles sont mes idées. Je ne suis pas disposé à en changer. J'en porte l'entière responsabilité.

Engager une polémique juridique ou politique contre M. Toledano après le verdict de la commission n'a pour moi aucun sens. Mais je ferai connaître la vérité aux gens qu'il a abusés, et c'est précisément de cela qu'ont peur M. Toledano et sa clique. Toute cette machination, comme ses auteurs eux-mêmes l'ont reconnu, n'a qu'un seul objectif : *me fermer la bouche*.

Le verdict de la commission internationale, la publication des comptes rendus sténographiques des sessions de la commission d'enquête de Coyoacán, les révélations des anciens agents responsables du Kremlin, Reiss, Barmine et Walter Krivitsky, ont porté à Staline, au G.P.U. et à leurs agents un coup irréparable. Mon dernier livre, *Les Crimes de Staline*, a déjà été publié dans plusieurs langues, et, j'espère, va bientôt paraître

3. Le général Francisco *Franco* Bahamonde (1892-1975) commandait les troupes « nationalistes » en Espagne avec l'appui de Hitler et de Mussolini.

4. Rosa *Luxemburg* (1871-1919), militante en Pologne puis en Allemagne, porte-parole des « gauches » allemandes, fondatrice du K.P.D., avait été assassinée en janvier 1919 en même temps que Karl *Liebknecht* (1871-1919), fils d'un des fondateurs du parti, avocat, organisateur des jeunesses et de la lutte antimilitariste. Lénine, Trotsky, Liebknecht et Luxemburg étaient effectivement « compagnons d'armes ».

LÉON TROTSKY

également en espagnol. C'est ce qui explique l'effort désespéré du G.P.U. pour me forcer à me taire.

M. Lombardo Toledano et sa clique se trompent s'ils pensent réussir à accomplir la mission qui leur a été confiée. D'autres, et bien plus puissants qu'eux, ont essayé dans le passé, avant eux, d'exécuter cette tâche, mais sans succès. Le tsar a entrepris de m'apprendre à garder le silence pendant quatre années, me gardant deux ans en prison et m'envoyant à deux reprises en Sibérie. Le Kaiser Guillaume⁵ m'a condamné par contumace à la prison parce que j'avais refusé de me taire pendant la guerre. Les alliés français du tsar m'ont expulsé de France en 1916 pour le même « crime ». Alphonse XIII m'a jeté dans la prison modèle de Madrid pour me faire taire⁶. Les impérialistes britanniques, avec le même objectif, m'ont enfermé dans un camp de concentration au Canada. L'avocat Kerensky, qui avait également réussi pendant un certain temps à abuser l'opinion publique, a essayé de me fermer la bouche dans la célèbre prison Kresty de Petrograd⁷. Mais il était écrit dans les pages de l'histoire que je n'apprendrai à me taire sur l'ordre de personne. Par ailleurs, durant mes quarante années de lutte révolutionnaire, j'ai rencontré, dans les rangs du mouvement ouvrier, bien des arrivistes qui, non seulement savent se taire, mais également calomnier au commandement.

Si j'avais voulu garder le silence sur les crimes de la bureaucratie du Kremlin contre les ouvriers et les paysans, elle m'aurait élevé très haut sur mon pavois et les MM. Lombardo Toledano du monde entier auraient rampé à mes pieds comme ils rampent aujourd'hui à ceux de la clique du Kremlin. Les social-démocrates norvégiens, « frères de cœur » de Toledano, n'ont trouvé qu'un unique moyen de m'empêcher de parler contre le G.P.U. : me mettre en prison. Par son livre, mon fils, que seule la mort a pu aujourd'hui réduire au silence, a répondu pour moi. Staline comprend mieux que ses agents que Toledano ne réussira pas à me réduire au silence par ses calomnies réchauffées : c'est

5. C'était en effet sous le règne de l'empereur d'Allemagne *Guillaume II* (1859-1941) que Trotsky avait été condamné à plusieurs mois de prison par contumace pour « lèse-majesté » à cause de sa brochure *L'Internationale et la Guerre*.

6. Expulsé de France en 1916, Trotsky avait été arrêté en Espagne par la police du roi Alphonse XIII (1886-1941), puis expulsé. On trouvera le récit de ses péripéties espagnoles et ses lettres d'Espagne dans le *Cahier Léon Trotsky* n° 10.

7. C'est le 23 juillet 1917 que Trotsky avait été arrêté et emprisonné à Kresty. Il en sortit le 4 septembre 1917, lors du soulèvement de Kornilov.

pourquoi il prépare d'autres moyens plus efficaces. Mais, pour ces plans-là, dont nous reparlerons le moment venu, Staline a besoin, préalablement, d'empoisonner l'opinion publique. C'est pour ce travail qu'il a besoin de Lombardo Toledano.

MM. les calomniateurs construisent leur intrigue en se basant sur l'accusation selon laquelle je suis en train de rompre mon engagement de ne pas intervenir dans la politique intérieure du Mexique. Ces messieurs identifient la politique intérieure du Mexique avec l'importation de Moscou — et la traduction en castillan — de calomnies infâmes. Je l'affirme : personne n'a jamais exigé de moi et je n'ai jamais promis à personne de renoncer à défendre mon honneur politique contre les calomniateurs ni mes idées contre mes adversaires. J'ai promis au gouvernement du général Cárdenas⁸ de ne jamais m'immiscer dans la politique intérieure de ce pays, dans l'acception ordinaire du terme. J'ai tenu scrupuleusement cet engagement. Mais si, dans les rues de cette capitale, quelqu'un met sa main dans ma poche pour me voler ma correspondance et mes papiers, je crois avoir le droit de saisir la main qui fait cela. Et je crois que le propriétaire de cette main ne va pas ensuite se mettre à crier que je m'immisce dans la politique intérieure du Mexique ! Lombardo Toledano essaie de me voler quelque chose d'infiniment plus important, mon honneur politique, et il exige ensuite — ô démocrate, ô révolutionnaire ! — qu'on m'empêche par la force de donner à sa personne et à ses actes les noms qu'ils méritent.

Je ne me suis jamais préoccupé du programme politique ni des actions publiques de M. Toledano, pas plus que des références qu'il fait à Lénine et qui relèvent de l'humour involontaire. De la même façon, je ne m'intéresse pas aujourd'hui à la question de savoir quelle machination a permis à M. Toledano de faire porter par un congrès syndical une décision sur une question dont l'écrasante majorité des votants n'avaient pas la moindre idée. Mais il est tout à fait clair que, lorsque M. Toledano, au moyen de « matériaux » fabriqués, mobilise ce congrès contre moi, contre une personne privée, contre un exilé politique qui n'a aucune relation d'aucune sorte avec les syndi-

8. Lázaro Cárdenas (1895-1970), Indien, général pendant la révolution, fut Président de la République de 1932 à 1940. Sa présidence fut marquée par la reprise de la réforme agraire, la nationalisation des pétroles et des chemins de fer, et en politique extérieure, par le refus de la non-intervention au profit de l'aide à la République espagnole. C'est lui qui décida personnellement de donner à Trotsky un visa de séjour.

LÉON TROTSKY

cats mexicains, et qu'il le fait avec l'unique objectif de me réduire au silence ou de me priver de mon asile, alors M. Toledano agit *non pas en représentant de la politique intérieure du Mexique, mais en tant qu'agent de la politique extérieure du G.P.U.*⁹. Qu'il porte donc la responsabilité de cette peu honorable fonction !

Ni les circonstances actuelles de ma vie personnelle, ni le caractère général de mon travail, ne me poussent à consacrer du temps à m'occuper de M. Toledano. Mais il s'agit d'autre chose, à savoir de l'opinion publique du pays qui nous a donné l'hospitalité, à ma femme et à moi, de ce pays qu'au cours d'une année nous avons appris à apprécier et à aimer. Ce sont seulement ces circonstances-là qui me forcent à répondre par cette déclaration à la conjuration des avocats de Staline.

9. La résolution votée à l'unanimité par le congrès de la C.T.M. sur l'affaire Trotsky comportait sept points dont on a peine à imaginer qu'il se trouvait des gens pour les faire adopter à l'unanimité par une organisation syndicale. Le point 1 accusait de falsification ceux qui présentaient Trotsky comme un marxiste : « Trotsky n'a jamais été un authentique marxiste-léniniste. » Le point 2 affirmait qu'« objectivement », Trotsky agissait « en complicité avec le fascisme international ». Le point 3 le déclarait ennemi du Front populaire, donc des peuples espagnol et chinois ! Le point 4 l'accusait d'ingérence dans les problèmes internes du Mexique en tant qu'« ennemi de l'unité ouvrière ». Le point 5 disait que « par tous ses actes sur le problème fondamental de cette époque historique », Trotsky s'était révélé « l'ennemi de la classe ouvrière du monde ». Le point 6 déclarait que le Congrès faisait siennes toutes les déclarations sur Trotsky du comité national et de Lombardo Toledano. Le point 7 affirmait : « Le camarade Vicente Lombardo Toledano est le véritable représentant du prolétariat mexicain. » La conclusion coulait de source : Trotsky, « complice du fascisme », devait être expulsé du territoire mexicain pour « son ingérence dans les affaires intérieures ».

**[UN LIVRE SUR STALINE :
D'ACCORD]¹**
(26 février 1938)

Cher M. Canfield²,

J'ai reçu de mon ami M. Charles R. Walker, la proposition concernant deux livres à écrire, un sur Staline et un second sur Lénine. J'accepte la proposition telle qu'elle est présentée dans la lettre de M. Walker.

Il va de soi que le livre sur Staline ne saurait être une brochure politique conjoncturelle mais un livre biographique historique écrit par un contemporain qui a pris part aux événements et a vu bien des choses avec ses propres yeux. Le livre tel que je le vois devrait être écrit aussi objectivement qu'il est humainement possible. Permettez-moi d'ajouter que non seulement sa valeur littéraire-scientifique, mais aussi sa valeur politique immédiate dépendront exclusivement du caractère de son objectivité.

1. Lettre à C. Canfield, (7479) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Cass *Canfield* (né en 1897) avait fait ses études à Harvard, puis Oxford, avait été journaliste à l'*Evening Post* avant d'entrer en 1924 chez Harpers, où il était devenu président en 1935.

[LES CONTRATS]¹

(26 février 1938)

Cher Camarade Walker,

Le retard de ma réponse à votre lettre du 16 a été déterminé par le tragique événement dont vous êtes informé. Nous apprécions profondément le câble de sympathie envoyé par vous et votre femme.

A cet égard, permettez-moi d'indiquer que notre fils n'avait pas du tout négligé la question de l'édition française de votre livre. Il connaissait très bien votre amitié active pour moi et Natalia et, comme ses lettres le montrent, vous considérait comme un ami, personnellement inconnu, mais bon et sûr. Il avait pris contact avec plusieurs éditeurs. En dépit du fait que le livre fut toujours reçu avec intérêt par tous les éditeurs intelligents, ils répondaient que la situation du marché du livre est si désespérée à présent qu'un livre qui n'est pas directement « sensationnel » ne peut pas être publié. Mais Léon n'avait pas perdu l'espoir de réussir, jusqu'à sa dernière lettre.

La proposition de Harpers, les résultats de vos longs efforts, est tout à fait acceptable. J'inclus une lettre pour M. Canfield à ce sujet².

Il ne reste qu'une seule question inquiétante, à savoir celle de la traduction. La sérialisation est impossible sans une traduction à temps. Celle de *La Révolution trahie* a été totalement perdue comme résultat du retard de la traduction. D'un autre côté, je dois avoir la possibilité de lire la traduction afin d'éviter de déplorables erreurs qui sont inévitables, même avec un

1. Lettre à C. Walker (10769), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Cf. p. 203.

traducteur aussi exceptionnel que Max Eastman. Cette question doit être réglée dans le contrat ou dans un accord particulier. C'est une nécessité absolue née d'une longue et très fâcheuse expérience.

En ce qui concerne l'attitude de Doubleday Doran, ce n'est pas un phénomène nouveau pour moi. Tous mes éditeurs dans tous les pays ont été « gagnés » ou, au moins, Moscou a essayé : en Allemagne, en France, en Tchécoslovaquie et ailleurs. Sur cette base j'ai mené un grand procès contre mon premier éditeur allemand. Je l'ai gagné, après deux ans de lutte. Au cours des derniers mois, Léon a arrangé le transfert de mes livres de Rieder chez Grasset, parce que Rieder a été « gagné » par Moscou. J'avais quelque soupçon du fait que M. Maule³, de Doubleday Doran, après toute une série de lettres très optimistes et très amicales, avait tout d'un coup arrêté toute correspondance. En tout cas, il serait bon d'obtenir de lui un rapport sur la situation de *La Révolution trahie*.

Salutations les plus chaleureuses et les plus sincères de Natalia et moi à la camarade Adelaïde⁴ et à vous.

3. Harry Edward Maule (1886-1971) directeur de Doubleday Doran fut en tout cas dénoncé par la droite comme un « progressiste ».

4. « La camarade Adelaïde » est Madame Walker, la compagne de Charles.

[LES PAPIERS DE SEDOV]¹

(28 février 1938)

Monsieur le Ministre,

Notre fils est décédé dans une clinique parisienne le 16 février. Vu les soupçons qui entouraient les causes de sa mort, la police française a entrepris une investigation d'ailleurs tout à fait dans le sens d'un télégramme que nous avons envoyé d'ici. Durant l'enquête des autorités, les papiers de Léon Sedov ont été saisis. Le testament signé par Léon Sedov laisse tout ce qui était en sa possession, y compris les documents, à sa compagne Jeanne Molinier, née Martin des Pallières². Nous craignons que ce testament ne soulève quelques difficultés, étant donné le fait que le mariage de notre fils avec Jeanne Molinier, née Martin des Pallières, n'avait jamais été sanctionné par la loi.

Vu les circonstances, nous vous prions, Monsieur le Ministre, de communiquer au gouvernement français notre vœu le plus ardent, à savoir que les papiers de Léon Sedov ne tombent pas dans les mains ou sous les yeux des représentants soviétiques. Ni nous ni notre fils n'avons ni n'avons rien à cacher aux autorités françaises. Si elles soumettent les papiers saisis à un examen attentif, elles auront une occasion de plus de se convaincre du caractère ignominieux des accusations lancées contre Léon Sedov par le G.P.U. Mais si les papiers de notre fils, directement ou

1. Lettre au Ministre de France au Mexique (7577), dictée en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. Jeanne *Martin des Pallières*, épouse *Molinier* (1897-1961) était l'épouse du dirigeant trotskyste français Raymond Molinier et l'avait accompagné à Prinkipo en 1929. Elle avait été ensuite la compagne de Léon Sedov, partageant sa vie à Berlin puis Paris. Alors que Sedov, membre du S.I., était en rapports de travail avec le P.O.I., elle appartenait à l'organisation « rivale » du P.C.I.

ŒUVRES, JANVIER-MARS 1938

indirectement, venaient à être connus des autorités soviétiques, de tierces personnes pourraient en souffrir terriblement³ comme ce fut par exemple le cas d'Ignaz Reiss et peut-être de notre fils lui-même.

3. Sur les documents saisis chez Sedov, en l'absence de Jeanne, un rapport de police daté du 18 février indique que les pièces n'offrent pas « grand intérêt pour l'enquête » mais « présentent plutôt un caractère de documentation historique ». Le 5 mars 1938, le ministre des Affaires étrangères français saisissait son collègue de l'Intérieur de cette « requête » de Trotsky qui lui paraissait « digne d'attention ». Le 1^{er} avril 1938, le ministre de l'Intérieur demandait par lettre au préfet de police de lui faire savoir s'il pouvait informer son collègue des Affaires étrangères que « la requête de M. Trotsky a[va]it été prise en considération ». Il n'y a pas d'autre trace dans les dossiers que nous avons pu consulter, concernant la « suite » de cette affaire.

UN NOUVEAU MASSACRE¹

(28 février 1938)

En février de l'année dernière, à l'époque du second procès de Moscou (Piatakov-Radek), qui était censé corriger la mauvaise impression produite par le premier (Zinoviev-Kamenev), j'écrivis dans la presse : « Staline ressemble à un homme qui essaie d'apaiser sa soif en buvant de l'eau salée. Il sera obligé d'organiser de nouvelles impostures judiciaires, les unes après les autres. »

Le troisième procès de Moscou a été préparé sur une période plus longue et, on peut le penser, de façon plus minutieuse que les précédents. La préparation internationale s'est poursuivie pendant les dernières semaines devant les yeux du monde entier. Le fameux article de Staline (14 février) sur la révolution internationale², qui a frappé beaucoup de monde par sa soudaineté, avait pour objectif de créer dans les rangs de la classe ouvrière une atmosphère plus favorable au futur procès. Staline voulait dire aux travailleurs que, s'il exterminait toute la génération révolutionnaire, il le faisait exclusivement dans l'intérêt de la révolution internationale. Cet article n'avait pas d'autre signification.

La mort de mon fils, Léon Sedov, qui continue d'être

1. Article paru dans *Excelsior*, le 1^{er} mars 1938, traduit du castillan.

2. C'était le 14 février que la *Pravda* avait publié une réponse de Staline, datée du 12, au jeune communiste Ivanov. Il y avait expliqué que, bien que le socialisme ait déjà été construit en U.R.S.S. « pour l'essentiel », sa victoire dans un seul pays, la survie du capitalisme faisaient qu'il n'existait « pas de garantie complète contre les dangers d'une intervention militaire et de la restauration capitaliste ». Il indiquait que le problème ne pouvait être résolu « qu'en conjuguant les sérieux efforts du prolétariat international avec ceux, encore plus sérieux, de notre peuple soviétique tout entier », et appelait à « organiser l'aide politique de la classe ouvrière des pays bourgeois à la classe ouvrière de notre pays » comme « l'aide de la classe ouvrière de notre pays à la classe ouvrière des pays bourgeois ».

entourée de mystère, doit être considérée, jusqu'à preuve du contraire, comme le deuxième acte de la préparation du procès : il fallait à tout prix imposer le silence à cet accusateur informé et courageux. Le troisième acte de la préparation a été la tentative de MM. Lombardo Toledano, Laborde³ et autres agents mexicains de Staline de me réduire au silence à la veille du troisième procès comme le gouvernement norvégien l'a fait après le premier procès (août 1936)⁴. Tels sont les ingrédients essentiels de cette préparation !

Cette fois encore, l'acte d'accusation contre les vingt-et-un inculpés n'est publié que quatre jours avant l'ouverture du procès, afin de surprendre l'opinion publique et d'empêcher que les réfutations soient faites à temps à l'étranger.

Le procès actuel surpasse celui de Radek-Piatakov par l'importance des accusés et se rapproche de celui de Zinoviev-Kamenev. Parmi les accusés ne figurent pas moins de sept anciens membres du Comité Central, dont Krestinsky⁵, Boukharine, Rykov, anciens membres du bureau politique, c'est-à-dire l'institution qui constitue en réalité le pouvoir suprême de l'Etat soviétique.

Après la mort de Lénine, Rykov a été le chef officiel du gouvernement, pendant plus de cinq ans. Depuis 1918, Boukharine était rédacteur en chef de l'organe central du Parti, la *Pravda*, et, depuis 1926, chef officiel de l'Internationale communiste ; ensuite, après sa disgrâce, il devint rédacteur en chef des *Izvestia*. Rakovsky était chef du gouvernement ukrainien, puis nommé ambassadeur à Londres et à Paris. Krestinsky, prédécesseur de Staline au poste de secrétaire du comité central du parti, a été ensuite ambassadeur à Berlin pendant plusieurs années. Pendant presque les dix dernières années, Iagoda est resté à la tête du G.P.U. en tant qu'homme de confiance de Staline et a préparé entièrement le procès Zinoviev-Kamenev. Dans la liste

3. Hernán Laborde (1896-1955), cheminot, dirigeant syndical emprisonné à la suite des grèves de 1926 et 1927, porté en 1929 à la direction du P.C. mexicain comme secrétaire général, orchestrait dans la presse et les syndicats la campagne de calomnies stalinienne contre Trotsky.

4. Trotsky fait allusion à la résolution sur Trotsky votée au congrès de la C.T.M. le 23 février.

5. Nikolai N. Krestinsky (1883-1938), licencié en droit, avait rejoint le parti en 1901. Secrétaire du C.C. en 19-20, il avait été ambassadeur à Berlin jusqu'en 1930, puis vice-commissaire aux affaires étrangères jusqu'en 1937 ; il avait brièvement sympathisé avec l'Opposition de gauche, mais s'en était dissocié fin 1927.

LÉON TROTSKY

des accusés ne figurent pas moins de six anciens membres du gouvernement central.

Des neuf personnes qui furent membres du bureau politique du temps de Lénine, et étaient donc, de ce fait, les véritables maîtres du destin de l'U.R.S.S., une seule n'a pas encore été accusée, Staline. Tous les autres ont été déclarés agents d'une puissance étrangère et, qui plus est, les crimes dont ils sont accusés remontent à 1928 et même 1918. L'émigration russe blanche a plus d'une fois accusé Lénine, moi-même, ainsi que tous les autres dirigeants bolcheviks, d'avoir fait la Révolution d'Octobre sur ordre de l'état-major allemand. Staline essaie aujourd'hui de confirmer cette accusation.

Selon leurs tendances politiques, ceux des accusés que je connais se répartissent en trois groupes :

a) Boukharine et Rykov, anciens dirigeants de l'opposition de *droite* ; le troisième chef de ce groupe, Tomsky, ancien président du conseil des syndicats, a été conduit au suicide l'an dernier par les persécutions. Depuis 1923, l'opposition de droite s'est trouvée engagée dans une lutte sans merci avec l'opposition de gauche, dite trotskyste. C'est la main dans la main avec Staline, que Rykov, Boukharine et Tomsky ont mené toute la campagne de destruction de l'Opposition de gauche.

b) Le second groupe est composé de ceux qui ont effectivement appartenu, pendant un certain temps, à l'opposition de gauche. C'est le cas de Krestinsky et Rosengolz⁶, qui sont pourtant passés à Staline dès 1927, et de Rakovsky qui a regagné le camp gouvernemental il y a quatre ans.

c) Le troisième groupe comprend des gens qui ont été des staliniens actifs ou sont au contraire des spécialistes apolitiques.

Le nom du professeur Pletnev⁷ jette une lumière particulière sur l'ensemble du procès. L'année dernière, il a été arrêté sous l'accusation de *crime sexuel*. Toute la presse soviétique en a parlé ouvertement. Aujourd'hui, Pletnev est impliqué dans un procès... de l'opposition politique. De deux choses l'une : ou bien les accusations de crime sexuel n'ont été portées contre lui que pour l'amener à faire les « aveux » nécessaires ; ou bien

6. Arkadi P. *Rosengolz* (1889-1938), économiste, membre du parti en 1905, dirigeant l'insurrection de Moscou en 1917, proche collaborateur de Trotsky dans l'Armée rouge, commissaire du peuple en 1930, avait fait partie de l'Opposition en 1923 et l'avait depuis longtemps reniée.

7. Dimitri D. *Pletnev* (1872-1938), docteur en médecine en 1906, professeur en 1911, était une sommité de la médecine russe, médecin-chef de l'hôpital du Kremlin.

Pletnev est effectivement coupable de pratiques sadiques mais espère obtenir son pardon par des « aveux » dirigés contre l'opposition. Nous aurons peut-être l'occasion de vérifier ces hypothèses au cours du procès.

Comment Staline a-t-il pu en venir à cette nouvelle provocation contre l'opinion publique internationale ? La réponse à cette question bien naturelle comporte quatre éléments : 1) Staline méprise l'opinion publique ; 2) il ne lit pas la presse étrangère ; 3) Les agents du Comintern dans tous les pays ne lui rapportent que ses « victoires » sur l'opinion publique ; 4) Les gens informés n'osent pas révéler la vérité à Staline. C'est ainsi qu'il est inconsciemment devenu la victime de sa propre politique. Il est obligé de boire de l'eau salée pour apaiser sa soif.

[HUIT MINISTRES]¹

(1^{er} mars 1938)

Je disais hier qu'il n'y avait pas moins de sept anciens membres du gouvernement central soviétique sur le banc des accusés. Aujourd'hui, après un examen plus attentif des noms, je constate qu'en dehors de l'auteur de ces lignes, il y a, parmi les accusés, huit anciens ministres, dont l'ancien chef du gouvernement, Rykov.

Boukharine, qui est dénué de toute capacité d'administrateur, n'a jamais fait partie du gouvernement, mais, en tant que membre du bureau politique et chef de l'Internationale communiste après la disgrâce de Zinoviev en 1926, il occupait une position infiniment supérieure à celle d'un ministre. Et tous ces gens, semble-t-il, n'avaient d'autre objectif que d'humilier l'U.R.S.S. et de la démembrer !

Indépendamment des autres crimes dont nous parlerons plus tard, les nouveaux inculpés sont également accusés du meurtre de Kirov. Rappelons que Kirov, agent de Staline à Leningrad, a été assassiné le 1^{er} décembre 1934 par Nikolaïev², un jeune communiste inconnu, apparemment pour des motifs personnels et, de toute façon, comme le montrent les sources soviétiques elles-mêmes, avec la participation directe du G.P.U. Immédiatement après le meurtre de Kirov, cent-quatre « Gardes Blancs » qui étaient censés être venus de l'étranger pour commettre des actions terroristes, ont été fusillés sans procès.

Bien que les noms des cent-quatre n'aient pas été révélés, on

1. Déclaration à la presse (T 4290), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Léonid V. Nikolaïev (1904-1934), qui abattit Kirov à coups de revolver devant son bureau, avait été arrêté quelques jours auparavant, porteur d'une arme et de notes sur l'itinéraire quotidien de Kirov. Il avait été mis en liberté et son arme lui avait été restituée. Les résultats de l'enquête sur cette affaire décidée par le XXII^e congrès n'ont jamais été rendus publics.

sait qu'il y a parmi eux des Bulgares, des Hongrois et des Polonais qui étaient membres de l'Opposition dans le Comintern. Ensuite, le « Centre » de Leningrad du groupe Zinoviev a été accusé du meurtre de Kirov et treize hommes ont été passés par les armes. Après cela, le « centre zinoviéviste-trotskyiste » a été accusé du même crime et seize personnes fusillées, sans compter ceux qui ont été exécutés au cours de l'instruction par le G.P.U. En janvier de l'année dernière, le « centre trotskyste parallèle » (Radek, Piatakov et autres) a été accusé du meurtre de Kirov et treize des accusés ont été passés par les armes. Enfin, nous apprenons aujourd'hui que l'Opposition de droite (Rykov, Boukharine) avait également participé au complot pour assassiner le même Kirov. Ainsi, tous les dirigeants du parti bolchevique, des hommes d'une grande expérience politique et révolutionnaire dont les noms sont connus du monde entier, ont, pendant des années, organisé des centres terroristes « principaux », « unifiés » et « parallèles », et chacun de ces centres a comploté le meurtre du même agent stalinien de second ordre, Kirov, dont le nom n'a été connu que par les procès !

Selon les nouvelles accusations, les plans terroristes de Boukharine et de Trotsky remontent à 1918. Dès 1921, Trotsky complotait déjà secrètement avec une puissance étrangère (l'Allemagne ?). Parmi les nouveaux accusés, les plus importants étaient membres du comité central du parti et membres du gouvernement et ils rencontraient tous les jours leurs « victimes » désignées. En outre, Trotsky tenait entre ses mains les moyens illimités que donne un appareil militaire. Le résultat ? La victime de cette activité infernale de conspiration qui dure depuis 1918 n'a été personne d'autre que ce même Kirov, assassiné tour à tour par les Gardes blancs, les zinoviévistes de Leningrad, le centre unifié, les trotskystes et enfin les boukhariniens.

S'étant affranchi de toute obligation, les dirigeants totalitaires ont en même temps oublié les lois les plus élémentaires du bon sens. Les procès de Moscou sonnent comme une absurdité grandiose, le délire d'un fou armé d'un immense pouvoir. Il ne serait nullement exagéré de dire que cette partie de l'accusation est une *imbécillité totalitaire*. Nous montrerons ultérieurement que l'accusation n'est pas plus brillante dans ses autres parties.

[QUESTIONS APRÈS LA MORT DE SEDOV]¹ (1^{er} mars 1938)

Cher Ami²,

Nous avons reçu votre lettre qui nous a apporté les premières précisions sur ce qui s'est passé. Dans le rapport signé par Jeanne³, une chose frappe avant tout. La situation du malade après l'opération est favorable pendant quatre jours, puis un brusque changement. Il erre, en délirant, dans les couloirs de l'hôpital. Le chirurgien, en présence de ce changement brusque, va jusqu'à se demander si le malade n'a pas eu l'intention de commettre un suicide. Ce fait me paraît fondamental. Le suicide ne pouvait signifier dans ce cas que le poison, en tout cas pas un coup de revolver. Pourquoi ce poison n'aurait-il pas pu venir d'un autre ? Or, immédiatement ensuite, les médecins rejettent l'hypothèse d'un assassinat par empoisonnement. Comment expliquer cette contradiction ? J'avoue que je n'y comprends rien. Jusqu'au moment où la question de Thalheimer⁴ concernant la tentative de suicide n'est pas clairement expliquée, l'énigme reste complète.

La figure de l'infirmière russe⁵ apparaît dans ce contexte

1. Lettre à H. Molinier (9157), dictée en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. Henri Molinier (1898-1944), ingénieur chimiste, avait été l'un des fondateurs de *La Vérité*. Il avait été à plusieurs reprises fondé de pouvoir et homme de confiance de Trotsky qui l'avait en haute estime et avait continué de correspondre avec lui, même après la scission, et en dépit de son appartenance au P.C.I., dirigé par son frère Raymond Molinier.

3. Jeanne Martin avait adressé un rapport. Sur cette question, cf. *Cahiers Léon Trotsky* n° 13.

4. Le Dr Marcel Thalheimer (1893-1972), chirurgien des hôpitaux de Paris, avait été appelé, en tant que spécialiste renommé, pour opérer Léon Sedov dont l'état avait été jugé alarmant.

5. Cette infirmière était une émigrée « blanche », Helena Kogina, ép. Eismont (née en 1901).

assez sinistre. Le rapport signé par Jeanne dit que cette infirmière, non seulement s'intéressait à ce que disait en russe le malade délirant, mais qu'elle essayait de lui extorquer quelques confidences en les questionnant. Est-ce qu'elle a fait un rapport ou une communication sur le contenu de ce délire à Jeanne ou à d'autres amis de Léon ? Si non, elle a dû faire un rapport ailleurs. Cette question aussi demeure inéclaircie. Peut-être qu'à distance les choses apparaissent autrement que sur place, mais je ne puis me baser que sur le texte de ce rapport.

Maintenant la question des archives⁶. L'importance de cette question vous est claire, mais elle prend maintenant une acuité exceptionnelle à cause du nouveau procès⁷. Il faut au moins que les documents et lettres qui peuvent servir à la réfutation des nouvelles calomnies soient utilisés aussitôt que possible. Voilà ce que je propose, d'accord avec Natalia. Nous donnons, de notre part, un mandat à une commission composée d'A[lfred] R[osmer], Paulsen, et G[érard]R[osenthal] ou A[lexis]B[ardin]⁸ (ils doivent eux-mêmes décider entre eux). Cette commission de trois, ou même de tous les quatre, s'il s'avère plus commode, entre en relations avec Jeanne, par votre intermédiaire, puisque vous nous semblez, cher ami, l'homme le plus indiqué pour régler la question de la manière la plus satisfaisante. La tâche de cette commission est double : a) mobiliser les documents immédiatement utilisables en en faisant des photostats ; b) arranger, d'accord avec vous, la transmission de ces documents dans les conditions d'une sécurité absolue aux Etats-Unis.

Natalia et moi voudrions bien aussi avoir aussitôt que possible toutes nos lettres écrites à Liova, également ses anciennes lettres écrites à nous et conservées dans les archives à Paris.

Quant à Sieva⁹, nous sommes bien embarrassés de faire des

6. Il s'agit des archives détenues par Léon Sedov, pour l'essentiel une partie de celles de Trotsky.

7. L'agence Tass venait d'annoncer l'ouverture à Moscou d'un troisième grand procès dont les principaux accusés allaient être les anciens dirigeants de la « droite », dont Boukharine, l'ancien chef du G.P.U. Iagoda et l'ancien « trotskyste » Khristian G. Rakovsky. Les archives de Trotsky s'étaient montrées très utiles pour démonter le mécanisme de l'imposture dans les deux premiers procès.

8. Paulsen était le pseudonyme de Lilia Ya. Ginzberg, épouse Estrine (1898-1981), dite Lola, secrétaire de Sedov depuis 1935, ancienne avocate, qui travaillait auprès de l'historien Nikolaievsky.

9. Sieva (ou Séva) est le nom familial de Vsiévolod Volkov (né en 1926), fils de Zinaïda et de Platon I. Volkov, donc petit-fils de Trotsky. Après le suicide de sa mère en 1933 ; il avait été recueilli et élevé par Léon Sedov et Jeanne Martin. Cette question de Trotsky marque le début d'un conflit qui va aller s'envenimant.

LÉON TROTSKY

propositions d'ici. Nous laissons pour l'instant toutes les possibilités ouvertes. Natalia attend des propositions de Jeanne. Je crois pour ma part que le garçon lui-même doit avoir une voix au moins consultative dans cette question.

Le caractère « pratique » de cette lettre explique son ton. Notre gratitude envers vous est bien profonde. Vous saurez faire en ami inébranlable tout ce qui est à faire.

Nos saluts les plus chaleureux.

Je vous envoie la copie d'une lettre que Van a confiée personnellement au Ministre de France ici.

[FAIRE LE NÉCESSAIRE]¹ (1^{er} mars 1938)

Chers Camarades,

Nous avons reçu la lettre de Marguerite [Rosmer]², celle de Gérard [Rosenthal] et celle d'Alexis Bardin. Les lettres d'amitié et de sympathie ne peuvent naturellement pas amoindrir la peine, mais elles apportent néanmoins une satisfaction, sur un autre plan.

J'écrirai plus tard à chacun des amis séparément. Pour l'instant je dois me borner à ces quelques lignes brèves. Natalia est trop affaiblie pour pouvoir écrire dans les prochains jours. Je vous envoie la copie de ma lettre à Henri Molinier. Je vous prie (surtout Rosmer) de faire ou de faire faire tout le nécessaire. Je vous prie aussi, ma chère Marguerite, de m'envoyer vos suggestions concernant l'avenir de Siéva. Il s'agit d'une décision d'un grand poids.

1. Lettre à A. Rosmer, Paulsen, Gérard Rosenthal, Alexis Bardin (1890), en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. Marguerite *Thévenet* (1879-1962) était la compagne d'Alfred Rosmer, liée aussi d'une amitié personnelle avec les Trotsky.

LE PROCÈS RÉPLIQUE AU VERDICT DE LA COMMISSION DEWEY¹ (2 mars 1938)

Le nouveau procès de Moscou a pour objectif de rétablir, avec des arguments plus convaincants, la confiance du monde dans la « justice » de Staline. On ne peut douter que le procès ne soit, dans une large mesure, la réponse dramatisée de Joseph Staline au verdict de la commission d'enquête dirigée par John Dewey. Nous en parlerons dans de prochains articles. Pour le moment, nous ne nous intéressons qu'à la préhistoire du procès.

L'instruction a été évidemment menée dans le plus profond secret. Mais quelques-uns de ses épisodes les plus importants ont été connus, en partie par les révélations des représentants soviétiques qui ont rompu avec le Kremlin (Reiss, Barmine, Krivitsky et autres) et en partie par d'autres sources.

Au cours de sa déposition à la session du 24 janvier 1937 du tribunal de Moscou, Karl Radek a dénoncé Boukharine comme un conspirateur. Depuis, Boukharine est en prison. Le G.P.U. a arrangé une rencontre entre lui et Radek, qui jouait le rôle d'agent du procureur général Vychinsky. Radek a dit à Boukharine avec lequel il avait eu autrefois des rapports d'amitié : « Avoue tout ce qu'ils veulent, tu auras la vie sauve. Je vis tranquillement dans une villa, j'ai ma bibliothèque, il m'est seulement interdit de rencontrer des gens. » Ces arguments n'eurent aucun effet sur Boukharine.

Lors d'une des sessions du plénum de février 1937 du comité central, Boukharine, ancien chef de l'Internationale communiste et Aleksei Rykov, ancien chef du gouvernement soviétique, ont été extraits de leur prison — un fait sans précédent dans l'histoire du parti bolchevique. On leur donna ordre de faire des « aveux

1. Article (T 3292) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

volontaires » et d'aider ainsi le parti à écraser ses ennemis (Trotsky et ses partisans). Rykov pleura devant le comité central. Le doux Boukharine, au contraire, se montra agressif, accusant Staline de falsifications judiciaires. Tous deux refusèrent de jouer ce rôle honteux. Staline hurla : « Qu'on les ramène en prison. Ils y organiseront leur défense ! » Boukharine et Rykov furent reconduits en prison par les agents du G.P.U. qui attendaient à la porte. Du fait du grand nombre de membres du plénum présents, les cercles de la bureaucratie de Moscou ont été informés de cette scène dans la journée même.

L'accusé Rakovsky, ancien chef du gouvernement ukrainien, puis ambassadeur à Londres et Paris, a été arrêté en février 1937. Le premier interrogatoire, qui a eu lieu dans son appartement, dura dix-huit heures d'affilée : ses inquisiteurs se relayaient, mais le vieux Rakovsky, qui avait alors 64 ans, fut maintenu dix-huit heures sans boire ni manger. Sa femme voulait lui donner du thé, mais on le lui interdit, sous prétexte qu'elle pouvait empoisonner son mari².

Les interrogatoires qui se prolongent pendant des heures sous la lumière hypnotisante de projecteurs spéciaux constituent le système ordinaire du G.P.U. pour affaiblir la résistance. Mratchkovsky, qui a été fusillé dans le procès Zinoviev-Kamenev, a été interrogé pendant quatre-vingt-dix heures d'affilée avec seulement de brèves interruptions. Cela paraît incroyable, mais les méthodes du G.P.U. sont, de façon générale, « incroyables ». Reiss a révélé cela entre autres sur la base d'informations qu'il tenait de Sloutsky³, un des hommes-clés du G.P.U. Certains journalistes américains étaient également au courant.

Pendant ce temps, la prétendue « purge » poursuivait son objectif essentiel de l'année précédente : la préparation des principaux personnages pour le troisième procès. Des dizaines et des centaines de parents, d'amis, de collaborateurs, de collègues des accusés étaient arrêtés. Par ces arrestations, le G.P.U. cherchait à enfermer chacun des accusés dans le cercle des faux témoignages de leurs proches.

Les candidats au banc des accusés qui n'avaient pas été brisés par les interrogatoires continus et les dizaines de faux

2. Cet épisode a été confirmé depuis par les historiens de l'époque post-stalinienne.

3. Abram A. Sloutsky (1898-1938), fils de cheminot, membre du parti en 1917, était entré dans la Tchéka à la fin de la guerre civile. Il dirigeait notamment les opérations à l'étranger.

LÉON TROTSKY

témoignages, ont été exécutés dans le cours même de l'instruction, sans procès et simplement sur décision du G.P.U., en clair, sur ordre personnel de Staline.

Le 19 décembre dernier, les dépêches officielles de Moscou ont révélé que l'éminent diplomate soviétique Lev Karakhane⁴ et l'ancien secrétaire du comité central exécutif des soviets Avel Enoukidzé avaient été exécutés comme « espions ». De toutes leurs activités politiques, Karakhane et Enoukidzé avaient toujours été étroitement liés aux accusés du nouveau procès. Ils ont été dénoncés pour avoir commis les mêmes crimes. Pourquoi ne figurent-ils pas au banc des accusés ? Uniquement parce que le G.P.U. n'a pas réussi à les briser dans le cours de la préparation du procès. Ils ont été exécutés à titre d'ultime et définitif avertissement pour les autres.

Il faut ajouter que non seulement les inculpés ne bénéficient pas de l'assistance d'un avocat, mais qu'on leur refuse des entrevues avec leurs parents et leurs amis. Les exceptions à cette règle d'airain sont des individus comme Radek, que l'on utilise uniquement pour cajoler les prisonniers et obtenir d'eux les aveux exigés. C'est ainsi que les accusés ont été « éduqués » au cours des douze derniers mois, quelques-uns d'entre eux après avoir subi des années de persécution et de répression préparatoires.

Le 19 janvier dernier, la presse mondiale a annoncé que le plénum de janvier du comité central à Moscou avait ordonné un adoucissement de la purge de masse. L'opinion publique mondiale s'est empressée de conclure que s'ouvrait l'ère d'une politique nouvelle, plus modérée. En réalité, la purge de masse n'a été arrêtée que parce que son objectif immédiat avait été atteint : c'est-à-dire que la volonté des accusés importants avait été brisée et que le procès était possible. Voilà comment a été menée l'instruction.

Les agents de Moscou à l'étranger se sont empressés d'appeler cette nouvelle farce un procès « public ». Comme si la machine légale pouvait devenir « publique » seulement parce qu'à un moment donné l'inquisition lève le rideau sur une petite partie de son travail ! Le procès s'ouvre le 2 mars. Cependant la *Pravda* est le journal personnel de Staline. Quelle signification le

4. Lev M. Karakhane (1889-1937), avocat, bolchevik en 1904, membre de l'organisation inter-rayons puis du C.M.R. de Pétrograd, était devenu diplomate en 1917. Il avait été notamment ambassadeur en Chine et en Turquie et vice-commissaire du peuple.

procès revêt-il si Staline, par son journal, dicte la sentence avant l'ouverture du procès? Seuls des laquais comme ceux qui déclaraient récemment que la constitution de Staline était « la plus démocratique du monde » peuvent appeler ce procès « public ».

Dans ce nouveau procès, on peut s'attendre à certaines améliorations par rapport aux précédents. La monotonie des aveux d'accusés se frappant la poitrine dans les deux premiers procès avait produit une impression suffocante, même parmi les « amis de l'U.R.S.S. » patentés. C'est pourquoi il est possible que l'on voit cette fois certains accusés, fidèles au rôle qu'on leur a assigné, nier leur culpabilité afin de se reconnaître coupable à l'issue du contre-interrogatoire. On peut cependant prédire qu'aucun des accusés ne fera de difficultés à un procureur Vychinsky en s'entêtant dans une attitude récalcitrante.

Une autre innovation est également possible. Dans les procès précédents, nous avons été stupéfaits de la totale absence de preuves matérielles — documents, lettres, adresses de conspirateurs, fusils, bombes. Toutes les lettres mentionnées dans ces procès avaient été « brûlées ». Il est très vraisemblable que cette fois le G.P.U. a décidé de fabriquer quelques faux documents pour donner au moins un semblant de soutien aux juristes et journalistes étrangers de ses amis. Le risque n'est pas grand : qui, à Moscou, peut vérifier le travail du G.P.U. ?

Peut-on s'attendre, malgré tout, au cours du prochain procès, à des surprises désagréables pour Staline et le G.P.U. de la part des accusés ? Est-ce qu'un cri d'indignation va éclater dans le flot des aveux : « Tout ça n'est qu'imposture, du début à la fin ! » ? Une telle surprise n'est pas exclue. Mais en même temps elle est à peine probable. La salle du tribunal sera remplie d'agents bien dressés, capables de créer l'atmosphère appropriée, tant pour les accusés, déjà brisés moralement, que pour les journalistes soigneusement sélectionnés. En outre, à chacun des accusés on a en secret promis la vie sauve. L'image de Radek et de sa villa confortable va continuer à briller sous les yeux de ces victimes torturées. La pensée de leurs familles et de leurs proches, qui périront inévitablement au cas où ils protesteraient ouvertement, constituera un frein plus fort encore. Mais peu importe que le procès se déroule extérieurement sans accroc, il explosera en l'air comme une absurdité politique, morale et psychologique. Nous en reparlerons le moment venu.

DES FAITS SIGNIFICATIFS¹

(2 mars 1938)

Krestinsky, prédécesseur de Staline comme secrétaire du parti, puis commissaire aux finances, ensuite ambassadeur à Berlin pendant cinq ans, a nié au cours de la première séance du tribunal les aveux absurdes qu'il avait faits au cours de l'instruction secrète menée par le G.P.U. Que signifie cette attitude ? Il est bien possible que ce réveil de la dignité et du courage entraîne d'autres sur la même voie. Ce serait le plus lamentable fiasco de tout l'échafaudage judiciaire. Ce serait la fin politique de Staline. C'est pourquoi il faut être prudent dans les pronostics. Pendant la nuit, Krestinsky, comme tous les autres accusés, doit retourner dans sa cellule. Dans ce laps de temps, le G.P.U. est maître de la situation. Que dira Krestinsky demain, si on l'a prévenu pendant la nuit que sa femme et sa fille peuvent être les premières victimes de son audace ? Attendons donc le développement ultérieur du procès. En revanche, gardons présente à l'esprit cette dénonciation morale, même si elle est passagère. Elle démontre, même aux aveugles, comment a été préparé le procès.

Le pauvre vieux Rakovsky a avoué qu'il a tramé un complot avec les Japonais quand il était à Tokio en mission officielle en tant que représentant de la Croix Rouge soviétique, en 1934, tout de suite après sa capitulation politique devant Staline.

Pour sa part, Boukharine a confessé qu'il a reçu, pendant son séjour à Paris en 1936, des mains de Léon Sedov, mon fils récemment décédé, des instructions en vue d'actes terroristes. Pour le moment je ne veux pas m'arrêter à examiner l'absurdité intrinsèque de ces dépositions, mais je me permets de reproduire

1. *Excelsior*, 3 mars 1938. Traduit ici de l'espagnol. Publié dans le grand quotidien mexicain sous le titre : « Trotsky prédit que Krestinsky se déclarera coupable afin de sauver sa famille. »

ŒUVRES, JANVIER-MARS 1938

ci-dessous un bref dialogue extrait du compte rendu sténographique d'enquête de la commission du Dr Dewey à Coyoacán. Voici ce qu'on peut lire pp. 338-339 :

« *Goldman* : Pouvez-vous nous donner une opinion sur un procès futur qui comprendrait Boukharine et autres? Vous attendez-vous à ce que Boukharine et Rykov soient reliés à vous? »

« *Trotsky* : Tout est possible. Je sais seulement que Boukharine a été envoyé à l'étranger en 1936, au début de 1936. Il est allé à Prague en touriste. Je me suis demandé si ce n'était pas avec l'intention de préparer une nouvelle combinaison dont il serait la base. Il a donné une conférence à Prague, tout à fait dans l'esprit officiel. Mais il est probable qu'on l'a envoyé à l'étranger pour créer la possibilité d'affirmer qu'il est entré en relations à l'étranger avec des trotskystes et des agents allemands. Je ne le sais pas, mais c'est possible. Il en va de même pour Rakovsky. Tout de suite après sa capitulation, il a été envoyé au Japon. Cela m'a fait un peu peur. Qu'est-ce que cela voulait dire? A la fin de 1934, les amis britanniques de l'Union soviétique ont déclaré : " Vous voyez, le repentir de Rakovsky est tout à fait sincère. Le gouvernement l'envoie à l'étranger. " *Maintenant, je me demande s'il n'existait pas un deuxième objectif, celui de l'accuser ensuite de s'être mis en rapports avec les chefs militaires japonais qui étaient dans le gouvernement, etc. »*

Ce pronostic, formulé en avril 1937, s'est réalisé. Il était facile à faire : quand on connaît les coefficients d'une progression géométrique, on peut déterminer facilement les termes n , $n + 1$, etc. Quand on connaît les coefficients d'une falsification, on peut, après les procès antérieurs, prévoir le bilan du nouveau procès.

QUATRE MÉDECINS QUI EN SAVAIENT TROP¹

(2 mars 1938)

Quatre médecins sont accusés d'avoir assassiné deux hauts responsables soviétiques, Kouibychev et Menjinsky², ainsi que l'écrivain Gorky, passent en jugement et sont actuellement sur le banc des accusés. On avait cru jusqu'alors que ces trois hommes étaient morts de mort naturelle : Menjinsky et Gorky étaient malades depuis de longues années. Leurs certificats de décès ont été signés par une demi-douzaine de sommités de la médecine soviétique et par le commissaire du peuple à la santé publique. Les corps ont été incinérés. Il n'est donc plus question de faire une autopsie. Sur quoi l'accusation est-elle basée ? Bien évidemment sur des « aveux volontaires ».

Je me souviens très bien de deux « médecins terroristes », Lévine et Pletnev³. Ils ont été les médecins officiels du gouvernement dès les premières années de la révolution. Les deux autres, Kazakov et Vinogradov⁴, ne me sont connus que de nom. En

1. Article (T 4293) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Il s'agit toujours des accusations lancées lors du procès de Moscou. Valerian V. Kouibychev (1888-1935) était élève-officier quand il devint bolchevik en 1904. Plusieurs fois emprisonné et déporté, il fit partie, pendant la guerre civile, du « groupe de Tsaritsyne », autour de Staline. Membre du C.C. en 1922, du bureau politique en 1927, président du Gosplan, il était mort d'une sclérose cardiaque, selon les informations officielles, le 25 janvier 1935. Son frère Nikolai, général de l'Armée rouge, allait mourir en prison le 1^{er} août 1938. Viatcheslav R. Menjinsky (1874-1934), étudiant en droit membre du parti en 1902, avait connu la prison et l'exil ; entré à la Tchéka en 1919, il avait été l'adjoint de Dzerjinsky au G.P.U. et lui avait succédé. Il était membre du C.C. depuis 1927. Il était mort le 10 mai 1934.

3. Lev G. Lévine (1870-1938) était un médecin qui avait étudié à Berlin, puis Paris et travaillait à l'hôpital du Kremlin depuis 1920. Sur Pletnev, cf. n. 7 p. 210.

4. Le Dr Ivan N. Kazakov (1870-1938) n'est pas connu autrement que par sa qualité de médecin de Menjinsky et les accusations portées contre lui. Le Dr A. I. Vinogradov (-1938) semble avoir fait partie des personnes arrêtées et « décadées » en cours d'enquête.

tant que médecins, aucun des quatre ne pouvait espérer obtenir des postes supérieurs à ceux qu'ils occupaient. Ils n'avaient jamais pris part à la vie politique. Quel pouvait donc être le mobile de ce plus effroyable des crimes, le meurtre d'un patient par son médecin ?

Les accusations deviennent encore plus invraisemblables si nous considérons les trois victimes de l'acte terroriste.

Bien qu'il ait habité l'Olympe soviétique, Kouibychev n'a jamais été considéré comme un personnage autonome. Il était muté d'un poste à l'autre, selon les besoins de la bureaucratie. Il ne jouissait d'aucune autorité dans le parti, n'avait pas d'idées politiques. Qui pouvait avoir intérêt à le tuer, et dans quel but ?

Menjinsky est devenu chef du G.P.U. en 1927, après la mort de Dzerjinsky, alors qu'il était déjà gravement malade. En fait, c'était Iagoda qui jouissait de la confiance de Staline pour les missions les plus secrètes. Mais, comme Iagoda, qui se trouve aussi parmi les accusés, était l'objet du mépris général, et ce, à juste titre, c'est Menjinsky, malade, qui avait été nommé, pour servir de couverture. Pendant les réunions officielles, Menjinsky était généralement à moitié couché, noué de douleurs. Sa mort survint non pas plus tôt, mais plus tard qu'on ne l'attendait. Pourquoi donc aurait-il fallu l'empoisonner ?

Le plus étonnant est pourtant que, sur la liste des « assassinés », figure Gorky. Il jouissait de la sympathie générale, en tant qu'écrivain et en tant qu'homme. Il ne fut jamais un personnage politique. Souffrant de tuberculose depuis son enfance, il avait vécu en Crimée, puis dans l'Italie fasciste, où il ne rencontra jamais de difficulté de la part de la police de Mussolini, précisément en raison du caractère purement littéraire de ses activités. Gorky retourna vivre en Crimée les dernières années de sa vie.

Comme il était de nature compatissante et facilement influençable, le G.P.U. l'avait entouré d'un véritable carcan d'agents déguisés en secrétaires, dont la tâche était d'empêcher des visiteurs indésirables de l'approcher. Quel sens y avait-il à assassiner un écrivain malade, de 67 ans ?

L'incroyable choix opéré par le G.P.U., aussi bien des criminels que des victimes, s'explique par le fait que même les falsifications les plus fantastiques doivent, malgré tout, être échafaudées sur quelque élément réel. Le G.P.U. était en difficulté. Bien que le « complot » ait commencé en 1918, comme il apparaît aujourd'hui, en dépit du nombre de « centres » terroristes dont les membres avaient jadis été les dirigeants

LÉON TROTSKY

traditionnels du parti bolchevique, membres du comité central et du gouvernement et, enfin, en dépit de la participation au complot des plus brillants des généraux de l'Armée rouge (le maréchal Toukhatchevsky, le général Iakir⁵ et d'autres), en dépit de tout cela, le monde entier n'a pu voir ni coup d'Etat, ni insurrection, ni action terroriste, mais seulement des arrestations, des déportations, des exécutions.

Il est vrai que le G.P.U. pourrait invoquer un seul acte terroriste réel : l'assassinat de Kirov. Celui-ci a été commis en décembre 1934 par un jeune communiste, Nikolaïev, pour des raisons inconnues, probablement pour des raisons personnelles. Depuis, le cadavre de Kirov est présent à tous les procès qui se sont déroulés ces trois dernières années. Tous, les uns après les autres, les Gardes blancs, les zinoviévistes, les trotskystes, les droitiers, tous ont assassiné Kirov.

Mais cette ressource unique s'est épuisée avec le temps. Pour étayer le vaste édifice du « complot », le G.P.U. avait besoin de nouvelles victimes de la « terreur ». Il fallait les chercher parmi les dignitaires du régime récemment décédés. Mais comme ces dignitaires étaient morts au Kremlin, c'est-à-dire dans des conditions qui excluaient toute intervention de « terroristes » venus de l'extérieur, il fallut accuser les médecins du Kremlin d'avoir empoisonné leurs propres patients sur les ordres, également, de Boukharine, Rykov, ou, pire encore, de Trotsky.

Il est, à première vue, surprenant de ne pas trouver, parmi les « victimes », Ordjonikidzé, l'ancien chef de l'industrie lourde, alors que, contrairement aux trois autres, il jouait encore, en tant que membre éminent du bureau politique, un rôle politique important. Nous en arrivons ici au nœud le plus perfide de l'« amalgame » judiciaire. Selon nos informations en provenance de Moscou, Ordjonikidzé était violemment opposé à l'extermination des vieux bolcheviks. C'était bien dans son caractère car, plus qu'aucun autre dans l'entourage de Staline, il avait conservé le sens de la responsabilité morale et de la dignité personnelle. Son opposition sur une question aussi importante

5. Iona E. Iakir (1896-1937), né en Ukraine dans une famille juive, avait fait des études en Suisse. Bolchevik en 1917, il fut l'un des dirigeants de la révolution en Bessarabie, commandant de Gardes rouges. Un des jeunes chefs révélés par la guerre civile, il était l'un des chefs les plus capables de l'Armée rouge. En dépit de sa loyauté à Staline, il avait été l'une des victimes de la purge de 1937 comme « traître » et « espion ».

ŒUVRES, JANVIER-MARS 1938

était une source de réel danger pour Staline. Gorky pouvait juste se lamenter ; Ordjonikidzé, lui, était capable d'agir. Cela seul justifie les rumeurs qui circulent au sujet de l'empoisonnement d'Ordjonikidzé. Vraies ou fausses, elles ont un caractère extrêmement persistant⁶.

Tout de suite après l'arrestation du Dr Lévine, chef de l'hôpital du Kremlin, la presse étrangère a publié des informations qui voulaient que le Dr Lévine lui-même ait été le premier à déclarer que la mort d'Ordjonikidzé pouvait être due à un empoisonnement. Fait très remarquable ! Lévine suspectait le G.P.U. d'avoir empoisonné Ordjonikidzé, quelques mois avant que le G.P.U. ne l'accuse, lui, d'avoir empoisonné Kouibychev, Menjinsky et Gorky.

Aucun des trois médecins n'était alors mêlé à cette affaire. Mais il est tout à fait possible que des discussions sur la mort d'Ordjonikidzé aient eu lieu parmi les médecins du Kremlin. C'était plus que suffisant pour justifier les arrestations. Celles-ci sont devenues à leur tour le point de départ d'un nouvel « amalgame ».

La réponse du G.P.U. était simple : « Vous suspectez donc qu'Ordjonikidzé aie pu être empoisonné ? Nous vous soupçonnons d'avoir empoisonné Kouibychev, Menjinsky et Gorky. Vous ne voulez pas le reconnaître ? Alors nous allons tout de suite vous passer par les armes. Mais, si vous reconnaissez les avoir empoisonnés sur l'ordre de Boukharine, Rykov ou Trostky, alors vous pourriez peut-être espérer notre clémence. »

Tout ceci peut paraître incroyable, mais l'in vraisemblable est précisément ce qui fait les procès de Moscou. De tels procès ne sont possibles que dans l'atmosphère viciée qui règne sous le lourd couvercle solidement scellé du régime totalitaire.

6. En fait, il est vrai qu'Ordjonikidzé était opposé à l'extermination des vieux-bolcheviks. Selon Khrouchtchev, il s'était en réalité suicidé, son sort étant probablement scellé.

LE NOUVEAU PROCÈS DE MOSCOU¹

(3 mars 1938)

1. Les Accusés

Boukharine, Rykov, et Rakovsky sont les principaux personnages du procès actuel. A travers leur attitude, on peut mesurer la profondeur de la réaction en U.R.S.S. J'ai rencontré Rykov pour la première fois en 1910 à Paris. Dubrovinsky², un bolchevik mort depuis longtemps, me le désigna en murmurant : « Aleksei aurait été Premier ministre dans tout autre pays. » Quatorze ans plus tard, sur ma recommandation, Rykov fut choisi pour le poste, laissé vacant par la mort de Lénine, de président du conseil des commissaires du peuple. Dépourvu d'intérêt pour les questions purement théoriques, Rykov possède un esprit politique clair et des capacités d'administrateur exceptionnelles. Bien que bégayant fortement, c'est un orateur d'une grande puissance. Rykov a consacré sa vie consciente tout entière à un idéal unique.

Contrairement à Rykov, Boukharine est un pur théoricien, un conférencier, un écrivain, l'un des rares bolcheviks dépourvu de toute capacité d'organisation. C'est précisément pour cela qu'il n'a jamais fait partie de l'équipe gouvernementale. Mais il fut rédacteur en chef de son organe central, la *Pravda* — un poste d'une signification exceptionnelle ! — et, après la disgrâce de Zinoviev, il fut le dirigeant de l'Internationale communiste (1926-1927). Il y a toujours eu dans le caractère de Boukharine un côté attirant, puéril, qui fit de lui, comme le dit Lénine,

1. Article (T 4294) traduit ici du russe avec la permission de la Houghton Library.

2. Iakov F. *Dubrovinsky* (1882-1918), membre du parti en 1900, déporté de 1914 à 1917 ; commandant de Gardes rouges, fait prisonnier et exécuté par la Légion tchèque.

ŒUVRES, JANVIER-MARS 1938

« l'enfant chéri du parti ». La pensée théorique de Boukharine se distingue par son caractère capricieux et sa tendance aux paradoxes. Il a souvent polémique très vivement avec Lénine qui lui répondait sur le ton sévère du professeur. La vivacité de la polémique n'a cependant jamais altéré le caractère amical de leurs relations. Boukharine aimait Lénine et était attaché à lui comme un enfant à sa mère. Si on nous avait dit pendant ces années que Boukharine serait accusé (vingt ans plus tard!) d'avoir préparé un attentat contre Lénine, tous sans aucune exception aurions proposé d'enfermer le prophète dans un asile d'aliénés.

Je connais Rakovsky depuis 1903. Notre amitié étroite a duré jusqu'en 1934, lorsqu'il s'est repenti de ses fautes oppositionnelles et a regagné le camp gouvernemental. Révolutionnaire international au sens plein du terme, Rakovsky, outre le bulgare, sa langue maternelle, parle couramment le russe, le français, le roumain, l'anglais et l'allemand, peut lire l'italien et encore d'autres langues. Expulsé de neuf pays européens, Rakovsky a lié son destin à la révolution d'Octobre qu'il a servie aux postes les plus responsables. Médecin de profession, orateur et écrivain brillant, il gagnait le cœur de chacun par ses qualités de franchise, sa gentillesse, son humanité et son sens pédagogique.

Boukharine a à son crédit trente ans de travail révolutionnaire, Rykov presque quarante, Rakovsky presque cinquante. Ces trois hommes sont maintenant accusés d'être devenus tout d'un coup des « espions » et des agents de puissances étrangères cherchant à détruire et à démembrer l'U.R.S.S. et restaurer le capitalisme. Tous les trois, après de longues périodes de traitements d'inquisition dans les prisons du G.P.U., ont avoué leur culpabilité!

Le suivant en importance est Krestinsky, avocat de profession et vieux-bolchevik. Il a été le prédécesseur de Staline comme secrétaire général du parti avant de devenir commissaire du peuple aux finances et, plus tard, ambassadeur à Berlin. Une dépêche annonce que Krestinsky, nerveux et impétueux, a désavoué lors de la première audience du tribunal tous les témoignages qu'il avait faits à l'instruction. Contaminera-t-il les autres par son exemple, ou retombera-t-il dans la prostration après ce bref sursaut de courage, nous le saurons dans les jours qui viennent.

Iagoda occupe une place à part sur le banc des accusés, d'abord en tant qu'homme tout-puissant au G.P.U. et, plus tard aussi, son chef officiel. Il a été le principal homme de confiance

LÉON TROTSKY

de Staline pendant les dix années de sa lutte contre l'Opposition. Homme insignifiant en soi, sans aucun trait particulier, il personnifie l'esprit de la police secrète. Après avoir préparé le procès de Zinoviev-Kamenev (août 1936), Iagoda a pris peur devant la perspective de la poursuite de l'extermination des vieux-bolcheviks parmi lesquels il avait beaucoup d'amis personnels. Son sort était scellé. Hier encore élevé au titre de « maréchal de la police », il a été détrôné, arrêté et déclaré traître et ennemi du peuple. Ejov, le nouveau chef du G.P.U., a appliqué à Iagoda la méthode d'interrogatoires dont ce dernier était l'inventeur et obtenu les mêmes résultats que lui.

Parmi les autres accusés, Rosengolz et Zelensky³ ont un intérêt politique en tant que vieux-bolcheviks et anciens membres du comité central. Rosengolz, essentiellement un organisateur, a joué dans la guerre civile un rôle important qui, dans une large mesure, relevait de mon contrôle direct. Zelensky a dirigé la section la plus importante du parti — la section de Moscou — pendant plusieurs années. Les anciens commissaires du peuple Ivanov, Grinko et Tchernov⁴ ne sont que des personnages purement administratifs de la nouvelle formation. Trois des accusés, Ikramov, Khodjaiev, Charangovitch⁵, me sont connus pour avoir été des personnages importants dans les milieux provinciaux du parti. Cinq noms, Krioutchkov, Bessonov, Zou-

3. Isaac A. *Zelensky* (1890-1938), membre du parti en 1906, des années de prison et d'exil, dirigeant du parti à Moscou de 1920 à 1924, puis secrétaire du C.C. au bureau d'Asie centrale, membre du C.C. du parti et de l'exécutif des soviets et président de l'association des consommateurs.

4. Vladimir I. *Ivanov* (1893-1938), fils de paysan, membre du parti en 1915, membre du C.C., fit une carrière d'apparatchik et était en 1937 commissaire du peuple à l'industrie du bois. Grigori F. *Grinko* (1890-1938) avait rejoint des S.R. au temps où il était étudiant en 1906, était devenu officier pendant la guerre et, en 1917, membre du C.C. du parti « borotbiste » d'Ukraine, qui devait fusionner avec le P.C. en 1919. Il était commissaire du peuple aux finances depuis 1930. Mikhaïl A. *Tchernov* (1891-1938) avait été menchevik, responsable de la collectivisation des campagnes en 1929-1930, il avait été commissaire du peuple à l'agriculture.

5. Akmal *Ikramov* (1898-1938), fils de paysan, avait fondé en 1918 le P.C. d'Uzbékistan et était membre du C.C. du P.C.U.S. Il avait été arrêté en 1937. Fayçullah A. *Khodjaiev* (1896-1938) avait rejoint en 1913 le parti nationaliste du « jeune Boukhara » et était devenu membre de son C.C. en 1917. Il avait combattu pendant la guerre civile avec l'Armée rouge, fondé le P.C. de Boukhara, était devenu président du conseil des commissaires du peuple de Boukhara, puis, de 24 à 37, de la république soviétique d'Uzbékistan. Il avait été arrêté en 1937, accusé d'appartenir à une « organisation nationaliste bourgeoise » et d'avoir préparé la sécession de l'Uzbékistan. Vassili F. *Charangovitch* (1897-1938), premier secrétaire en Biélorussie était également accusé de « nationalisme bourgeois ».

barev, Maximov et Boulanov⁶ n'éveillent dans mon esprit aucune association. En tout cas, ce sont des gens de troisième ou quatrième rang.

Les quatre docteurs de l'hôpital du Kremlin méritent une attention particulière. J'ai plus d'une fois utilisé les services médicaux de deux d'entre eux, Lévine et Pletnev. Des deux autres, Kazakov et Vinogradov, je ne me rappelle que les noms. Les médecins sont accusés — ni plus ni moins — d'avoir empoisonné le commissaire du peuple à l'industrie lourde, Kouibychev, le chef du G.P.U. Menjinsky et l'écrivain Maksim Gorky. Il ne manquait plus que cette accusation incroyable pour donner plus d'éclat aux autres.

Considérons brièvement la situation actuelle du parti bolchevique et du pouvoir soviétique après les séries d'impostures judiciaires de Staline. Des neuf personnes qui, du vivant de Lénine, étaient membres du bureau politique, c'est-à-dire l'institution suprême du parti et du gouvernement, toutes, à la seule exception de Staline et de Lénine (qui est mort opportunément) se sont révélés être des agents de puissances étrangères. Tous les chefs de l'Armée rouge et de la Flotte sans exception étaient des traîtres : Trotsky, Toukhatchevsky, Iakir, Ouborévitch⁷, etc. Tous les ambassadeurs soviétiques, Sokolnikov, Rakovsky, Krestinsky, Karakhane, Ioureniev⁸ etc. se sont révélés des ennemis du peuple. Tous les chefs de l'industrie et des chemins de fer étaient des saboteurs : Piatakov, Sérébriakov, Smirnov, Livshitz⁹ et autres. A la tête de l'Internationale communiste ont été placés par accident deux agents fascistes, Zinoviev et Boukharine ; deux autres agents fascistes, Boukharine et Radek, ont été, de la même façon, placés à la tête de la presse soviétique.

6. Sergei A. Bessonov (1892-1941) avait été employé à la légation commerciale de Berlin. Arrêté en février 1937, il n'était passé aux « aveux » qu'en décembre. Piotr P. Krioutchkov (1889-1938) avait été le secrétaire personnel de Gorky. Prokopy T. Zoubarev (1886-1938) était un fonctionnaire subalterne du commissariat à l'agriculture. V. A. Maksimov-Dikovsky (1900-1938) avait été secrétaire de Kouibychev. Pavel P. Boulanov (1895-1938) était l'ancien secrétaire de Iagoda. Il avait escorté Trotsky lors de son expulsion en 1929, mais ce dernier ne l'identifie pas encore.

7. Iéronym P. Uboriachus, dit Ouborévitch (1896-1938), fils de paysan, officier d'artillerie en 1916, passé dans l'Armée rouge, commandant d'armée en 1919, avait été fusillé en même temps que Toukhatchevsky et Iakir.

8. Konstantin K. Iouréniev (1888-1938), fils de cheminot, militant en 1904, avait d'abord eu des responsabilités militaires, mais était devenu diplomate en 1920.

9. Iakov A. Livshitz (1896-1937), ancien haut fonctionnaire des chemins de fer était en 1934 commissaire du peuple adjoint aux communications.

LÉON TROTSKY

Les dirigeants de trente républiques soviétiques nationales se sont révélés des agents de l'impérialisme. Finalement, la vie et la santé des chefs du parti et du gouvernement étaient confiées à des empoisonneurs. Pour compléter ce tableau, il ne reste plus qu'à y apposer la signature de son auteur, Joseph Staline.

Les accusés du procès actuel, comme des précédents, appartiennent politiquement à des groupes divers et, de plus, hostiles. Boukharine et Rykov, avec le président des syndicats, Tomsky, qui a été conduit au suicide, étaient les dirigeants de la droite du parti. Leur lutte contre le trotskysme avait un caractère de principe plus conséquent. Main dans la main avec eux, Staline, qui jouait le rôle du centre, a préparé la destruction de l'Opposition de gauche par la police en 1928. Ce n'est que dans les dépêches de Moscou que j'ai appris l'existence d'un « bloc » droitiers-trotskystes. Le véritable bloc auquel la droite participa pendant plusieurs années a été le bloc avec Staline contre moi et mes amis.

Rakovsky, Krestinsky et Rosengolz ont réellement été mes partisans pendant un temps. Mais seul Rakovsky joua un rôle actif dans l'Opposition de gauche. Et c'est de sa plume que sortit la plus brillante analyse de la décomposition morale et politique de la bureaucratie soviétique. Rosengolz et Krestinsky pourraient être à plus juste titre considérés comme des sympathisants de l'Opposition plutôt que ses membres actifs. En 1927, tous deux sont passés dans le camp de Staline, devenant de dociles fonctionnaires. Rakovsky a tenu plus longtemps que les autres. J'ai reçu l'information, malheureusement non confirmée, selon laquelle Rakovsky avait essayé en 1934 de s'évader de Barnaoul (Altai), avait été blessé, arrêté et transporté à l'hôpital du Kremlin. Ce n'est qu'après cette amère expérience que le combattant, malade et harassé, capitula devant la clique dirigeante.

Les anciens droitiers, les anciens partisans de la gauche, des bureaucrates de l'école stalinienne, des médecins apolitiques et de mystérieux inconnus ne pouvaient pas participer ensemble à une conspiration politique. Ils ne sont liés que par la volonté mauvaise du procureur.

Le grandiose procès actuel, comme les deux premiers, repose comme sur un axe invisible sur l'auteur de ces lignes. Invariablement, tous les crimes ont été commis à ma demande. Les hommes qui ont été mes adversaires irréductibles et qui ont fait campagne contre moi tous les jours dans la presse et les meetings de masse, comme Boukharine et Rykov se sont révélés

tout d'un coup — personne ne sait pourquoi — prêts à accomplir n'importe quel crime sur un signe de moi, de l'étranger. Les dirigeants du gouvernement soviétique, sur mon ordre, devenaient agents des puissances étrangères, « provoquaient » la guerre, préparaient la destruction de l'U.R.S.S., ruinaient son industrie, sabotaient les trains, empoisonnaient les ouvriers avec des gaz mortels (mon plus jeune fils, Sergei Sedov¹⁰, professeur dans une école d'ingénieurs, a été en particulier accusé de ce crime). Pour couronner le tout, les médecins du Kremlin eux-mêmes empoisonnaient leurs patients pour mon bon plaisir.

Je connais bien les circonstances et les gens, y compris l'organisateur de ces procès, Staline. J'ai suivi avec attention l'évolution interne du régime soviétique. Autrefois j'avais étudié avec soin l'histoire des révolutions et contre-révolutions dans les autres pays où là, non plus, on ne pouvait se passer des impostures ni des amalgames. Depuis un an et demi je vis presque continuellement dans l'atmosphère des procès de Moscou. Pourtant, quand je lis un nouveau télégramme qui parle des préparatifs de Boukharine pour assassiner Lénine, des liaisons de Rakovsky avec l'état-major général japonais, ou de l'empoisonnement du vieux Gorky par les médecins du Kremlin, il me semble que je rêve et que je délire. Et il me faut presque un effort physique pour arracher mes propres pensées aux combinaisons de cauchemar du G.P.U. et les tourner vers la question : comment et pourquoi cela a-t-il été possible ?

2. *Les Accusateurs*

Quiconque essaie de juger les événements qui se déroulent en Russie se trouve placé devant l'alternative suivante : (1) ou bien tous les vieux révolutionnaires qui ont conduit la lutte contre le tsarisme, constitué le parti bolchevique, réalisé la révolution d'Octobre, mené une guerre civile de trois ans, bâti l'Etat soviétique, créé l'Internationale communiste — tous ces hommes presque sans exception — étaient, au moment même où ils faisaient cela, ou dans les années qui ont suivi, des agents des Etats capitalistes ; ou bien (2) l'actuel gouvernement soviétique

10. Sergei L. Sedov (1908-1938) était le second fils de Trotsky et de Natalia Sedova.

LÉON TROTSKY

dirigé par Staline a perpétré les crimes les plus odieux de l'histoire du monde.

Beaucoup cherchent à trancher de cette question sur un plan purement psychologique. « Qui avait gagné pour lui-même la plus grande " confiance " ?, demandent-ils, Staline ou Trotsky ? » La spéculation à un tel niveau reste stérile dans la majorité des cas. L'utilisation de la règle du « juste milieu » conduit certains à chercher un compromis : probablement, disent-ils, Trotsky a fait quelque conspiration, mais Staline l'a exagérée. Je propose que le lecteur se pose la question non sur le plan de la spéculation subjective, psychologique ou morale, mais sur celui de l'analyse objective des facteurs historiques. C'est la méthode la plus sûre.

La question de la psychologie personnelle conserve sa signification, mais la personnalité des individus cesse d'être ou de paraître le maître du destin d'une nation. Elle devient elle-même le produit de certaines conditions historiques, l'agent des vieilles forces sociales connues. Il faut étudier le programme de la personnalité la plus puissante, y compris le programme qui a conduit aux impostures, à la lumière des intérêts historiques qu'il représente.

Staline appartient incontestablement à la catégorie des vieux révolutionnaires. Il a été membre du parti bolchevique depuis la révolution de 1905. Mais on ne peut peindre tous les bolcheviks d'une seule et même couleur. Staline représente un type directement opposé à Lénine, ou pour trouver une comparaison plus appropriée, à Zinoviev et Kamenev qui ont longtemps travaillé en exil sous la direction immédiate de Lénine. Staline n'est allé à l'étranger qu'irrégulièrement, pour les besoins du parti. Il ne connaît aucune langue étrangère. Sur le plan théorique, il a tous les traits d'un autodidacte. A chaque instant, on découvre des trous béants dans ses connaissances. En même temps, c'est un esprit fortement pratique, à la fois attentif et soupçonneux. Incontestablement, son caractère est supérieur à son intelligence. C'est un homme d'un courage personnel incontestable et d'une grande maîtrise de soi, complètement dépourvu de toute espèce de talents distinctifs — élans de la pensée, imagination créatrice, capacité oratoire ou littéraire —, son ambition a toujours été colorée par la suspicion et l'esprit de vengeance. Toutes ces qualités pourtant, aussi bien que ces défauts, sont restés enfermés en lui pendant de nombreuses années : inexprimées et d'autant plus comprimées. Staline donnait l'impression d'être une médiocrité éminente, et rien de plus. C'est seulement sous le

coup de circonstances historiques très particulières que les traits sous-jacents de son caractère ont trouvé une occasion de s'épanouir de façon extraordinaire.

L'année 1917 a trouvé Staline profondément provincial au sens politique du terme. Il n'osait même pas penser à la dictature du prolétariat ni à la réorganisation socialiste de la société. Son programme se limitait à la formation d'une république bourgeoise. Après la révolution de février, il prônait l'unité avec les mencheviks et le soutien au premier gouvernement provisoire, dont le président était le prince Lvov, le ministre des affaires étrangères le libéral, le Professeur Milioukov, et le ministre de la guerre l'industriel Goutchkov¹¹. Tout cela est inscrit dans des centaines d'articles et de procès-verbaux. Le programme socialiste de Lénine a pris Staline par surprise. Il n'a joué aucun rôle dans les grands mouvements de masse de 1917. Mais, courbant la tête devant Lénine, il s'est tenu dans l'ombre, travaillant à la rédaction de la *Pravda* et écrivant des articles ternes.

Lénine estimait Staline pour sa maîtrise de soi, la fermeté de son caractère et sa prudence. Il ne se faisait aucune illusion sur son niveau théorique ni ses vues politiques. En même temps, mieux que les autres, il comprenait et résumait la physionomie morale de « ce remarquable Géorgien », ainsi qu'il écrivait dans une lettre écrite en 1913. Lénine n'avait pas confiance en Staline. En 1921, quand Zinoviev le recommanda pour le poste de secrétaire général, Lénine donna cet avertissement : « Je ne vous le conseille pas. Ce cuisinier ne préparera que des plats épicés. » Dans son Testament (janvier 1924), Lénine recommanda nettement au parti de retirer à Staline le poste de secrétaire général, se référant à sa *brutalité*, sa *déloyauté* et sa tendance à *abuser du pouvoir*. Gardons bien ces traits en mémoire !

Dans les discussions sur les problèmes de l'Internationale communiste du vivant de Lénine, on n'entendit jamais Staline. Il fut aussi sceptique sur la révolution internationale qu'il l'avait été sur la question de la révolution socialiste en Russie. Les limites de son optique historique et ses instincts sociaux conservateurs, hérités de son milieu petit-bourgeois géorgien, lui inspiraient une extrême méfiance vis-à-vis des masses. En revanche, il estimait

11. Georgi E., prince Lvov (1861-1925), un des chefs du parti cadet, constitutionnel-démocrate, présida le gouvernement provisoire de février à juillet 1917 où il céda sa place à Kerensky. Aleksandr I. Goutchkov (1862-1936), président du parti octobriste, devint ministre de la Guerre et de la Marine dans le gouvernement provisoire du prince Lvov.

hautement l'appareil, les « cadres ». Ce domaine d'activité correspondait parfaitement à ses qualifications de conspirateur clandestin. Dans la première période de la révolution, c'est-à-dire jusqu'en 1923, lorsque l'initiative et la participation des masses jouaient encore un rôle décisif, Staline resta à l'arrière-plan, comme un personnage de second ordre. Son nom ne disait rien à personne. Les masses ne le connaissaient pas du tout. Il n'était une demi-autorité que pour les fonctionnaires du parti qui dépendaient de lui. Mais plus les masses, sous le poids des difficultés historiques, voyaient s'éteindre leur ardeur et croître leur fatigue, plus l'appareil bureaucratique s'élevait au-dessus de leurs têtes. Et dans le même temps, il transformait totalement son caractère interne. La révolution, par son essence même, implique l'emploi de la violence des masses. Mais la bureaucratie, qui était arrivée au pouvoir grâce à la révolution, décida que la violence était le principal facteur de l'Histoire. Dès 1923-1924, j'eus à combattre cet aphorisme, répandu au Kremlin, qui affirmait : « Si des régimes politiques sont tombés dans le passé, c'est seulement parce que leurs dirigeants n'avaient pas décidé d'employer la violence qui aurait été nécessaire à leur maintien. » En même temps, la bureaucratie en venait de plus en plus à la conviction que, puisqu'elles l'avaient portée au pouvoir, les masses avaient terminé leur mission. La philosophie marxiste de l'histoire était transformée en une sorte de philosophie policière. L'expression la plus complète et la plus conséquente des tendances nouvelles de la bureaucratie a été donnée par un seul homme — Staline. Les impulsions secrètes de son caractère volontaire avaient finalement trouvé l'application adéquate. En quelques années, Staline devint dans le sens le plus complet du terme, le tsar de la nouvelle bureaucratie, la caste des parvenus rapaces.

Mussolini, Pilsudski, Hitler — chacun à sa manière, a été l'initiateur d'un mouvement de masse, quoique réactionnaire, et est monté au pouvoir avec ce mouvement. Staline n'a jamais été un *initiateur* et, de par son caractère, il ne pouvait pas l'être. Il attendait et conspirait dans l'ombre. Quand la bureaucratie se mit à la tête de la révolution dans le pays isolé et arriéré, elle plaça presque automatiquement Staline sur ses épaules — Staline, qui correspondait mieux à sa philosophie policière, c'est-à-dire qui était capable de défendre le pouvoir et les privilèges de la bureaucratie de façon plus impitoyable que les autres. « Socialisme », « prolétariat », « peuple », « révolution internationale » devinrent seulement des pseudonymes de la caste bureaucratique. Plus ses hésitations internes sont grandes, plus elle

utilise ces mots avec tapage. Tout son enracinement dans la société post-révolutionnaire repose sur des fraudes, des faux, des mensonges. Elle ne peut autoriser la moindre opposition, car elle n'a, pour défendre sa politique cupide, pas un seul argument convaincant. Elle est obligée d'étouffer dans l'œuf toute critique dirigée contre son despotisme et ses privilèges, de proclamer que tout désaccord est trahison et perfidie. Au début, ses attaques consistaient en calomnies de journalistes, falsification des citations et des statistiques (la bureaucratie dissimule ainsi soigneusement ses revenus). Mais plus la nouvelle caste s'élevait au-dessus de la société soviétique, plus il lui fallait employer de puissants moyens pour écraser ses adversaires et intimider les masses.

C'est précisément à ce point que Staline a révélé au grand jour les dangereuses caractéristiques contre lesquelles Lénine avait mise en garde : sa brutalité, sa déloyauté, sa propension à abuser du pouvoir. Le cuisinier du Kremlin se mit à préparer des plats très épicés. Les traditions encore vivantes de la révolution pèsent sur sa conscience en lui montrant que son pouvoir est celui d'un usurpateur. La génération de la révolution, bien qu'humiliée et écrasée, demeure à ses yeux une menace. Plus que jamais effrayé par les masses, il les tient en échec au moyen de son appareil bureaucratique. Mais cet édifice bureaucratique lui-même ne parvient jamais au « monolithisme » nécessaire. Les traditions anciennes et les nouvelles aspirations sociales provoquent des frictions et des critiques à l'intérieur de l'appareil. C'est ce qui rend nécessaire des « purges » constantes. Comme il est impossible de dire aux masses que les arrestations, les déportations et les exécutions sont dirigées contre des gens qui revendiquent la diminution des privilèges de la bureaucratie et une amélioration des conditions de vie des masses, les calomnies journalistiques et la persécution de l'Opposition ont été peu à peu remplacées par les procès falsifiés. Un régime totalitaire, dans lequel les témoins, les juges, les accusés et la presse sont tous dans les mains de la police secrète, peut s'embarquer dans de telles expériences judiciaires — à Berlin comme à Moscou. Mais comme les éléments les plus dangereux pour la caste des parvenus sont les représentants de la génération révolutionnaire, même s'ils n'ont que partiellement prouvé leur fidélité à l'ancien drapeau, le G.P.U. devait prouver que ces vieux-bolcheviks étaient des espions et des traîtres.

La méthode du G.P.U. est celle d'une Inquisition modernisée : l'isolement complet, l'arrestation des parents, des enfants,

LÉON TROTSKY

des amis, l'exécution de « quelques-uns » des accusés pendant la préparation d'une affaire (Karakhane, Enoukidzé et bien d'autres), la menace de l'exécution des parents, le hurlement monotone qui s'élève de la presse totalitaire — tout cela suffit pour briser les nerfs et écraser la volonté des emprisonnés. Ainsi, sans utiliser le fer rouge ni l'eau bouillante, obtient-on les nécessaires « aveux volontaires ».

Récemment encore, Staline était tout à fait convaincu de l'omnipotence de ce système. Mais on peut douter qu'il ait conservé cette conviction. Chaque procès a donné naissance à un mécontentement et une inquiétude grandissante non seulement dans les masses, mais parmi les bureaucrates eux-mêmes. Pour faire taire ce mécontentement, il faut fabriquer un nouveau procès. Derrière ce jeu diabolique, on peut percevoir la pression, encore comprimée, mais toujours grandissante, de la nouvelle société qui réclame des conditions d'existence culturelles plus libres et une existence plus digne. La lutte entre la bureaucratie et la société devient de plus en plus intense. Dans cette lutte, la victoire ira inévitablement au peuple. Les procès de Moscou ne sont que des épisodes de l'agonie mortelle de la bureaucratie. Le régime de Staline sera balayé par l'histoire.

[L'ALLIANCE SECRÈTE AVEC L'ALLEMAGNE]¹

(3 mars 1938)

Quand le jeune diplomate Boutenko s'enfuit de Roumanie en Italie et y publia une déclaration semi-fasciste², le commissaire du peuple aux affaires étrangères, M. Litvinov³, s'empessa de proclamer au monde entier que de tels sentiments ne pouvaient provenir d'un diplomate soviétique, mais seulement d'un imposteur appartenant aux Gardes blancs. Mais, Litvinov ajouta que si la déclaration avait été faite par Boutenko, alors lui, le diplomate, ne doutait pas une minute qu'on n'avait pu lui extorquer semblable déclaration que par la torture. Tentons en toute sérénité d'appliquer cette opinion autorisée comme règle pour juger l'actuel procès de Moscou.

Il ne s'agit plus maintenant d'un individu inconnu, comme Boutenko, mais de l'ancien chef du gouvernement, Rykov, de l'ancien chef du Comintern, Boukharine, de nombre d'ambassadeurs et de ministres dont les noms se confondent de façon indissociable avec l'histoire de l'U.R.S.S. Ces gens ne se sont pas simplement enfuis en Italie fasciste au moment où ils étaient personnellement en danger : ils se sont mis collectivement à la disposition des puissances étrangères afin de démembrer l'Union soviétique et de restaurer le capitalisme.

1. Article (T 4296) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Fedor *Boutenko* (né en 1906), chargé d'affaires soviétique à Bucarest, avait disparu au début de février. Un ordre de recherche avait été lancé par la police roumaine le 8. Il reparait une semaine plus tard à Rome et publiait le 16 dans le *Giornale d'Italia* sous le titre « Souvenirs de la vieille Russie » une violente attaque contre l'U.R.S.S. Le fait que ce diplomate s'était réfugié dans un pays fasciste semblait embarrasser ses supérieurs, comme le montre la déclaration de Litvinov. *L'Humanité* du 18 février titrait « Boutenko a été victime d'un rapt » et affirmait que l'homme qui se faisait passer à Rome pour Boutenko était un « garde blanc » : elle reproduisait une note soviétique en ce sens.

3. Maksim M. Wallach, dit *Litvinov* (1878-1951), ancien représentant du parti bolchevique à Londres, était commissaire du peuple aux affaires étrangères.

LÉON TROTSKY

Si M. Litvinov juge incroyables les outrances de type fasciste d'un jeune diplomate isolé, n'avons-nous pas raison de dire qu'il est mille fois plus difficile de croire que toute la vieille génération du parti bolchevique est passée dans le camp fasciste ? Il est vrai que les accusés ont avoué leur culpabilité. Mais ces aveux sont moins susceptibles encore de nous convaincre que la déclaration de Boutenko a convaincu Litvinov. Nous avons en outre le droit de répéter les paroles du diplomate de Moscou avec dix fois plus de force : « De tels aveux n'ont pu être arrachés aux accusés que par la torture. »

Il est possible qu'un ou plusieurs hommes commettent une série de crimes horribles, en admettant que ces derniers aient un sens pour les criminels. Un individu peut commettre un crime absurde. Mais on ne peut pas admettre qu'un groupe important d'hommes, non seulement mentalement normaux, mais d'une intelligence supérieure, aient accompli pendant plusieurs années toute une série de crimes aussi monstrueux que dénués de signification. Le trait distinctif de l'actuel procès est l'exagération des accusations anciennes au point qu'elles retombent dans une absurdité totale et définitive.

La formule de l'accusation, dans le cas de Zinoviev, Kamenev et les autres en août 1936, indiquait que les conspirateurs, mus par une simple « soif du pouvoir », avaient décidé de recourir à des actes terroristes et même de s'allier à la Gestapo. Au cours du procès Piatakov-Radek, en janvier 1937, l'accusation soutenait que les conspirateurs voulaient le pouvoir pour instaurer le fascisme en U.R.S.S. Acceptons ces deux thèses. Mais, dans le procès actuel, on accuse l'auteur de ces lignes d'être devenu un agent de l'Allemagne dès 1921, alors qu'il était membre du bureau politique et chef de l'Armée rouge et alors que l'Allemagne n'était pas encore fasciste. Nous entrons là dans le domaine de la psychopathologie.

En 1921, nous venions de terminer victorieusement la guerre civile. La position internationale de l'Union soviétique s'était stabilisée. L'introduction de la Nep stimulait l'économie. Nous avions le droit de regarder l'avenir avec un réel optimisme. Une expression de cet optimisme fut en particulier mon rapport au 3^e congrès de l'Internationale communiste en juin 1921. D'un autre côté, l'Allemagne de cette époque se trouvait dans l'impasse de Versailles. Sa puissance économique avait été sapée, sa force militaire était pratiquement anéantie. Des milliers d'officiers allemands devenaient mercenaires, offrant leurs services à tous les pays limitrophes. Même s'il nous fallait reconnaître

— et, dans l'intérêt de la profondeur de l'analyse, je suis prêt à tout reconnaître — que je ne recherchais pas seulement le pouvoir, mais ma dictature personnelle, fût-ce au prix de la trahison et d'accords secrets avec des gouvernements capitalistes, je n'aurais en aucun cas choisi l'Allemagne désarmée et humiliée qui avait elle-même besoin d'aide et qui était bien incapable d'en offrir une aux autres.

Les dépêches de Moscou lient mon nom à celui du général von Seeckt⁴, à l'époque chef de la Reichswehr. Cela donne un semblant de justification à l'hypothèse qui sera, je suppose, indirectement affirmée au cours du procès. On sait que même le délire prend appui sur quelques éléments de réalité. En même temps, on ne peut donner au mensonge l'apparence de la réalité que si l'on y intègre quelques parcelles de vérité. C'est à partir de cette perspective que nous allons essayer de découvrir la base matérielle sur laquelle l'accusation a été échafaudée.

Depuis le moment de la chute des Hohenzollern⁵, le gouvernement soviétique rechercha une alliance défensive avec l'Allemagne contre l'Entente et la paix de Versailles. Mais en ce temps, la social-démocratie, qui jouait les premiers violons en Allemagne, craignait Moscou et plaçait tous ses espoirs en Londres et surtout Washington. Au contraire, la caste des officiers de la Reichswehr, en dépit de son hostilité politique pour le communisme, considérait comme nécessaire une collaboration diplomatique et militaire avec la république soviétique. Comme les pays de l'Entente n'étaient nullement pressés de répondre aux espoirs des social-démocrates, l'orientation « moscovite » de la Reichswehr commença à influencer également les milieux gouvernementaux. L'apogée de cette période fut la conclusion de l'accord de Rapallo, établissant des relations amicales entre la Russie soviétique et l'Allemagne (17 avril 1922).

Le commissariat à la guerre, que je dirigeais, était en train de préparer, en 1921, le réarmement et la réorganisation de l'Armée rouge, qui devait passer de l'état de guerre à l'état de paix. Extrêmement intéressés par les progrès de la technique militaire, nous ne pouvions alors espérer de collaboration qu'avec l'Allemagne. En même temps, la Reichswehr, qui était

4. Hans von Seeckt (1866-1936), officier d'état-major entré au G.Q.G. à 33 ans, avait commandé la Reichswehr entre 1920 et 1926.

5. La dynastie des Hohenzollern avait d'abord régné sur la Prusse, puis sur l'Allemagne, de 1871 à l'abdication de Guillaume II en 1918.

LÉON TROTSKY

privée par le traité de Versailles de possibilités de développement, particulièrement dans les domaines de l'artillerie lourde, de l'aviation et de la guerre chimique, cherchait naturellement à utiliser l'industrie militaire russe comme terrain d'expériences. Les concessions allemandes en Union soviétique commencèrent à un moment où j'étais encore immergé totalement dans la guerre civile. La plus importante par ses possibilités — ou, plus précisément, par les espoirs qu'elle éveillait — était celle qui était offerte au Konzern aéronautique Junker. Cette concession impliquait la venue en Russie soviétique d'un grand nombre d'officiers allemands. A leur tour, divers représentants de l'Armée rouge visitèrent l'Allemagne où ils connurent la Reichswehr et ceux des « secrets » militaires allemands qu'on leur montrait gracieusement. Tout ce travail se faisait bien entendu en secret, puisque l'épée de Damoclès des obligations de Versailles était suspendue au-dessus de la tête de l'Allemagne.

Officiellement, le gouvernement de Berlin ne prit aucune part à ces négociations et fit semblant de tout ignorer à leur sujet : la responsabilité formelle en incombait à la Reichswehr. Le secret ne pouvait naturellement être gardé longtemps. Des agents de l'Entente, des Français en particulier, établirent sans difficulté qu'il y avait près de Moscou une usine d'aviation Junker et que diverses autres usines tournaient près de Moscou. Paris, incontestablement, attribuait une signification exagérée à notre collaboration avec l'Allemagne. Cette collaboration ne donna pas beaucoup de résultats, car les Allemands, comme nous, manquaient de capitaux. Il y avait en outre trop de méfiance mutuelle... Néanmoins, les liens semi-amicaux avec la Reichswehr furent maintenus même après 1923, date à laquelle l'accusé d'aujourd'hui Krestinsky devint ambassadeur en Allemagne.

Du côté de Moscou, ce travail ne fut évidemment pas dirigé par moi en tant qu'individu, mais par le gouvernement soviétique dans son ensemble, plus exactement par son centre dirigeant, le bureau politique. Pendant toute cette période, Staline était membre du bureau politique et, ainsi que l'illustre son comportement jusqu'en 1934, quand Hitler refusa la main tendue de Moscou, il était l'un des partisans les plus acharnés de la collaboration avec la Reichswehr et l'Allemagne en général. L'administration des concessions militaires allemandes était entre les mains d'un des accusés d'aujourd'hui, Rosengolz, en qualité de représentant de la direction du commissariat à la guerre. Compte tenu du danger d'infiltration d'espions militaires, Dzer-

ŒUVRES, JANVIER-MARS 1938

jinsky, le chef du G.P.U., en collaboration avec ce même Rosengolz, maintenait sur ces concessions une surveillance constante.

Dans les archives secrètes du commissariat à la guerre et du G.P.U. doivent être conservés des documents dans lesquels il est fait en termes très prudents et conspiratifs des allusions à la collaboration avec la Reichswehr. Sauf pour des gens comme Staline, Molotov⁶, Boukharine, Rykov, Rakovsky, Rosengolz, Iagoda et une dizaine d'individus ou plus, le contenu de ces documents pourrait bien sembler « énigmatique » non seulement au procureur Vychinsky qui, à cette époque, était dans le camp des Blancs, mais aussi à quelques membres actuels du bureau politique.

Le procureur ne présentera-t-il pas ces documents comme preuve matérielle afin d'impressionner les journalistes étrangers amis? Il est tout à fait possible que notre hypothèse se trouve recevoir substance avant même que ces lignes aient atteint nos lecteurs.

6. Viatcheslav M. Skriabine, dit *Molotov* (né en 1890) vieux-bolchevik, depuis longtemps lié à Staline, était en 1938 le chef du gouvernement.

A L'ATTENTION DE CEUX QUI PENSENT¹

(3 mars 1938)

Voici trois jours, par voie de presse, j'ai mis en garde l'opinion publique des Etats-Unis en ces termes :

« Dans ce nouveau procès, on peut s'attendre à certaines améliorations par rapport aux précédents. La monotonie des aveux d'accusés se frappant la poitrine dans les deux premiers procès avait produit une impression suffocante, même parmi les " amis de l'U.R.S.S. " patentés. C'est pourquoi il est possible que l'on voit cette fois certains accusés, conformément au rôle qu'on leur a assigné, nier leur culpabilité afin de se reconnaître coupables à l'issue du contre-interrogatoire. On peut cependant prédire qu'aucun des accusés ne fera de difficultés au procureur Vychinsky en s'entêtant dans une attitude récalcitrante². »

Lors de la première séance du procès, l'accusé Krestinsky a catégoriquement renié le témoignage qu'il a fait pendant l'enquête préliminaire et il a nié être coupable. Il semblait si bouleversé qu'il ne cessait de prendre des calmants. En réponse à cela, j'ai annoncé à ce sujet à la presse mexicaine : « Il vous faut être très prudents dans vos pronostics... Que dira Krestinsky demain s'il apprend que sa femme et sa fille peuvent être les premières victimes de son courage ? » Les dernières dépêches de Moscou indiquent qu'à la séance suivante, Krestinsky s'est pressé de réaffirmer sa « culpabilité ». Hier, j'ai laissé *conditionnellement* ouverte la possibilité que la révolte de Krestinsky soit authentique. Jusqu'à preuve du contraire, je ne considérais pas que j'avais le droit de dire que ce malheureux prisonnier du G.P.U. ne faisait que jouer sur commande une comédie. Aujourd'hui, cela ne fait plus de doute. Krestinsky appartient

1. Article (T 4297) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Cf. p. 221.

précisément à ces accusés au sujet desquels j'écrivais trois jours avant l'ouverture du procès : « conformément au rôle qui leur a été assigné, [ils vont] nier leur culpabilité afin de se reconnaître coupables à l'issue du contre-interrogatoire. On peut cependant prédire qu'aucun des accusés ne fera de difficultés au procureur Vychinsky ». Permettez-moi d'ajouter que le calmant était préparé à l'avance par le G.P.U.

Le procureur affirme que j'ai des relations secrètes avec divers états-majors des pays impérialistes. Personne pourtant ne va dire que j'ai des relations secrètes avec Vychinsky lui-même. Alors, comment puis-je connaître ces secrets ? Bien que ceux qui pensent puissent trouver par eux-mêmes la solution, je l'explique cependant : le mécanisme de l'imposture de Moscou est si sommaire, l'imagination créatrice de Staline, Vychinsky et Ejov, si pauvre, qu'il suffit du plus petit effort de l'esprit pour prévoir presque toujours le type de falsification auquel ils vont recourir demain.

RECTIFICATIONS ET OBSERVATIONS A PROPOS DES DÉPOSITIONS DES ACCUSÉS¹

(4 mars 1938)

1. En 1927, Krestinsky m'écrivit de Berlin pour m'informer qu'il avait l'intention de capituler devant Staline et me conseiller d'en faire autant. Je répliquai par une lettre ouverte rompant toutes relations avec Krestinsky comme avec tous les capitulards. Beaucoup de documents concernant la lutte de l'opposition « trotskyste » contre les capitulards ont été remis par moi à la commission d'enquête du Dr John Dewey. Mais le G.P.U. continue de construire ses procès falsifiés exclusivement sur les capitulards qui sont, depuis de nombreuses années, des jouets entre ses mains. C'est pourquoi Vychinsky doit démontrer que ma rupture avec Krestinsky avait un caractère « fictif ». C'est à un autre capitulard que revient la tâche de l'attester : le vieux Rakovsky, âgé de 65 ans, déclare que sa capitulation était une « manœuvre » et que je l'avais approuvée. Cependant Rakovsky n'explique pas et, évidemment, le procureur ne lui demande pas, pourquoi lui, Rakovsky, n'avait pas utilisé plus tôt cette « manœuvre » et avait préféré demeurer, dans les pires conditions de l'exil, à Barnaoul (Altai), isolé du monde entier. Ou pourquoi, au cours de l'automne 1930, Rakovsky a écrit de Barnaoul, dans une lettre indignée contre les capitulards, sa phrase fameuse : « Le pire, ce n'est pas l'exil, ni l'isolateur, c'est la capitulation. » Pourquoi, enfin ne, capitula-t-il qu'en 1934, lorsque ses forces physiques et morales l'eurent complètement abandonné ?

2. Après avoir commencé par nier sa culpabilité (ce qui correspond parfaitement au scénario imaginé par le G.P.U.), Krestinsky a reconnu le bien-fondé de toutes les accusations

1. Article (T 4301) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

portées contre lui et parlé d'une prétendue entrevue qu'il aurait eue avec moi en octobre 1933 à Merano. Je déclare que je n'ai jamais rencontré Krestinsky depuis 1926 et que je n'ai jamais eu aucune autre relation avec lui. Je ne suis jamais de ma vie allé à Merano. J'ai passé le mois d'octobre 1933 en France, malade, veillé par des amis et un médecin et sous la surveillance constante de la police française. Les faits ont été établis sans conteste par la commission d'enquête du Dr Dewey à New York. Si le procureur Vychinsky consulte les autorités françaises, elles lui donneront des renseignements précis sur ma résidence en octobre 1933. Mais c'est justement la raison pour laquelle Vychinsky ne consulte pas les autorités françaises !

3. L'accusé Rosengolz a déclaré avoir rencontré mon fils Léon Sedov, à Karlsbad, et reçu de moi, par son intermédiaire, toutes sortes d'instructions criminelles. La désertion de M. Rosengolz des rangs de l'Opposition, il y a douze ans, avait un caractère si déshonorant qu'il ne pouvait être question pour moi de rétablir des relations. Léon Sedov n'est jamais allé à Karlsbad, ni en 1933 ni à aucun autre moment, et cela peut être démontré par les documents et les lettres qui ont, jour par jour, marqué sa courte vie, comme il fut démontré par la commission du Dr Dewey que Sedov n'était pas à Copenhague en novembre 1932. Nous voyons donc que le calendrier de Léon Sedov ne coïncidait pas avec celui du G.P.U. Et c'est pourquoi le G.P.U. apporta à Léon Sedov une mort prématurée.

4. Krestinsky et Rosengolz ont, tous deux, témoigné que je leur avais donné des instructions sur la nécessité de former une alliance avec Toukhatchevsky et d'autres généraux afin de « renverser le pouvoir soviétique ». Le fantôme du maréchal Toukhatchevsky, qui a été passé par les armes, plane évidemment sur tous les débats. Craignant le mécontentement des meilleurs généraux, Staline a décapité l'Armée rouge et s'est attiré ainsi l'indignation du monde entier. Il essaie maintenant, rétrospectivement, de démontrer à l'opinion publique en U.R.S.S. et dans le monde entier que les généraux exécutés étaient réellement des traîtres.

Je déclare qu'il n'y a pas un mot de vrai dans les dépositions de Krestinsky et de Rosengolz. Je n'ai ni rencontré ni correspondu, ni entretenu aucune liaison indirecte que ce soit, avec Toukhatchevsky depuis le printemps 1925, c'est-à-dire depuis que j'ai abandonné le commandement de l'Armée rouge. Malgré les rapports étroits que j'entretenais avec eux pour des raisons militaires, ni Toukhatchevsky ni les autres généraux exécutés

LÉON TROTSKY

n'ont jamais été politiquement des « trotskystes ». C'étaient des soldats. Si, à la fin, Toukhatchevsky s'opposa à Staline, il n'était guidé que par des sentiments patriotiques². Toukhatchevsky et les autres généraux ne pouvaient ignorer que la politique de Staline portait des coups irréparables aux intérêts de la défense de l'U.R.S.S.

2. Trotsky ne semble pas mettre en doute l'opposition de Toukhatchevsky à Staline.

[ADDITIF IMPORTANT]¹

(4 mars 1938)

La déclaration que j'ai donnée hier au *Herald Tribune* concernant ma prétendue entrevue avec l'accusé Krestinsky, ancien ambassadeur soviétique à Berlin, exige un additif important comme je le supposais. Les dépêches de la presse mexicaine ne donnent que l'année de ma prétendue entrevue avec Krestinsky : 1933. Le mois n'était pas mentionné dans les dépêches : octobre. Pourtant cette dernière date, que mes amis de New York viennent de m'indiquer par télégramme, est d'une importance décisive. Le caractère de l'ensemble de la falsification est tel que c'est leur précision même qui les tue. Octobre 1933 est un mois de ma vie en France sur lequel le projecteur avait déjà été braqué en liaison avec les procès précédents. Du 25 juillet au 9 octobre 1933, j'ai vécu à Saint-Palais, près de Royan, une station sur la côte atlantique, sous la surveillance d'un médecin, de mes amis, de la police. Parce que j'étais malade, mes amis, le 9 octobre, la police française étant au courant, m'ont emmené à Bagnères-de-Bigorre dans les Pyrénées où je suis resté jusqu'au 1^{er} novembre. Les hauts fonctionnaires de la Sûreté nationale, c'est-à-dire la police secrète française², ainsi que les [préfets] de la Charente-Inférieure et des Hautes-Pyrénées étaient parfaitement au courant de chacun de mes déplacements, ainsi que de mes activités, là où je me trouvais. Si les autorités françaises, pour des considérations d'ordre diplomatique, n'ont pas jugé bon de faire publier leur témoignage, elles ne refuseront certainement pas de fournir à Moscou, de façon officieuse, les informations nécessaires. Nous ne pouvons cependant douter que

1. Note (T 4298-1) au *New York Times*, traduite de l'anglais avec la permission de la Houghton Library.

2. Le haut fonctionnaire de la Sûreté nationale qui contrôlait l'activité et les déplacements de Trotsky était M. Henri Cado (1904-1979).

LÉON TROTSKY

M. Vychinsky ne demandera pas ces informations qui se révéleraient fatales au témoignage de Bessonov³ et de Krestinsky.

On peut évidemment demander pourquoi le G.P.U. a, une fois de plus, comme dans les procès précédents, choisi une date bien mal à propos ? La réponse ne présente aucune difficulté. Le G.P.U. était obligé de s'adapter au mode de vie de Krestinsky. Ses allées et venues en Europe, en tant qu'ambassadeur, se faisaient sous les yeux de la police et de la presse des pays intéressés. On peut supposer que Krestinsky alla réellement à Merano en octobre 1938. Le G.P.U., ici, était obligé d'adapter son calendrier au calendrier de Krestinsky. C'est la raison de cette erreur grossière.

L'accusé Rosengolz a certifié qu'en 1933 il avait prétendument rencontré à Karlsbad mon défunt fils Léon Sedov et avait prétendument reçu de moi, par son intermédiaire, des instructions criminelles. Le témoignage de M. Rosengolz est faux, dans son fond comme sa forme. Depuis 1926, M. Rosengolz a été mon ennemi acharné. Léon Sedov n'est jamais de sa vie allé à Karlsbad et il n'a jamais rencontré Rosengolz. Notre correspondance avec Sedov était si fréquente que ses mouvements et sa façon de vivre peuvent être entièrement établis avec toute la précision requise. Bien sûr, il aurait pu lui-même réfuter cette nouvelle accusation fautive mieux et avec plus de précision, s'il n'avait pas été frappé à mort par le G.P.U., précisément à la veille du nouveau procès. Le faux témoignage de M. Rosengolz sera pourtant démasqué.

3. Sergei A. Bessonov chargé de questions économiques à la légation de Berlin, avait l'un des accusés accusateurs au cours de ce procès.

[LES OBJECTIFS DU PROCÈS]¹

(4 mars 1938)

Le procès actuel est bâti selon une méthode qui consiste à redoubler le caractère sensationnel des précédents procès. Cette grossière façon d'agir conduit l'accusation à l'absurdité complète, dans toutes les directions. Il s'avère que la vieille Garde du bolchevisme se trouvait entièrement au service d'Etats étrangers. A la tête du gouvernement (Rykov) et de l'Internationale communiste (Boukharine) il y avait des fascistes. En 1921, moi, membre du bureau politique et chef de l'Armée rouge, j'étais devenu un agent de l'Allemagne, qui se trouvait alors sur la voie de l'effondrement complet. Qui va le croire ?

Au sujet des déclarations antisoviétiques de Boutenko à Rome à la mi-janvier² dernier, Litvinov a déclaré : ou bien il s'agit d'un imposteur ou bien ces déclarations ont été arrachées par la torture. C'est avec infiniment plus de raison que l'on peut dire : « Sur les bancs des accusés se trouvent les malheureuses ombres des anciens bolcheviks. Toutes leurs déclarations ont été extorquées par les méthodes de l'Inquisition. »

Les prétendues combinaisons internationales des prétendus conspirateurs sont adaptées rétroactivement à la conjoncture internationale actuelle. Moi et mes prétendus agents, nous aurions conspiré, dès 1921, avec l'Allemagne et le Japon, la Belgique et l'Angleterre. La France qui, jusqu'en 1934, était considérée comme le principal ennemi de l'U.R.S.S., n'entre pas dans cette liste, pas plus que les Etats-Unis. Le Kremlin épargne ses « amis ». On peut dire avec assurance que le nom de l'Angleterre a été rajouté au dernier moment, en accord avec la

1. Déclaration à Havas (T 4299-1) en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. Erreur de date : c'est de la mi-février qu'il s'agit.

LÉON TROTSKY

nouvelle orientation de Chamberlain³. La grossièreté de la falsification, si caractéristique pour un régime totalitaire, saute aux yeux !

Une des plus importantes tâches du procès est de justifier après coup l'exécution des neuf généraux qui secoua l'opinion publique mondiale en juin dernier. Les dépositions absolument mensongères de Krestinsky, Rosengolz et autres sur mes liaisons avec le maréchal Toukhatchevsky ne font que dévoiler de la façon la plus claire le caractère criminel de la décapitation de l'Armée rouge.

La Sûreté nationale française sait parfaitement que je n'ai pu rencontrer Krestinsky en Italie en octobre 1933, car, le 9 octobre, au su de la police française, malade, je suis parti de Saint-Palais, près de Royan, où je me trouvais depuis le 25 juillet, pour Bagnères-de-Bigorre, où je suis resté jusqu'au 1^{er} novembre, date de mon installation à Barbizon. Des preuves irréfutables de ces faits se trouvent dans les mains de la commission newyorkaise du Dr John Dewey.

Le choix d'une date aussi malheureuse s'explique vraisemblablement par le fait qu'en octobre 1933, Krestinsky se trouvait réellement à Merano et, comme les déplacements d'un ambassadeur se font au vu et au su de la police des pays intéressés, le G.P.U. s'est trouvé contraint d'adapter mon calendrier au calendrier de Krestinsky. C'est exactement la même chose qu'avec le fameux avion de Piatakov parti de Berlin pour Oslo en décembre 1935 !

La mise en scène de falsifications judiciaires sans cesse répétées démontre la force de la résistance que la dictature totalitaire rencontre dans les rangs de la bureaucratie elle-même. Le régime de Staline est devenu le principal danger pour l'U.R.S.S. dans les domaines économique, moral et militaire.

3. Neville Chamberlain (1869-1940) était Premier ministre de Grande-Bretagne depuis 1936 ; il s'orientait vers une politique de concessions à Hitler qui avait amené en février la démission de son ministre des Affaires étrangères Anthony Eden.

LE « MILLION DE DOLLARS »¹

(5 mars 1938)

L'accusé Rosengolz, ex-commissaire du peuple au commerce extérieur, affirme que, essentiellement par l'intermédiaire de l'agence de son commissariat, « Trotsky a reçu, au cours de ces dernières années, environ un million de dollars pour ses activités visant à renverser l'Etat soviétique ». Selon les dépêches de Moscou, Rosengolz a ensuite décrit les machinations auxquelles s'était livré le commissariat au commerce extérieur, afin de dissimuler ce détournement de fonds. J'admets parfaitement la possibilité que de telles manœuvres aient pu avoir lieu et qu'elles soient, encore aujourd'hui, en vigueur dans le commissariat au commerce extérieur, comme dans d'autres. Selon toute vraisemblance, Rosengolz a été d'abord relevé de ses fonctions, à la suite de la découverte de quelques sérieux détournements — sans sa participation personnelle, je l'espère. L'absence de contrôle sur le régime est la nourriture qui permet aux voleurs, comme au vol, de prospérer. J'ai eu, des dizaines de fois, l'occasion de l'écrire, ces dernières années, dans diverses publications, surtout le *Biulleten Oppositsii*, édité à Paris par Léon Sedov. Selon toute probabilité, Rosengolz dit vrai dans *cette* partie de sa déposition. La deuxième partie, qui concerne le « million de dollars » que j'aurais reçu, se situe sur un plan tout à fait différent².

Pour apporter dès le début un peu de clarté dans toute cette affaire, *j'affirme catégoriquement* que la seule somme d'argent

1. Article (T 4302) traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. L'accusation, au milieu d'autres accusations odieuses, avait tout de même le mérite de faire rire les habitants de la maison de Trotsky où l'on vivait très pauvrement : Raia Dunajevskaia en a témoigné dans « Trotsky L'Homme », (*Cahiers Léon Trotsky* n° 2).

LÉON TROTSKY

que j'aie jamais reçue du trésor soviétique depuis mon expulsion de Russie, a été les 2 500 \$, qui m'ont été remis à Constantinople par un agent du G.P.U. pour mes dépenses et celles de ma famille. Cette somme m'a été remise de façon tout à fait légale et j'ai signé un reçu. Je n'ai rien reçu d'autre du trésor soviétique, pendant les années de mon exil de 1929 à 1938, ni de façon légale, ni clandestinement, ni directement, ni indirectement, ni en dollars, ni en livres, ni en marks, ni en toute autre devise.

Plus loin, Rosengolz précise ses affirmations, en disant qu'au cours de chacune de ces trois dernières années, « Trotsky a reçu plus ou moins régulièrement environ 10 000 \$ par an ». L'addition des 10 000 et des 100 000 n'est précisée ici que par souci de précision comptable. La précision est toujours recommandée, même dans les falsifications. *J'affirme catégoriquement* : je n'ai reçu ni 100 000 ni 10 000, ni un seul dollar de source soviétique, ces trois dernières années ni les six précédentes.

Il n'apparaît pas clairement dans les dépêches de Moscou si M. Rosengolz a décrit la façon dont il m'avait fait parvenir des sommes aussi énormes. Par une banque ? Laquelle ? Qui a déposé l'argent et quand ? A quel nom était le compte ? On peut et on doit vérifier cela tout de suite. Je suis au Mexique depuis un an. Cela veut dire que les derniers 100 000 \$ auraient dû me parvenir pendant mon séjour ici. Je répète mes questions. Par quelle banque ? Quand ? Au nom de qui ?

Peut-être l'argent me fut-il remis de la main à la main, en billets ou en or ? Qui porta ces sommes ? Quand et où cette personne m'a-t-elle contacté ? A-t-elle obtenu de moi un reçu ? Où sont tous les reçus ?

Une des dépêches affirme qu'une partie de la somme m'a été transmise par l'intermédiaire d'une « firme allemande ». Le G.P.U. pense ainsi éviter toute enquête : la justice soviétique ne peut compter sur l'aide de la justice fasciste. En ce qui me concerne, je fais aussi peu confiance à la justice fasciste qu'à celle de Staline. Il est clair cependant que la référence à une « firme allemande » n'est qu'une ruse minable et grossière. Rosengolz ne pouvait pas abandonner ces fonds « secrets » à la libre disposition de cette « firme ». Il ne peut pas ne pas avoir prévu un lien personnel entre elle et moi. Ses craintes au sujet de la transmission de l'argent n'auraient pu être apaisées que si la firme m'avait réellement versé les sommes convenues. Rosengolz doit donc savoir avec précision comment cette opération financière était réalisée, et il doit dire tout ce qu'il sait... s'il sait quelque chose.

Il semble, d'après les dernières dépêches, que Rosengolz ait

affirmé que 630 000 \$ sur le million furent versés à mon fils, Sedov. Toutes les questions demeurent intégralement posées. Qui ? Quand ? Par quelle banque ? En fait, la presse mondiale a déjà réfuté ces mensonges avant leur publication. A la mort de Sedov, tous les correspondants étrangers à Paris ont commenté, non sans étonnement, la façon plus que modeste dont vivait mon fils. J'ai ici toutes les lettres de Sedov écrites pendant notre exil. Elles montrent les efforts qu'il devait déployer pour collecter les sommes nécessaires à la parution régulière de chaque numéro du *Biulleten* russe, une fois tous les mois ou tous les deux mois. En outre, il ne s'agissait pas de centaines de milliers de dollars, mais d'environ 2 000 francs, soit au mieux 100 \$. Sedov a vécu et est mort en prolétaire.

Une enquête là-dessus, comme sur toutes mes dépenses, à commencer par celles que j'ai faites au Mexique dans les quatorze mois depuis mon arrivée, ne devrait présenter aucune difficulté. Il est vrai que l'U.R.S.S. n'entretient pas de relations diplomatiques avec le Mexique. Mais la justice soviétique pourrait facilement trouver le moyen d'entrer en contact avec la justice mexicaine par l'intermédiaire de la Société des Nations ou d'une tierce puissance. Il ne fait pas de doute que la justice de ce pays magnanime accepterait de coopérer à cette enquête. De plus, la question ne se pose pas que pour le Mexique. Après mon séjour en Turquie, j'ai vécu en France et en Norvège. L'U.R.S.S. entretient avec ces deux pays des relations, non seulement normales, mais même étroites. Les gens qui m'entouraient, les organisations avec lesquelles j'étais en contact, sont connus du monde entier. Leurs revenus et leurs dépenses peuvent facilement être vérifiés. Un million de dollars ne pourrait passer inaperçu dans mon modeste budget. Une somme aussi importante devrait laisser des traces matérielles. Mes prétendus complices, les anciens « conspirateurs » qui sont les accusés d'aujourd'hui, et Rosengolz en particulier, doivent savoir a) *comment je recevais l'argent*, b) *comment je l'ai dépensé*. Qu'ils donnent des faits concrets, que l'on puisse vérifier objectivement dans les pays où j'ai vécu et travaillé. Ces vérifications révéleront inévitablement que Rosengolz, non seulement m'a calomnié moi, mais encore que, sur l'ordre du G.P.U., il s'est calomnié lui-même.

Dès le premier jour du procès, j'ai rappelé à Vychinsky, par la presse des Etats-Unis, que je n'étais plus en Norvège, mais au Mexique, où le droit d'asile n'est pas le droit d'être interné et où un exilé politique jouit de tous les droits que la loi autorise, à

LÉON TROTSKY

commencer par celui de se défendre contre la calomnie, les accusations mensongères et les intrigues malhonnêtes.

Je lance un défi à M. Troianovsky, ambassadeur à Washington, et, à travers lui, ce défi est adressé au gouvernement soviétique : *créer immédiatement une commission d'enquête sur le million de dollars mythique avant que Rosengolz ne soit exécuté ou avant qu'on annonce son exécution*. Je m'engage à fournir toute ma correspondance, tous mes documents et comptes financiers, comme je les ai fournis à la commission d'enquête de New York dirigée par le Dr John Dewey.

Mais je suis d'avance persuadé que mon appel sera ignoré. Les accusés seront passés par les armes, ou bien on annoncera qu'ils ont été exécutés. Mais, dans quelques mois, il y aura peut-être un nouveau procès, au cours duquel de nouveaux « conspirateurs » repentants démontreront que Rosengolz était coupable, de la même façon que Rosengolz a « dévoilé » la culpabilité du maréchal Toukhatchevsky, qui a été exécuté. C'est ainsi que fonctionne la mécanique monstrueuse et répugnante de la justice de Staline !

POURQUOI TANT DE CENTRES ? POURQUOI OBÉISSENT-ILS TOUS A TROTSKY ?¹

(6 mars 1938 — 5 heures du matin)

En août 1936, le monde apprenait l'existence du « centre unifié » des zinoviévistes et des trotskystes, qui dirigeait tous les crimes possibles et impossibles. En janvier 1937, le « centre parallèle » ou « centre trotskyste » pur (Piatakov-Radek) entra en scène. Pour expliquer l'apparition de ce centre, Radek, le principal porte-parole du procureur Vychinsky, expliqua que Trotsky ne faisait pas suffisamment confiance aux zinoviévistes et qu'il voulait donc avoir « son propre » centre.

Cette explication était cousue de fil blanc. D'abord, d'anciens trotskystes, d'une envergure plus sérieuse que Piatakov et Radek, appartenaient au centre Zinoviev-Kamenev. Deuxièmement, Sokolnikov, ancien ambassadeur en Angleterre, un homme qui n'avait jamais eu de lien avec les trotskystes, appartenait au prétendu « centre trotskyste ». Mais ne nous arrêtons pas à de tels détails. Admettons que le « centre trotskyste » parallèle fût réellement créé pour des conspirations très « importantes » et que Sokolnikov y aboutît par hasard. Mais, en mars 1938, non seulement le monde a appris l'existence d'un troisième « centre trotskyste-droite », mais on nous dit en outre, de façon inattendue, que c'est précisément ce centre, complètement méconnu des deux centres précédents, qui constitue l'organisation la plus puissante et la plus conspirative. Il faut ajouter que les membres de ces trois centres indépendants se connaissaient depuis vingt ou trente ans, vivaient dans la même ville de Moscou et exécutaient en général la même besogne : terrorisme, espionnage, sabotage, défaitisme, et le démembre-

1. Article (T 4305) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

LÉON TROTSKY

ment de la Russie. En particulier, tous ces centres, les uns après les autres, ont assassiné Kirov.

Mais ici apparaît une difficulté. Si j'ai créé un « centre trotskyste » (Radek-Piatakov) parce que je n'avais pas suffisamment confiance en Zinoviev-Kamenev, comment aurais-je pu alors avoir confiance en Rykov et Boukharine qui, jusqu'au jour même de mon expulsion d'U.R.S.S., étaient les proches alliés de Staline et conduisaient toute la lutte contre le trotskysme, y compris mon arrestation et mon exil ? Pendant la période où je vivais à Moscou et étais membre du bureau politique et du gouvernement, j'étais apparemment impuissant à convaincre Boukharine et Rykov de la justesse de mes idées. Ils votaient contre moi, faisaient contre moi, dans des meetings de masse, des discours hostiles. Boukharine écrivit contre moi plusieurs centaines d'articles rageurs. Les deux chefs de la droite votèrent pour mon exclusion du parti, pour mon bannissement, plus tard, pour mon expulsion d'U.R.S.S. Mais, quand je fus arrivé en Turquie et, plus tard, en France, en Norvège et au Mexique, et me trouvai séparé de Moscou par des milliers de kilomètres, alors, Rykov et Boukharine, comme, en général, tous les accusés des derniers procès, commencèrent, non seulement à être parfaitement d'accord avec moi, mais décidèrent aussi d'exécuter mes « instructions » sans réserve. Des membres du gouvernement, des ambassadeurs, des généraux de l'Armée rouge, devinrent des espions étrangers, « sur instructions de Trotsky ». C'est exactement de cette façon qu'agirent Rykov, l'ancien chef du gouvernement, et Boukharine, l'ancien chef de l'Internationale communiste. Aucune autre explication de leurs « crimes » monstrueux et absurdes n'est proférée par les accusés.

Au cours de ce procès, Rykov et Boukharine ont essayé de nier toute responsabilité directe pour l'assassinat de Kirov, qui, comme on l'a dit plus haut, fut tué tour à tour par tous les groupes d'opposition en U.R.S.S. Mais Henrikh Iagoda, l'ancien chef du G.P.U. — qui, avant de s'asseoir sur le banc des accusés, fit fusiller plusieurs centaines de personnes pour l'assassinat de Kirov — déclara tout de suite que Rykov et Boukharine mentaient. « Eux comme moi, déclara Iagoda, nous sommes réellement opposés à l'assassinat de Kirov au début. Mais les instructions venaient de Trotsky et nous nous sommes soumis. »

On est littéralement figé de surprise en lisant les mots de l'inquisiteur d'hier. Des affirmations quant à l'omnipotence des « instructions » sonnaient déjà absurdes dans la bouche de Piatakov et Radek. Mais ces hommes, au moins avaient été mes

partisans onze ans auparavant. Il est vrai qu'ils m'avaient renié et étaient devenus mes ennemis acharnés. Mais le procureur Vychinsky affirme que cette inimitié était « feinte » et qu'en réalité ces anciens trotskystes étaient inspirés par une fervente dévotion personnelle à Trotsky. Bien entendu on ne peut comprendre quand et pourquoi cette fervente dévotion se refroidit si vite en prison et permit à Piatakov et Radek de me dépeindre sous les couleurs les plus sombres. Mais laissons cela de côté. Admettons que les liens passés me donnaient une influence hypnotique, à travers les continents et les océans, sur mes anciens partisans. Mais comment expliquer ce rapport en ce qui concerne Rykov et Boukharine ? Comment et par quel moyen peut-on expliquer le fait qu'ils devinrent des élèves obéissants de Trotsky, après m'avoir eux-mêmes expulsé d'U.R.S.S. ?

Le cas de Iagoda est cependant particulièrement mystérieux. Cet homme était, voyez-vous, contre l'assassinat de Kirov, mais il capitula tout de suite devant mes « instructions ». Depuis quand Iagoda a-t-il appris à appliquer mes instructions ? En tant que chef du G.P.U., il supervisa directement toutes les opérations répressives contre l'Opposition ; détruisit mon secrétariat ; poussa au suicide deux de mes secrétaires² ; fusilla mes disciples et jeunes amis, Blumkine, Silov, Rabinovitch³ ; voua à une mort prématurée plusieurs membres de ma famille⁴ ; m'arrêta et m'expulsa ; prépara le procès Zinoviev-Kamenev ; supervisa les impostures et crimes contre l'Opposition. Il apparaît maintenant

2. Les deux « secrétaires » en question étaient deux des collaborateurs de Trotsky, Georgi V. Boutov, un ingénieur qui avait été chef du cabinet du Comité militaire révolutionnaire, et, arrêté en 1927, avait fait une grève de la faim, dont il était mort, pour protester contre les accusations dont il était l'objet, et Mikhail S. Glazman, secrétaire-dactylographe qui avait sauvé la vie de Trotsky pendant la guerre au cours d'une embuscade et se suicida en 1924 après avoir été exclu du parti.

3. Iakov G. Blumkine (1899-1929), ancien s.r. qui avait abattu en 1918 l'ambassadeur d'Allemagne von Mirbach sur ordre de son organisation, avait dans un premier temps été condamné à mort. Puis il avait rallié les bolcheviks qui l'avaient grâcié et avait travaillé notamment dans le secrétariat de Trotsky. Agent des services secrets de l'Armée rouge, il avait servi en Iran, en Afghanistan et en Mongolie extérieure notamment. En 1929, il avait rendu visite à Trotsky à Prinkipo et s'était chargé d'une lettre pour les amis de Moscou. Dénoncé au G.P.U., il fut arrêté et fusillé peu après. Il semble que Rabinovitch était un jeune officier du G.P.U. sympathisant de l'Opposition qui informa de son sort un journaliste sans-parti, Silov, lequel prévint à son tour les dirigeants de l'Opposition à Moscou. Rabinovitch et Silov furent fusillés sous l'accusation de sabotage (Cf. Pierre Broué, « Les Trotskystes en Union soviétique 1929-1938 », *Cahiers Léon Trotsky* n° 6).

LÉON TROTSKY

qu'il a commis tout cela seulement à titre de « camouflage ». En réalité il était secrètement trotskyste et exécutait mes « instructions ».

Non, c'est trop ! Même les omnivores « amis de l'U.R.S.S. » ne pourront avaler ça ! Ils ont avalé le procès Zinoviev-Kamenev ; ils ont avalé le procès Piatakov-Radek ! Mais je crains beaucoup qu'ils ne s'étranglent avec le témoignage de Iagoda.

LE PROCÈS A RETARDEMENT DU MARÉCHAL TOUKHATCHEVSKY¹

(5 mars 1938)

Au procès de Moscou, ce ne sont pas seulement des gens abattus et brisés, moralement réduits à l'état de semi-cadavres, qui ont été jugés, mais aussi les morts. Les fantômes du maréchal Toukhatchevsky, des généraux Iakir, Ouborévitch, Kork² et des autres généraux assassinés, partagent le banc des accusés avec les autres prisonniers. Après leur arrestation et les exécutions qui suivirent rapidement, la presse soviétique traitait ces hommes d' « agents et espions étrangers ». Aucun complot militaire, ni aucun plan pour s'emparer du Kremlin et assassiner Staline n'a été mentionné. Il semble pourtant que le gouvernement aurait dû savoir, à l'époque, pourquoi il avait exterminé la fine fleur des officiers soviétiques. Mais, surpris par la panique politique aiguë de l'été dernier, Staline a agi avant d'avoir réfléchi.

Craignant les réactions de l'armée, il jugea inutile de perdre du temps à mener un travail d'inquisition sur les généraux en vue du procès. Qui plus est, ces hommes, qui appartenaient à la jeune génération, avaient les nerfs plus solides et étaient habitués à regarder la mort en face. Ils ne faisaient pas l'affaire pour un spectacle public. Il ne restait qu'une solution : les fusiller d'abord, expliquer ensuite. Mais, même après que les Mausers se soient tus, Staline n'a pu se décider pour une version acceptable de l'acte d'accusation.

On peut affirmer aujourd'hui, en toute certitude, que le défunt Ignace Reiss avait raison, lorsqu'il disait qu'il n'y avait pas

1. Article (T 4303) traduit du russe avec la permission de la Houghton Library.

2. Il s'agit de quatre des officiers exécutés en 1937. Avgust I. Kork (1887-1937), fils de paysans lettons, officier d'infanterie, lieutenant-colonel en 1917 ; chef d'armée en 1919, directeur de l'académie militaire Frounzé en 1935, exécuté avec les autres chefs de l'Armée rouge.

LÉON TROTSKY

eu de procès militaire « à huis clos ». Pourquoi aurait-il été nécessaire de juger à huis clos, s'il s'était réellement agi d'un complot ? En langage clair, les généraux furent simplement assassinés, de la même façon dont Hitler se vengea de Röhm et autres en juin 1934³. Bien entendu, après la sanglante vengeance, huit autres généraux (le maréchal Alksnis, le maréchal Boudienny, le maréchal Blucher, le général Boris Chapochnikov⁴ et d'autres) ont reçu l'ordre de signer le texte de la sentence qu'on avait préparé pour eux. L'objectif était, en tuant les uns, d'éprouver les autres et de les compromettre. C'est un scénario tout à fait conforme au style de Staline. Il ne fait aucun doute que certains des soi-disant « juges », sinon tous, ont refusé de paraître devant l'opinion publique comme bourreaux de leurs plus proches compagnons d'armes, même après que ce travail de bourreau eût été accompli par d'autres. Les signatures des récalcitrants furent cependant ajoutées au bas de la sentence et ils furent eux-mêmes limogés peu après, arrêtés et fusillés. Tout semblait terminé.

Pourtant, l'opinion publique, y compris celle de l'Armée elle-même, ne voulait ni ne pouvait croire que les héros de la guerre civile, brillants soldats de la révolution, orgueil du pays, se soient révélés, Dieu sait pourquoi, des espions allemands ou japonais. Il fallait trouver une nouvelle version. Au cours de la préparation du procès actuel, il fut décidé d'imputer rétroactivement aux défunts généraux la préparation d'un coup d'État militaire. Ainsi l'affaire ne tournait plus autour d'un misérable trafic d'espionnage, mais d'un grandiose projet de dictature militaire. Toukhatchevsky était censé avoir eu pour tâche de

3. Ernst Röhm (1887-1934), officier de carrière, était devenu l'un des chefs nazis et le commandant des S.A. Il fut assassiné avec des centaines de cadres de cette organisation, sur l'ordre de Hitler, dans la « Nuit des Longs couteaux » du 30 juin 1934.

4. Iakov I. Alksnis (1897-1938), enseigne dans l'armée tsariste, bolchevik en 1916, commissaire de division, devient pilote en 1929 et commande les forces aériennes soviétiques et disparaît avec les autres chefs de l'Armée rouge. Semion M. Boudienny (1883-1973), sous-officier de cavalerie, bolchevik en 1918, plus tard inspecteur de la cavalerie, aurait siégé dans le tribunal qui condamna les chefs de l'Armée rouge. Vassili K. Blücher (1889-1938), fils de paysan, ouvrier mécanicien, sous-officier pendant la guerre. D'abord Garde rouge, puis partisan, le premier à être décoré de l'ordre du Drapeau rouge. Ministre de la guerre de la république d'Extrême Orient en 1921-22, puis conseiller militaire en Chine enfin chef de l'armée d'Extrême Orient. Aurait présidé le tribunal qui condamna Toukhatchevsky : exécuté lui-même en novembre de la même année. Boris M. Chapochnikov (1882-1945), qui était colonel de l'armée tsariste au moment de la révolution, qu'il rallia, fut l'un des rares officiers généraux instruits qui survécurent à l'affaire Toukhatchevsky.

prendre le Kremlin, le maréchal Gamarnik⁵, la Loubianka, et Staline aurait été tué pour la cent-unième fois. Comme d'habitude, on dota la nouvelle version d'une force rétroactive. Le passé fut reconstruit selon les exigences du présent. D'après la déposition de Rosengolz, Léon Sedov lui aurait recommandé dès 1934, à Karlsbad (où, de sa vie, Sedov n'a jamais mis les pieds), de surveiller étroitement leur « allié » Toukhatchevsky en raison de ses tendances à une « dictature napoléonienne ». Ainsi le schéma du complot s'est étendu progressivement dans le temps et dans l'espace. La décapitation de l'Armée rouge n'est ainsi qu'un épisode dans la campagne d'extermination du « trotskysme » omniprésent.

Dans l'intérêt de la clarté, je dois dire ici ce que furent mes relations avec Toukhatchevsky. Je lui vins en aide à ses débuts dans l'Armée rouge sur la Volga. Toute la première partie de sa carrière militaire, il l'a menée en étroite collaboration avec moi. J'appréciais ses talents militaires comme son caractère indépendant, mais je n'ai jamais pris au sérieux les convictions communistes de cet officier de la Garde. Il connaissait parfaitement ces deux aspects de mon jugement. Autant que je puisse en juger, il avait pour moi un respect sincère, mais nos discussions n'allèrent jamais au-delà des limites des relations officielles. Je pense qu'il accueillit mon départ de l'armée en partie avec regret, en partie avec un soupir de soulagement. Il devait penser, non sans raison, que mon départ allait lui ouvrir un champ plus vaste pour réaliser ses ambitions et manifester son indépendance. Depuis mon départ, c'est-à-dire depuis le printemps 1925, nous ne nous sommes jamais rencontrés ni écrit. Il a suivi strictement la ligne officielle. Dans les réunions politiques de l'armée, il était l'un des principaux orateurs contre le trotskysme. Je crois qu'il le faisait par obligation, sans le moindre enthousiasme. Mais sa participation active à la venimeuse campagne contre moi suffisait amplement à exclure toute possibilité de relations personnelles entre nous. C'était assez évident pour qu'il soit impossible à qui que ce soit d'établir un lien politique quelconque entre Toukhatchevsky

5. Ian B. *Gamarnik* (1894-1937), fils de fonctionnaire, commença à militer en 1914, rejoignit le P.C. en 1916. Pendant la guerre civile, il dirigea le parti clandestin notamment à Odessa, puis Kharkov. Membre de l'Opposition de gauche en 1923, il fut muté de Kiev en Extrême Orient, en revint « dans la ligne » en 1928 pour prendre la tête du poste de confiance de chef du département politique de l'Armée rouge. Il n'était pas maréchal, mais commandant d'armée. Il était membre du comité central et de l'exécutif des soviets. Il se suicida le 31 mai 1937 au moment de son arrestation.

LÉON TROTSKY

et moi. C'est ce qui explique pourquoi le G.P.U. n'a pas essayé, en mai-juin dernier, de relier le cas des généraux au complot des « centres » trotskystes. Avant de se risquer à une telle expérience, il fallait laisser passer quelques mois d'oubli et ajouter une couche supplémentaire de falsifications.

La sentence du soi-disant Tribunal suprême (*Pravda* du 12 juin 1937) accuse les généraux d'avoir « systématiquement fourni... des renseignements » à un Etat étranger et d'avoir « préparé la défaite de l'Armée rouge en cas d'attaque militaire contre l'U.R.S.S. Ce crime n'a rien à voir avec la préparation d'un coup d'Etat militaire. En mai 1937, au moment où, selon la déposition de Krestinsky, on devait s'emparer du Kremlin, de la Loubianka, etc., il n'y avait pas d' « attaque militaire contre l'U.R.S.S. ». Les généraux conspirateurs n'attendaient donc nullement la guerre. Ils avaient à l'avance fixé la date précise de leur coup militaire. Cependant, les généraux ont été exécutés pour le « crime » d'espionnage dont l'objectif était d'assurer la défaite de l'Armée rouge « en cas de guerre ». Ces deux versions sont parfaitement contradictoires et elles s'excluent l'une l'autre. Mais évidemment ni le procureur Andréi E. Vychinsky ni le président du Tribunal Vassili V. Ulrich⁶, n'ont pris la peine de comparer le témoignage des inculpés d'aujourd'hui avec le texte de la sentence de mort imposée par le Tribunal suprême le 11 juin 1937. La nouvelle version est mise en circulation comme s'il n'y avait jamais eu de Tribunal suprême ni de sentence ni d'exécution. Krestinsky et Rosengolz, principaux auxiliaires du procureur dans cette affaire, reviennent toujours, avec une insistance de maniaques, sur la question de la conspiration de Toukhatchevsky et de mes imaginaires relations avec lui.

Krestinsky déclare qu'il a reçu de moi une lettre datée du 19 décembre 1936 — soit dix ans après que j'eus rompu avec lui toute relation — dans laquelle je lui recommandais de créer une « vaste organisation militaire ». Cette lettre imaginaire, qui soulignait obligeamment l'ampleur du complot, n'a comme unique objectif que de justifier l'extermination des meilleurs officiers, qui a commencé l'année dernière mais qui est loin, aujourd'hui encore, d'être achevée. Bien entendu, Krestinsky a

6. Vassili V. Ulrich (1889-1951) était entré dans l'Armée rouge comme juge militaire pendant la guerre civile. Il présida le tribunal pendant tous les grands procès, mais aussi beaucoup d'autres.

« brûlé » ma lettre, à l'exemple de Radek⁷, et ne fournit au tribunal autre chose que des souvenirs confus.

Ce même Krestinsky a déclaré comme Rosengolz, qu'il avait reçu de moi une lettre écrite du lointain Mexique peu avant l'exécution des généraux, dans laquelle je lui demandais d' « accélérer » la préparation du coup d'Etat. Il faut supposer que cette lettre aussi a été « brûlée » comme toutes celles qui ont été mentionnées dans les débats au cours des procès de ces dernières années. De toute façon, après des mois d'internement et un voyage forcé à bord d'un cargo, séparé du lieu de l'action par un océan et un continent, je me suis arrangé pour être si parfaitement au courant des développements pratiques de ce dernier « complot » que j'étais même capable de donner des instructions quant à la date du coup d'Etat. Mais comment ma lettre du Mexique a-t-elle atteint Moscou ? Des amis américains suggèrent que le mystérieux Adolph A. Rubens⁸ va apparaître à ce procès en qualité de courrier pour assurer la liaison entre les spectres des généraux et moi. Dans la mesure où je ne sais rien de ce Rubens ni de son itinéraire, je dois suspendre mon jugement. Je présume que MM. Browder et Foster⁹ pourraient avec beaucoup plus d'autorité s'étendre sur cette question.

Le premier témoin à charge dans l'affaire Toukhatchevsky et autres, Nikolai Krestinsky, a été arrêté en mai 1937 et, selon ses propres paroles, fit un témoignage « franc » dans la semaine qui suivit son arrestation. Les généraux furent passés par les armes le 11 juin. On peut donc supposer que les juges auraient dû avoir eu devant eux la déposition de Krestinsky à cette date. Lui-même aurait dû être appelé à témoigner au procès (au cas où il y a eu effectivement un procès). De toute façon, la déclaration du gouvernement annonçant l'exécution des généraux n'aurait pu

7. Au procès de janvier 1937, l'accusé Radek avait mentionné des lettres de Trotsky donnant des instructions écrites pour le sabotage et le terrorisme, précisant qu'il avait tout « brûlé ».

8. Adolph A. Rubens était le nom sous lequel un agent soviétique connu par ailleurs sous le nom de Robinson avait demandé aux Etats-Unis un passeport pour se rendre en U.R.S.S. à la fin 1937. (Cf. P. Broué « L'Affaire Robinson-Rubens », *Cahiers Léon Trotsky* n° 3)

9. Browder était le secrétaire général du P.C. et Trotsky voulait souligner une fois de plus le lien entre la direction des P.C. et les entreprises du G.P.U. Quant à William Z. Foster (1881-1961), ancien syndicaliste partisan de la conquête « de l'intérieur » de l'A.F.L., il avait à son actif l'organisation par « amalgamation » des travailleurs des abattoirs de Chicago puis de l'acier. Gagné à Moscou au cours d'un séjour en 1920, il était devenu l'un des principaux « dirigeants » du P.C. dont il avait dirigé une des trois fractions avec Cannon, avant l'exclusion de ce dernier.

LÉON TROTSKY

mentionner l'espionnage et se taire au sujet du coup d'Etat militaire si l'actuel témoignage de Krestinsky n'avait pas été inventé *après* cette exécution.

Le fond du problème est que le Kremlin ne pouvait pas proclamer à voix haute la véritable raison de l'exécution de Toukhatchevsky et des autres. Les généraux s'étaient jetés dans la défense de l'Armée rouge contre les intrigues démoralisantes du G.P.U. Ils défendaient leurs meilleurs officiers contre ses accusations mensongères. Ils résistaient à l'instauration de la dictature du G.P.U. sur l'Armée rouge sous le couvert de « conseils militaires » et de « commissaires ». Les généraux protégeaient les intérêts de la défense du pays contre les intérêts de Staline. C'est pourquoi ils périrent. Et ainsi, des contradictions béantes et du monceau de mensonges du nouveau procès, surgit le spectre du maréchal Toukhatchevsky, qui en appelle à l'opinion publique mondiale.

RÉPONSE A DES QUESTIONS SUR L'U.R.S.S.

[posées par M^{me} Henriette Célarié¹]

(6 mars 1938)

En quoi la politique de Trotsky diffère-t-elle, dans ses points essentiels, de celle de Staline ?

Il est bien difficile, Madame, d'exprimer en une brève formule les divergences irréconciliables qui existent entre la politique de Staline et la mienne. J'ai d'ailleurs amplement traité cette question dans mon livre, *La Révolution trahie* (Grasset, 1936). Si vous me permettez d'employer une formule lapidaire, je dirai que ma politique représente les intérêts des masses laborieuses, celles qui ont fait la révolution d'Octobre. La politique de Staline représente les intérêts de la bureaucratie, de cette nouvelle caste de parvenus qui domine et opprime le peuple. La haine des masses populaires contre la bureaucratie est le sentiment qui règne généralement en U.R.S.S. Une peur terrible de la bureaucratie devant le peuple en est le résultat. Tremblant pour son pouvoir illimité et ses privilèges croissants, cette bureaucratie essaie d'étouffer dans l'œuf toute opposition, toute critique, toute expression de mécontentement. Mais comme elle ne peut pas dire au peuple que le crime de l'opposition consiste à demander plus de liberté, plus de bien-être pour les travailleurs des villes et des campagnes, elle doit attribuer aux opposants des crimes qui puissent apporter aux yeux du peuple une justification à la répression. Telle est l'origine des sensationnels procès de Moscou. Ils ne sont pas tombés du ciel. Leur histoire est déjà assez longue. Dès 1923 ou

1. Réponse (T 4304) dictée directement en français à J. van Heijenoort, pour Madame Henriette Célarié. Henriette Célarié (1894-1962), écrivain français, auteur de nombreux récits de voyage, notamment, s'était arrêtée à Mexico et avait adressé quatre questions à Trotsky. Il ne semble pas que ce dernier savait que la dame avait l'intention de les transmettre au quotidien parisien *Le Journal*.

LÉON TROTSKY

1924, la couche dirigeante a commencé à diffamer et à calomnier l'Opposition en lui attribuant des buts contraires à ses fins réelles. Cette falsification systématique fut possible grâce au régime totalitaire qui permet la concontration du contrôle de la presse dans les mains de la clique dirigeante. Aggravant les calomnies et les falsifications d'année en année, de mois en mois, Staline arriva à empoisonner l'opinion publique et à imputer à l'Opposition des visées et des méthodes inimaginables dans leur abomination, leur cruauté et leur absurdité. Après cette préparation, qui prit au moins dix ans, on est passé à la mise en scène des procès préparés dans les caves du G.P.U.

Que penser des procès dits d'épuration intentés par Staline ?

A ces procès, Madame, j'ai consacré un autre livre, *Les Crimes de Staline*, qui a paru il y a quelques mois en langue française chez Bernard Grasset. Il me semble que j'ai donné dans ce livre une explication suffisante aussi bien politique que psychologique des dérisions de justice théâtrales, perfides et terribles à la fois, qui se succèdent à Moscou depuis la fin de 1934.

Que penser de l'unanimité avec laquelle les accusés se reconnaissent coupables ?

L'unanimité avec laquelle les accusés se reconnaissent coupables ? L'explication générale est bien simple. Toutes les sorcières se reconnaissaient coupables dans les mains de la Sainte-Inquisition. Elles indiquaient même avec une précision scrupuleuse l'endroit et l'heure de leur commerce nocturne avec le diable. Les nerfs humains n'ont pas beaucoup changé depuis le Moyen Age. Ils ne peuvent supporter une pression qui dépasse une certaine limite. S'agit-il de torture physique ? Pas dans le sens brutal du mot. La technique de l'Inquisition s'est modernisée, mais en restant au fond la même. On soumet les personnes arrêtées à un isolement complet. On ne leur communique que la presse officielle qui hurle contre eux et réclame quotidiennement leur mort. On les soumet à des interrogatoires durant 24 heures et plus, presque sans interruption, sous la lumière hypnotisante de puissants projecteurs. On arrête leur femme, leur mère, leurs enfants et on exige la confession comme rançon de la libération

des otages. On fusille durant l'instruction préalable les reclus les plus récalcitrants, en donnant ainsi une leçon aux autres. C'est ainsi que, durant la préparation du dernier procès, on a fusillé sans aucun jugement l'ancien ambassadeur soviétique Karakhane et l'ancien secrétaire du comité exécutif central des soviets Enoukidzé, pour avoir refusé de se reconnaître coupables de crimes qu'ils n'avaient jamais commis. Dans un régime totalitaire où les juges, les défenseurs et la presse obéissent à la même personne, les procédés qui viennent d'être indiqués s'avèrent efficaces pour la mise en scène des dernières décisions de justice.

Comment M. Trotsky envisage-t-il — autant qu'on peut l'envisager — l'avenir réservé à la Russie ?

Votre dernière [question], Madame, concernant l'avenir de l'U.R.S.S. est aussi difficile à répondre brièvement que votre première question sur la politique de Staline et de l'Opposition. Ces deux questions sont d'ailleurs étroitement liées l'une à l'autre. Je me permets de nouveau de me référer aux deux livres mentionnés, dans lesquels j'ai essayé de donner à l'opinion publique française un compte rendu aussi complet que possible de la situation réelle de l'U.R.S.S., de mon programme et de la façon dont j'envisage l'avenir. Je peux seulement dire ici que le régime de Staline ne peut pas durer. Il se trouve dans une impasse bouchée de tous côtés. Les procès de Moscou ne sont que les convulsions d'un régime agonisant. Qu'est-ce qui peut les remplacer ?

Il n'y a que deux possibilités. Ou bien Staline est renversé par des forces capitalistes, intérieures, extérieures ou les unes et les autres coalisées. Dans ce cas, la propriété nationalisée et l'économie planifiée céderaient la place au capitalisme. Le régime politique serait le fascisme le plus brutal, pour dompter les masses passées par l'école de la révolution. Ou bien, et c'est la seconde partie de l'alternative, les masses elles-mêmes renverseront la bureaucratie démoralisée et établiront une vraie démocratie sur la base de la propriété socialisée et de l'économie planifiée. Ce serait le développement vers le socialisme. Il n'est pas nécessaire de vous dire, Madame, que tous mes efforts sont orientés dans cette direction.

DE NOUVEAUX DÉVELOPPEMENTS ÉTRANGES¹

(7 mars 1938)

Le 28 février, j'émettais la suggestion que, après l'expérience des procès antérieurs, le procès actuel serait mieux préparé et mis en scène. Cette supposition s'est révélée sans fondement. Déjà de courtes dépêches attestent le fait que le procès actuel n'abonde pas moins que les précédents en contradictions et absurdités. Cela s'explique dans une large mesure par le fait que les organisateurs de l'imposture ne pouvaient commencer leur travail créateur sur une page blanche ; ils étaient obligés de ravauder des trous, de recoudre des déchirures dans le tissu, de concilier des contradictions, et, en même temps, de s'occuper d'inventer des sensations toujours plus grandes, en augmentant le nombre des victimes et les dimensions du crime dans l'espace.

1. Krestinsky déclare qu'il reçut de moi une lettre datée du 19 décembre 1936 — soit dix ans après que j'aie rompu toutes relations avec lui — dans laquelle je lui recommandais de créer « une vaste organisation militaire ». Cette prétendue lettre, qui soulignait obligeamment l'ampleur du complot, cherchait, de toute évidence, à justifier l'extermination des meilleurs officiers de l'Armée rouge, qui a commencé l'année dernière, mais qui est encore loin d'être achevée aujourd'hui. Bien entendu, Krestinsky « brûla » ma lettre, suivant l'exemple de Radek, et ne présenta au tribunal autre chose que ses souvenirs confus.

A cette époque, en décembre 1936, ma femme et moi étions internés par le gouvernement norvégien à la demande de Moscou et toute ma correspondance passait par les mains de la police norvégienne. Si l'on admet la possibilité que j'ai écrit mes « instructions » à l'encre sympathique, il reste encore la question

1. Bien que l'édition des *Writings 37-38* indique que ce texte se trouve à la Houghton Library, nous n'avons pas trouvé de copie de l'original. Nous le reproduisons ici d'après le texte anglais publié, pp. 231-233, en relevant que l'un des paragraphes se retrouve dans le texte de l'article « Le procès à retardement » (pp. 261-266).

de l'enveloppe et de l'adresse à laquelle elle fut envoyée. Tout le courrier, à l'arrivée et au départ, était enregistré à ce qu'on appelle le « bureau des passeports » à Oslo : une vérification judiciaire ne présenterait aucune difficulté.

Je veux ajouter que j'ai écrit à l'époque une lettre formelle à mon avocat norvégien Puntervold, lui demandant d'observer la plus grande prudence avec les visiteurs inconnus qui pourraient à l'avenir figurer dans de nouveaux procès comme des intermédiaires entre moi, mes avocats et les « terroristes » de Moscou. Tous les documents nécessaires là-dessus sont entre les mains de Mademoiselle Suzanne LaFollette, secrétaire de la commission d'enquête à New York.

2. Le même Krestinsky déclare que je lui ai prétendument écrit une autre lettre, du Mexique déjà, dans laquelle j'exprimais mon « indignation » devant le témoignage révélateur de Piatakov. Le but de cette prétendue lettre est clair : étayer par mon « indignation » le témoignage de Piatakov, discrédité sans espoir par son célèbre vol de Berlin à Oslo en décembre 1935, alors que, selon le témoignage des autorités officielles d'Oslo, aucun avion n'a atterri dans cette ville au cours de ce mois.

Une telle lettre aurait pu aider Vychinsky, mais pouvait-elle m'aider moi ? Le procès de Piatakov était déjà fini et Piatakov avait déjà été exécuté. Exprimer une indignation purement platonique dans une lettre conspirative qui devait franchir plusieurs frontières, aurait été le sommet de la folie, surtout si on prend en considération la personnalité de son destinataire. La conduite de Krestinsky au procès porte la marque d'un hystérique accompli. Si mon prétendu ami Piatakov m'a « trahi », on pouvait supposer avec une plus grande probabilité que Krestinsky me trahirait aussi. Quel sens y avait-il donc à envoyer une lettre à Krestinsky, sans profit pour moi, laquelle, si elle tombait aux mains du G.P.U., se révélerait une arme plus puissante contre moi que tous les aveux des accusés tous ensemble ? Mais cette lettre n'est tombée aux mains de personne. Elle a été, bien entendu, « brûlée » : dans la mesure où une lettre qui n'a pas été écrite peut être brûlée.

3. L'accusation assigne à Boukharine le plan d'assassinat de Lénine, Staline et Sverdlov² en 1918, quand Boukharine et son

2. Sverdlov (cf. n. 9, p. 43) militant à quinze ans, arrêté à seize, bolchevik de la première heure, était à la fois le secrétaire du C.C. et le président de l'exécutif des soviets en 1917. Il était mort tuberculeux le 16 mars 1919. Il était alors, après Lénine et Trotsky, le troisième personnage du régime.

groupe combattaient la signature du traité de Brest-Litovsk³. Quiconque connaît ces hommes et leurs rapports comprendra sans difficulté toute l'absurdité de l'accusation. Boukharine était aussi attaché à Lénine qu'en enfant à sa mère. En ce qui concerne Staline, en 1918, il était un personnage tellement de second plan qu'il ne pouvait entrer dans la tête du « terroriste » le plus terrible l'idée de le choisir pour victime. Cette partie du procès avait pour tâche d'étendre au passé l'actuelle « grandeur » bureaucratique de Staline.

4. En relation avec l'accusation contre Boukharine, quelques membres de son groupe de 1918, Ossinsky, Iakovleva, Mantsev⁴, ont comparu comme témoins, c'est-à-dire accusés de demain. Mais les noms de deux personnes qui jouaient un rôle important dans le groupe des adversaires du traité de Brest-Litovsk sont absents, à savoir Kouibychev et Iaroslavsky⁵. Il est vrai que Kouibychev, ancien chef du Gosplan, est maintenant présenté comme ayant été empoisonné par les médecins du Kremlin. Mais cela ne change pas la question. En 1918, ce même Kouibychev cherchait évidemment, en tant qu'ami de Boukharine, à empoisonner Lénine, Staline, et Sverdlov. Quant à Iaroslavsky, non seulement il est vivant et en bonne santé, mais il participe activement à toutes les purges contre l'Opposition. Evidemment, c'est précisément pourquoi Iaroslavsky, le boukha-

3. Rappelons que Lénine s'était prononcé pour l'acceptation sans conditions et sous la menace des exigences de paix allemande à Brest-Litovsk. Les « communistes de gauche », animés par Boukharine, s'étaient opposés à la signature du traité et avaient préconisé la « guerre révolutionnaire ». Boukharine et ses partisans avaient négocié avec les S.R. de gauche, également adversaires de la paix, pour un bloc éventuel à l'exécutif des soviets.

4. Les responsables cités ici étaient effectivement quelques-uns des dirigeants des « communistes de gauche » en 1918. Valerian V. Obolensky dit *Ossinsky* (1887-1938), ancien étudiant en Allemagne, avait rejoint le parti en 1907. Economiste, membre de l'opposition déciste, puis trotskyste, il avait capitulé et exercé des responsabilités techniques jusqu'à son arrestation en 1937. Varvara N. *Iakovleva* (1885-1944) était étudiante quand elle avait rejoint le parti en 1904, et avait été emprisonnée et exilée à plusieurs reprises. Après la controverse sur la paix, elle servit dans la Tchéka, puis dans l'appareil en Sibérie. Elle avait été membre de l'Opposition entre 1924 et 1927 et avait été arrêtée en 1936. Vassili N. *Mantsev* (1888-1939), étudiant entré au parti en 1907, ancien élève de l'école de Longjumeau, dirigea en 1919 la Tchéka de Moscou et passa ensuite dans l'administration économique. Au moment de son arrestation en 1937, il était vice-président de la Cour suprême de la R.S.F.S.R.

5. Minei I. Gubelman, dit Emelian M. *Iaroslavsky* (1878-1943) relieur puis employé de pharmacie, au parti en 1898, passa des années en prison et en déportation. Lors du conflit entre Staline et l'Opposition, il se spécialisa dans la polémique contre l'Opposition et le débauchage de ses membres. Il semblait alors sur la pente de la disgrâce.

ŒUVRES, JANVIER-MARS 1938

rinien de 1918, a été amnistié. Cela va-t-il durer longtemps ? Si Iagoda lui-même, hier chef du G.P.U., est aujourd'hui au banc des accusés, personne ne peut répondre du destin d'Iaroslavsky.

Que de basse bouffonnerie dans cette terrible tragédie !

LE RÔLE DE HENRIKH IAGODA¹

(7 mars 1938)

Peut-être l'élément le plus invraisemblable dans la série des fantasmagories judiciaires de Moscou est-il l'inclusion de Henrikh G. Iagoda, longtemps chef du G.P.U., comme « conspirateur » du centre trotskyste-boukharinien. On pouvait s'attendre à tout, sauf à ça.

Staline avait dû manœuvrer longuement le bureau politique avant de réussir à faire de Iagoda, son homme à tout faire de confiance, un homme haï, le chef du G.P.U. Depuis 1923, il concentrait dans ses mains la lutte contre toutes les fractions d'opposition. Il ne fut pas seulement le premier exécutant des falsifications et des impostures, mais aussi l'organisateur, dès 1929, des premières exécutions d'oppositionalistes : Blumkine, Silov et Rabinovitch. Dans les pages du *Biulleten Oppositsii* que publiait à Paris Léon Sedov, le nom de Iagoda revient toujours avec à peu près la même amertume et indignation que celles qui accompagnaient autrefois dans les publications révolutionnaires le nom du chef de l'Okhrana tsariste, Zoubatov². C'est Iagoda en personne qui, la main dans la main du procureur Vychinsky, a préparé tous les procès à sensation depuis l'assassinat de Kirov, y compris celui de Zinoviev et Kamenev en août 1936. Les aveux généralisés d'hommes se frappant la poitrine passeront à l'histoire comme l'invention de Henrikh Iagoda. Si l'on devait dire que Goebbels était un agent du pape de Rome³, cela paraîtrait

1. Article (T 4301) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Sergei V. Zoubatov (1864-1917) fut chef de l'Okhrana (la police secrète tsariste) à Moscou. Il organisa, au moyen de provocateurs, les premiers syndicats légaux et fut contraint à la démission en 1903.

3. Le dirigeant nazi Joseph Goebbels (1897-1945) était ministre de la propagande du III^e Reich. Achille Ratti était pape depuis 1922 sous le nom de Pie XI (1857-1939).

infiniment moins absurde que d'affirmer que Iagoda était un agent de Trotsky.

Mais le fait est que, pour la nouvelle construction judiciaire, on n'avait plus besoin de Iagoda comme architecte, mais comme matériel. Le sort du tout-puissant chef de la police secrète a été pesé et tranché là où l'on tranche de toutes ces questions : dans le bureau personnel de Staline. Iagoda fut désigné pour occuper une place bien précise à ce procès, comme un pion sur un échiquier. Il restait un problème, l'obliger à accepter le rôle qu'on lui fixait. Mais ce n'était que la difficulté la moindre. Dans les premiers mois qui suivirent son arrestation, il n'y eut même pas un murmure au sujet de sa complicité dans la conspiration du maréchal Toukhatchevsky, des trotskystes et des droitiers. Ni Iagoda ni l'opinion publique n'étaient encore mûrs pour un tel développement et il n'y avait encore aucune certitude que Vychinsky pourrait présenter au public son nouveau client. Les premières accusations mises en circulation dans la presse soviétique et la presse mondiale à son propos faisaient état de mœurs dissolues, de dilapidation de fonds publics, d'orgies. Ces accusations étaient-elles fondées ? En ce qui concerne Iagoda, on est en droit d'accepter pleinement cette possibilité. Carriériste, cynique, petit despote, il n'était sûrement pas dans sa vie privée un modèle de vertu. Et l'on peut compléter le tableau en ajoutant que, s'il a permis à ses instincts malfaisants de gouverner sa vie jusqu'à la limite du crime, c'est seulement parce qu'il était convaincu de jouir d'une impunité totale. En outre, son mode de vie était depuis longtemps connu à Moscou de tout le monde, Staline compris. En fait, Staline rassemble avec un soin méticuleux et de façon très scientifique toutes les informations touchant à la vie privée des hauts fonctionnaires soviétiques, et elles sont à la base d'archives spéciales d'où on ne les extrait qu'une par une, en fonction de la nécessité politique. L'heure sonna quand il fallut briser moralement Iagoda. Ce fut chose faite par les révélations de scandales concernant sa vie privée. Après ces coups bas, l'ancien chef du G.P.U. fut placé, pendant plusieurs mois, devant le choix d'être fusillé pour avoir dilapidé les fonds d'Etat ou d'avoir une chance de sauver sa tête comme prétendu conspirateur. Iagoda fit son choix et fut inclus dans la liste des vingt et un. Et finalement, le monde apprit que Iagoda n'avait fusillé les trotskystes que pour « camoufler » ses véritables sentiments et qu'en réalité il était leur allié et leur agent.

Mais à l'usage de qui et pourquoi était-il nécessaire d'ajouter cette complication supplémentaire, si invraisemblable et si com-

LÉON TROTSKY

promettante, à un amalgame juridique déjà si confus sans elle ? Le fait que le nom de Iagoda soit parmi ceux des accusés est un élément trop fantastique pour qu'on puisse l'expliquer et s'en débarrasser par des considérations générales. Il doit y avoir eu une raison assez impérieuse, directe et grave pour obliger Staline à ne pas reculer devant la perspective de faire de son agent n° 1 un agent de Trotsky. Cette raison est révélée maintenant par Iagoda lui-même.

Selon ses propres paroles (à la séance du 5 mars), il avait donné ordre à ses subordonnés de Leningrad, bien entendu « sur instructions de Trotsky », de *ne pas empêcher l'attentat terroriste contre Kirov*. Venant du chef du G.P.U., semblables instructions équivalaient à dire qu'il fallait organiser l'assassinat de Kirov. La supposition la plus naturelle est que Iagoda a assumé la responsabilité d'un crime avec lequel il n'avait aucun lien. Mais alors, pourquoi et à l'usage de qui l'auteur, sincère ou mensonger, de l'ancien chef du G.P.U. était-il nécessaire ? *Cui prodest ?*⁴

Rappelons brièvement les faits les plus importants. Kirov a été assassiné le 1^{er} décembre 1934 par un [homme] inconnu alors, Nikolaïev. Le procès de l'assassin et de ses prétendus complices a été mené à huis clos. Les quatorze accusés ont été fusillés. Le texte de la sentence, publié en partie dans la presse soviétique, nous apprenait qu'un consul letton, Georg Bissenieks⁵, avait donné 5 000 roubles à Nikolaïev pour payer cet acte terroriste, lui réclamant en échange une « lettre de Trotsky ». Le 30 décembre 1934, je disais avec assurance dans la presse que Bissenieks était un agent de Iagoda (*Biulleten Oppositsii*, 19 janvier 1935). Je ne suggérais pas, et je ne suggère toujours pas, que le G.P.U. avait réellement l'intention d'assassiner Kirov. Ce qu'on voulait, c'était préparer un « complot » impliquant l'Opposition et moi-même, et, au dernier moment, révéler la tentative d'assassinat. En moins d'un mois, cette hypothèse fut confirmée officiellement. Le 23 janvier 1935, le tribunal militaire condamna douze responsables importants du G.P.U. de Leningrad, leur chef Medved⁶ en tête, à des peines de deux à dix ans de prison. Les

4. En latin dans le texte russe : « à qui sert ? »

5. Georg Bissenieks (1885- ?), ancien social-démocrate, entré dans la diplomatie lettone à partir de 1918, était depuis 1933 consul général à Leningrad. Il fut expulsé. Depuis 1935 rien n'est venu confirmer ni informer l'opinion de Trotsky à son sujet : il fut, en tout cas, emmené par les Russes quand ils occupèrent son pays en 1940 et n'a jamais, à notre connaissance, reparu.

6. Filip D. Medved (1890-1943), vieux-bolchevik, avait servi en Extrême-Orient avant d'être affecté à Leningrad. En prison, il refusa les postes privilégiés

termes exacts de la sentence publiée étaient les suivants : « Ils possédaient des informations sur la préparation de l'attentat contre Kirov [...], mais se montrèrent [...] d'une négligence criminelle [...] et ne prirent pas les mesures de protection nécessaires ». On ne pouvait rêver d'une plus grande franchise. La « négligence criminelle » ne signifie rien moins que la participation directe du G.P.U. à l'assassinat de Kirov. Et, si on se souvient du rôle de Bissenieks, il devient clair que Nikolaïev n'a été qu'un instrument entre les mains d'agents provocateurs officiels. Mais l'instrument se révéla avoir une volonté propre. Pour des raisons personnelles, Nikolaïev prit son rôle au sérieux, utilisa un moment propice et abattit Kirov avant que Iagoda ait obtenu une « lettre de Trotsky »⁷.

L'impérieuse nécessité de faire connaître à l'attention du monde entier que les douze hauts responsables du G.P.U. étaient informés à l'avance du complot tramé pour assassiner Kirov ne peut s'expliquer que par le fait qu'il fallait à tout prix établir des *alibis* pour certains responsables très haut placés. Les circonstances de l'assassinat de Kirov ne pouvaient manquer de susciter des murmures dans l'aristocratie des cercles gouvernementaux sur le fait que, dans sa lutte contre l'Opposition, le « chef » commençait à jouer avec les têtes de ses collaborateurs les plus proches. Aucune personne informée ne doutait que Medved, chef du G.P.U. de Leningrad, avait fait quotidiennement rapport à Iagoda sur le progrès des opérations, de même que Iagoda faisait rapport à Staline et recevait de lui des instructions. Pour apaiser ces rumeurs extrêmement dangereuses, il n'y avait rien à faire d'autre que de sacrifier les exécutants à Leningrad du plan élaboré à Moscou.

Le 26 janvier 1935, j'écrivais : « Sans l'accord direct de Staline — plus exactement, sans qu'il prenne lui-même l'initiative — ni Iagoda ni Medved ne se seraient jamais décidés à monter une entreprise aussi risquée »⁸.

qu'on lui offrait et travailla avec les autres détenus. Il fut finalement fusillé et sa famille déportée. Selon Roy Medvedev et Antonov-Ovseenko, historiens qui ont eu connaissance des travaux de la commission *ad hoc* créée au XXII^e congrès sur l'assassinat de Kirov, il avait été, lui aussi, le jouet de la provocation qui était passée par son adjoint, Ivan Z. Zaporojets.

7. Trotsky continue donc en 1938 de penser que le meurtre de Kirov fut « un accident » et que Staline n'a pas cherché délibérément cette mort. Les éléments en notre possession aujourd'hui indiquent qu'il est possible d'aller plus loin : Staline a fait assassiner Kirov, même si l'assassin était mù par ses propres motifs.

8. *Œuvres*, 5, p. 47.

LÉON TROTSKY

La mort de Kirov est devenue le point de départ de l'extermination systématique de la génération des Vieux-Bolcheviks. Mais plus le G.P.U. organisait de procès autour du cadavre de Kirov, plus insistante la question se posant dans l'esprit de tous : *Cui prodest?* A qui cela sert-il? L'extermination de la vieille Garde est un objectif clair et évident de Staline. Les dirigeants de Moscou ne doutèrent pas un instant que Iagoda n'aurait pu agir sans instructions de Staline. Les soupçons se répandirent dans des milieux plus larges encore, devenant des certitudes. Il était maintenant nécessaire pour Staline de désavouer Iagoda, de creuser entre lui-même et Iagoda un profond fossé et, si possible, d'y jeter le cadavre de Iagoda.

On pourrait apporter des dizaines de faits, de citations, de considérations supplémentaires (qui se trouvent actuellement dans les archives de la commission John Dewey) et qui confirment notre conclusion, de façon irréfutable. L'assassinat de Kirov n'a été que le sous-produit d'un amalgame policier échafaudé par Staline et Iagoda pour accuser de terrorisme les chefs de l'Opposition. Pour camoufler cette collaboration, Staline essaya d'abord de ne livrer à l'opinion publique que ses agents de second plan (Medved et autres), mais l'accumulation des révélations et la logique interne des faits eux-mêmes forcèrent Staline à sacrifier finalement son collaborateur n° 1. Ainsi peut-on comprendre la plus profonde énigme de ce procès : le témoignage de l'ancien chef du G.P.U. sur sa participation à l'assassinat de Kirov « sur instructions de Trotsky ». Qui comprend cela — le ressort le mieux dissimulé de tous dans ce procès — peut comprendre tout le reste sans difficulté.

DES ANACHRONISMES¹

(8 mars 1938)

Les impostures judiciaires de Moscou sont pleines d'anachronismes. Au procès Zinoviev-Kamenev (août 1936), les trotskystes étaient accusés d'avoir formé une alliance avec la Gestapo dès 1932, alors que celle-ci n'existait pas encore. En novembre 1932, Léon Sedov rencontra l'accusé Holzman² à l'hôtel Bristol, qui avait été démoli en 1917. On pourrait donner beaucoup d'exemples de ce genre. Mais le procès en cours est caractérisé par des anachronismes encore plus étonnants.

Le témoin Mantsev a été tiré de sa prison pour affirmer qu'en 1920 un attentat eut lieu, à Kharkov, contre un des wagons du train dans lequel Staline voyageait et ce, quelques jours après mon passage dans cette ville ; j'aurais ensuite demandé à Mantsev de laisser tomber l'enquête parce que « nos camarades » pouvaient en souffrir. Afin de démêler au moins une partie des absurdités contenues dans ce témoignage, il faut les reprendre une par une :

1. « Nos camarades » doit désigner évidemment les trotskystes. Mais il n'y avait pas de trotskystes en 1920. L'Opposition de gauche ne s'est créée qu'en 1923. Le terme « trotskystes » n'est apparu qu'une année plus tard ;

2. Proche collaborateur de Dzerjinsky, l'ancien chef de la Tchéka, Mantsev, n'a jamais appartenu aux trotskystes en général et encore moins à une époque où le trotskysme n'existait pas.

3. Lénine et la majorité du bureau politique approuvaient la politique militaire que je menais. Dans les coulisses, Staline organisait une campagne d'intrigues contre cette politique, soutenant Vorochilov, l'actuel commissaire du peuple à la

1. Article (T 4311) paru dans *Excelsior* du 9 mars 1938, traduction du castillan vérifiée d'après le texte russe.

2. Eduard S. Holzman (1882-1936), vieux-bolchevik, avait été l'intermédiaire entre I.N. Smirnov et Sedov en 1932. Lors du procès de 1936, il avait « avoué » notamment une rencontre avec Trotsky et un voyage à Copenhague.

LÉON TROTSKY

défense, Chtchadenko³, vice-commissaire du peuple à la défense et d'autres qui s'opposaient à la création d'une armée centralisée, préconisant la création de détachements de guerrilla pure ; Vorochilov commandait sur la Volga une des vingt-quatre armées. Staline était membre du conseil militaire de cette armée. Je limogeai Vorochilov et rappelai Staline. Plus tard, Staline fut nommé sur le front Sud et fut de nouveau remplacé. Je n'avais nullement besoin de recourir à la terreur. Un ordre suffisait à régler tous les problèmes.

4. Quiconque jouit de la moindre capacité d'imagination peut facilement comprendre qu'en 1920 alors que je disposais d'un pouvoir illimité, si j'avais voulu me débarrasser de Staline sur le front, les choses n'en seraient pas restées à de futiles tentatives dont le monde entend parler pour la première fois dix-huit ans après.

5. Plus d'une fois pendant la guerre civile, j'ai dû prendre des mesures sévères. Je l'ai fait ouvertement et sous ma propre signature. Staline intriguait en coulisse. En juillet 1919, Lénine me fit parvenir, de sa propre initiative, une note officielle où étaient écrites ces lignes en bas de page : « Connaissant la sévérité des ordres donnés par le camarade Trotsky, je suis si convaincu, si absolument convaincu, de la justesse, de l'utilité et de la nécessité de ces ordres donnés par le camarade Trotsky, que je les soutiens entièrement. V. Oulianov (Lénine) ». Il me donnait moralement carte blanche. Mais chacune de mes instructions, chacun de mes actes au front avaient l'accord préalable de Lénine. Je n'ai jamais utilisé ce « blanc-seing », mais il demeure dans mes archives comme preuve de la solide confiance morale que me témoignait Lénine, lui qui ne pouvait passer pour un homme crédule.

Au vu des relations qu'entretenaient les personnes concernées, on peut imaginer qu'en 1920 Staline ait pu essayer d'organiser contre moi un attentat, mais en aucun cas le contraire. Cependant, nous ne devons pas oublier que l'une des tâches du procès en cours est de réviser l'histoire de ces vingt dernières années et d'assigner à Staline une position qu'il n'a jamais occupée dans le passé.

3. Efim A. *Chtchadenko* (1885-1951), fils d'ouvrier, tailleur, membre du parti en 1905 ; au Don pendant la guerre civile, organisa un corps de cavalerie rouge et fut l'un des adjoints de Boudienny. Il avait été ensuite responsable politique (commandant-adjoint) de l'Académie Frounzé. Devenu vice-commissaire à la défense en 1937, responsable du bureau des cadres supérieurs, il joua un rôle capital dans l'extermination du haut commandement.

LES PLANS DIPLOMATIQUES DE MOSCOU VUS À TRAVERS LES PROCÈS¹

(8 mars 1938)

Si la mémoire humaine était meilleure, les procès de Moscou auraient été tout à fait impossibles. Le G.P.U. brise la colonne vertébrale des accusés et on s'y habitue. Mais le G.P.U. essaie en même temps de briser celle du processus historique et ça, c'est plus difficile.

Au cours du procès Zinoviev-Kamenev, les inculpés étaient accusés d'avoir entretenu des relations d'un caractère purement policier avec la Gestapo allemande. Les principaux accusés niaient cette accusation. L'opinion publique refusait de l'avalier. En janvier 1937, Radek et Piatakov furent jugés pour donner de la vie au schéma trop simpliste de Vychinsky. A travers leurs dépositions, il ne s'agissait plus de sordides questions d'espionnage, mais d'un bloc international formé entre Trotsky et les fascistes allemands et japonais, dont l'objectif était la destruction de l'U.R.S.S. et des démocraties occidentales. Ce n'est pas un hasard si cette nouvelle façon de présenter les choses a correspondu à la floraison de la politique des Fronts populaires. Le drapeau de la diplomatie soviétique, comme celui du Comintern, portait le mot d'ordre de création d'un bloc militaire entre les démocraties contre les pays fascistes. Dans cette conjoncture, les trotskystes devaient inévitablement être étiquetés comme les agents du bloc fasciste. Le tableau était simple et clair.

De façon surprenante pourtant, les trotskystes n'étaient pas accusés d'avoir été alliés à l'Italie fasciste. La raison en était que la diplomatie russe ne souhaitait pas créer des obstacles aux tentatives de la France et de l'Angleterre de séparer l'Italie de l'Allemagne et ménageait l'éventualité que Moscou soi-même en

1. Article (T 4313) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

LÉON TROTSKY

vienne demain à faire des risettes à Rome. Les mêmes considérations étaient valables, dans une large mesure, pour la Pologne. On espérait que la France allait maintenir la Pologne dans sa sphère d'influence. En « dévoilant » leurs intrigues internationales, les accusés se conformaient scrupuleusement aux calculs de la diplomatie soviétique. Ils pouvaient essayer d'attenter à la vie de Staline, mais pas de porter atteinte à la diplomatie de Litvinov.

La préparation du nouveau procès a coïncidé avec une période d'évanouissement des espoirs et des illusions dans le Front populaire et le bloc des puissances démocratiques. La politique de l'Angleterre en Espagne, la visite de Lord Halifax² à Berlin, le tournant de Londres vis-à-vis de Rome et le remplacement d'Eden³ par Lord Halifax, tels sont les jalons diplomatiques qui ont déterminé le nouveau contenu des aveux « volontaires » des accusés. Le schéma du procès Piatakov-Radek qui faisait des trotskystes des agents du bloc fasciste (Italie exceptée) a été rejeté comme inopportun. Les accusés sont maintenant présentés comme des agents de l'Allemagne, du Japon, de la Pologne et de l'Angleterre. La liaison avec l'Allemagne perd sa coloration fasciste parce qu'on dit maintenant qu'elle a commencé en 1921, alors que l'Allemagne était encore sous le drapeau de la démocratie de Weimar. On dit que la collaboration avec l'Angleterre a commencé en 1926, onze ans avant le procès Piatakov-Radek. Mais Karl Radek, candidat au poste des affaires étrangères pour le compte des trotskystes, selon Vychinsky, ignorait tout de l'alliance de Trotsky avec la Grande-Bretagne. Au début 1937, l'Angleterre était une « démocratie ». Avec le départ d'Eden, elle est redevenue le foyer de l'impérialisme. Litvinov s'est décidé à montrer les dents à Londres et, très vite, les accusés lui font écho dans leurs dépositions. Jusqu'à une date récente, la guerre en Extrême-Orient représentait l'avance du fascisme japonais contre les démocraties anglo-saxonnes. Maintenant, Moscou faisait savoir qu'elle est prête à effacer la distinction entre le Japon et la Grande-Bretagne : l'un et l'autre complotent avec les trotskystes contre le régime soviétique. La déposition de Rakovsky selon laquelle nous sommes, lui et moi,

2. Edward Frederick Lindley Wood, lord *Halifax* (1881-1951), conservateur, vice-roi des Indes de 1926 à 1931, venait de remplacer Anthony Eden au Foreign Office.

3. Anthony *Eden* (1897-1977), conservateur, mais partisan d'une politique de « fermeté » vis-à-vis de Rome et Berlin, venait de démissionner, pour marquer son désaccord avec la politique de concessions du premier ministre.

des agents de l'Intelligence Service, est en réalité un avertissement diplomatique à l'adresse du Premier Ministre Chamberlain.

Le retard avec lequel on a inclus la Pologne dans les pays compromis par une alliance avec les trotskystes, a une double cause : une grande et une petite. L'orientation polonaise pro-allemande s'est précisée avec les dernières volte-face de la politique britannique. Oublié, le temps (1933) où Staline invitait le maréchal Pilsudski⁴ aux fêtes commémoratives de la révolution d'Octobre. Moscou signifie à Varsovie qu'elle ne nourrit aucune illusion quant à la neutralité de la Pologne et qu'en cas de guerre, la Pologne doit se préparer à devenir le champ de bataille des combats entre l'U.R.S.S. et l'Allemagne. Par l'intermédiaire des langues bien pendues des accusés, Litvinov menace le colonel Jozef Beck⁵. La seconde raison qui fait que la Pologne ne pouvait être mentionnée que dans le procès actuel est que le principal « diplomate » du deuxième procès en janvier 1937, Radek, n'aurait pu inclure la Pologne, qui est presque sa patrie, dans la liste des pays « trotskystes ». En 1933, Radek lui-même fit un voyage triomphal à Varsovie, fut fêté par Pilsudski et parla avec enthousiasme des bonnes relations à venir entre les deux pays, tous deux produits de la révolution. La presse mondiale parla d'une alliance militaire en préparation entre l'U.R.S.S. et la Pologne. Comme Radek avait effectué cette visite sensationnelle, non comme agent de Trotsky, mais comme représentant de Staline, il était particulièrement malaisé pour Radek de lier dans ses aveux la Pologne et le trotskysme. Cette tâche a été reportée sur les épaules de l'accusé actuel V.F. Charangovitch⁶.

Les noms de la France et des Etats-Unis n'ont pas encore été prononcés. Ces deux pays ont été conservés comme restes du « bloc des démocraties » contre le bloc fasciste. Il est vrai que Rakovsky a avoué des liens criminels avec des industriels et journalistes français, mais ce sont des adversaires du Front

4. Jozef Pilsudski (1867-1935), vieux conspirateur socialiste nationaliste, dirigeant du P.P.S., avait ensuite exercé sa dictature en Pologne de 1926 à sa mort.

5. Jozef Beck (1894-1944), colonel de l'armée polonaise, avait été ministre des affaires étrangères avec Pilsudski, puis sous le « régime des colonels » qui lui avait succédé.

6. Vassili F. Charangovitch (1897-1938), bolchevik en 1917, semble avoir fait ensuite une carrière comme apparatchik en Biélorussie, devenant secrétaire du C.C. de son parti. Lors du procès il avait avoué être un « espion polonais » depuis 1921 et dénonça les dirigeants du parti en Biélorussie, Goloded et Tcherviakov ; il avoua également avoir diffusé des épizooties dans le cheptel, toujours à l'instigation du gouvernement polonais.

LÉON TROTSKY

populaire. Si Litvinov essaie de compromettre le gouvernement de Chamberlain au moyen de la déposition de Rakovsky sur l'Intelligence Service, il espère au contraire rendre un service amical au gouvernement de Front populaire par l'intermédiaire de la déposition du même Rakovsky au sujet de l'industriel français Louis Nicolle et du journaliste Buré⁷. En tout cas, les accusés sont restés fidèles à eux-mêmes ; y compris dans leurs marchés les plus perfides avec les Etats étrangers, ils ont gardé le silence sur les plans diplomatiques du Kremlin.

Le silence sur la France est particulièrement éloquent dans son absurdité. La France a été considérée presque jusqu'à la fin de 1933 à Moscou comme le pire ennemi de l'U.R.S.S. La Grande-Bretagne venait au second rang. L'Allemagne comptait parmi les amis. Dans les procès du « parti industriel » (1930), du « bureau de l'union des mencheviks » (1931), la France s'est révélée invariablement comme le foyer de l'intrigue hostile. Pourtant les trotskystes qui avaient déjà commencé à nouer des liens avec les ennemis de l'U.R.S.S. en 1921 (alors qu'ils étaient tous au pouvoir ou, plus exactement, alors qu'aux côtés de Lénine ils étaient le pouvoir) ont complètement laissé la France de côté, comme s'ils avaient oublié son existence. Non, ils n'avaient rien oublié : ils prévoyaient seulement le futur pacte franco-soviétique et prenaient bien garde de ne pas créer de difficultés à Litvinov en 1938.

Qu'il est heureux pour Vychinsky que les hommes aient la mémoire si courte ! Après mon exil en Turquie, la presse soviétique ne m'appelait pas moins que « Mister Trotsky ». La *Pravda* du 8 mars 1929 a consacré presque une page entière à essayer de prouver que « Mister Trotsky » (pas « Herr Trotsky » !) était en réalité un allié de Winston Churchill⁸ et de Wall

7. Les « aveux » de Rakovsky auxquels Trotsky fait allusion ici portent sur deux épisodes différents. D'une part, à l'été 1927, alors qu'il était encore ambassadeur à Paris, il aurait eu un entretien avec le député du Nord Louis Nicolle (né en 1883) sur les possibilités d'aide des capitalistes français à... l'Opposition. D'autre part, au printemps 1935, lors du voyage de Pierre Laval à Paris, il aurait, sur instructions de Trotsky, pris contact avec Emile Buré (1876-1952), de *L'Ordre*, afin de le persuader qu'un pacte germano-soviétique allait provoquer les Français. Rakovsky et Buré s'étaient connus à Paris, alors qu'ils étaient tous les deux étudiants et socialistes. Les intentions des enquêteurs qui ont extorqué à Rakovsky ces prétendus aveux étaient sans doute celles que Trotsky leur prête. Mais il n'est pas évident qu'ils aient eu les résultats escomptés : M. Nicolle (à ne pas confondre avec Pierre Nicolle), était loin d'être un homme politique-clé et Buré en avait entendu bien d'autres !

8. Winston Spencer Churchill (1874-1965) faisait à l'époque — et depuis une dizaine d'années — figure de franc-tireur du parti conservateur ; anticommuniste

Street. L'article se terminait par ces mots : « On voit clairement aujourd'hui pourquoi la bourgeoisie lui a payé des dizaines de milliers de dollars ! » A cette époque, on payait en dollars, pas en marks ! Le 2 juillet 1931, la *Pravda* a publié un fac-similé fabriqué qui devait prouver que j'étais l'allié du Pilsudski et le défenseur du traité de Versailles contre l'U.R.S.S. et l'Allemagne. C'était l'époque où la tension grandissait entre Moscou et Varsovie, deux ans avant l'émergence des plans d'alliance soviéto-polonaise ! Le 4 mars 1933, alors que Hitler était déjà bien en selle, les *Izvestia*, l'organe officiel du gouvernement, annonçaient que l'U.R.S.S. était l'unique pays du monde à n'avoir aucune hostilité à l'égard de l'Allemagne et ce « indépendamment de la forme et de la composition du gouvernement du Reich ». Le journal français officieux, *Le Temps*, écrivait le 8 avril : « Au moment de l'arrivée au pouvoir de Hitler, l'opinion publique européenne s'est jetée avec avidité sur cet événement et il y a eu à son sujet bien des commentaires ; les journaux de Moscou ont gardé le silence ». Staline espérait toujours l'amitié avec l'Allemagne fasciste ! Cela ne vaut guère la peine d'être relevé puisque, à cette époque, j'étais encore prétendument un agent de l'Entente. Le 24 juillet 1933, avec l'autorisation du gouvernement Daladier, je suis arrivé en France. Le journal communiste *l'Humanité*, l'organe parisien de la diplomatie soviétique, a tout de suite proclamé : « De France, le foyer de l'anti-soviétisme, Trotsky va attaquer l'U.R.S.S. La France est le point stratégique et c'est pourquoi M. Trotsky est venu ici ». Pourtant, à l'époque, j'aurais pu célébrer le douzième anniversaire de mes activités au service de l'Allemagne !

Tels sont quelques-uns des jalons diplomatiques qui ont marqué la préparation du procès en cours. On pourrait multiplier à l'infini le nombre de citations et de données. Mais de ce qui a été dit déjà, la conclusion est claire. Les activités de « trahison » des accusés ne sont que le complément négatif des combinaisons diplomatiques du gouvernement. La situation a changé ; les calculs diplomatiques du Kremlin ont changé aussi. De même, le contenu des « trahisons » des trotskystes, c'est-à-dire le contenu de leurs dépositions sur ces trahisons imaginaires. En outre, et c'est très significatif, les événements actuels de Moscou permettent de reconstruire entièrement les événements des vingt

et antisoviétique, il incarnait cependant l'aile des conservateurs britanniques qui préconisait la « fermeté » et condamnait les reculades successives de l'équipe Chamberlain-Halifax.

LÉON TROTSKY

dernières années. En 1937, ma vieille amitié avec Pilsudski, Winston Churchill et Daladier a été oubliée. Je suis devenu l'allié de Rudolf Hess⁹ et le cousin du Mikado. Dans l'acte d'accusation de 1938, on a jugé impropre mon vieux qualificatif d'agent de la France et des Etats-Unis; en revanche, on a donné un relief particulier à mon amitié oubliée avec l'impérialisme britannique.

On peut prédire que si, dans les prochains jours, je devais être de nouveau lié aux Etats-Unis, ce ne serait sans doute pas en tant qu'agent du président Roosevelt¹⁰, mais comme allié de ses pires ennemis, les « royalistes de l'économie »¹¹. Ainsi, même dans mes « trahisons », je continue d'assumer une fonction patriotique.

9. Rudolf Hess (né en 1894) était l'un des lieutenants de Hitler et l'accusation avait fait affirmer par des accusés que Trotsky l'avait rencontré.

10. Franklin Delano Roosevelt (1882-1945) venait d'être élu président des Etats-Unis, pour son second terme, en 1936.

11. Allusion aux adversaires de droite du président Roosevelt, républicains mais aussi démocrates attachés au libéralisme économique le plus strict, et qui considéraient la politique de New Deal comme une politique « socialiste ».

MESSAGE AU MEETING DE NEW YORK¹

(9 mars 1938)

De l'intérieur de la forteresse conquise par le prolétariat, Staline porte au socialisme des coups sans précédent. Si quelqu'un sabote le développement économique et culturel de l'U.R.S.S., c'est Staline. Si quelqu'un sape la puissance militaire de l'U.R.S.S., c'est Staline. Si quelqu'un empoisonne les rangs de l'avant-garde révolutionnaire par la trahison, c'est Staline. Si la réaction mondiale unie avait à choisir un agent, elle n'en pourrait trouver de mieux approprié que Staline. Les procès de Moscou constituent une tentative unique pour tromper toute l'humanité. Cependant, s'il n'y a pas de limite à la bassesse, il y en a à la crédulité. La pensée étranglée et la conscience horrifiée sont en train de s'éveiller. L'humanité progressiste se prépare à dégorger son venin du stalinisme. En pensée Natalia et moi sommes présents à votre meeting de protestation et de défi. Nous voyons dans vos rangs l'esprit de Léon Sedov tombé à son poste de combat. Avec nous ou sans nous vous conduirez à la victoire notre grande lutte libératrice.

1. Message (*Socialist Appeal*, 19 mars 1938) adressé au meeting tenu le même jour à l'hôtel Center sous les auspices du comité de défense, contre le procès de Moscou. Les orateurs étaient Suzanne LaFollette, Eugene Lyons, Carlo Tresca, Bertram D. Wolfe, Max Shachtman et George Novack. Le texte est traduit ici de l'anglais.

L'ARTICLE DE STALINE SUR LA RÉVOLUTION ET LE PROCÈS EN COURS¹

(9 mars 1938)

En février, la presse mondiale n'a pas accordé peu d'attention à l'article de Staline sur la question de la dépendance de l'Union soviétique vis-à-vis du prolétariat international². Cet article a été interprété comme un refus de Staline d'une coopération pacifique avec les démocraties occidentales, au nom de la révolution internationale. La presse de Goebbels a proclamé : « Staline a jeté le masque ! Staline a démontré que ses objectifs ne diffèrent pas de ceux de Trotsky, etc. ». Cette idée a été développée même dans les publications les plus critiques qui paraissent dans les pays démocratiques. Est-il nécessaire aujourd'hui de réfuter cette interprétation ? Les faits parlent plus haut que les mots. Si Staline avait l'intention de revenir sur la voie de la révolution, il n'aurait pas exterminé ni démoralisé les révolutionnaires. En dernière analyse, c'est Mussolini qui a raison quand il dit dans le *Giornale d'Italia* que personne, jusqu'à maintenant, n'a porté de coups plus rudes à l'idée du communisme (de la révolution prolétarienne) ni exterminé de communistes avec autant d'acharnement que Staline³.

Si on le prend à un niveau purement théorique, l'article du 12 février n'est qu'une simple répétition des formules introduites pour la première fois par Staline à l'automne 1924, lors de sa rupture avec la tradition bolchevique : « nous » avons introduit le socialisme en U.R.S.S. dans la mesure où nous avons liquidé la bourgeoisie nationale et organisé la coopération du prolétariat et

1. Article (T 4316) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Il s'agit de la lettre datée du 12 février, parue dans la *Pravda* du 14, cf. n. 2, p. 208.

3. Benito Mussolini (1883-1945), Duce de l'Italie fasciste, n'était pas personnellement l'auteur de l'article cité ci-dessus, mais il avait clairement compris le rôle « anti-communiste » des procès de Moscou et s'en réjouissait bruyamment.

de la paysannerie ; mais l'U.R.S.S. est entourée d'Etats bourgeois qui la menacent d'intervention et de restauration du capitalisme ; il faut par conséquent renforcer nos défenses et nous assurer le soutien du prolétariat mondial. Staline n'a jamais abandonné ces formules abstraites. Il les a seulement peu à peu interprétées différemment. En 1924, l'« aide » du prolétariat occidental pouvait encore être comprise à l'occasion comme la révolution internationale. En 1938, elle commença à signifier la coopération politique et économique du Comintern avec ceux des gouvernements bourgeois qui pourraient apporter une aide, directe ou indirecte, à l'U.R.S.S. en cas de guerre. Cette formule présuppose d'autre part, il est vrai, une politique révolutionnaire des partis dits « communistes » en Allemagne et au Japon. Mais précisément, l'influence du Comintern dans ces pays est proche du zéro.

Ce n'est pourtant pas par hasard que Staline a publié son « manifeste » du 12 février. L'article lui-même et les échos qu'il a suscités constituaient un élément tout à fait essentiel dans les préparatifs du procès actuel. En renouvelant, après une interruption d'une année, la campagne devant les tribunaux contre ce qui reste de la vieille génération des bolcheviks, Staline essaie naturellement de donner l'impression aux travailleurs de l'U.R.S.S. et du monde entier qu'il n'agit pas dans l'intérêt de sa propre clique mais dans ceux de la révolution internationale. D'où la volontaire ambiguïté de certaines expressions : il s'agit, sans effrayer la bourgeoisie conservatrice, de rassurer les ouvriers révolutionnaires.

Ainsi l'assertion selon laquelle Staline aurait jeté dans cet article son masque pacifique est tout à fait fausse. En réalité, il a seulement mis temporairement un masque à demi révolutionnaire. Pour Staline, la politique internationale est entièrement subordonnée à la politique intérieure. Et la politique intérieure, pour lui, c'est avant tout la lutte pour sa propre préservation. Ainsi les problèmes politiques cèdent-ils le pas aux problèmes de police. C'est seulement dans ce domaine-là que l'imagination de Staline travaille sans trêve ni repos.

En 1936, tout en préparant en secret la purge de masse, Staline lança l'idée d'une nouvelle Constitution, « la plus démocratique du monde ». Et vraiment, il n'a pas manqué de louanges pour cet heureux tournant de la politique du Kremlin ! Si on publiait aujourd'hui un recueil des articles écrits par les amis patentés de Moscou sur « la Constitution la plus démocratique du monde », nombre de leurs auteurs n'auraient pas d'autre issue

LÉON TROTSKY

que de brûler de honte. Le tapage autour de la Constitution servait plusieurs objectifs à la fois ; mais son objectif essentiel, celui qui éclipsait tous les autres, c'était la manipulation de l'opinion publique à la veille du procès Zinoviev-Kamenev.

Le 1^{er} mars 1936, Staline accorda une interview célèbre à Roy Howard⁴. Un petit détail de leur conversation passa alors tout à fait inaperçu : les futures libertés démocratiques, disait Staline, bénéficieront à tous, mais il n'y aura pas de pitié pour les terroristes. La même sinistre restriction a été faite par Molotov⁵ dans une interview accordée à Chastenet⁶, le directeur du *Temps* : « La situation actuelle, disait le chef du gouvernement, rend de plus en plus inutiles certaines des mesures rigoureuses naguère en vigueur. Toutefois, ajoutait Molotov, suivant en cela Staline, le gouvernement se doit de rester fort à l'encontre des terroristes »⁷. « Terroristes » ? Mais, depuis l'épisode du meurtre de Kirov, accompli avec la connivence du G.P.U. le 1^{er} décembre 1934, il n'y a eu aucun acte terroriste. Des complots « terroristes » ? Mais personne ne suspectait alors l'existence de « centres » trotskystes. Le G.P.U. ne découvrit ces « centres », leurs « complots », que par les aveux. Pourtant Zinoviev, Kamenev et les autres n'ont commencé à avouer leurs crimes imaginaires qu'en juillet 1936, ainsi que l'a démontré Léon Sedov dans son *Livre rouge*⁸, sur la base des documents officiels.

Ainsi, dans l'interview mentionnée plus haut, Staline et Molotov n'avaient mentionné les terroristes qu'en tant que « prévision », c'est-à-dire pour la préparation inquisitoriale des futurs aveux. Les bavardages sur les libertés et les garanties démocratiques ne sont que des coquilles vides. Le noyau en était la référence, peu perceptible, à des « terroristes » anonymes.

4. Roy Howard (1883-1964), était un célèbre reporter de la chaîne américaine Scripps-Howard quand il avait obtenu cette interview retentissante (cf. *Œuvres*, 9, pp. 70 sq.)

5. Viatcheslav M. Skriabine, dit *Molotov* (né en 1890), bolchevik en 1906, avait fait sa carrière, après 1917, dans l'appareil et le sillage de Staline. Il était, depuis 1930, président du conseil des commissaires du peuple. Trotsky avait déjà longuement discuté l'interview qu'il avait donnée au *Temps* (*Œuvres*, 9, pp. 187-210.)

6. Jacques Chastenet de Castaing (1893-1978) était directeur du *Temps* depuis 1922.

7. *Le Temps*, 24 mars 1936. Le texte ci-dessus est celui qui a paru dans le quotidien français, non la retraduction de sa traduction russe.

8. Trotsky paralysé par son internement en Norvège, il était revenu à son fils, Léon Sedov, d'écrire l'indispensable brochure qui jetait bas l'édifice des mensonges. *Le Livre rouge sur le procès de Moscou* a été réédité dans les *Cahiers Léon Trotsky* n° 14.

Cette référence a été vite éclairée quand quelques milliers de personnes ont été passées par les armes.

Parallèlement à la préparation tant vantée de la « Constitution stalinienne », furent organisés au Kremlin une série de banquets au cours desquels des membres du gouvernement embrassaient des représentants de l'aristocratie ouvrière et kolkhozienne (des « stakhanovistes »⁹). On proclamait à ces banquets que l'époque de la « vie heureuse » venait enfin de commencer en U.R.S.S. Staline fut définitivement confirmé par le titre de « père des peuples », qui aime son prochain et qui prend soin de lui. Tous les jours, la presse soviétique publiait des photos montrant Staline entouré de gens heureux, souvent avec un bébé en train de rire dans ses bras ou sur ses genoux. Et je crois qu'on me pardonnera de dire qu'en voyant ces photos idylliques j'ai plus d'une fois dit à mes amis : « Il est évident qu'il se prépare quelque chose de terrible. »

L'idée du metteur en scène était de donner au monde l'image d'un pays qui, après les dures années de lutte et de privation, s'engageait finalement dans la voie de la Constitution « la plus démocratique du monde », préparée par « le père des peuples » qui aime le peuple, les enfants surtout... et sur cette vision attachante de présenter tout d'un coup les visages diaboliques des trotskystes sabotant l'économie, organisant la famine, empoisonnant les ouvriers, préparant pour bientôt un attentat contre la vie du « père des peuples » et livrant l'heureux pays aux tyrans fascistes qui vont le mettre en pièces.

S'appuyant sur l'appareil totalitaire et les ressources matérielles illimitées du pays, Staline a conçu un plan unique en son genre : violer la conscience du monde et, avec l'approbation de l'humanité tout entière, se débarrasser pour toujours de toute opposition à la clique du Kremlin. Lorsque j'ai exprimé cette idée en 1935-1936 sous forme de mise en garde, trop de gens l'ont expliquée comme « la haine de Trotsky contre Staline ». La haine personnelle dans des questions de dimensions historiques, est un sentiment profondément médiocre et méprisable. De plus, la haine est aveugle. Et, en politique comme dans la vie personnelle, il n'y a rien de plus terrible que la cécité. Plus la

9. Aleksei G. *Stakhanov* (1905-1977), mineur de fond, avait lancé le mouvement d'émulation dans la productivité du travail qui porte son nom. Les « stakhanovistes » ou « travailleurs de choc » atteignaient des salaires considérables.

LÉON TROTSKY

situation est difficile et plus il faut suivre le conseil du vieux Spinoza « Ni rire ni pleurer, mais comprendre »¹⁰.

Dans le cours de la préparation de l'actuel procès, la « constitution la plus démocratique du monde » a pu se manifester pour ce qu'elle est, une farce bureaucratique, un plagiat provincial de Goebbels. Les milieux libéraux et démocratiques d'Occident commencent à ne plus se laisser prendre. La méfiance à l'égard de la bureaucratie soviétique, qui a, malheureusement, souvent coïncidé avec la froideur à l'égard de l'U.R.S.S. commence à gagner des couches toujours plus larges. D'un autre côté, un trouble profond commence à saisir les organisations ouvrières. Dans la politique pratique, le Comintern est à la droite de la II^e Internationale. En Espagne, le P.C. étrangle la gauche de la classe ouvrière avec les méthodes du G.P.U.¹¹. En France, les communistes sont devenus, suivant l'expression du *Temps*, des représentants du « chauvinisme de foire ». C'est ce qu'on voit aussi plus ou moins aux Etats-Unis et une série d'autre pays. La traditionnelle politique de collaboration de classes contre laquelle s'était dressée la III^e Internationale est devenue aujourd'hui, sous une forme plus accentuée encore, la politique officielle du stalinisme, avec, pour la défendre, l'emploi de la sanglante répression du G.P.U. Articles et discours n'avaient d'autre but que de dissimuler ce fait. C'est pourquoi on met dans la bouche des accusés des monologues de théâtre où ils expliquent combien eux, les trotskystes, ont été réactionnaires, contre-révolutionnaires, fascistes, ennemis des masses travailleuses pendant vingt ans, et enfin comment, dans une prison du G.P.U., ils ont enfin compris le caractère salutaire de la politique de Staline. Par ailleurs, Staline lui-même, à la veille de la nouvelle et sanglante hécatombe, a estimé nécessaire de dire à la classe ouvrière : « Si je suis obligé d'anéantir la vieille génération des bolcheviks, c'est seulement dans l'intérêt du socialisme. J'extermine les léninistes sur la base de la doctrine de Lénine. »

Tel est le véritable sens de l'article du 12 février. Il n'y en a pas d'autre. Nous nous trouvons en face d'une répétition abrégée

10. Trotsky a cité très souvent cet aphorisme du philosophe néerlandais d'origine portugaise, Baruch Spinoza (1632-1677) sans que nous puissions dire à quel point il était familier de sa pensée philosophique.

11. En 1937 le G.P.U. avait fait disparaître impunément nombre de militants qui s'opposaient d'une façon ou d'une autre à la politique de Staline : le dirigeant du P.O.U.M. Andrés Nin et son collaborateur autrichien Kurt Landau, les anarchistes italien Camillo Berneri et espagnol Alfredo Martínez, les trotskystes Erwin Wolf, Hans Freund et nombre de militants moins connus.

ŒUVRES, JANVIER-MARS 1938

de la manœuvre avec la « Constitution démocratique ». Le premier chantage (appelons les choses par leur nom) était destiné principalement aux milieux démocratiques bourgeois d'Occident. Le dernier vise avant tout les ouvriers. Les autorités conservatrices d'Europe et d'Amérique n'ont aucune raison de s'inquiéter. Pour une politique révolutionnaire, il faut un parti révolutionnaire. Staline n'en a pas. Le parti bolchevique a été tué. Le Comintern est complètement démoralisé. C'est Mussolini qui a raison à sa façon : personne n'a encore porté de coups si terribles à l'idée de révolution prolétarienne que l'auteur de l'article du 12 février.

[NOTRE LÉON]¹

(10 mars 1938)

Ma chère Jeanne, notre petite Jeanne,

Natalia a déjà reçu de vous deux lettres. Moi j'ai reçu aussi de vous une lettre sans compter le premier rapport sur le cours de la maladie. Natalia vous a envoyé un câble. Elle n'est pas encore capable d'écrire. Elle lit et relit vos lettres. Elle pleure, elle pleure beaucoup. Quand je réussis à me libérer de mon travail (réfutation des nouvelles accusations contre Léon et moi), je pleure avec Natalia. Elle vous aime beaucoup, Jeanne. Elle vous aimait beaucoup toujours. Elle pense et parle de vous avec une tendresse infinie. Elle vous imagine dans vos petites chambres qu'il y a peu de temps vous partagiez avec Léon. Elle imagine ces petites choses et vous, Jeanne, devant ces petites choses. Maintenant vous êtes pour Natalia non seulement Jeanne, sa fille tendrement aimée et discrètement aimée — comme Natalia seule sait aimer —, mais aussi une partie de Léon, ce qui reste de sa vie la plus intime des dernières années. Ma chère petite...

Léon signifiait beaucoup dans ma vie. Beaucoup plus qu'on n'imagine. Il fut pour moi l'être le plus cher au monde — après Natalia. J'essayais un peu d'exprimer sur le papier, avec l'aide de Natalia, la profondeur de la perte que nous venons de subir. Nous aussi, nous ne pouvons pas accepter l'idée qu'il n'existe plus. Dix fois par jour, je me surprends moi-même à l'idée : il faut écrire à Ljova..., il faut demander à Ljova... Et Natalia ? Elle souffre pour soi-même, elle souffre pour moi, elle souffre pour vous ; Jeanne, nous sommes prêts à accepter chaque proposition vous concernant. Si vous aviez envie de venir ici —

1. Lettre en français à J. Martin des Pallières (9019), avec la permission de la Houghton Library.

ŒUVRES, JANVIER-MARS 1938

pour embrasser Natalie — pour être embrassée de nous deux, nous ferons immédiatement tout pour faire possible votre voyage. Si vous décidez de rester avec nous, vous serez notre fille bien-aimée. Si vous trouvez mieux, après deux ou trois mois, de revenir à Paris, nous accepterons cette décision comme bien naturelle. Enfin, si vous croyez que la séparation de Sieva et des autres vous serait maintenant difficile, nous comprendrons bien vos sentiments. Le voyage de Sieva ici présenterait des difficultés, l'école, la langue, mais nous sommes prêts d'envisager aussi cette possibilité... En pleurant et en souffrant, Natalie m'aide dans mon travail. Nous luttons pour la mémoire de Léon, pour notre mouvement. Léon y est déjà entré, dans l'histoire de ce mouvement, pour toujours. Nous recevons de tous les coins du monde des lettres le concernant. La jeunesse apprend à le connaître et à l'aimer. Il deviendra, notre petit Ljova, une image symbolique comme Karl Liebknecht et autres. Oui, ma chère Jeanne, notre petite Jeanne, il n'est plus à vos côtés, il n'y sera plus jamais. Mais il entre dans une autre vie qui se confond avec le mouvement libérateur. Il faut accepter le fait terrible. Il faut accepter la vie. Il faut continuer courageusement. A Paris ou avec nous ici. Mon cher petit enfant, la vie est dure pour vous. On ne peut surmonter ses coups terribles qu'en combattant... Natalie vous écrira dès qu'elle aura la force de manier la plume. Mais, dans son esprit, elle vous écrit toujours. Depuis la terrible nouvelle du 16 février, Natalie vous embrasse de tout son cœur ensanglanté, déchiré. Je vous embrasse aussi, Jeanne. Nous vous envoyons cette nuit un nouveau câble. Nous pensons à vous, nous souffrons avec vous.

Votre

Nous avons lu dans la presse mexicaine votre déclaration donnée au *Journal* concernant les « dollars ». C'est très bien que vous êtes ainsi entrée dans la lutte. Il faut continuer. Il faut écrire sur Ljova... sur sa vie à Berlin, à Paris. Nous écrirons tous trois ensemble sa biographie. Nous ramasserons toute la documentation qui le concerne. Ljova, c'est une nature héroïque dans le vrai sens du mot. Il doit rester — il restera — dans la mémoire de l'humanité... Courage, ma petite Jeanne.

LE CAS DU PROFESSEUR PLETNEV ¹ (10 mars 1938)

Dans cette déclaration, nous utilisons exclusivement des données officielles empruntées à la *Pravda* de Moscou.

L'accusé Pletnev, professeur de médecine, a maintenant soixante-dix ans. Il était médecin du Kremlin presque depuis l'époque de l'insurrection d'Octobre. Il ne s'est jamais intéressé à la politique. Lénine, Kroupskaia² et tous les responsables au Kremlin ont eu recours à lui. Pletnev a reçu de nombreuses distinctions. Plus d'une fois la presse soviétique l'a couvert de louanges. Mais la situation a brutalement changé à la mi-1937 : Pletnev a été accusé publiquement de viol et de sadisme. La *Pravda* du 8 juin 1937 a publié un long article, qui décrivait avec des détails inhabituels le viol abominable qu'il aurait prétendument commis sur une femme, « la patiente B. ». L'article citait une lettre de M^{me} B. à Pletnev, qui comportait ces lignes : « Soyez maudit, vil criminel, pour m'avoir transmis un mal incurable et avoir mutilé mon corps... » et ainsi de suite. La *Pravda* racontait que Pletnev, à la suite des plaintes de M^{me} B., avait voulu la faire enfermer dans un asile d'aliénés et qu'il aurait répondu à ses reproches : « Trouvez du poison et suicidez-vous ! ». L'article en question produisit une impression d'autant plus choquante qu'il fut publié avant que Pletnev ait comparu devant un tribunal. Pour qui connaît les mœurs de l'actuelle bureaucratie soviétique, il est tout à fait clair qu'un article semblable contre un médecin dans une position élevée, ne pouvait avoir été publié dans la *Pravda* qu'avec l'accord de Staline ou directement sur son ordre. On en vint naturellement à

1. Article (T 4320) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Nadejda N. Kroupskaia (1869-1939) était la compagne de Lénine.

soupçonner que cette affaire était liée à une intrigue souterraine contre Pletnev et que la mystérieuse « patiente B. » était selon toute probabilité un agent du G.P.U.

Immédiatement, avant toute forme de procès, ce qu'on appelle l'« opinion publique » fut mobilisée à partir d'un centre invisible, ou, plus précisément, les docteurs à Moscou, Kiev, Toula, Sverdlovsk etc. reçurent l'ordre d'adopter des résolutions exigeant « la sentence la plus sévère pour ce monstre ». Ces résolutions furent, bien entendu, publiées dans la *Pravda* : nous avons ces numéros sous la main. Les 17 et 18 juillet 1937, l'affaire Pletnev fut portée à huis clos devant un tribunal de Moscou. En U.R.S.S. on est souvent condamné à mort pour le vol d'un sac de farine. Il était donc d'autant plus sensé de s'attendre à une sentence impitoyable pour un sadique médecin qui avait transmis un « mal incurable » et « mutilé » le corps d'une patiente. Cependant, dans la même *Pravda* du 19 juillet, les lecteurs apprirent que Pletnev avait été condamné à « deux ans de privation de liberté *avec sursis* », c'est-à-dire en réalité que tout châtiment lui avait été épargné. La sentence semblait aussi inattendue que l'avait été auparavant l'accusation.

Sept mois plus tard, on retrouve le même Pletnev accusé d'avoir délibérément hâté la mort de Menjinsky, Kouibychev et Maksim Gorky. Pletnev évidemment avoue qu'il est coupable. Il semble qu'il ait commis ces crimes monstrueux « sur ordre » de Iagoda, l'ancien chef du G.P.U. Pourquoi a-t-il obéi à Iagoda ? Par peur. Le médecin du Kremlin, qui connaissait tous les membres du gouvernement, avait peur de dénoncer le criminel, et il est devenu son instrument docile. Est-ce improbable ? C'est en tout cas ce qu'il dit dans sa déposition. On n'entend plus rien sur Pletnev le sadique. « La patiente B. » n'est pas appelée à témoigner. Elle avait accompli sa tâche avant le procès. Le sadisme n'intéresse plus personne. Maintenant, on découvre que Pletnev, médecin depuis l'époque du tsar, était un agent terroriste du « bloc trotskyste-boukharinien », sous les ordres directs de Iagoda, l'ancien chef du G.P.U.

Peut-on douter qu'il existe une corrélation interne étroite entre ces deux procès ? Pour attribuer aux trotskystes des actions terroristes, il fallait les inventer. C'est pour cela que Iagoda, le bourreau des trotskystes, a été métamorphosé en agent des trotskystes et que le médecin a été métamorphosé en empoisonneur. L'accusation de sadisme n'avait été lancée il y a sept mois avec un tapage assourdissant que pour briser la volonté d'un vieux médecin, père de famille, et faire de lui un instrument

LÉON TROTSKY

docile entre les mains du G.P.U. pour le prochain procès politique. Pletnev risquait la mort quand on l'accusait d'avoir violé « la patiente B. ». Mais, en coulisses, on arriva à un accord dont le résultat fut que Pletnev fut condamné avec sursis. *Tel était le prix de ses extravagants aveux au procès des vingt et un.* L'affaire Pletnev est particulièrement instructive puisque tous les ressorts y sont mis au jour.

LE BILAN DU PROCÈS¹

(10 mars 1938)

Avant même de se terminer, le procès de Moscou avait déjà lassé l'opinion publique par son accumulation d'incongruités à sensation. Même un journaliste médiocre aurait pu rédiger d'avance le réquisitoire final du procureur Vychinsky — sauf peut-être pour la quantité d'injures basses.

Le procureur Vychinsky a introduit un élément significatif de vindicte personnelle dans ce procès politique. Pendant les années de la révolution, il appartenait au parti des Gardes blancs. Quand il changea de couleurs, après la victoire des bolcheviks, il se sentit suspect et humilié. Aujourd'hui il prend sa revanche. Il peut railler librement Boukharine, Rykov, Rakovsky — des noms qu'il prononça des années durant avec un respect obséquieux. Et, en même temps, les ambassadeurs Troianovsky, Maisky, Souritz, dont le passé ressemble à celui de Vychinsky, assurent au monde civilisé que ce sont eux qui sont les héritiers des idéaux de la révolution d'Octobre, tandis que les Boukharine, Rykov, Rakovsky, Trotsky et autres, les ont trahis. Tout est sens dessus dessous.

Des conclusions que Vychinsky devra prononcer à la fin de la dernière série de procès, il ressort que l'Etat soviétique n'est rien d'autre qu'un appareil centralisé en vue de la haute trahison.

Les chefs du gouvernement et la majorité des commissaires du peuple (Rykov, Kamenev, Roudzoutak, Smirnov, Iakovlev, Rosengolz, Tchernov, Grinko, Ivanov, Ossinsky² et d'autres),

1. Article (T 4318) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Rykov avait été président du conseil des commissaires du peuple et Kamenev vice-président, Roudzoutak commissaire à l'Inspection ouvrière et paysanne et aux communications, I. N. Smirnov aux postes et télégraphe, Tchernov à l'agriculture, Grinko aux finances, Ivanov à l'industrie du bois, Ossinsky au ravitaillement (se reporter à l'index pour leur notice biographique). Iakov A. Epstein, dit *Iakovlev* (1896-1939) avait été commissaire à l'agriculture ; membre du parti en 1913, il avait fait la guerre civile en Ukraine, puis dirigé au C.C. le département de l'agriculture. Il avait été arrêté en 1937.

LÉON TROTSKY

les grands diplomates soviétiques (Rakovsky, Sokolnikov, Krestinsky, Karakhane, Bogomolov, Iouréniev³ et d'autres), tous les dirigeants de l'Internationale communiste (Zinoviev, Boukharine, Radek), les principaux dirigeants de l'économie (Piatakov, Smirnov, Sérébriakov, Lifschitz et autres), les meilleurs capitaines et chefs de l'Armée rouge (Toukhatchevsky, Gamarnik, Iakir, Ouborévitch, Kork, Mouralov, Mratchkovsky, Alksnis, l'amiral Orlov⁴ et autres), les ouvriers révolutionnaires les plus éminents produits par le bolchevisme en trente-cinq ans (Tomsky, Evdokimov, Smirnov, Bakaïev, Sérébriakov, Bogouslavsky, Mratchkovsky⁵), les chefs et membres des gouvernements des républiques soviétiques russes (Soulimov, Varvara Iakovleva⁶), tous les chefs, sans aucune exception, des trente républiques soviétiques, c'est-à-dire les dirigeants issus des mouvements de libération nationale (Boudou Mdivani, Okoud-

3. Rakovsky avait été ambassadeur à Londres et Paris, Sokolnikov à Londres, Krestinsky à Berlin, puis vice-commissaire aux affaires étrangères; Karakhane, également vice-commissaire, avait été ambassadeur en Pologne, en Chine et en Turquie. Konstantin K. *Iouréniev* (1889-1938), fils de cheminot, militant en 1906, membre de l'organisation interrégions, dirigeant des gardes rouges en 1917, président du bureau pan-russe des commissaires politiques était passé ensuite dans la diplomatie, servant à Boukhara, en Lettonie, en Tchécoslovaquie, en Italie, en Perse, en Autriche, au Japon et en Allemagne. Il avait été mis en cause par des « aveux » au procès des 21, de même que Dimitri V. *Bogomolov* qui était ambassadeur en Chine depuis 1933.

4. Toukhatchevsky, Gamarnik, Iakir, Ouborévitch, Kork, Alksnis, avaient tous été des chefs de l'Armée rouge pendant la guerre civile et depuis (cf. notes correspondantes). Nikolai I. *Mouralov* (1877-1937), agronome, bolchevik en 1905, organisateur de l'insurrection de Moscou, inspecteur général de l'Armée rouge et ami personnel de Trotsky avait été exclu et déporté comme dirigeant de l'Opposition de gauche. Dans les années trente, il avait été autorisé à reprendre en Sibérie sa profession d'agronome. Arrêté en 1936, il avait été jugé, condamné et exécuté en janvier 1937. Sergei V. *Mratchkovsky* (1888-1936), bolchevik en 1905, avait eu de hautes responsabilités dans l'armée, qu'il avait quittée en 1925. Déporté en 1928, il avait capitulé avec Smirnov en 1929, participé en 1932 au « bloc des oppositions ». Condamné et exécuté en août 1936. Vladimir M. *Orlov* (1895-1938), officier de marine en 1917, bolchevik en 1918, commissaire de la flotte de la Baltique en 1920, commandant des forces navales en 1926, avait été arrêté en novembre 1937.

5. Tomsky était ouvrier imprimeur, de même que Bogouslavsky, Ivan N. Smirnov, mécanicien de précision, Sérébriakov avait été cheminot, puis métallo, mais nous ne connaissons pas la première profession de Mratchkovsky. Ivan P. *Bakaïev* (1887-1936), fils de paysan, ouvrier tourneur, bolchevik en 1906 avait été secrétaire du soviet de Pétrograd puis y avait commandé la Tcheka. Lié à Zinoviev il avait suivi son itinéraire jusqu'au banc des accusés et à la mort. Grigori E. *Evdokimov* (1884-1936), marin de profession, un des vieux bolcheviks de Pétrograd, y présida le soviet et fut membre de la commission de contrôle. Il eut le même destin que Bakaïev.

6. Danilo E. *Soulimov* (1890-1937), premier ministre de la R.S.F.S.R., avait été arrêté et exécuté un an auparavant.

java, Kavtaradzé, Tcherviakov, Goloded, Skrypnik, Lyoubtchenko⁷, Nestor Lakoba, Fayçullah Khodjaïev, Ikramov et des dizaines d'autres), les chefs du G.P.U. de ces dix dernières années, Iagoda et ses collaborateurs, et, finalement, et ce qui est le plus important, les membres du tout-puissant bureau politique qui est en fait le pouvoir suprême du pays, Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Tomsy, Rykov, Boukharine, Roudzoutak, tous, ont comploté contre le pouvoir soviétique dans les années où il était entre leurs mains ! Tous, en tant qu'agents de puissances étrangères, cherchaient à démanteler cette fédération soviétique qu'ils avaient construite de leurs mains et à asservir au fascisme les peuples pour la libération desquels ils avaient lutté pendant des dizaines d'années !

Dans cette activité criminelle, les ministres, les maréchaux et les ambassadeurs se soumettaient invariablement à un seul individu, pas le chef officiel, non, un proscrit ! Il lui suffisait de claquer des doigts, et les vétérans de la révolution devenaient des agents de Hitler et du Mikado. Sur les « instructions de Trotsky », par un intermédiaire de hasard de l'agence Tass, les dirigeants de l'industrie, des transports, et de l'agriculture, détruisaient les forces productives et la culture du pays. Sur un ordre de l' « ennemi du peuple », venu de Norvège ou du Mexique, les cheminots d'Extrême-Orient sabotaient les convois militaires et de vénérables médecins du Kremlin empoisonnaient leurs patients. Tel est le tableau ahurissant de l'Etat soviétique que Vychinsky est amené à présenter sur la base des révélations des derniers procès. Mais une difficulté apparaît. Un régime

7. Lakoba était le dirigeant communiste d'Abkhazie, Khodjaïev et Ikramov les chefs du parti en Ouzbékistan. Polikarp G. dit Boudou *Mdivani* (1877-1937), Géorgien, membre du parti depuis 1903, en conflit avec Staline au début des années 20, membre de l'Opposition de gauche, déporté en 1928 avait capitulé en 1930. Exclu et arrêté en 1936, il avait été condamné à mort le 9 juillet 1937 et exécuté le 10, en même temps que son camarade le vieux-bolchevik et ancien secrétaire du P.C. de Géorgie Mikhail N. *Okoudjava* un ancien porte-parole de l'Opposition. Sergei I. *Kavtaradzé* (1885-1971), également vieux-bolchevik géorgien, exclu et déporté en 1928, avait été libéré pour « raison de santé » en 1932, sans déclaration politique, ce qui est rarissime. Aleksandr O. *Tcherviakov* (1892-1937), instituteur, bolchevik en 1917, fut de 1920 à 1937 président de l'exécutif des soviets de Russie ; il avait été exécuté le 16 juin 1937 et « dénoncé » au cours du procès des 21 en 1938. Nikolai M. *Goloded* (1894-1937), membre du parti en 1918, secrétaire en Biélorussie, exécuté également en 1937, était l'un de ses collaborateurs. Nikolai A. *Skrypnik* (1872-1933), membre du parti en 1897, un moment président du gouvernement soviétique d'Ukraine, fut accusé en 1933 de « nationalisme bourgeois » et se suicida. Afanassy [Panas] P. *Lyoubtchenko* (1897-1937), vieux communiste d'Ukraine, présidait le conseil des commissaires du peuple de cette république soviétique quand il fut exécuté en septembre 1937.

LÉON TROTSKY

totalitaire, c'est une dictature de la bureaucratie. Si toutes les positions-clés étaient occupées par les trotskystes qui m'étaient soumis, pourquoi, dans ce cas, Staline est-il au Kremlin et moi en exil ? Tout est sens dessus dessous dans ces procès. Les ennemis de la Révolution d'Octobre se présentent comme ses exécuteurs testamentaires, des carriéristes se targuent d'être des champions de l'idéal et des spécialistes en impostures apparaissent en juges d'instruction, magistrats, procureurs et juges.

Mais néanmoins, va dire l'homme de « bon sens », il est difficile de croire que ces centaines d'accusés, des individus adultes et normaux, doués, par-dessus le marché, de caractères vigoureux et d'intelligences exceptionnelles, se soient accusés eux-mêmes de façon insensée, devant l'humanité tout entière, de crimes horribles et odieux.

Comme cela arrive souvent dans la vie, le « bon sens » rejette un moucheron et avale un chameau. Bien sûr, il est difficile de comprendre pourquoi des centaines de personnes se sont salies elles-mêmes. Mais est-il plus facile de croire que ces mêmes centaines de personnes ont commis des crimes terribles à l'encontre de leurs intérêts, de leur psychologie, de toute la cause à laquelle ils ont consacré leur vie ? Il faut tenir compte des conditions concrètes pour pouvoir juger et évaluer. Ces gens n'ont fait leur déposition qu'après avoir été arrêtés, avec l'épée de Damoclès au-dessus de leur tête, alors qu'eux-mêmes, leurs femmes, leurs enfants, leurs pères, leurs mères et leurs amis étaient complètement tombés aux mains du G.P.U., alors qu'ils étaient sans défense et sans la moindre lueur d'espoir, alors qu'ils subissaient eux-mêmes une pression mentale qu'aucun système nerveux humain ne saurait être capable de supporter. Par ailleurs, ces crimes invraisemblables dont ils avouent être coupables, ils les ont commis — si, du moins, on les croit — quand ils étaient tout à fait libres, occupaient des positions élevées et avaient la possibilité entière de réfléchir, de peser, de choisir. Ne va-t-il donc pas de soi que le mensonge le plus absurde proféré sous la gueule d'un revolver est incomparablement plus naturel que cette chaîne de crimes, dénués de sens, délibérément perpétrés ? Qu'est-ce qui est le plus probable : qu'un exilé politique, privé de pouvoir et de moyens, séparé de Russie par un rideau de calomnies, puisse, d'un petit geste des doigts, entraîner des ministres, des généraux, des diplomates à trahir leur pays pendant des années et à se trahir eux-mêmes au nom d'objectifs absurdes et désespérés, ou bien que Staline, qui a à sa disposition une puissance illimitée et des ressources inépuisables, c'est-à-dire

tous les moyens de l'intimidation et de la corruption, ait forcé les accusés à témoigner dans un sens qui sert ses objectifs à lui ?

Pour dissiper définitivement les doutes de myope du « bon sens », on peut encore poser une ultime question. Qu'est-ce qui est le plus probable, qu'à l'époque du Moyen Age, les sorcières entretenaient réellement un commerce avec les puissances infernales, semaient le choléra, la peste noire, et les maladies du bétail sur les villages après des consultations nocturnes avec le diable (« l'ennemi du peuple »)... ou que ces malheureuses femmes ne se sont salies elles-même que sous le fer rouge de l'Inquisition ? Il suffit de poser clairement cette question pour que toute la superstructure de Staline-Vychinsky tombe en poussière.

Parmi les aveux délirants des accusés, il en est un, qui, autant qu'on puisse en juger de loin, n'a pas été relevé, mais qui, même isolé du reste, donne la clé non seulement des énigmes du procès de Moscou mais du régime de Staline dans son intégralité. Je pense à la déposition du Dr Lévine, l'ancien chef de l'hôpital du Kremlin. Cet homme de soixante-huit ans a déclaré devant le tribunal qu'il avait consciemment accepté de hâter la mort de Menjinsky, de Pechkov (le fils de Maksim Gorky)⁸, de Kouibytchev et de Maksim Gorky lui-même. Le professeur Lévine ne se présente pas comme un « trotskyste » clandestin et personne ne l'en accuse ; et le procureur Vychinsky lui-même ne l'accuse pas de vouloir prendre le pouvoir dans l'intérêt de Hitler. Non, Lévine a assassiné ses patients sur l'ordre de Iagoda, alors chef du G.P.U., parce que ce dernier le menaçait, en cas de refus, de sévères représailles.

Lévine craignait l'« anéantissement » de sa famille. C'est là, mot pour mot, son témoignage qui est à la base de l'acte d'accusation. L'assassinat de Kirov, commis tour à tour par tous les « centres », les plans pour démembrer l'U.R.S.S., le sabotage des trains, l'empoisonnement en masse des ouvriers, tout cela n'est rien en comparaison du témoignage du vieux Lévine. Ceux qui ont perpétré les crimes en question sont supposés avoir agi sous l'influence de leur soif de pouvoir, de la haine ou de la cupidité, en un mot, pour des raisons qui touchent à des fins personnelles. Lévine, en commettant le pire de tous les crimes,

8. Maksim A. Pechkov (1897-1934), fils de l'écrivain russe Gorky, membre du parti en 1937, adjoint du chef de la garde du Kremlin puis courrier diplomatique, avait été secrétaire personnel de son père à partir de 1923.

l'empoisonnement perfide de patients qui avaient confiance en lui, n'avait pas de motifs personnels du tout ! Au contraire, il « aimait Gorky et toute sa famille ». Il a tué le fils et le père, par peur pour sa propre famille. Il n'a trouvé aucun moyen de sauver son propre fils ou sa propre fille qu'en consentant à empoisonner un auteur infirme, l'orgueil du pays. Que dire ? Dans un Etat « socialiste », sous la plus « démocratique » de toutes les constitutions, un vieux médecin, complètement étranger à l'ambition et aux intrigues politiques, empoisonne ses patients parce qu'il a peur du chef de la police secrète. L'instigateur des crimes est celui qui est investi du pouvoir suprême pour la lutte contre le crime. Celui dont la profession est de protéger la vie est celui qui assassine. Il assassine par peur.

Admettons un instant que ce soit vrai. Que dire, en ce cas, de l'ensemble du régime ? Lévine n'est pas n'importe qui. Il a été le médecin de Lénine, de Staline, de tous les membres du gouvernement. J'ai bien connu cet homme tranquille et consciencieux. Comme beaucoup de médecins célèbres, il avait des relations intimes, presque protectrices, avec ses patients de haut rang. Il connaissait très bien les vertèbres de ces Messieurs les « chefs » et la façon dont fonctionnaient leurs reins autoritaires. Lévine avait l'accès libre à tout haut responsable. Ne pouvait-il donc dénoncer le sanglant chantage de Iagoda à Staline, Molotov ou tout autre membre du bureau politique ou du gouvernement ? Il semble que non. Au lieu de dénoncer le gremlin du G.P.U., le docteur a été obligé d'empoisonner ses patients pour sauver sa propre famille. Ainsi le régime stalinien se révèle-t-il dans le panorama judiciaire de Moscou, à son sommet même, au Kremlin, dans sa partie la plus intime, dans l'hôpital pour les membres du gouvernement ! Qu'est-ce qui se passe donc dans le reste du pays ?

« Mais c'est un mensonge », s'exclame le lecteur. « Le Dr Lévine n'a empoisonné personne ! Il a simplement fait un faux témoignage sous le menace d'un Mauser du G.P.U. ». C'est tout à fait juste. Mais pour cette raison, l'allure générale est plus sinistre encore.

Si un médecin, sous la menace du chef de la police, avait réellement commis un crime, il serait encore possible, oubliant tout le reste, de dire : c'est un cas pathologique, un complexe de persécution, un cas de sénilité — tout ce que vous voudrez. Mais non, le témoignage de Lévine fait partie intégrante du plan judiciaire inspiré par Staline et élaboré conjointement par le procureur Vychinsky et le nouveau chef du G.P.U. Ejov. Ces

gens n'ont pas eu peur de recourir à un tel mélange cauchemardesque. Ils n'ont pas estimé que c'était impossible. Au contraire, parmi toutes les variantes possibles, ils ont choisi la plus probable, c'est-à-dire celle qui correspondait le mieux aux conditions d'existence et aux traditions. Le président du tribunal ne pourrait pas demander à l'ancien chef de l'hôpital du Kremlin pourquoi il s'était incliné devant le criminel au lieu de le dénoncer. Vychinsky est encore moins capable de répondre à une telle question. Tous les participants du procès, toute la presse soviétique, tous ceux qui détiennent un pouvoir, reconnaissent qu'il est parfaitement plausible que le G.P.U. puisse forcer n'importe qui à commettre n'importe quel crime, même si la personne en question est libre, occupe une position élevée et jouit de la protection des sommets dirigeants. Mais, maintenant que la situation est ainsi clarifiée, est-il encore possible de douter un instant que le tout-puissant G.P.U., qui a ses entrées partout, puisse obliger un prisonnier détenu dans les cellules de la Loubianka à avouer « volontairement » qu'il est coupable de crimes qu'il n'a pas commis ? Le témoignage du Dr Lévine donne la clé de tout le procès. Cette clé ouvre tous les secrets du Kremlin et, en même temps, scelle définitivement la bouche des avocats de la justice de Staline à travers le monde.

Qu'on ne nous dise pas : voilà où nous a menés la révolution d'Octobre ! Cela reviendrait à dire devant le pont du Niagara qu'il s'est effondré récemment que c'est le résultat de notre lutte contre la chute d'eau⁹ ! La révolution d'Octobre ne nous a pas valu que des impostures judiciaires. Elle a donné une puissante impulsion à l'économie et à la culture d'une grande famille de peuples. Mais elle a en même temps engendré de nouveaux antagonismes sociaux à un niveau historique supérieur. L'arriération et la barbarie héritées du passé ont trouvé leur expression la plus concentrée dans la nouvelle dictature bureaucratique. Dans la lutte contre la société qui vit et se développe, cette dictature, sans idées, sans honneur, et sans conscience a été amenée à commettre des crimes sans précédent et, par là, à une crise fatale.

L'accusation de sadisme contre le Docteur Pletnev en tant qu'épisode de la préparation de l'actuel procès, les affaires

9. Le 27 janvier précédent, une masse de glace accumulée au bas des chutes du Niagara et estimée à environ à 1250 tonnes s'était brutalement détachée et était allée percuter et balayer un quart de mille en aval des chutes, un pont de plus de 350 mètres de hauteur, International Falls View Bridge. Les inquiétudes avaient commencé le 18 janvier. La reconstruction était déjà envisagée.

LÉON TROTSKY

romanesques de Iagoda comme cause de la mort du fils de Gorky, le talisman religieux de la femme de Rosengolz, et surtout les « aveux » du Docteur Lévine, tous ces épisodes secrètent la même odeur de pourriture que celle qui montait de l'affaire Raspoutine dans la dernière période de la monarchie¹⁰. La couche dirigeante qui peut exhaler de telles émanations est perdue. Le procès actuel est la tragique agonie de la dictature stalinienne. Il dépend de la volonté du peuple de l'U.R.S.S. comme de l'opinion publique mondiale que ce régime, dans sa chute inévitable, n'entraîne pas, avec lui, au fond du gouffre de l'histoire, toutes les conquêtes sociales que plusieurs générations du peuple russe ont payées de sacrifices innombrables.

10. Grigori E. *Raspoutine* (1872-1916), un moine, avait acquis, par son talent de guérisseur, une influence réelle sur la tsarine et, par elle, sur le gouvernement. Il fut assassiné par des nobles de l'entourage du tsar.

[ESPOIR D'ENTENTE¹]

(10 mars 1938)

Cher Camarade Rahv²,

Votre lettre au nom de l'équipe de *Partisan Review* m'a donné une grande satisfaction morale dans ces heures pénibles. Natalia et moi espérons que Léon continuera à vivre dans la mémoire de la jeune génération révolutionnaire.

Votre message me montre que ma lettre du 20 janvier³ a été comprise par vous et vos collaborateurs, pas comme l'expression d'une animosité ou d'une indifférence, mais au contraire comme une tentative de trouver à travers des formulations critiques sévères un terrain d'entente avec un groupe d'intellectuels doués, sincères et honnêtes. Je ne veux pas abandonner cet espoir.

1. Lettre à P. Rahv (9764) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Philip Rahv (1908-1973), né Ivan Greenberg en Ukraine, était arrivé aux Etats-Unis, via la Palestine, en 1922 et, après bien des tribulations, devenu écrivain, avait adhéré au P.C. au moment de la crise. Animateur des clubs John Reed et de leur revue *Partisan Review* jusqu'en 1936, il avait été profondément ébranlé par les procès de Moscou et la campagne pour la défense de Trotsky. En 1937, il avait décidé de reprendre la publication de *Partisan Review*. Dwight Macdonald avait sollicité Trotsky pour la revue.

3. Cf. p. 99.

LES ACCUSÉS ZELENSKY ET IVANOV¹

(11 mars 1938)

Le personnage de Zelensky a traversé ce procès comme une légère silhouette. C'est pourtant un personnage. Pendant plusieurs années, Zelensky a été secrétaire du comité de Moscou, la principale organisation du parti et membre du comité central. Plus tard il fut mis à la tête de l'organisation des coopératives de l'U.R.S.S., le puissant appareil de distribution qui brasse des milliards. Il y a quinze ans, il était l'ami de Kamenev, mort maintenant, membre du bureau politique et président du conseil du travail et de la défense. Mais, au moment de la rupture ouverte entre Kamenev et Staline, en 1926, Zelensky passa à Staline². Selon toute probabilité, il n'a pas pu accepter tranquillement l'exécution des Vieux-Bolcheviks, dont il était. Son sort était scellé. Dans ce cadre, le sort de Zelensky n'est pas différent de celui de nombre d'autres accusés. Ce qui est étonnant, c'est le caractère de l'accusation portée contre lui. Si l'on en croit l'acte d'accusation et Zelensky lui-même, il était agent de la police tsariste à Samara en 1911. Une accusation semblable est portée contre Ivanov. S'agissant d'un ancien membre du comité central du parti et ancien commissaire du peuple à l'industrie forestière, cette accusation est vraiment stupéfiante !

1. Article (T 4322) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Le texte peut signifier que Zelensky, responsable de l'appareil à Moscou, trahit Kamenev et assura la victoire de Staline dans la capitale, en se ralliant à lui. En fait, la mutation de Zelensky — qui était également membre de l'Orgburo et du secrétariat —, de Moscou au bureau d'Asie centrale, a été rendue publique par la *Pravda* du 3 juin 1924. Il est donc vraisemblable que l'homme qui, dans l'affaire, perdit son poste au secrétariat et à l'Orgburo, fut plutôt sanctionné pour n'avoir pas su faire barrage contre l'Opposition de gauche à Moscou. Il ne semble pas que Zinoviev et Kamenev aient combattu cette mutation, ni qu'ils l'aient ressentie comme une menace. Il est vrai que N. I. Ouglanov, qui le remplaça, assura en effet en 1926 l'écrasement des partisans de Kamenev. Zelensky, lui, n'était plus, après 1924, qu'un *ex-apparatchik* écarté des postes-clés.

Est-elle exacte ? Nous n'allons pas entrer dans les spéculations psychologiques, toujours précaires dans ce type de situation. Nous ne nous occuperons que des faits indiscutables. Immédiatement après la prise du pouvoir par les bolcheviks, les comités du parti, puis la tchéka, ont commencé l'étude des archives du département de la police tsariste et des organes locaux de l'Okhrana. De nombreux provocateurs furent ainsi démasqués, déférés devant les tribunaux populaires et les pires furent fusillés³. L'étude des archives, le classement des documents, leur vérification dans le détail, tout cela était terminé en 1923. Comment le passé de « provocateurs » de Zelensky et Ivanov pouvait ne pas avoir été découvert ? Comment ont-ils pu occuper des postes aussi importants et pourquoi ce secret n'est-il découvert qu'aujourd'hui, en relation avec le procès en cours, après vingt années ? Il nous faut dire ici ce que le procureur tient secret pour des raisons évidentes.

Parmi les révolutionnaires de l'époque tsariste, il y en a eu pas mal qui ne se conduisirent pas courageusement ou avec assez de prudence dans les interrogatoires policiers. Certains renièrent leurs idées, d'autres nommèrent leurs camarades. Ces hommes n'étaient pas des agents de la police et encore moins des provocateurs. Ils ont seulement montré un manque de courage à certains moments. A leur sortie de prison, beaucoup ont révélé franchement leur faute aux responsables des organisations du parti. Selon la gravité de la faute et leur comportement ultérieur, ils furent, soit exclus définitivement, soit réintégrés dans le parti.

A partir de 1923, Staline, en tant que secrétaire général, concentra tous ces documents dans ses archives personnelles et ils devinrent entre ses mains une arme puissante contre des centaines de vieux révolutionnaires. Usant de la menace de tout révéler, de les discréditer ou de les faire exclure du parti, Staline obtint de ces gens une soumission totale et les entraîna petit à petit à la démoralisation la plus complète.

On peut admettre la possibilité que Zelensky, membre du comité central, et Ivanov, commissaire politique, aient pu, dans leur passé politique, commettre des erreurs de ce type. Staline ne pouvait l'ignorer il y a quinze ans, puisqu'on faisait une enquête

3. L'exemple le plus célèbre est évidemment celui de Roman V. *Malinovsky* (1876-1918), ouvrier métallurgiste, devenu indicateur de police en 1907, recruté comme « agent » en 1910, qui fut élu au C.C. en 1912 et président de la fraction bolchevique à la Douma à la veille de la guerre. Emigré, Malinovsky revint se faire juger par un tribunal soviétique, fut condamné à mort et passé par les armes.

LEON TROTSKY

méticuleuse dans ces archives sur le passé de tout candidat à un poste important. On peut donc affirmer en toute certitude que ni Zelensky ni Ivanov n'ont jamais été des agents de la police tsariste. Mais Staline possédait néanmoins des documents qui pouvaient lui permettre de briser la volonté de ses victimes et de les abaisser au dernier stade de la démoralisation. C'est ainsi que fonctionne son système !

**[INSTRUCTIONS
POUR LES ARCHIVES]¹**

(11 mars 1938)

PRIERE TOUS AMIS RESPECTER VOLONTE LEON
STOP NOS REPRESENTANTS POUR ARCHIVES SONT
ROSMER LOLA GERARD OU ALEX BARDIN STOP
POUR INSTRUCTION JUDICIAIRE GERARD ET ROUS
STOP NOS REPRESENTANTS ENTRENT RELATIONS
AVEC JEANNE ET HENRI COMME SON REPRESENTANT
STOP EVITER STRICTEMENT INTERVENTION
AUTRES PERSONNES

NATALIA LEON

1. Télégramme en français à Alfred Rosmer (9891), avec la permission de la Houghton Library.

2. Des difficultés venaient d'apparaître à propos de la transmission à Trotsky des archives détenues par Sedov, pour lesquelles Jeanne Martin, s'estimant investie d'une mission, posait des conditions. C'est le début d'un long et douloureux conflit.

STALINE ET HITLER

— A propos du réquisitoire final de Vychinsky¹

(12 mars 1938)

Le fait que le procès de Moscou se termine au son des fanfares qui célèbrent l'entrée en Autriche de Hitler² est d'un symbolisme tragique. La coïncidence ne relève pas du hasard. Berlin sait parfaitement à quel degré de démoralisation la clique du Kremlin, dans sa lutte pour son auto-préservation, a entraîné l'armée et la population. L'an dernier, Staline n'a pas levé le petit doigt quand le Japon a envahi deux îles russes sur l'Amour³ : il était trop occupé alors par l'exécution des meilleurs généraux de l'Armée rouge. C'est avec d'autant plus d'assurance que Hitler a donc pu faire entrer ses troupes en Autriche pendant le dernier procès.

Quelle attitude qu'on aie vis-à-vis des accusés des procès de Moscou et quelle que soit la façon dont on juge leur conduite dans les griffes du G.P.U., tous — Zinoviev, Kamenev, Smirnov, Piatakov, Radek, Rykov, Boukharine, Rakovsky et bien d'autres — ont montré, par tout le cours de leur vie, leur dévouement désintéressé au peuple russe et à sa lutte pour son émancipation. En les passant par les armes, avec des milliers d'autres, moins connus, mais non moins dévoués à la cause des travailleurs,

1. Article (T 4324) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. L'armée allemande avait envahi l'Autriche pour réaliser l'*Anschluss* à l'aube du 12 ; l'ordre venait d'un télégramme de Hitler, daté du 11 mars à 20 h 45. Le nazi autrichien Seyss-Inquart s'était proclamé chancelier, avait appelé les troupes allemandes et promulgué un texte : « L'Autriche est une province du Reich allemand ».

3. Le 21 juin 1937, les forces soviétiques avaient occupé dans le fleuve Amour deux îlots revendiqués par le protectorat japonais, le Mandchoukouo. Litvinov répondait aux protestations japonaises que ces îles appartenaient à l'U.R.S.S. Après des combats, le 30 juin, le gouvernement soviétique fit évacuer ses troupes le 4 juillet : les troupes du Mandchoukouo réoccupaient deux jours après. L'U.R.S.S. se contenta d'une note de protestation, le 9, et les îles, « territoire soviétique », restèrent occupées.

Staline contribue à affaiblir la force morale et la résistance du pays en général. Les carriéristes sans honneur ni conscience, sur lesquels il est obligé de s'appuyer de plus en plus, trahiront le pays dans les temps difficiles. Au contraire, les prétendus « trotskystes », qui sont au service du peuple et pas de la bureaucratie, occuperont les postes de combat en cas d'attaque contre l'U.R.S.S., comme ils les ont occupés dans le passé.

Mais en quoi cela concerne-t-il Vychinsky qui, pendant les années de la révolution, se cachait dans le camp des Blancs et n'a rejoint les bolcheviks qu'après leur victoire définitive, quand se sont ouvertes des possibilités de faire carrière? Vychinsky réclame dix-neuf têtes et avant tout celle de Boukharine que Lénine appelait l' « enfant chéri du parti » et qu'il a qualifié dans son testament de « meilleur théoricien du parti ». Avec quelle frénésie les agents du Comintern applaudissaient les discours de Boukharine quand il était à son zénith ! Mais la clique du Kremlin ne l'eut pas plus tôt renversé que les « boukhariniens » d'hier s'inclinaient avec déférence devant les monstrueuses falsifications de Vychinsky.

Le procureur exige la tête de Iagoda. De tous les accusés, Iagoda est le seul qui, indubitablement, mérite un châtement sévère, encore que ce ne soit nullement pour ceux des crimes dont on l'accuse. Vychinsky compare Iagoda au gangster américain Al Capone⁴ et ajoute : « Mais, Dieu merci, nous ne sommes pas aux Etats-Unis ». Aucun saboteur n'aurait pu faire comparaison plus dangereuse. Al Capone n'était pas chef de la police des Etats-Unis. Alors que Iagoda fut, pendant plus de dix ans, à la tête du G.P.U. et le plus proche collaborateur de Staline. Selon les termes de Vychinsky, Iagoda a été « l'inspirateur et l'organisateur de crimes monstrueux ». Mais toutes les arrestations, les déportations, les exécutions de membres de l'Opposition, y compris le procès Zinoviev-Kamenev, ont été faites sous la direction de cet Al Capone de Moscou. Faut-il de nouveau passer en revue la répression qui frappa des dizaines de milliers ? Ou bien les actions du « trotskyste » camouflé Iagoda cessent-elles d'être des « crimes monstrueux » quand elles étaient dirigées contre des trotskystes ? Il n'est pas possible d'éviter ces contradictions et ces mensonges.

Vychinsky exige la tête de Lénine et des autres médecins du

4. Al Capone (1895-1947) avait fondé la puissance de son gang sur la vente de l'alcool au temps de la prohibition. Il était alors emprisonné depuis 1932 et pour une année encore.

Kremlin qui ont accéléré la mort au lieu de s'appliquer à prolonger la vie. Mais, si l'on en croit les résultats de l'instruction, ces crimes n'ont pas eu des objectifs politiques ou personnels, mais ont résulté de la peur que leur inspirait ce même Iagoda. Le chef du G.P.U., majordome de Staline, menaçait les médecins de faire exécuter leur famille s'ils n'empoisonnaient pas les patients qu'il leur désignait et si grand était le pouvoir de Iagoda que même les médecins de haut rang n'ont pas osé dénoncer Capone et ont, au contraire, préféré tout simplement exécuter ses ordres. Vychinsky construit son accusation à partir de ces « aveux ». Il semble que Capone ait dirigé l'Union soviétique avec un pouvoir illimité. Il est vrai qu'Ejov a pris maintenant sa place. Mais quelles garanties avons-nous qu'il soit mieux que lui ? Dans les milieux d'un despotisme totalitaire où l'opinion publique est étouffée et en l'absence de tout contrôle, seuls les noms des gangsters changent, mais le système demeure.

Vychinsky a parlé pendant cinq heures et demi, exigeant dix-neuf exécutions, soit dix-sept minutes par tête. Pour Rakovsky et Bessonov, le procureur magnanime n'a réclamé que vingt-cinq ans de prison. Ainsi, Rakovsky, qui, pendant cinquante ans, a dévoué toute son énergie et consacré toute sa fortune personnelle — qui était considérable — à la cause des travailleurs, peut espérer avoir racheté ses prétendus crimes pour son quatre-vingt-dixième anniversaire.

L'unique consolation devant ce procès en même temps horrible et bouffon est le changement radical de l'opinion publique. La voix de la presse mondiale est unanime : *personne ne croit plus les accusateurs*. Tout le monde comprend la véritable signification de ce procès. Il ne fait aucun doute que la population de l'U.R.S.S. n'est pas uniquement composée d'aveugles et de sourds. Les organisateurs de cette imposture se sont coupés de l'humanité. Le procès actuel est l'une des dernières convulsions de la crise politique en U.R.S.S. Plus vite la dictature d'Al Capone laissera la place à un auto-gouvernement des ouvriers et des paysans, puis puissante sera l'U.R.S.S. face au danger fasciste de l'extérieur et de l'intérieur... L'heure de la régénération de la démocratie soviétique donnera une puissante impulsion au progrès de l'humanité et sonnera ainsi le glas pour Hitler, Mussolini et Franco.

**[BAS LES PATTES
DEVANT SEDOV]¹**
(12 mars 1938)

Chers Camarades,

On² me communique que le cam[arade] Ver[eecken] a fait une tentative d'embellir le rôle de Sn[eevliet] dans l'affaire Reiss en rejetant la responsabilité sur Léon Sedov. Je m'abstiens de caractériser ici cette tentative comme il conviendrait. J'annonce seulement que j'ai dans mes mains toute la correspondance, la lettre de Sn[eevliet] y compris, et que ce dernier document à lui tout seul est tout à fait suffisant pour se former un jugement. Je transmettrai toute cette documentation à la conférence internationale et je demanderai une commission spéciale pour établir toutes les responsabilités dans cette affaire si importante et si tragique.

Je veux seulement dire par avance que Léon Sedov était l'incarnation du devoir lui-même, qu'il n'y a pas sur sa mémoire la moindre tache et qu'il pourrait bien servir d'exemple à tous ceux qui lui imputent des fautes et des crimes commis par d'autres. Notre Internationale jugera.

1. Lettre au S.I. (8058) en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. Trotsky avait été prévenu par une lettre de L. Estrine et M. Zborowski de propos attribués à Verecken.

[ARRÊTER LES CONFLITS AUTOUR DU TESTAMENT]¹ (12 mars 1938)

Chers Amis,

1. Le testament de Léon exprime son attachement personnel à sa fidèle compagne. Il a certainement voulu dire aux camarades et à tout le monde que, malgré les divergences politiques qui les séparaient et dont il souffrait beaucoup, il avait une confiance absolue en Jeanne et qu'il exigeait la même chose des autres camarades. C'est la vraie et la seule signification de son testament. Nous exigeons de notre part que tous les camarades comprennent bien la volonté de Léon et la respectent.

2. Jeanne nous a écrit que sa première besogne est de nous transmettre les archives, puisque le contenu matériel du testament de Léon n'a et ne pouvait avoir d'autre sens. Cette volonté ferme de Jeanne, en pleine correspondance avec la volonté de Léon et avec la nôtre, élimine toute base pour des conflits d'organisation ou personnels, en tant qu'il s'agit des archives.

3. Nous avons désigné de notre part une délégation, sous la direction de Rosmer, pour assurer la possibilité de se servir immédiatement des documents des archives pour la réfutation des nouvelles falsifications de Moscou. Pour cette délégation, nous avons choisi le camarade Rosmer, qui a participé à l'investigation et qui est notre vieil ami, comme celui de Léon, et d'autres camarades qui étaient et restent solidaires de Léon politiquement².

4. Cette délégation peut s'entendre directement avec Jeanne comme exécutrice testamentaire de Léon, ou avec Jeanne

1. Lettre de Trotsky et Natalia à Rosmer, Jeanne Martin, Jean Rous et Rudolf Klement (9892), en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. Ceux qui sont « solidaires de Léon politiquement » sont les membres du P.O.I.

ŒUVRES, JANVIER-MARS 1938

et le camarade Henri [Molinier] qui l'a représentée déjà dans des questions importantes, dans la correspondance avec nous et en l'amitié de qui, malgré toutes les divergences politiques, nous avons pleinement confiance.

5. Comme nous l'avons déjà télégraphié, nous ne pouvons accepter aucune intervention d'autres camarades que Jeanne et Henri d'un côté, Rosmer, Lola, Gérard ou Alexis Bardin de l'autre (en cas de nécessité, Gérard et Alexis Bardin).

6. Une amie viendra bientôt de l'Amérique en France et elle pourra, d'accord avec Jeanne et avec notre délégation, arranger le transport des archives³. Cette camarade aura tous les pouvoirs nécessaires.

7. Quant à l'instruction judiciaire, dans la mesure où elle continue, nous réaffirmons nos pleins pouvoirs à nos camarades Jean Rous⁴ et Gérard Rosenthal.

* * *

Il est absolument clair que l'acte d'attachement et de confiance de la part de Léon pour Jeanne, que nous aimons comme la compagne de Léon et comme notre fille, ne change rien dans la situation politique telle qu'elle avait été créée par les circonstances antérieures. Léon était inébranlablement attaché à l'Opposition russe, dont il fut l'un des meilleurs militants, et à la IV^e Internationale, dont l'Opposition russe est une section. Sa correspondance, comme toute son activité, démontre qu'il ne jouait pas avec les principes ni avec l'appartenance à l'organisation. Son testament politique n'a pas besoin de commentaires. Personne naturellement ne tentera, nous en sommes sûrs, de provoquer le moindre doute ou malentendu à ce sujet.

Nous prions tous les camarades de cesser complètement les conflits autour du testament de Léon, en se conformant aux idées exprimées dans cette lettre.

3. Il semble que Trotsky ait pensé à cette époque confier la tâche de ramener ses archives à Rose Karsner, la compagne de Cannon.

4. Jean Rous (né en 1908), dirigeant du P.O.I., était également avocat, comme G. Rosenthal.

[LES MOYENS DE LA VÉRITÉ¹]

(13 mars 1938)

Chers Amis,

Pendant les procès de Moscou, le *Daily Express* de Londres m'a demandé de lui donner un article exclusif sur le procès. En télégraphiant cet article, je n'avais pas la plus petite idée qu'il reviendrait de Londres et paraîtrait dans la presse Hearst².

Que les divers bigots de Staline-Vychinsky fassent ce qu'ils peuvent de cette circonstance. Je ne suis pas profondément ému. Ce n'est nullement une question de « collaboration » littéraire avec Hearst. Ma tâche et celle de mes collaborateurs pendant ces jours est de commencer à faire circuler dans le monde, par tous les canaux possibles, le plus grand nombre possible de faits et d'arguments contre les bourreaux et d'essayer ainsi d'arrêter leur bras. Si je devais coller des affiches prévenant le peuple contre une épidémie de choléra, j'utiliserais également les murs des écoles, des églises, des cafés, des maisons de jeux et même d'établissements pires encore.

1. Lettre à *Socialist Appeal* (10472) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Trotsky fait allusion à l'article qu'il avait rédigé pour le *Sunday Express* (cf. pp. 228-238). Les trotskystes américains s'étaient émus de le voir publier par la chaîne ultra-réactionnaire et antisoviétique Hearst. William Randolph Hearst (1863-1951) patron de cette chaîne, était réputé d'ailleurs pour ses méthodes et Trotsky avait plusieurs fois eu à se plaindre de pillages, notamment du *Biulleten Oppositsii* auquel des textes étaient « empruntés » et publiés, amputés et de toute façon sans indication de source.

3. Le problème de l'expression des révolutionnaires dans « la presse bourgeoise » se posait depuis l'expulsion de Trotsky en 1929.

Ma « PHILOSOPHIE »¹

(13 mars 1938)

Madame²,

Dans votre lettre du 20 décembre 1937, vous me proposez de donner à *The Nation* un article exposant ma « philosophie ». Ma réponse s'est trouvée retardée par une série de circonstances qu'il n'est pas nécessaire de préciser ici.

Pendant les procès de Moscou, mon nom, celui de Léon Sedov, mon fils décédé, et ceux de mes amis ont été, au moyen des « aveux » des malheureuses victimes du G.P.U., stigmatisés et souillés, et les victimes ont été fusillées. Vous avez eu une position qui, dans le meilleur des cas, pourrait être qualifiée de neutralité bienveillante à l'égard des calomnieurs, des faussaires et des bourreaux. Quelques-uns de vos proches collaborateurs, comme le célèbre Louis Fischer, se sont manifestés comme des agents littéraires directs de Staline, Vychinsky, Ejov. Vous-même, madame, vous avez quitté le comité de défense de Trotsky, quand il vous est apparu que la commission spéciale précisée par le Dr John Dewey était capable de jeter une ombre sur la chasteté de la Thémis³ soviétique.

Puisque vous m'avez maintenant demandé d'exposer ma « philosophie » dans *The Nation*, c'est que, de toute évidence, vous en êtes arrivée à la conclusion que les accusations lancées

1. Lettres à F. Kirchwey (8641) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Freda Kirchwey, journaliste en 1916, avait été mariée avec Evans Clark, secrétaire de Martens, le premier représentant soviétique aux Etats-Unis. Elle était entrée à *The Nation* en 1918 et venait d'en prendre la direction. Trotsky lui tenait rigueur de l'attitude ambiguë de son hebdomadaire devant les procès de Moscou : membre du comité de défense à ses débuts, elle en avait démissionné en début 1937, lors de la grande offensive du P.C.

3. Thémis est en Grèce la déesse de la Justice, qu'elle représente donc.

LÉON TROTSKY

contre moi étaient fausses. L'avez-vous dit ouvertement ? Les procès de Moscou ne sont pourtant pas tombés du ciel. Avez-vous expliqué à vos lecteurs que vous n'aviez pas compris à temps la signification de ce qui se passait à Moscou parce que vous aviez apprécié de façon erronée l'évolution de la bureaucratie soviétique pendant toute la dernière période ? Vous êtes-vous démarquée des marchands de mensonges comme Walter Duranty et Louis Fischer qui, pendant des années, ont trompé systématiquement l'opinion publique américaine et ainsi facilité le travail des faussaires et des bourreaux ?

J'espère que vous publierez dans les colonnes de *The Nation* cette lettre qui comprend un élément essentiel de ma « philosophie ».

[LES LIVRES À ÉCRIRE]¹

(15 mars 1938)

Cher Monsieur Walker,

Je comprends très bien les doutes des éditeurs concernant mon « efficacité et ma ponctualité »². La situation était tout à fait différente avec mon autobiographie et les trois volumes de *l'Histoire de la Révolution russe*. Ma capacité de travail n'est en rien diminuée. Au contraire le climat du Mexique m'est si favorable que j'ai une productivité supérieure dans le travail à ce que j'avais en France ou en Norvège. Ma lenteur a résulté de facteurs objectifs inévitables, d'une *force majeure*. Il n'est pas facile de trouver dans l'histoire un autre auteur qui ait connu les conditions que je connais depuis deux ans : internement, expulsion dans le Nouveau Monde, trois procès de Moscou, deux fils

1. Lettre à C. Walker (10771), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Les relations de Trotsky avec les éditeurs américains n'étaient pas bonnes, alors que c'était d'eux seulement qu'il pouvait espérer obtenir des contrats lui permettant de vivre de sa plume. En effet, il avait signé, depuis plusieurs années, avec Doubleday Doran, un contrat pour une biographie de Lénine qu'il avait interrompue en 1935 pour écrire — pour Simon & Schuster — une introduction nouvelle à son *Histoire de la révolution russe*, qu'il n'avait finalement pas livrée à l'éditeur qui la demandait puisqu'elle était devenue... un autre livre, *La Révolution trahie...* Depuis 1936, en outre, il avait été accaparé par la nécessité de lutter contre les procès de Moscou et de démasquer les falsifications policières. Il faut ajouter le fait — comment les trotskystes américains ont-ils pu laisser échapper un fait de cette importance ? — que son agent littéraire à New York, connu comme un sympathisant du P.C., était en réalité un authentique agent du G.P.U., Maxim Lieber (né en 1897), dont l'agence n'était qu'une couverture et qui s'était occupé de ses « affaires littéraires » à sa façon. Charles Walker avait essayé de mettre de l'ordre dans tout cela et était en pourparlers avec Harpers, de la part de qui il avait transmis deux propositions de contrat d'ouvrages, un sur Lénine, un sur Staline. Mais Harpers essayait d'obtenir des garanties.

LÉON TROTSKY

en danger mortel et la nécessité de lutter contre un monde d'ennemis et contre une opinion mondiale égarée.

Maintenant la situation est tout à fait différente. L'arsenal de l'ennemi est complètement épuisé. La réfutation du premier et du second procès a nécessité presque deux ans, y compris mon travail pour la commission d'enquête, le rapport et mon livre français *Les Crimes de Staline*. Ce dernier procès n'exige aucune réfutation. Le tournant radical de l'opinion publique est un « fait accompli ». Il n'est plus nécessaire pour moi désormais d'enquêter sur l'existence ou non de l'hôtel Bristol ou de l'avion de Piatakov, etc. Ce que l'opinion publique mondiale veut maintenant comprendre c'est : qui est Staline ? Comment est-il devenu ce qu'il est ? Quel est son véritable rapport avec Lénine ? Qu'était Lénine lui-même en réalité ? L'opinion publique mondiale passe maintenant d'un imbroglio de sensations à une étude historique et psychologique des ressorts qui ont produit ces sensations. En ce sens, mes centres d'intérêt littéraire et politique coïncident tout à fait avec les intérêts historiques et psychologiques de l'opinion publique mondiale. Je pense que c'est maintenant mon devoir non seulement à l'égard des éditeurs, mais à l'égard de toute personne qui pense, d'expliquer la vérité sur Staline et sur Lénine.

Les deux livres seront naturellement totalement différents dans leur dimension et leur compréhension historique : le livre sur Staline (80 000 mots environ) pourrait être écrit en six mois, de sorte qu'il pourrait aller aux presses à l'automne et apparaître avant la Nouvelle Année ou même avant Noël. Le livre sur Lénine demandera au maximum une année : tous les chapitres sont devant moi sous la forme de dossiers avec des citations, des dates, des remarques et même des pages rédigées. Deux chapitres sont presque finis. Telle est la situation. Je ne crois pas que le risque soit très grand pour l'éditeur.

[L'AMI MÉDECIN]¹

(16 mars 1938)

Cher Ami,

Je vous envoie une lettre du Dr Zollinger à notre ami Hartman². Je ne sais pas si le fait que cette lettre vient de ce pays peut causer à notre ami quelque désagrément. Pour éviter une telle possibilité, vous pouvez faire une copie de cette lettre et me renvoyer l'original. Nous avons reçu de Hartman et de ses amis³ une lettre concernant le dernier événement tragique. Tous deux nous leur envoyons nos remerciements les plus sincères et les plus chaleureux. Nous savons que nous avons en eux des amis véritables et inébranlables. Nous pensons souvent à leur très difficile situation. Quels sont leurs plans en considération de l'événement qui apparaît maintenant non seulement inévitable, mais aussi proche⁴ ?

Nous attendons les amis américains. Natalia vous envoie ses meilleurs saluts. Elle est très faible, à de la température tous les jours et ne peut pas écrire une ligne, même à Jeanne.

1. Lettre en français à Jan Frankel (8163), avec la permission de la Houghton Library.

2. Le Dr Alfred Zollinger était le médecin traitant de Trotsky au Mexique. Hartmann était le pseudonyme du Dr Franz Breth (né en 1890) l'oncle du dirigeant trotskyste Kopp, médecin à Reichenberg, qui était venu soigner Trotsky à Saint-Palais, puis à Hønefoss, sans pouvoir diagnostiquer la nature exacte de son mal. Les deux médecins entraient en correspondance sur la santé de leur patient, mais le Dr Breth vivait au cœur du pays des Sudètes et ne devait pas laisser deviner qu'il avait des relations avec Trotsky.

3. Le Dr Breth faisait partie du « groupe Rops », ces personnes appartenant à des professions libérales, voire aux milieux d'affaires, qui, depuis plusieurs années, finançaient les activités de Trotsky et de ses camarades.

4. Il s'agit au moins de l'annexion par l'Allemagne hitlérienne de la région des Sudètes.

[RÉPONSE A L'AMBASSADEUR BILMANIS]¹ (17 mars 1938)

Dans une lettre au *New York Times* du 12 mars 1938, le ministre letton à Washington, Alfred Bilmanis², dément « catégoriquement » mon affirmation que, selon les sources soviétiques officielles, le consul letton Bissenieks avait donné à Nikolaïev, le véritable assassin de Kirov, 5 000 roubles pour son acte terroriste et lui avait demandé « une lettre pour Trotsky » (Dans le *New York Times* du 8 mars il était écrit « de Trotsky », mais c'est évidemment une erreur dans la dépêche qui n'a en outre aucune importance du point de vue qui nous intéresse maintenant).

Le ministre letton déclare que (1) durant le procès de Nikolaïev, il était lui-même ministre de Lettonie à Moscou et devrait par conséquent avoir possédé des informations de première main ; (2) « rien de ce genre concernant M. Bissenieks n'est jamais paru dans la presse soviétique » ; (3) ce fait (l'absence de publication dans la presse) m'a aussi été confirmé « hier » (c'est-à-dire le 9 mars) par l'ambassade soviétique à Washington ; finalement (4) « M. Bissenieks, ancien consul letton à Leningrad, est une personne très honorable qui n'a jamais rien eu à faire avec l'affaire Nikolaïev. »

Le caractère « catégorique » de ce démenti peut permettre d'imaginer que j'ai inventé l'ensemble de cet épisode. Mais je n'ai rien inventé. Le ministre letton a manifesté dans son démenti une regrettable imprudence quant aux faits.

1. Lettre au *New York Times* (T 4322-1), traduite de l'anglais avec la permission de la Houghton Library.

2. Alfred *Bilmanis* (1887-1948), né à Riga, avait étudié à Moscou le droit et l'histoire jusqu'en 1908. Volontaire pendant la guerre, il devient officier. Journaliste en 1918 haut fonctionnaire au ministère des affaires étrangères letton en 1920, ministre plénipotentiaire à Moscou en 1932, il avait pris la défense de Bissenieks contre les accusations de Trotsky.

L'acte d'accusation dans l'affaire Nikolaïev a été publié dans la *Pravda* du 27 décembre 1934. Dans ce document officiel, il est dit que Nikolaïev « rendit plusieurs fois visite au consul [...] à Leningrad [...] avec qui il discuta des formes possibles d'une aide à ce groupe [terroriste] ». Dans le texte officiel, la *nationalité* et le nom du consul étaient remplacés par des astérisques. Plus tard, Nikolaïev déclara que : « au cours de [sa] troisième ou quatrième visite au consulat », le consul mentionné ci-dessus « me donna 5 000 roubles. Il me dit en outre qu'il pourrait établir une liaison avec Trotsky, si je pouvais lui donner quelque (!) lettre du groupe pour Trotsky ».

L'article principal du même numéro de la *Pravda* (27 décembre 1934) explique le rôle politique du consul : il était le lien entre les terroristes et la « bourgeoisie internationale ». L'acte d'accusation ne disait pas un mot sur la question de savoir si oui ou non ce Nikolaïev qui m'est inconnu avait donné à ce consul qui m'est inconnu « quelque lettre pour Trotsky ».

Au moment de la publication de l'acte d'accusation, la nationalité et le nom du consul, en vertu de considérations diplomatiques, avaient, comme je l'ai déjà indiqué, été remplacées par des astérisques. Le gouvernement de Moscou fut obligé dans peu de jours de rendre public le nom du mystérieux consul. Pour gagner de la place, je cite d'après le *Livre rouge* de Léon Sedov (Paris ; 1936) les faits précis qui peuvent être facilement vérifiés dans n'importe quel bureau de rédaction. Voici ce qui est indiqué pages 35/36 du livre de Sedov : « Le 29 décembre 1934, le *Temps* communiquait que les milieux étrangers de Moscou... se perdent en conjectures sur la nationalité de ce diplomate. » Le 30 décembre, une agence télégraphique communiquait qu'« une conférence des consuls s'était tenue, à laquelle il fut décidé... d'exiger des autorités soviétiques de donner publiquement le nom du consul soupçonné ». Staline fut alors contraint, le 2 janvier 1935, de donner le nom du consul. « Le consul étranger mentionné dans l'acte d'accusation de l'affaire de l'assassinat de Kirov est le consul letton, M. Bissenieks. » Et le lendemain, 3 janvier, l'agence Tass communiquait que le consul mentionné avait été rappelé par son gouvernement. »

Toute la presse mondiale a publié le document officiel annonçant que le consul qui avait donné 5 000 roubles pour la réalisation de l'acte terroriste et exigé une « lettre pour Trotsky », était le consul letton à Leningrad, Bissenieks. Connaissant le caractère habituellement complet et précis de l'information dans le *New York Times*, je ne doute pas que l'ensemble de cet

épisode, ainsi que le nom du consul, ont trouvé place à l'époque dans les colonnes de ce journal. Il est en outre plus facile de le vérifier à New York qu'à Coyoacán. Les journalistes étrangers de Moscou ont alors essayé d'entrer en relation avec M. Bissenieks, afin de déterminer son rôle réel. Mais ils ne purent joindre M. Bissenieks. M. Bissenieks lui-même, autant que je sache, n'a jamais, à aucun moment, réfuté l'information soviétique officielle sur son rôle, tel qu'il était décrit dans l'acte d'accusation.

Il est impossible de ne pas relever que, dans tous les procès ultérieurs, le consul ne fut ni nommé ni mentionné une seule fois. Kirov a été assassiné tour à tour par différents « centres », mais M. Bissenieks a disparu sans laisser de trace de toutes les versions ultérieures. Si M. Alfred Bilmanis était à cette époque un membre du corps diplomatique de Moscou, il n'aurait pas pu ne pas participer à la tentative des diplomates de déterminer l'identité du consul accusé d'un crime grave. Il n'aurait pas pu ignorer l'information du commissariat aux affaires étrangères sur l'identité du consul, non plus que les dépêches de Tass. Je ne puis que regretter que sa mémoire l'ait maintenant trahi.

L'affirmation actuelle de M. Bilmanis que le consul Bissenieks est une « personne très honorable » et n'a pas eu le moindre lien avec l'affaire Nikolaïev est pour le moins tardive et ne change rien en essence aux faits mentionnés ci-dessus.

Le nom de M. Bissenieks a-t-il été mentionné dans la presse soviétique ? Bien sûr que non. Mais cette « omission » s'explique par le fait que la publication du nom du consul *letton* aurait compromis la version sur les liens des terroristes avec un *impérialisme* étranger. Les lecteurs de la presse soviétique ont supposé que l'affaire concernait un consul allemand ou japonais et les dirigeants de la presse soviétique n'avaient aucune raison de détruite cette impression. Mais cette circonstance ne change rien. Le commissariat du peuple aux affaires étrangères et Tass ne sont pas des organes moins officiels que les *Izvestija*.

Pendant les deux derniers grands procès de Moscou, j'ai donné à la presse des dizaines de déclarations factuelles et de réfutations. J'en ai donné des centaines à la commission internationale dirigée par le Dr Dewey (voir *The Case of Leon Trotsky*, compte-rendu sténographique des sessions tenues à Coyoacán). Aucune de mes affirmations n'a été réfutée, même en partie seulement. La première tentative de réfutation sur les faits est la lettre du ministre letton de Washington. Que l'opinion publique juge dans quelle mesure cette tentative est convaincante.

**REMARQUES À PROPOS
DES COMPTES RENDUS
DE LA PRAVDA
SUR LE PROCÈS DES 21¹**
(mars 1938)

1. L'accusé Bessonov affirme qu'à la fin de décembre 1936, il envoya une lettre à L. D. Trotsky par l'intermédiaire de Johanssen². Quelques jours plus tard, il en reçut la réponse.

Le 18 décembre 1936, L. D. Trotsky fut secrètement amené à bord du tanker *Ruth* par la police norvégienne. Ce navire quitta Oslo le 19 décembre et n'atteignit Tampico (Mexique) que le 9 janvier 1937. A la fin de décembre 1936, L. D. Trotsky n'avait aucun moyen de correspondre avec qui que ce soit. Il lui était également interdit d'utiliser le télégraphe.

Le *Dagbladet* d'Oslo du 7 mars 1938 donne la preuve irréfutable que la déposition de Bessonov au sujet de la lettre de Trotsky est une fiction du même genre que le voyage de Piatakov à Oslo. Depuis le début de 1936, tout le courrier de Trotsky était vérifié par le chef du bureau central des passeports et une copie était faite de chaque lettre qui entrait ou sortait (témoignage de Konstad³, chef du bureau central des passeports). Le 19 décembre, L. D. Trotsky quittait la Norvège et n'avait plus aucun

1. Article (T 4327) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Il s'agit d'un des personnages du troisième procès de Moscou auxquels le scénario de l'accusation confère un rôle important mais qui n'ont jamais été produits en public. Selon les aveux de l'accusé Bessonov, il s'agissait d'un ingénieur soviétique, travaillant à la légation commerciale de l'U.R.S.S. à Berlin, du nom de *Reich*, mais qui aurait opéré sous une fausse identité, avec un passeport danois au nom de Karl *Johanson*. Il affirme qu'il était l'agent de liaison de Trotsky. Nous savons par ailleurs que Sedov eut à plusieurs reprises des hommes de l'Opposition dans le personnel de la légation en question. Le seul dont nous connaissions l'identité était Lepoladsky, connu dans l'Opposition sous le nom de *Melev*, et dénoncé plus tard comme agent du G.P.U. infiltré.

3. Leif Ragnvald *Konstad* (1889-1945), haut fonctionnaire de police en Norvège était membre de l'organisation nazie ; en sa qualité de chef du bureau central des passeports, il s'était vu confier la surveillance de Trotsky et le contrôle de sa correspondance.

LÉON TROTSKY

moyen de communiquer avec le monde extérieur (témoignage de l'officier de police Jonas Lie⁴ qui l'accompagna sur le cargo).

Il est vrai qu'il aurait suffi de lire *Les Crimes de Staline* pour éviter cette gaffe.

2. *Krestinsky confirme les réfutations de Trotsky.* Bessonov affirmait que Trotsky avait rencontré Krestinsky à Merano en octobre 1933. Trotsky démentit immédiatement : en octobre 1933, il était en France, à Bagnères (Pyrénées) avec sa femme et un camarade⁵. La police française était au courant de son installation dans cette station thermale. Au cours de l'interrogatoire de Bessonov, Vychinsky demanda à Krestinsky s'il confirmait le témoignage de Bessonov. Krestinsky confirma qu'il se trouvait à Merano à l'époque : « J'y étais pour une cure et *ne vit aucun des trotskystes* » (souligné par nous) (séance du 2 mars). Mais, à la séance du 4 mars (*Pravda* du 6 mars), pendant son second interrogatoire, Krestinsky non seulement « avoue » avoir rencontré Trotsky, mais il donne des détails : « Trotsky est arrivé à Merano le 10 octobre avec Sedov. » Et, pour éviter tout démenti de la part de L. Trotsky : « Trotsky était venu, ainsi qu'il me le dit lui-même, *avec un faux passeport français...* » (souligné par nous).

3. *Au sujet des « rencontres » entre Sedov et les accusés.*

a) *En 1929.* Selon les dépositions de Krestinsky et Rosengolz (*Pravda* du 6 mars), Sedov rencontra Krestinsky à Kissingen (Allemagne) en septembre 1929. Depuis l'exil d'Union Soviétique, en février 1929, jusqu'en février 1931, Sedov vécut en Turquie et ne quitta jamais ce pays, ainsi que peuvent en témoigner son passeport et plusieurs témoins. b) La même remarque s'applique à la déposition de Krestinsky qui affirme avoir rencontré Sedov avant de quitter Berlin afin de le présenter au général Seeckt c) *En 1933.* L'entrevue à Velden (Autriche) avec Rosengolz. Dans ce cas précis, Rosengolz est très prudent et ne donne aucun détail. Mais Sedov n'était pas en Autriche en 1933. Jusqu'en mars 1933, il vivait en Allemagne, qu'il ne quitta que pour venir directement en France. d) *En 1934.* L'entrevue avec Rosengolz à Karlsbad (Tchécoslovaquie). Depuis son arrivée en France (1933), Sedov n'a jamais quitté ce pays. La fausseté

4. Jonas Lie (1899-1945), chef adjoint de la police nationale et également membre du parti de Quisling fut chargé par le gouvernement socialiste norvégien d'escorter les Trotsky à bord du pétrolier qui les conduisit de Norvège au Mexique.

5. Il s'agissait de Jean Meichler.

ŒUVRES, JANVIER-MARS 1938

de l'accusation peut être démontrée à l'aide de documents.

4. Bessonov affirme avoir rencontré Sedov à Berlin, après un incident concernant la sœur de Sedov. Tous les journaux auraient alors publié des articles sur L. D. Trotsky et ses enfants à propos de cet incident. La sœur de Sedov, Zinaïda, vint à Berlin à la fin de 1931 ; il ne lui arriva rien et aucun journal n'écrivit alors quoi que ce soit à son sujet. Ce n'est qu'en 1933, après son suicide, que tous les journaux s'occupèrent de L. D. Trotsky et de ses enfants.

5. Nous donnons à titre de curiosité la somme totale qui fut transmise à Trotsky et à ses amis, d'après les témoignages des accusés : 2 020 marks or, 930 000 \$ et 27 000 £. Cet argent était destiné, selon Krestinsky, à la propagande à l'étranger, aux publications, etc. L'interview du camarade Trotsky parue dans la presse mondiale est une réponse suffisante à ce ridicule mensonge.

6. Il ne fait aucun doute que les accusations portant sur les meurtres de Gorky, Menjinsky et Kouibychev, n'ont été inventées que deux ou trois semaines avant le procès et que l'accusation sur la préparation d'un attentat contre Lénine, Sverdlov et Staline en 1918, elle, ne fut inventée que le 19 ou le 20 février, soit *trois jours avant le bouclage de l'acte d'accusation* : a) Rykov n'a « avoué » le meurtre de Gorky que le 10 janvier 1938, b) Le médecin du Kremlin, Kazakov, n'a reconnu le meurtre de Menjinsky que le 4 février, c) les s.r. de gauche Kamkov et Karéline⁶ et les anciens communistes de gauche Iakovlev, Ossinsky et Mantsev « ont avoué » les 19 et 20 février seulement que Boukharine avait, en 1918, l'intention d'assassiner Lénine, Sverdlov et Staline.

7. L'acte d'accusation nous informe que Rakovsky est devenu espion du Japon en 1934, lors de son voyage dans ce pays⁷. Rappelons que, dans son témoignage devant la commis-

6. Boris D. Katz, dit *Kamkov* (1885-1938), socialiste révolutionnaire, dirigeant, à partir de 1917, des socialistes révolutionnaires de gauche, combattit la signature de la paix de Brest-Litovsk au 4^e congrès pan-russe des soviets. Vladimir A. *Karéline* (1891-1938), également s.r. de gauche, fut l'un des organisateurs de l'assassinat de l'ambassadeur d'Allemagne en 1918 et de la tentative d'insurrection dont c'était le signal. Tous deux, condamnés lors du grand procès des s.r., furent remis en liberté quelques années plus tard, de nouveau arrêtés dans les années trente et extraits de prison comme témoins à charge contre Boukharine.

7. Rakovsky avait été nommé commissaire du peuple adjoint à la santé publique en mai 1934 et, au mois de septembre, il avait dirigé la délégation de la Croix-Rouge soviétique à une conférence internationale de la Croix Rouge au Japon.

sion d'enquête à Coyoacán en avril 1937, L. D. Trotsky avait prédit la possibilité de cette accusation. Il en parle clairement aux pages 338-339 du compte rendu sténographique de sa déposition (citation donnée dans le dernier *Biulleten Oppositsii* n° 62-63).

8. Il est curieux de constater que les comptes rendus des journalistes sur le déroulement du procès apparaissent sous un éclairage différent, selon qu'il s'agit de la presse soviétique ou de la presse étrangère, surtout quand il s'agit de journaux qui ont des correspondants sur place. Ainsi, il est, par exemple, intéressant de comparer l'interrogatoire de Boukharine, tel que le raconte la *Pravda*, à la description qui en est faite par un correspondant aussi peu objectif pourtant que M. Berland⁸, du *Temps*. Sur l'accusation d'espionnage, Boukharine a affirmé : « C'est la première fois que j'en entends parler. Il n'en a jamais été question au cours de l'enquête, bien que le procureur m'ait interrogé pendant trois mois » (*Le Temps*, 9 mars 1938). La *Pravda* n'en souffle mot.

Il faut aussi relever la phrase suivante de Iagoda qui ne figure pas dans le compte rendu de la *Pravda* : « Si j'avais été un espion, alors des dizaines de pays auraient pu débaucher leurs propres espions en Union soviétique » (*Le Temps*, 10 mars 1938). L'espace nous manque pour donner plus que ces deux exemples.

8. Voir également *Œuvres*, 12, pp. 364-365.

9. Pierre Berland était le nom de plume de Georges Luciani (1903-1981), qui était alors correspondant à Moscou du *Temps* et du *Petit Parisien*. Il avait la réputation d'être un agent du 2^e Bureau français et d'avoir beaucoup de complaisances pour les dirigeants soviétiques.

[PRISE DE CONTACT]¹

(16 mars 1938)

Chers Amis²,

1. Je réponds à votre lettre n° 21 du 4 mars. Natalia Ivanovna n'est pas encore en état de vous écrire ; elle est trop bouleversée et trop faible. Elle vous remercie beaucoup pour les informations et les précisions que contiennent vos lettres et vous écrira lorsqu'elle sera rétablie.

2. Vous avez reçu, bien sûr, l'article sur Sedov³. Il est destiné à *Biulleten* et à son édition française. Nous espérons qu'il sera traduit correctement et bien écrit. Ce texte doit être, au moins en partie, digne de celui à qui il est consacré. Nous comptons sur vous pour prendre les mesures nécessaires.

3. Il y a deux jours, nous avons envoyé au *Biulleten* quelques éléments sur le procès. J'essaierai de vous envoyer également de courts articles à ce sujet et sur les disparus dans deux ou trois jours. J'espère qu'ils vous parviendront à temps.

4. Le comportement de Walter⁴ démontre que nombreux sont les mencheviks, les cadets et autres, qui s'affublent du manteau du G.P.U. Lorsqu'ils rompent avec Staline, le manteau tombe et on découvre leur physionomie véritable.

5. Les articles du camarade Barmine nous sont parvenus

1. Lettre à L. Estrine et M. Zborowski (7711) traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Sur Lola Estrine, cf. n. 8 p. 215. Mordka dit Marc Zborowski (né en 1908), dit Etienne, était venu en France à la fin des années vingt, avait été recruté par le G.P.U. et infiltré en 1935 dans le G.B.L. où il était parvenu à gagner la confiance de Sedov. Lola et Etienne étaient les plus proches collaborateurs de Léon Sedov et héritaient donc de ses deux responsabilités essentielles : la publication du *Biulleten* et les recherches documentaires pour Trotsky.

3. Cf. pp. 178-194.

4. Il s'agit de Krivitsky.

LÉON TROTSKY

alors que nous étions sous le coup d'une grande émotion (un attentat du même type que celui contre Solonévitch en Bulgarie⁵). J'ai été contraint de quitter l'appartement pendant un certain temps, sans documents ni manuscrits. Consacrer du temps à celui de Barmine dans ces conditions était très difficile. En outre, j'ai compris, d'après la lettre de Léon, que les problèmes d'édition se négociaient directement à Paris : il me faut plutôt donner un avis qu'entreprendre des démarches. Je n'ai lu que la première partie du manuscrit. C'est intéressant et bien écrit, mais plus pour un lecteur russe que pour un lecteur étranger, car l'exposé présuppose de la part du lecteur une grande connaissance du sujet. Il faut donner à ce livre, pour le publier, un cadre politique. Il faut faire des recherches dans les journaux soviétiques de l'époque, lier les souvenirs et caractérisations personnelles (qu'il fait) à des épisodes plus marquants, aux grands tournants de la politique et, en particulier, de la diplomatie soviétiques. Je pense qu'autrement les Américains refuseront de le publier. Il ne faut pas oublier ces deux éléments : a) la grave crise du livre, b) le grand nombre d'ouvrages sur l'U.R.S.S. Comme ce livre ne renferme aucune découverte sensationnelle, il ne peut susciter l'intérêt des étrangers américains que dans la mesure où leur permet de comprendre les ressorts de la diplomatie soviétique.

Je suis prêt à prendre toutes les dispositions nécessaires. Le camarade Barmine doit seulement indiquer clairement ses projets et ses intentions.

6. Je lirai évidemment le travail de D[avtian]⁷ avec une grande attention et je lui apporterai toute mon aide. Je veux

5. Trotsky fait allusion à l'affaire du paquet prétendument envoyé chez lui par le général Múgica (cf. p. 173). On sait que l'épisode l'avait incité à déménager momentanément. Ivan L. Solonévitch (1891-1953), né en Russie, journaliste, puis moniteur d'athlétisme, condamné pour avoir tenté de quitter l'U.R.S.S. clandestinement, avait réussi à s'évader et vivait à Sofia avec sa femme Tamara (1894-1938), son frère Boris et son fils Iouri. Il avait publié un livre sur les prisons et les camps. Les deux frères, s. r. d'origine, étaient devenus monarchistes et éditaient à Sofia le journal *Golos Rossii*. Un inconnu avait apporté, le 2 février 1938, à la rédaction du journal, un paquet contenant une bombe, dont l'explosion tua Tamara Solonévitch et le secrétaire de son mari, N. Péetrovitch. Victor Serge assure dans ses *Carnets* que Tamara Solonévitch était au service du G.P.U.

6. Il s'agit des mémoires qui paraîtront sous le titre *Vingt Ans au Service de l'U.R.S.S.*

7. La copie de Houghton ne porte que l'initiale D. Comme nous savons que Trotsky avait accepté qu'on lui envoie de France le manuscrit des mémoires de Tarov et que celui-ci vint de Perse à Paris via l'Allemagne, nous proposons avec prudence l'interprétation selon laquelle D. est l'initiale de Davtian, véritable nom de Tarov.

ŒUVRES, JANVIER-MARS 1938

préciser à l'avance : il vaut toujours mieux donner le plus de détails possible. Transmettez à l'auteur les amitiés chaleureuses de N.I., ainsi que les miennes. Nous avons été très reconnaissants de recevoir une lettre d'Allemagne. Nous n'y avons pas encore répondu, car cela nous est encore très difficile. D[avtian] le comprendra mieux que personne, ayant subi une épreuve aussi douloureuse que la nôtre.

7. Je souhaiterais beaucoup avoir des informations sur les ressources financières du *Biulleten*. Il faut être à cet égard d'une extrême prudence pour ne pas être victime d'une provocation du G.P.U.

CAIN-DJOUGACHVILI VA JUSQU'AU BOUT¹

(17 mars 1938)

La bassesse de la dernière mise en scène judiciaire est éclipsée par sa stupidité. Staline croit toujours qu'il va réussir, avec un truc inventé par Iagoda et lui, à duper l'humanité tout entière. Toute l'idée du procès-spectacle, les plans politiques imaginaires des « conspirateurs », la distribution des rôles entre eux, tout cela est grossier et bas, même sous l'angle du faux judiciaire. De derrière le « grand » Staline, c'est le petit-bourgeois de Tbilissi, Caïn-Djougachvili, roublard médiocre et inculte qui considère l'humanité. Le mécanisme de la réaction l'a armé d'un pouvoir politique illimité. Personne n'ose le critiquer ni même lui donner un conseil. Ses collaborateurs, Ejov et Vychinsky, des nullités pourries jusqu'à la moelle, ne sont pas arrivés par hasard aux postes élevés qu'ils occupent dans le système du despotisme totalitaire et de la corruption. Les inculpés qui, dans leur majorité, dépassent leurs accusateurs de plusieurs têtes, s'attribuent des projets et des idées qui relèveraient du génie d'un Kretchinsky² contemporain et pourraient être inventés par une bande de gangsters. Entraînés par la logique de la capitulation et de la déchéance, écrasés moralement et physiquement, terrorisés par la peur au sujet du sort des leurs, hypnotisés par l'impasse politique où la réaction les a conduits, Boukharine, Rykov, Rakovsky, Krestinsky et les autres jouent les rôles horribles et pitoyables qui leur ont été assignés par les

1. Article (T 4329) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library. Caïn est, dans la Bible, le fils d'Adam et Eve, meurtrier de son frère Abel. C'est donc Staline que Trotsky appelle Caïn-Djougachvili (véritable nom de Staline) en tant qu'assassin de ses « frères », les vieux-bolcheviks.

2. Kretchinsky est le principal personnage d'une pièce, *La Noce de Kretchinsky*, écrite en prison, en 1855, par Alexandre V. Soukhovo-Kobyline (1817-1905), alors accusé de meurtre. Le personnage de Kretchinsky a un « double » fourbe et criminel, génie du mal.

collaborateurs illettrés d'Ejov. En coulisse, Caïn-Djougachvili se frotte les mains et ricane lugubrement : quel beau truc n'a-t-il pas inventé là pour tromper le système solaire tout entier ?

Mais Staline pourra-t-il continuer à ricaner derrière sa voilure ? Un renversement imprévu ne va-t-il pas couper le vent dans ses voiles ? C'est vrai qu'il est retranché du monde par un mur d'ignorance et de servilité. C'est vrai qu'il est habitué à penser que l'opinion publique n'est rien et que le G.P.U. est tout. Mais les indices menaçants s'accumulent, visibles même par lui. Les Troianovsky, Maisky, Souritz — et les agents d'Ejov chargés de les surveiller — peuvent de moins en moins fréquemment rapporter de l'étranger au Kremlin des nouvelles réconfortantes. Les masses laborieuses du monde entier sont étreintes par une inquiétude grandissante. Les rats dits « amis », de plus en plus souvent et de plus en plus nombreux, quittent la navire en détresse. Les nuages internationaux grossissent. Le fascisme remporte victoire sur victoire et son meilleur allié, celui qui lui fraie la voie dans le monde entier, c'est le stalinisme. De terribles menaces de guerre frappent à toutes les portes de l'Union soviétique. Et pendant ce temps Staline détruit l'armée et foule le pays aux pieds. Caïn est obligé d'aller jusqu'au bout. Il a hâte de s'asperger les mains du sang de Boukharine et de Rykov. Il peut aujourd'hui encore se permettre ce luxe. Mais il peut de moins en moins goûter la « douceur » de la vengeance³. Le vieux renard de Thermidor, jeté par la vague historique trouble sur le trône de Thermidor, a de plus en plus de difficultés à rire. La haine s'accumule autour de lui, implacable, et une vengeance terrible est suspendue au-dessus de sa tête.

Un attentat ? Il est possible que ce régime qui, sous prétexte de lutte contre le terrorisme, a exterminé toutes les meilleures têtes du pays, encourage finalement contre lui la terreur individuelle. On peut même dire plus : il serait contraire aux lois de l'Histoire que les gangsters au pouvoir ne suscitent pas contre eux-mêmes la vengeance de terroristes désespérés. Mais la IV^e Internationale, le parti de la révolution mondiale, n'a rien à voir avec le désespoir, et la vengeance individuelle est trop bornée pour nous. Quelle satisfaction politique ou morale le meurtre de Caïn-Djougachvili apporterait-il au prolétariat,

3. Trotsky fait allusion à un épisode qu'il a souvent raconté, une conversation au cours de laquelle Staline expliqua à Kamenev et Dzerjinsky la « douceur » de la vengeance.

CAÏN-DJOUGACHVILI VA JUSQU'AU BOUT¹

(17 mars 1938)

La bassesse de la dernière mise en scène judiciaire est éclipsée par sa stupidité. Staline croit toujours qu'il va réussir, avec un truc inventé par Iagoda et lui, à duper l'humanité tout entière. Toute l'idée du procès-spectacle, les plans politiques imaginaires des « conspirateurs », la distribution des rôles entre eux, tout cela est grossier et bas, même sous l'angle du faux judiciaire. De derrière le « grand » Staline, c'est le petit-bourgeois de Tbilissi, Caïn-Djougachvili, roublard médiocre et inculte qui considère l'humanité. Le mécanisme de la réaction l'a armé d'un pouvoir politique illimité. Personne n'ose le critiquer ni même lui donner un conseil. Ses collaborateurs, Ejov et Vychinsky, des nullités pourries jusqu'à la moelle, ne sont pas arrivés par hasard aux postes élevés qu'ils occupent dans le système du despotisme totalitaire et de la corruption. Les inculpés qui, dans leur majorité, dépassent leurs accusateurs de plusieurs têtes, s'attribuent des projets et des idées qui relèveraient du génie d'un Kretchinsky² contemporain et pourraient être inventés par une bande de gangsters. Entraînés par la logique de la capitulation et de la déchéance, écrasés moralement et physiquement, terrorisés par la peur au sujet du sort des leurs, hypnotisés par l'impasse politique où la réaction les a conduits, Boukharine, Rykov, Rakovsky, Krestinsky et les autres jouent les rôles horribles et pitoyables qui leur ont été assignés par les

1. Article (T 4329) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library. Caïn est, dans la Bible, le fils d'Adam et Eve, meurtrier de son frère Abel. C'est donc Staline que Trotsky appelle Caïn-Djougachvili (véritable nom de Staline) en tant qu'assassin de ses « frères », les vieux-bolcheviks.

2. Kretchinsky est le principal personnage d'une pièce, *La Noce de Kretchinsky*, écrite en prison, en 1855, par Alexandre V. Soukhovo-Kobyline (1817-1905), alors accusé de meurtre. Le personnage de Kretchinsky a un « double » fourbe et criminel, génie du mal.

collaborateurs illettrés d'Ejov. En coulisse, Caïn-Djougachvili se frotte les mains et ricane lugubrement : quel beau truc n'a-t-il pas inventé là pour tromper le système solaire tout entier ?

Mais Staline pourra-t-il continuer à ricaner derrière sa voilure ? Un renversement imprévu ne va-t-il pas couper le vent dans ses voiles ? C'est vrai qu'il est retranché du monde par un mur d'ignorance et de servilité. C'est vrai qu'il est habitué à penser que l'opinion publique n'est rien et que le G.P.U. est tout. Mais les indices menaçants s'accumulent, visibles même par lui. Les Troianovsky, Maisky, Souritz — et les agents d'Ejov chargés de les surveiller — peuvent de moins en moins fréquemment rapporter de l'étranger au Kremlin des nouvelles réconfortantes. Les masses laborieuses du monde entier sont étreintes par une inquiétude grandissante. Les rats dits « amis », de plus en plus souvent et de plus en plus nombreux, quittent la navire en détresse. Les nuages internationaux grossissent. Le fascisme remporte victoire sur victoire et son meilleur allié, celui qui lui fraie la voie dans le monde entier, c'est le stalinisme. De terribles menaces de guerre frappent à toutes les portes de l'Union soviétique. Et pendant ce temps Staline détruit l'armée et foule le pays aux pieds. Caïn est obligé d'aller jusqu'au bout. Il a hâte de s'asperger les mains du sang de Boukharine et de Rykov. Il peut aujourd'hui encore se permettre ce luxe. Mais il peut de moins en moins goûter la « douceur » de la vengeance³. Le vieux renard de Tbilissi, jeté par la vague historique trouble sur le trône de Thermidor, a de plus en plus de difficultés à rire. La haine s'accumule autour de lui, implacable, et une vengeance terrible est suspendue au-dessus de sa tête.

Un attentat ? Il est possible que ce régime qui, sous prétexte de lutte contre le terrorisme, a exterminé toutes les meilleures têtes du pays, encourage finalement contre lui la terreur individuelle. On peut même dire plus : il serait contraire aux lois de l'Histoire que les gangsters au pouvoir ne suscitent pas contre eux-mêmes la vengeance de terroristes désespérés. Mais la IV^e Internationale, le parti de la révolution mondiale, n'a rien à voir avec le désespoir, et la vengeance individuelle est trop bornée pour nous. Quelle satisfaction politique ou morale le meurtre de Caïn-Djougachvili apporterait-il au prolétariat,

3. Trotsky fait allusion à un épisode qu'il a souvent raconté, une conversation au cours de laquelle Staline expliqua à Kamenev et Dzerjinsky la « douceur » de la vengeance.

LÉON TROTSKY

quand il peut être remplacé par n'importe quel autre « génie » bureaucratique ? Pour autant que le sort personnel de Staline nous intéresse, nous ne pouvons qu'espérer qu'il vivra assez longtemps pour voir s'écrouler son système. Il n'aura pas trop à attendre. Les travailleurs victorieux les sortiront, lui et ses gangsters, de sous les décombres de l'abomination totalitaire, et leur feront rendre compte des crimes qu'ils ont commis, devant un véritable tribunal. Au moment du jugement, la langue des hommes ne trouvera pas de mots à prononcer en faveur de la plus sinistre des histoires de Caïn. Les monuments qu'il s'est construits seront détruits ou mis dans les musées du gangstérisme totalitaire. Mais la classe ouvrière verra clair dans les procès, publics et secrets, et édifiera, sur les places de l'Union soviétique libérée, des monuments aux malheureuses victimes du système stalinien de bassesse et de déshonneur.

DE NOUVELLES DÉFECTIONS¹

(17 mars 1938)

Après la série de purges enragées qui a décimé le personnel soviétique à l'étranger, quatre agents importants du Kremlin ont décidé de ne pas rentrer : Ignace Reiss, Alexandre Barmine, Walter Krivitsky et enfin Fedor Boutenko. Si l'on prend en compte la préparation qu'il faut subir pour accéder à ses postes, la sélection, les contrôles et surtout le système des otages², il faut admettre que le pourcentage est très élevé. Il témoigne de la puissance des forces centrifuges qui déchirent la bureaucratie elle-même. Ce fait est encore mieux mis en lumière par l'étude des orientations politiques de ceux qui ont fait défection.

Ignace Reiss s'est immédiatement placé sous le drapeau des bolcheviks-léninistes. Cela indique clairement sa grandeur politique et morale. Seul un révolutionnaire authentique pouvait décider de franchir ce cap dans les conditions actuelles. Mais Reiss est tombé dès ses premiers pas, héros de la IV^e Internationale. Il laissait une compagne et un fils qui lui étaient indissolublement attachés et restent fidèles à sa mémoire. Quand son fils sera assez grand pour relever l'étendard tombé des mains de son père³, la IV^e Internationale sera déjà une grande force historique.

Alexandre Barmine a quitté la bureaucratie sur sa gauche, mais n'a évidemment pas encore trouvé sa voie⁴. Nous n'avons ni

1. Article (T 4431) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Les diplomates et hauts fonctionnaires qui se déplaçaient à l'étranger étaient contraints de laisser leur famille en U.R.S.S. et les membres de cette dernière étaient donc des « otages » en cas de défection.

3. Le fils d'Ignace Reiss et d'Elsa, Roman, était né en 1926.

4. Dans ses souvenirs, *Vingt Ans au Service de l'U.R.S.S.*, Alexandre Barmine, qui travaillait dans une usine de la région parisienne, parle avec une chaude sympathie de ses rencontres avec Léon Sedov (p. 56).

LÉON TROTSKY

la possibilité ni le droit de le presser. Nous comprenons trop bien les difficultés et les responsabilités qu'un tel choix implique, après des années passées dans les casernes de la bureaucratie stalinienne. Espérons qu'il choisira la bonne voie !

Walter Krivitsky, si les premiers signes ne nous ont pas trompé, se dirige vers le camp de la démocratie bourgeoise⁵. Nous ne voulons pas dire par là qu'il soit allé à droite de la bureaucratie stalinienne. Les rangs de l'appareil soviétique fourmillent de fonctionnaires à l'esprit bourgeois. Quand ils rejettent le manteau du stalinisme, ils ne font que dévoiler leur véritable nature politique. Si notre hypothèse sur Krivitsky se révèle fautive, nous serons les premiers à nous en réjouir.

Fedor Boutenko, lui, a sauté le pas jusqu'au fascisme⁶. A-t-il eu à se renier beaucoup ? A lutter contre lui-même ? Nous ne le pensons pas. Une partie considérable — et qui prend de plus en plus d'importance — de l'appareil soviétique est formée de fascistes qui ne se sont pas encore reconnus comme tels. L'identification entre le régime soviétique dans son ensemble et le fascisme est une erreur historique à laquelle inclinent les dilettantes ultra-gauchistes qui ignorent ce qui différencie fondamentalement les bases sociales de ces deux régimes. Mais la symétrie des superstructures politiques, la similitude des méthodes totalitaires et des types psychologiques est frappante. Boutenko est un symptôme d'une très grande importance : il nous montre ce que sont à l'état naturel les carriéristes de l'école stalinienne.

S'il était possible de passer aux rayons X l'ensemble de l'appareil, nous y découvririons des bolcheviks qui se cachent, des révolutionnaires désarmés, mais honnêtes, des démocrates bourgeois et enfin des candidats au fascisme. On peut affirmer que, plus un groupe a un caractère réactionnaire, plus vite il se développe à l'intérieur de la bureaucratie.

L'énigme politique des procès de Moscou est que l'appareil qui a porté Staline au pouvoir ne veut plus continuer à le porter sur ses épaules. Les forces centrifuges à l'intérieur de la bureaucratie ne font que refléter à leur tour les profonds antagonismes de la société « sans classes » et la haine générale des masses pour la bureaucratie. La fraction de Staline elle-même

5. Krivitsky également avait rencontré Sedov. Lui refusait toute discussion politique et se proclamait un « soldat ».

6. Malgré les dénégations de Moscou, c'était bien Boutenko, haut fonctionnaire de la diplomatie, qui avait choisi de faire défection dans un pays fasciste.

ŒUVRES, JANVIER-MARS 1938

est numériquement peu importante et composée de fieffées canailles comme Vychinsky et Ejov. Le bolchevisme tendait à créer un Etat sans bureaucratie, du « type de la Commune ». Staline a créé un Etat où la bureaucratie se dévore elle-même, « du type du G.P.U. ». C'est pourquoi l'agonie du stalinisme est le spectacle le plus affreux et le plus odieux de l'histoire de l'humanité !

LES PRÊTRES DE LA DEMI-VÉRITÉ¹

(19 mars 1938)

La *Nation* et la *New Republic* jouent aujourd'hui dans la presse américaine le rôle le plus triste et le plus ignoble. Ces journaux prétendent au rôle d'oracles de l'opinion publique « libérale ». Ils n'ont pas d'idées propres. La crise sociale qui a commencé en 1929 et a surpris les libéraux insouciants les a obligés à se cramponner à l'U.R.S.S. comme à une bouée de sauvetage. Ces messieurs ont trouvé une mission temporaire en popularisant avec succès le principe de la planification et en l'opposant prudemment à l'anarchie capitaliste. Ils n'avaient absolument aucun programme d'action indépendant pour les Etats-Unis ; en revanche, ils ont pu recouvrir leur propre vide d'une image idéalisée de l'U.R.S.S.

En fait, leur « amitié » avec Moscou a signifié *la réconciliation du libéralisme bourgeois avec la bureaucratie qui avait étranglé la révolution d'Octobre*. Plus les privilèges de la nouvelle couche dirigeante s'étendaient et plus elle devenait conservatrice dans la défense de ses privilèges — plus augmentait le nombre de ses amis parmi les intellectuels bourgeois et les snobs libéraux qui marchent au goût du jour. Les inspireurs de cet état d'esprit ont été Walter Duranty et Louis Fischer, véritables sycophantes de l'oligarchie soviétique. Sous leur direction, des professeurs bornés, des poètes médiocres, des avocats restés obscurs, des veuves ambitieuses et des dames simplement désœuvrées ont commencé à prendre sérieusement leur amitié avec l'ambassade soviétique de Washington pour un service rendu à la révolution d'Octobre. Nombre d'entre eux ont proclamé leur détermination de défendre l'Union soviétique jusqu'à la dernière goutte de sang — pas le leur bien entendu, celui des « trotskystes ».

1. Article (T 4334) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

A l'époque héroïque de la révolution, le représentant de l'opinion publique américaine était John Reed. A cette époque, Walter Duranty était établi à Riga où il travaillait comme calomniateur professionnel de la révolution et de ses dirigeants. Des années plus tard, Duranty est devenu le lien principal entre la bureaucratie soviétique et l'opinion publique « libérale » aux Etats-Unis. Le contraste moral entre John Reed et Walter Duranty reflète bien l'antagonisme entre le bolchevisme et le stalinisme. Si les rédacteurs de la *Nation* et de la *New Republic* s'ingénient à ne pas comprendre cet antagonisme, c'est parce que de minables trafiquants de mensonges comme Duranty et Louis Fischer sont infiniment plus proches d'eux par l'esprit que l'héroïque John Reed.

Walter Duranty, en dépit de son « âme » anglo-saxonne², prend une part très ordonnée aux impostures de Moscou, à côté des juges, des procureurs, des accusateurs et de tous ceux en général qui ont « l'âme russe ». Cependant Duranty n'a jamais été contraint quotidiennement au choix entre la vie et la mort. Son collègue Harold Denny³, un homme à l'âme notoirement américaine, bien que de peu d'envergure, s'est très vite adapté à l'atmosphère du régime totalitaire et, placé devant la nécessité de choisir entre la vérité décharnée et le gras sandwich, a choisi sans hésiter le sandwich et Vychinsky. De temps en temps, Denny se rend à l'étranger pour y écrire un article sur l'U.R.S.S. « non soumis à la censure », entièrement dicté par le G.P.U. Ce sont de tels sujets qui servent de sources à l'opinion « libérale ».

Est-il surprenant que la bureaucratie actuelle du Kremlin convienne mieux aux oracles démocrates que ne leur convenait le parti révolutionnaire de Lénine ? De même que, dans le passé, ils méconnaissaient les lois de la révolution, de même, aujourd'hui, ils ne comprennent pas celles de la réaction. Ils espèrent que la bureaucratie, avec leur bienveillante coopération, deviendra toujours plus respectable et « humaine ». La confiance dans le progrès continu et automatique n'a pas encore été extirpée de la tête de ces gens-là. Ils ont été incapables de tirer quelque conclusion que ce soit, y compris du fait que la petite bourgeoisie, dont ils sont la chair de la chair, s'est transformée en Allemagne, en quelques années, en armée du fascisme. Ils ont

2. C'était Duranty qui avait proposé d'expliquer les aveux de Moscou par « l'âme russe ».

3. Harold N. Denny (1889-1945), au *New York Times* depuis 1922 avait couvert notamment la révolution cubaine, la grève des mineurs de Pennsylvanie et la guerre d'Ethiopie. Il était arrivé à Moscou à l'époque du premier procès.

LÉON TROTSKY

été moins capables encore de comprendre la lamentable évolution de la bureaucratie stalinienne.

Bien pitoyable en vérité, est celui qui, dans les grands tournants de l'Histoire, se borne à la conjecture empirique au lieu de pénétrer dans la logique immanente de la lutte de classes. Au point de vue psychologique, les accusés n'ont été qu'un instrument aux mains de l'Inquisition du G.P.U. Au point de vue historique, l'Inquisiteur, Staline, n'est qu'un instrument aux mains de la bureaucratie dans l'impasse. Et la bureaucratie elle-même n'est que l'instrument de la pression de l'impérialisme mondial. Les masses soviétiques haïssent la bureaucratie. L'impérialisme mondial la considère comme un instrument dépassé et se prépare à s'en débarrasser. La bureaucratie cherche à abuser les masses ; elle cherche à duper l'impérialisme mondial. Elle ment sur deux fronts. Et pour que la vérité ne filtre pas au-dehors, à travers ses frontières, ou ne pénètre pas de l'extérieur, la bureaucratie ne laisse personne entrer ou sortir du pays. Elle entoure l'Union soviétique d'un rempart de patrouilles de garde-frontières comme le monde n'en avait encore jamais vues, et de meutes innombrables de chiens policiers.

L'époque où l'impérialisme soumettait au blocus le pays soviétique est désormais bien loin dans le passé. Aujourd'hui, le blocus de l'U.R.S.S. est organisé par la bureaucratie soviétique elle-même. De la révolution telle qu'elle l'a comprise, elle n'a conservé que le culte de la violence policière. Elle pense qu'on peut modifier le cours de l'Histoire avec des chiens policiers. Elle lutte pour son existence avec une furie conservatrice telle qu'aucune classe dirigeante n'en a encore déployée de semblable dans toute l'Histoire. Dans cette voie, elle en est très vite venue à commettre des crimes tels que le fascisme lui-même n'en avait pas encore perpétrés. A cette dialectique du Thermidor, les oracles démocrates n'ont rien compris ; ils n'y comprennent rien aujourd'hui et — pas d'illusions — n'y comprendront jamais rien. Autrement ils seraient obligés de fermer immédiatement la *Nation* et la *New Republic* — de quoi bouleverser l'équilibre du système solaire !

Comme la réaction thermidorienne est sortie de la révolution, la *Nation* et la *New Republic* ont essayé inlassablement de prouver que révolution et réaction sont une seule et même chose. Ils ont systématiquement approuvé ou, au moins, se sont tus sur l'entreprise de falsification, de mensonges de corruption, accomplie par la bureaucratie stalinienne dans le monde entier. Ils ont couvert la répression contre les oppositionnels, qui a commencé

il y a maintenant quinze ans. Les avertissements ne leur ont pourtant pas manqué. La littérature de l'Opposition de gauche est particulièrement riche, en toutes les langues.

Elle a démontré pendant quinze ans, pas à pas, comment les méthodes de la bureaucratie entraient de façon toujours plus aiguë en conflit avec les exigences de la société nouvelle, comment la bureaucratie était obligée de dissimuler ses propres appétits voraces, non seulement en reprenant à son compte le mécanisme du mensonge de toutes les classes dirigeantes, mais en lui donnant — du fait de la tension dans un pays qui sortait à peine de la révolution — un caractère empoisonné sans précédent. A l'aide de faits et de documents irréfutables, nous avons démontré comment toute une école de falsification était née de la réaction thermidorienne — l'école de Staline — laquelle a empoisonné tous les domaines de l'idéologie sociale ; nous avons expliqué pourquoi et comment c'était précisément Staline — le « cuisinier aux plats épicés », selon la définition de Lénine, dès mars 1921 — qui était le chef de cette caste avide et conservatrice d'usurpateurs de la révolution ; nous avons prédit les procès de Moscou dix ans avant qu'ils aient lieu et nous avons expliqué, même aux plus arriérés, que les impostures judiciaires n'étaient que les convulsions de l'agonie thermidorienne. Finalement, en 1937, la commission internationale de New York, composée de personnes d'une haute autorité morale et habituées au jugement critique, a soumis les accusations de Staline et de Vychinsky à une analyse patiente et méticuleuse. Dans toutes les accusations, elle n'a trouvé que mensonges, falsifications, impostures. Elle l'a déclaré à la face du monde. Le verdict de la commission s'adressait essentiellement à « l'homme de la rue », au paysan, au petit commerçant, à l'ouvrier arriéré, en un mot, à la majorité de ceux que leurs conditions d'existence privent de la formation nécessaire et des larges horizons. On aurait pu, semble-t-il, attendre des éditeurs de la *Nation* et de la *New Republic*, ces éducateurs brevetés du peuple, un peu de sens critique propre. Ils auraient pu, par exemple, se souvenir de ce que leur avaient enseigné leurs vieux maîtres d'école, que la réaction thermidorienne en France avait accusé les Jacobins d'être des « royalistes » et « des agents de Pitt »⁴ pour justifier aux yeux des masses

4. William Pitt (1759-1806), dit « le second Pitt », anima à partir de 1793 toutes les coalitions contre la France révolutionnaire. Fidèles à la technique de l'amalgame — qu'ils n'avaient pas inventée — les thermidoriens condamnèrent leurs adversaires « de gauche » en les accusant indistinctement d'être au service de l'étranger, « Pitt et Cobourg ».

la répression contre eux. On aurait pu, semble-t-il, attendre de ces moralistes professionnels un peu de sens moral. La dégénérescence morale de la bureaucratie soviétique n'a-t-elle pas atteint des sommets vertigineux ? Hélas, il est apparu que nos moralistes n'avaient même pas le simple sens de l'odorat !

Les procès de Moscou ont non seulement surpris ces gens, mais ils ont pour longtemps détruit la tranquillité de leur âme. La collection de tous les articles de la *Nation* et de la *New Republic* qui traitent des trois grands procès (de Moscou) constitue un beau panorama de mesquinerie, de vanité, d'hypocrisie, de confusion surtout ! Non, ils ne s'y attendaient pas ! Comment cela a-t-il pu arriver ? Pourtant, s'ils manquent de perspicacité et d'odorat, ils ont au suprême degré le sens de l'auto-conservation de la caste des prêtres. C'est pourquoi, depuis cette époque, l'ensemble de leur comportement a été déterminé par le souci d'effacer leurs propres traces, c'est-à-dire de veiller à ce que les fidèles ne s'aperçoivent pas que, pendant tout ce temps, s'étaient fauilés, parmi les oracles, des prêtres qui n'avaient pas une vue perçante ! Théoriquement, ces pharisiens rejettent avec indignation le principe « la fin justifie les moyens », car ils ne comprennent pas qu'un grand objectif historique écarte automatiquement ceux des moyens qui ne lui sont pas conformes. Mais, pour conforter les petits préjugés traditionnels et surtout leur propre autorité aux yeux des jobards, ils ont toujours été prêts à recourir aux escroqueries astucieuses et au trucage de petite envergure.

Au début, ils ont essayé ouvertement de faire leur devoir d'« amis », c'est-à-dire d'avocats du G.P.U. Mais cela s'est révélé, très vite, trop risqué. Ils ont tourné très rapidement à l'agnosticisme philosophique et à la non-intervention diplomatique. Ils déclaraient que les procès étaient « mystérieux ». Ils s'abstenaient de les juger. Ils mettaient en garde contre des conclusions prématurées. « Nous ne pouvons trancher de rien de l'extérieur » ; « La vérité se fera jour peut-être dans cent ans » ; « Nous n'avons pas à nous ingérer dans la justice soviétique »... En un mot, ils cherchaient vaguement à faire admettre par l'opinion publique mondiale les abominations qu'on concoctait à Moscou. Ces gens voulaient à tout prix demeurer en bons termes avec les bourreaux de la révolution, mais sans assumer de responsabilité directe pour les crimes du G.P.U. Ces démocrates hypocrites n'ont cependant pas réussi à conserver longtemps cette deuxième position. Sous le coup des événements, ils ont baissé le ton : bien entendu, les accusations étaient hautement improbables, mais... mais il y avait « quelque chose » là-

derrière. « Nous ne sommes pas avec les staliniens, mais nous ne croyons pas non plus les trotskystes ». Seuls les devins de la *Nation* et de la *New Republic* représentent la vérité. Si, hier et avant-hier encore, ils étaient aveugles, c'est une garantie supplémentaire qu'ils y voient clair aujourd'hui ! » Il y a quelque chose derrière ces accusations ! « Evidemment ! Si la clique dirigeante exécute tous les survivants du parti bolchevique, elle a d'impérieuses raisons de le faire ! Mais il faut chercher ces raisons, dans les intérêts objectifs de la bureaucratie et non dans les discours de Vychinsky ou les impostures d'Ejov. Mais nous le savons déjà : la dialectique de la lutte de classe est restée pour ces empiristes un livre scellé de sept sceaux. Qu'y a-t-il à espérer ou attendre de philosophes et de publicistes qui n'ont rien prévu, rien vu, et qui ont été surpris par ces procès ? Il ne restait plus à ces oracles faillis qu'à couper en deux la culpabilité : 50 % pour le bourreau, 50 % pour la victime. Le petit bourgeois garde toujours le juste milieu et tranche de toute question selon la formule : « D'une part... de l'autre ». Si les capitalistes sont intraitables, les ouvriers sont trop exigeants. Cette règle du juste milieu, la *Nation* et la *New Republic* ne font que la pousser jusqu'à sa conclusion logique quand ils répandent la moitié de leur lymphe morale sur le G.P.U. et l'autre moitié sur « les trotskystes », vrais ou supposés. Et finalement l'Américain libéral apprend de ses maîtres que Zinoviev et Kamenev n'étaient que des demi-terroristes, que Piatakov n'a saboté l'industrie que six mois sur douze, que Boukharine et Rykov n'espionnaient que pour deux pays et pas pour quatre et que Staline n'est qu'un demi-faussaire et une moitié de canaille. Caïn ? Il est peut-être Caïn, mais pas à plus de 50 %.

C'est leur propre univers qui se reflète dans leur philosophie. Leur nature sociale, c'est d'être des intellectuels semi-bourgeois. Ils se nourrissent de demi-pensées et de demi-sentiments. Ils veulent soigner la société par des demi-mesures. Considérant le processus historique comme un phénomène trop instable, ils refusent de s'y engager à plus de 50 %. Ainsi, ces gens qui vivent de demi-vérités — c'est-à-dire de la pire forme de mensonge — sont-ils devenus un véritable frein pour la pensée réellement progressiste, c'est-à-dire révolutionnaire.

*New Masses*⁵ n'est qu'une poubelle, dont l'odeur met les

5. *New Masses*, aux Etats-Unis, était la revue destinée aux intellectuels où s'exprimait la politique du P.C., américain, qui le contrôlait d'ailleurs totalement.

LÉON TROTSKY

gens en garde. La *Nation* et la *New Republic* sont infiniment plus « décentes » et plus « agréables », et... moins odorantes. Mais elles sont d'autant plus dangereuses. La meilleure partie de la nouvelle génération des intellectuels américains ne peut avancer sur la grand route de l'Histoire qu'à la condition de rompre totalement avec les oracles de la demi-vérité « démocratiques ».

**[CONSEILS POUR UNE REVUE
PARTISANE]¹**
(21 mars 1938)

Cher M. Rahv,

Votre lettre du 1^{er} mars m'a beaucoup plu. Pour ma part, je suis prêt à tout faire pour établir entre nous une collaboration amicale. Mais je souhaite également éviter tout ce qui pourrait conduire entre nous à une rupture après le début de notre collaboration. C'est pourquoi j'ai considéré et je considère encore qu'il vaut mieux prolonger la période de l'échange d'opinions préliminaire et de rapprochement mutuel, afin d'assurer plus fermement une base stable pour nos rapports futurs. On a déjà fait dans cette voie un sérieux pas en avant. J'attends avec intérêt le numéro d'avril de *Partisan Review* avec la déclaration programmatique que vous avez annoncée. Mais je voudrais exprimer tout de suite quelques considérations qui coïncident probablement en partie avec vos intentions et qui vont peut-être en partie plus loin.

1) L'indépendance complète de votre publication vis-à-vis de la bureaucratie stalinienne est bien entendu un fait de valeur. Mais *l'indépendance* à elle seule ne suffit pas. Une *lutte* contre l'influence démoralisante du stalinisme sur la vie intellectuelle de l'intelligentsia est nécessaire. Vous avez déjà commencé cette lutte. Il me semble pourtant que vous ne lui avez pas encore donné l'amplitude nécessaire ni trouvé le ton correspondant. Le stalinisme n'est pas du « sectarisme » comme l'écrivent souvent des demi-opposants déférents² comme les lovestonistes. Le sectarisme présuppose une somme définie de convictions, bien

1. Lettre à P. Rahv (9765), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Le terme « sectaire » est celui que la rédaction de *Partisan Review* avait employé pour définir la politique stalinienne au moment de leur rupture.

qu'elles puissent être étroites et bornées, et une défense fanatique de ces convictions. Les staliniens n'ont pas de convictions. Ce sont des gens dépersonnalisés, bien dressés, au fond, des fonctionnaires, des laquais, des sycophantes complètement démoralisés. L'autorité usurpée de la révolution, plus la discipline militaire, plus une trésorerie illimitée ont fait du stalinisme l'ulcère le plus épouvantable sur le progrès politique et intellectuel. Certaines mesures sont nécessaires pour la lutte contre les théories fausses ; d'autres pour la lutte contre les épidémies de choléra. Le stalinisme est infiniment plus proche du choléra que de la théorie fausse. La lutte doit être intense, féroce, impitoyable. Un élément de « fanatisme » dans cette lutte est non seulement valable, mais nécessaire. On n'a rien fait de grand dans l'histoire sans fanatisme.

2) Il faut discréditer totalement et jusqu'au bout *New Masses*. Il me semble que votre revue pourrait consacrer à *New Masses* un numéro spécial. Un courant nouveau, au lieu de se disperser, doit être capable de concentrer ses coups. Ce qu'Herbert Solow a fait avec *New Masses*, sous la forme de légères allusions dans le numéro 3, est incompréhensible à des milieux larges : il faudrait le présenter sous la forme d'une série d'articles embrassant sous tous les angles le phénomène *New Masses*. Il faut vider jusqu'à la dernière goutte le seau d'eau crasseuse du stalinisme. En outre, un article sérieux devrait être accompagné de satire et de caricature. Il est impossible d'avancer sans fouet !

3) C'est ma profonde conviction qu'il faut briser l'état de neutralité à l'égard de la *Nation* et de la *New Republic*. Il y eut une période où ces publications « réconciliaient » les intellectuels américains et la bourgeoisie libérale avec l'U.R.S.S. C'est vrai que ces gens identifiaient la bureaucratie réactionnaire, parasitaire et plus encore, avec la révolution d'Octobre et le socialisme. C'est vrai qu'ils s'étaient réconciliés avec l'U.R.S.S. précisément parce qu'ils espéraient qu'elle était devenue « respectable ». En tout cas, pendant cette période, ils avaient leur idée à eux, ils adoraient le postérieur de la révolution victorieuse. Maintenant, ils n'ont plus leur « idée ». La bureaucratie soviétique s'est révélée non respectable — et pas par hasard. Les sages de la *Nation* et de la *New Republic* ont révélé qu'ils ne

3. Trotsky était déjà partisan d'attaques publiques et de polémiques contre ces deux hebdomadaires une année auparavant mais ses propres camarades ne l'avaient pas suivi.

comprenaient absolument rien à l'évolution de l'U.R.S.S., c'est-à-dire au phénomène le plus important de notre temps. Un Louis Fischer, cynique sycophante littéraire, plus prudent, mais aussi plus répugnant qu'un Duranty, les menait simplement par le bout du nez. A présent, la *Nation* et la *New Republic* sont surtout préoccupées que leurs lecteurs ne remarquent pas que le prêtre caché dans l'oracle n'est pas très intelligent. D'où les vagues de diplomatie, de ruses, de mensonges, de faussetés, qui remplissent les pages de ces publications. Il faut détruire leur influence sur la pensée radicale. La lutte contre la *Nation* et la *New Republic* doit être inscrite ouvertement sur le drapeau de *Partisan Review*.

4) Je ne veux pas du tout dire par là que *Partisan Review* doit être transformée en organe purement politique. Les mêmes tendances et méthodes, sous des formes et à des degrés différents, traversent toutes les sphères de la culture. Quel terrible poison représentait la propagande de l' « humanisme prolétarien » — une propagande rythmée sur la cornemuse de Staline-Iagoda — à la veille de la succession des procès de Moscou ! Le malheureux Boukharine faisait le voyage de Prague et de Paris spécialement pour prêcher le nouvel évangile de Staline. La culture, la philosophie, l'éthique et la politique du stalinisme se mélangeaient en un monceau écœurant. Il faut le détruire. Les autorités boursoüflées, prétentieuses et hypocrites de la *Nation* et la *New Republic* sont en travers de tout mouvement en avant.

5) Je n'ai pas d'illusions sur le nombre de nos amis et partisans et prends en considération la force énorme de résistance que représentent les milieux d'intellectuels de gauche cimentés par le stalinisme ou démoralisés par les « désillusions ». Mais l'issue à ces difficultés ne peut, en aucun cas, se trouver sur la route de l'adaptation ou de la demi-adaptation à ces milieux. Au contraire, on ne peut mobiliser les amis, élargir leur cercle, inspirer le respect aux hésitants qu'au moyen d'une formulation claire et courageuse des problèmes et par une politique agressive.

6) La vieille génération des intellectuels radicaux a été empoisonnée par le Louis-Fischerisme. Quand elle essaie aujourd'hui de se débarrasser de ce poison, elle devient hostile au marxisme (Eugene Lyons et son espèce s'imaginent sérieusement qu'hier ils étaient « marxistes » et « bolcheviks » !). Les meilleurs éléments de cette génération reviendront peut-être à la voie de la révolution dans l'avenir, quand le marxisme embrassera l'avant-garde des ouvriers américains. Mais aujourd'hui on ne peut pas compter sur cette couche. *Il faut mettre le cap sur la jeunesse, sur la génération neuve, ceux de 18 ou 20 ans, ceux qui,*

dans les lycées ou les universités, s'éveillent pour la première fois à la pensée politique sous les coups d'une sévère crise et de l'imminence du danger d'une nouvelle guerre. *Partisan Review* doit devenir l'organe de la jeunesse.

7) Pour le moment, je ne parle pas des ouvriers. Les lois du mouvement de la classe ouvrière sont différentes, plus profondes et plus déterminantes. On peut attendre une chose avec certitude : une nouvelle vague de radicalisation dans la jeune génération des intellectuels sous l'influence de ces processus profonds qui sont en train de se produire dans le prolétariat. A une étape donnée, ces deux processus se rencontreront et les meilleurs éléments des intellectuels féconderont le nouveau mouvement ouvrier. On en est maintenant à l'étape préparatoire. C'est précisément dans cette étape préparatoire que *Partisan Review* peut jouer un rôle très sérieux.

8) Vous me reprochez d'avoir pris une position d'« ultimatum » à l'égard de *Partisan Review*. J'accepte ce reproche, mais je veux le ramener à ses limites valables. Quand un parti politique adopte la méthode de l'ultimatum envers la classe ouvrière (« acceptez mon programme ou je vous tourne le dos »), il se voue à l'isolement et à la dégénérescence sectaire. Mais quand il s'agit de la formation du groupe dirigeant — d'un parti ou d'une revue — l'ultimatum est inévitable. Un programme, c'est un « ultimatum » que l'état-major place devant les militants. Le contenu de l'ultimatum peut être différent. Les méthodes d'adaptation et de développement d'un programme peuvent et doivent être flexibles. Mais le programme, depuis le début, doit être clair, autrement la publication ne peut répondre de son propre lendemain. Tel est le contenu de mon « ultimatum ».

9) S'il existe aujourd'hui en Amérique un mouvement artistique jeune et prometteur, *Partisan Review* peut, dans une certaine mesure, lier son sort au sien. Il est cependant possible que n'existe pas un tel mouvement vital. On peut espérer qu'il apparaîtra comme résultat de la profonde crise traversée par ce pays. Mais personne n'a encore réussi à fabriquer artificiellement un tel courant artistique. « L'esthétique marxiste » n'a ni recettes ni prescriptions — et ne peut pas en avoir. le marxisme fut le seul à indiquer la place qu'occupe la technique dans le développement de l'humanité ; cela ne signifie pas cependant qu'une revue marxiste peut prendre la place d'un bureau des patentes en matière d'inventions techniques. La nouvelle génération de poètes, d'artistes, etc. peut attendre de *Partisan Review* non une

recette esthétique toute prête, mais qu'elle éclaire les voies des nouvelles formes d'art par une lutte contre la routine, les fausses autorités, les formules ossifiées, et, avant tout, contre la convention et la fausseté. Dans le domaine des écoles et des méthodes esthétiques, il me semble que *Partisan Review* sera obligée d'avoir, en un certain sens, une attitude d'« éclectisme » (oui, éclectisme) critique. Il faut donner à de nouvelles tendances la possibilité d'apparaître. De même, il est impossible d'ignorer les recherches et expériences purement formelles. Ce qui est très important ici, c'est la largeur du point de vue et la flexibilité pédagogique sur une conception historique de base stable. Je crois qu'à cet égard il n'y a pas entre nous de divergence.

10) Puisque la question d'un symposium sur le marxisme a été renvoyée à plus tard, on peut aussi renvoyer la discussion dessus. Je veux dire brièvement ceci : un tel symposium peut avoir, *peut-être*, un sens positif si ses organisateurs invitent soit des individus qui ont prouvé qu'ils s'intéressaient sérieusement à la théorie marxiste, ou qu'ils sont d'éminentes personnalités dans le mouvement ouvrier. La majorité des auteurs que vous nommez sont les plus purs dilettantes sur le plan de la théorie et, de plus, sans le moindre lien avec la classe ouvrière. Si vous aviez invité John Lewis ou même William Green⁴ à écrire pour vous un article sur le marxisme, j'aurais pu le comprendre, puisque la stupidité théorique et l'ignorance de Green constituent un fait politique important qu'il faut apprécier. Mais Souvarine⁵ ! Il n'a jamais été marxiste. Sa biographie de Staline est l'œuvre d'un journaliste, dont la valeur essentielle provient de ses citations (la majorité d'entre elles sont en outre empruntées au *Bulleten Oppositsii*, de sorte que le crédit pour les avoir réunies revient dans une large mesure à Léon Sedov). Il y a bien longtemps que

4. John L. Lewis (1880-1969), président de l'United Mine Workers depuis 1920 et bureaucrate syndical confirmé, avait pris la tête de l'opposition dans l'A.F.L. au cours des années 30 et organisé le C.I.O. qui allait généraliser le syndicalisme industriel en Amérique du nord. William Green (1873-1952) avait succédé à Gompers à la présidence de l'A.F.L. et se vantait de n'avoir jamais ni lancé le mot d'ordre de grève ni fait lui-même grève. Il s'était résolument opposé, y compris jusqu'à la scission, à la syndicalisation sur base industrielle.

5. Boris Lifshitz, dit Souvarine (né en 1893), d'origine russe, naturalisé français, membre de la minorité socialiste pendant la guerre, avait été l'un des animateurs de la « gauche » qui militait pour l'adhésion à la III^e Internationale. Représentant du parti à Moscou pendant quelque temps, il fut exclu en 1924 pour avoir organisé la publication de *Cours nouveau* de Trotsky et s'être solidarisé publiquement de l'opposition russe. Il avait rompu avec Trotsky en 1929 à l'issue d'une correspondance d'un ton très vif.

Souvarine a rompu avec le mouvement ouvrier. Il est absolument dénué de capacités théoriques. Victor Serge est un écrivain de talent. S'il devait écrire pour vous un récit ou un drame d'après la vie de l'Opposition russe, je serais enchanté. Mais ce n'est pas du tout un théoricien. En outre, après un certain nombre d'années d'emprisonnement en U.R.S.S., il est en train de traverser une période de confusion totale. Il est vrai que même la confusion peut être instructive, si elle caractérise l'état mental d'une classe, d'un groupe, d'un parti. Mais cela n'a guère de sens de réunir une collection d'exemples de confusion individuelle. En outre, un symposium d'articles très divers doit être muni d'un article programmatique des éditeurs, dénonçant ceux qui se trompent et posant un point de vue juste sur le marxisme. A-t-on envisagé semblable article ? Qui veut l'écrire ?

11) J'aimerais attirer votre attention sur une autre question. J'ai à ma disposition le manuscrit d'un roman d'un jeune auteur allemand, Wolf Weiss⁶, *J'avoue*. L'auteur a passé plusieurs mois dans une prison du G.P.U., a été soumis à l'enquête et à des tortures mi-physiques mi-mentales. Cette expérience, il l'a décrite artistiquement sous la forme d'un roman de 250 à 300 pages. Diego Rivera aimerait faire pour ce roman environ 25 illustrations. J'essaie d'intéresser des éditeurs américains à cette *création artistique incontestablement excellente*, mais sans succès. Les lecteurs allemands dans les principales maisons d'édition sont évidemment soit des gens ultra-conservateurs soit tenus par la discipline stalinienne ou simplement bornés sur le plan artistique. En tout cas, jusqu'à maintenant, je ne suis arrivé à rien. Et pourtant ce roman, par ses qualités littéraires, par son opportunité, surtout avec des illustrations de Diego Rivera, pourrait connaître un grand succès commercial et porter en

6. Wolfgang Weiss (né en 1911) était un jeune Allemand, membre du K.P.D. qui s'était rendu en U.R.S.S. en 1931 et y avait travaillé comme tractoriste, puis comme journaliste, devenant speaker à Radio-Moscou pour les émissions de langue allemande. Il avait été arrêté le 17 mai 1934, accusé d'« espionnage », « liaison avec les trotskystes » etc. puis libéré et expulsé le 21 octobre. Réfugié en Tchécoslovaquie, il s'était confié aux trotskystes de ce pays et avait écrit ce roman autobiographique sur la façon dont le G.P.U. extorquait les aveux. Nous ignorons encore le pourquoi de son arrestation puis de sa libération. Parmi les éléments qui lui étaient reprochés figuraient ses liens amicaux avec le communiste Friedman dont le nom fut souvent prononcé au premier procès de Moscou comme celui d'un « trotskyste » connu, ce qui n'était pas le cas. On sait par ailleurs que Friedman, jeune communiste sans lien avec une opposition organisée, refusa tout aveu et fut finalement abattu sans avoir été jugé et sans avoir « servi » dans un procès public.

ŒUVRES, JANVIER-MARS 1938

même temps un coup sévère au G.P.U. Y a-t-il parmi vous quelqu'un qui connaisse *bien* l'allemand? Le style du livre est compliqué, nerveux, brisé et exige une bonne connaissance de l'allemand. Le manuscrit est entre les mains de Sara Jacobs⁷, 372 High Street, Orange, N. Y.

P.-S. Les droits de reproduction en séries de *Lénine* appartiennent à un éditeur, comme garantie d'une avance, de sorte que, malheureusement, je ne puis rien pour vous à cet égard.

7. Sara Jacobs était le vrai nom de Sara Weber.

[ANNEXES]

PRINCIPAUX OUVRAGES ET ARTICLES CITÉS OU CONSULTÉS POUR CE VOLUME

- AARON, Daniel. — *Writers on the Left*. — New York, Oxford U.P. (2^e éd.) 1977. — 460 p.
- ABOSCH, Heinz. — *Trotzki-Chronik. Daten zu Leben und Werk* (Zusammengestellt von). — Munich, Carl Hanser Verlag, 1963 — 156 p.
- ALEXANDER, Robert. — *Trotskyism in Latin America*. — Stanford, Hoover I.P., 1973. — 304 p.
- ALLES, Wolfgang. — *Zur Politik und Geschichte der deutschen Trotzkisten ab 1930*. — Thèse, Université de Mannheim, 1978. — 296 p.
- ANGUIANO, Arturo, PACHECO Guadalupe, VIZCAINO Rogelio, *Cárdenas y la Izquierda mexicana* (Juan Pablos, México, 1975, 390 p.)
- ANTONOV-OVSEYENKO, Anton. — *The Time of Stalin. Portrait of a Tyranny*. — New York, Harper & Row, 1981. — 376 p.
- BROCKWAY, Archibald Fenner. — *Inside the Left. Thirty Years of platforms, press, prison and Parliament*. — London, Allen & Unwin, 1942. — 352 p.
- BROUÉ, Pierre. — *Le Parti Bolchevique, Histoire du P.C. de l'U.R.S.S.* — Paris, Minuit, 1963. — 608 p.
— *Les Procès de Moscou*. — Paris, Julliard « archivea », 1962. — 302 p.
— *La Révolution espagnole 1931-1939*. — Paris, Flammarion « Questions d'histoire », 1973. — 190 p.
— « Quelques proches collaborateurs de Trotsky », *Cahiers Léon Trotsky* n° 1, 1970. — 24 p.
— « Trotsky et le Bloc des oppositions en 1932 », *Cahiers Léon Trotsky* n° 5, 1980. — 32 p.
— « Les Trotskystes en Union soviétique (1929-1938) », *Cahiers Léon Trotsky* n° 6, 1980. — 60 p.
— *L'assassinat de Trotsky*. — Bruxelles, Complexe (Mémoire du siècle), 1980. — 192 p.
— « La mission de Wolf en Espagne », *Cahiers Léon Trotsky* n° 10, 1982. — 8 p.

LÉON TROTSKY

- « Le Mouvement trotskyste en Amérique latine », *Cahiers Léon Trotsky* n° 11, 1982. — 17 p.
- « Ljova : le fiston », *Cahiers Léon Trotsky* n° 13, 1982. — 30 p.
- « Chen Duxiu et la IV^e Internationale », 1938-1942. *Cahiers Léon Trotsky* n° 15, — 12 p.
- « Les Jeunesses socialistes de Santiago Carrillo, 1934-1936 » *Cahiers Léon Trotsky*, n° 16, — 23 p.
- BROUË, Pierre et TÉMIME, Emile. — *La Révolution et la Guerre d'Espagne*. Paris, Minuit, 1961. — 542 p.
- CANNON, James Patrick. — *History of American Trotskyism. Reports of a participant*. — New York, Pioneer Publishers, 1944. — 268 p.
- CAVIGNAC, Jean. — « Les Trotskystes espagnols dans la tourmente », *Cahiers Léon Trotsky* n° 10, — 7 p.
- CILIGA, Ante. — *Dix Ans au pays du mensonge déconcertant*. — Paris, Champ Libre, 1977. — 564 p.
- CORVISIERI, Silvio. — *Trotsky e il comunismo italiano*. — Roma, Samona e Savelli, 1969. — 360 p.
- CRAIPEAU, Yvan. — *Le Mouvement trotskyste en France*. — Paris, Syros, 1972. — 288 p.
- DE BEULE, Nadya. — *Het belgisch Trotskisme. De Geschiedenis van een groep oppositionnelle Kommunisten 1925-1940*. Jan Dhondt-Sichting (Masereelfonds), 1980. — 276 p.
- DENIS, Serge. — *Le mouvement ouvrier américain et l'action politique 1929-1938*. — 3 vol. Thèse Université de Grenoble, 1981. — 1 267 p.
- DEUTSCHER, Isaac. — *Trotsky, t. 3, Le Prophète hors la loi (L'Exil)*. — Paris, Julliard (Temps modernes) 1965. — 704 p.
- DOWSE, Robert. — *Left in the Centre. The Independent Labour Party 1893-1940*. — London, Longmans, 1966. — 232 p.
- DRECHSLER, Hanno. — *Die Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands (S.A.P.D.). Ein Beitrag zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung am Ende der Weimarer Republik*. — Meinsenheim/Glan, A. Hain, 1965. — 406 p.
- DREYFUS, Michel. — *Bureau de Londres ou IV^e Internationale ? Socialistes de gauche et trotskystes en Europe (1933-1940)*, Thèse 3^e cycle, Université de Nanterre, Paris-X, 1978. — 418 p.
- FATHEREE, Ben H. — *Trotskyism in Spain (1931-1937)*. — Thèse Ph. D. Ann Arbor, 1978. — 258 p.
- FRANK, Pierre. — *Histoire de l'Internationale communiste*. — 2 vol. Paris, La Brèche, 1981. — 942 p.
- GUÉRIN, Daniel. — *Front populaire, révolution manquée. Témoignage militant*. — Paris, Maspero, 1970. — 316 p.
- HEIJENOORT, Jean Van. — *De Prinkipo à Coyoacán. Sept ans*

ŒUVRES, JANVIER-MARS 1938

- auprès de Léon Trotsky. — Paris, Maurice Nadeau, Lettres Nouvelles, 1978. — 240 p.
- JOUBERT, Jean-Paul. — *Révolutionnaires de la S.F.I.O. Marceau Pivert et le pivertisme*. — Paris, Presses de la F.N.S.P., 1977. — 296 p.
- KASTRITIS, Kostas. — *Istoria tou Mpolebikismou trotskysmou stièn Ellada* — s.l., s.d., Ekdoseis « Ergatikès Protopo-reias ». — 160 p.
- KELLER, Fritz — *Gegen den Strom. Fraktionskämpfe in der K.P.O. Trotskisten und andere Gruppen 1919-1945*. — Wien, Europa Verlag, 1978. — 306 p.
- LAZITCH, Branko (avec la collaboration de Milorad Drachkovitch). — *Biographical Dictionary of the Comintern*. — Stanford, Hoover I.P., 1973. — 458 p.
- LEGEIN, Catherine, *Le Parti Socialiste Révolutionnaire (le mouvement trotskyste en Belgique de 1936 à 1939)*. Université catholique de Louvain, 1982, 400 pages.
- MEDVEDEV, Roy. — *Let History Judge*. — London, Macmillan, 1972. — 566 p.
- MENDEL, Hersh, *Mémoires d'un Révolutionnaire juif*, 1^{re} éd. 1959, traduit du Yiddish, Grenoble, P.U.G., 1982.
- MYERS, Constance Ashton. — *The Prophet's Army. Trotskyists in America*. — Westport (Conn), Greenwood Press, 1977. — 282 p.
- PERTHUS, Max (P.P. van't Hart). — *Henk Sneevliet. Revolutionair-Socialist in Europa en Azië*. — Nimègue, Sun, 1976. — 512 p.
- POOLE, Thomas R. — « Counter-Trial » : *Leon Trotsky on the Soviet purge trial*. — Thèse Université du Massachusetts, 1974, 2 vol. Ann Arbor. — 714 p.
- PRAGER, Rodolphe (édité par) — *Les Congrès de la Quatrième Internationale*, vol. 1, *Naissance de la IV^e Internationale (1930-1940)*. — Paris, La Brèche, 1978. — 448 p.
- PREIS, Art. — *Twenty Years of the C.I.O. — Labor's Giant Step*. — New York, Pathfinder, 1972. — 538 p.
- RABAUT, Jean. — *Tout est possible! Les gauchistes français (1929-1944)*. — Paris, Denoël-Gonthier, 1974. — 216 p.
- RETZLAW, Karl. — *Spartakus. Aufstieg und Niedergang. Erinnerungen eines Parteiarbeiters*. — Frankfurt/Main, Neue Kritik, 1971. — 500 p.
- REVOL, René. — « Procès de Moscou en Espagne », *Cahiers Léon Trotsky* n° 3, 1979. — 18 p.
- ROCHE, Gérard. — « Défense et contre-enquête en France », *Cahiers Léon Trotsky* n° 3, 1979. — 47 p.
- ROGER, Michel. — *Histoire de la Fraction de gauche italienne en émigration (1925-1940)*, Thèse 3^e cycle E.H.S.S., 1981. — 421 p.

LÉON TROTSKY

- ROSENTHAL, Gérard. — *Avocat de Trotsky*. — Paris, Laffont, 1976. — 350 p.
- SERGE, Victor. — *Vie et Mort de Léon Trotsky*, vol. 2. — Paris, Maspero, 1973. — 150 p.
- SERGE, Victor et TROTSKY, Léon. — *La Lutte contre le Staliniisme*, textes de 1936-1939 présentés par Michel Dreyfus. — Paris, Maspero, 1977. — 272 p.
- SERGE, Victor. — *Mémoires d'un révolutionnaire 1901-1941*. — Paris, Seuil, 1978. — 444 p.
- SINCLAIR, Louis. — *Leon Trotsky : a Bibliography*. — Stanford, Hoover I.P., 1972. — 1 092 p.
- SINCLAIR, Louis. — *Leon Trotsky : a Bibliography*, abridged, amended and supplemented by L.S. — L. Sinclair, 1978. — 724 p.
- STINAS A. — *Anamnis. (Soixante ans sous le drapeau de la révolution socialiste)*. 2 vol., 1977 & 1978. — 256 & 268 p.
- STOBNICER, Maurice. *Le Mouvement trotskyste allemand sous la république de Weimar*. — Université de Paris VIII. 1980. — 357 p.
- THALMANN, Clara & Pavel — *Combats pour la Liberté. Moscou-Madrid. Paris* — Quimperlé. La Digitale. 1983-355 p.
- TICHELMAN, Fritjof. — *Henk Sneevliet, 1888-1942, een politieke biografie*. — Amsterdam, van Gennep, 1974. — 136 p.
- TJADEN, Karl Hermann. — *Struktur und Funktion der « K.P.D.-Opposition », (K.P.O.). Eine Organisations soziologische Untersuchung zur « Rechts »-Opposition im Deutschen Kommunismus zur Zeit der Weimarer Republik*. — Meisenheim/Glan, A. Hain, 1964. — 692 p.
- TROTSKY, Léon. — *Le Mouvement communiste en France (1919-1939)*. Textes présentés et annotés par Pierre Broué. — Paris, Ed. de Minuit, 1967. — 724 p.
— *La Révolution espagnole 1930-1940* (textes présentés et annotés par Pierre Broué). — Paris, Ed. de Minuit, 1975. — 791 p.
— *Writings 1936-1937 et 1937-1938* (édité par Naomi Allen et George Breitman). — New York. Pathfinder, 1978. — 572 p.
— *Writings. Supplement (1934-1940)* (édité par George Breitman). — New York, Pathfinder, 1979. — 982 p.
— *Leon Trotsky on China* (édité par Les Evans et Russell Block). — New York, Pathfinder, 1974. — 688 p.
- USTVEDT, Yngvar. — *Verdensrevolusjonen på Hønefoss. En Beretning om Leo Trotskij's opphold i Norge*. — Oslo, Gyldendal, Norsk Fordag, 1974. — 248 p.
- VENKATARAMANI, M.S. — « Leon Trotsky's Adventure in American Radical Politics 1935-7 », *International Review of Social History* n° 1, 1964, Amsterdam. — 46 p.

ŒUVRES, JANVIER-MARS 1938

- VEREKEN, Georges, — *La Guépéou dans le mouvement trotskyste*. — Paris, La Pensée universelle, 1975. — 380 p.
- VOGELSANGER, David. — *Der Trotskismus in der Schweiz (1930-1942)*, Université Zürich, 1979. — 190 p.
- WALD, Alan. — *James T. Farrell. The Revolutionary Socialist Years*. — New York, New York U.P., 1978. — 190 p.
- « La Commission Dewey : quarante ans après », *Cahiers Léon Trotsky* n° 3, 1979. — 18 p.
- « Revolutionary Intellectuals ; *Partisan Review* in the 1930s », *Occident* (Berkeley) 1974. — 14 p.
- « Herbert Solow : Portrait of a New York intellectual » *Prospects* n° 3, 1977. — 23 p.
- WEBER, Hermann. — *Die Wandlung des deutschen Kommunismus*. — Frankfurt/Main, Europäische Verlagsanstalt, 1969. — 466 & 228 p.
- ZELLER, Fred. — *Trois points, c'est tout*. Paris, Laffont, 1976. — 316 p.

ERRATA

Volume 13, note 6.

Erich (et non Eric) *Mühsam* est né en 1878 (et non 1867).

Sur Zensl Mühsam, nous proposons à nos lecteurs, au lieu et place de la note 6, le passage suivant extrait de Roland Lewin, *Erich Mühsam 1878-1934*, supplément au n° 143 du *Monde libertaire*, juin 1968, pp. 10-11 :

« Le jour même (de l'assassinat de Mühsam), sa compagne quitta l'Allemagne pour se réfugier en Tchécoslovaquie. Quelques mois plus tard, elle fut invitée en U.R.S.S. Elle y emmena tous les manuscrits de son mari car on lui avait promis de publier une édition complète de ses œuvres. Elle commit l'imprudence de confier ces documents aux archives soviétiques [...] La censure autorisa seulement la parution de quelques poèmes et souvenirs littéraires. Zensl Mühsam ne tarda pas à être déçue et ne le cacha point. Lors des purges stalinienne de 1936, elle fut arrêtée, condamnée à huit ans de travaux forcés et déportée. Elle ne sortit de l'enfer concentrationnaire qu'une quinzaine d'années plus tard... Elle était alors gravement malade et commençait à perdre la raison. Elle fut envoyée en Allemagne orientale où on lui octroya quelques médailles et une pension. Le régime de Pankow lui fit signer des manifestes et utilisa son nom à plusieurs reprises. Elle mourut à Berlin-Est, le 10 mars 1962. »

Volume 13, n. 122. Othon (et non Otton) *Maschl* est décédé en 1973 et non 1977.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

Cet index renvoie aux noms des personnes citées, mais pas aux noms des historiens non contemporains de Trotsky ou aux personnages de romans ou pièces de théâtre. Les numéros en *italique* renvoient à l'appareil critique, chronologie, introduction et notes, les autres aux textes de Trotsky. Les numéros suivis d'un astérisque * renvoient aux pages où sont données des indications biographiques. Nous avons délibérément renoncé à renvoyer de façon systématique, soit au nom soit au pseudonyme, renvoyant seulement à celui des deux qui est le plus connu en général ou le plus employé dans le volume. Enfin, nous avons renvoyé à des personnes qui ne sont pas nommées, mais sont identifiables (p. ex. pour « mon fils », on a renvoyé à Sedov, pour « ma femme » à N. I. Sedova, etc.).

- ABERN, Martin, 39, 92 *.
 ALKSNIS, Iakov I., 262 *, 300.
 ALPHONSE XIII, 202 *.
 ANTONOV, S. A. 77 *.
 ARCHINOV, Piotr A., 76.
 ARISTOTE, 140 *.
 AXELROD, Pavel B., 168.

 BAJANOV, Boris, 42 *.
 BAKAIEV, Ivan P., 300 *.
 BARDIN, Alexis, 121 *, 215, 216, 311, 317.
 BARMINE, Aleksandr, 110 *, 190, 199, 218, 331, 332, 337.
 BAUER, Otto, 168.
 BEALS, Carleton, 67 *.
 BECK, Jozef, 282 *.
 BELENKY, A. Ia., 48 *.
 BELOBORODOV, Aleksandr G., 189 *.
 BENTHAM, Jeremy, 149.
 BERKMAN, Aleksandr, 76 *.
 BERNAUT, Elsa, cf. Reiss.
 BERNERI, Camillo, 292.
 BESSONOV, Sergei, A., 230, 231 *, 250, 317, 327-329.

 BEZYMENSKY, Aleksandr, 180 *.
 BILMANIS, Alfred, 324 *, 326.
 BISSENIEKS, Georg, 276 *, 324-326.
 BLEIMAN, Julius, 139 *.
 BLUCHER, Vassili K., 262.
 BLUM, Léon, 23, 24, 119 *, 120.
 BLUMKINE, Iakov G., 259 *, 274.
 BODROV, Mikhail, 181.
 BOGDANOV, Aleksandr A. Malinobsky, dit, 42.
 BOGOMOLOV, Dmitri V., 300.
 BOGOUSLAVSKY, Mikhail S., 129, 300.
 BONNOT, Joseph, 79.
 BORDIGA, Amadeo, 36 *.
 BOUDIENNY, Semion M., 262 *, 280.
 BOUKHARINE, Nikolai I., 23, 30, 46, 51 *, 56, 156, 209-215, 218, 219, 222, 223, 226-229, 231-233, 239, 243, 251, 258, 271, 272, 299, 301, 312, 313, 319, 330, 334, 345.
 BOULANOV, Pavel P., 231 *.
 BOUTENKO, Fedor, 22, 23, 25, 239 *, 240, 337.
 BOUTOV, Georgi V., 259 *.

LÉON TROTSKY

- BRANDLER, Heinrich, 67 *, 87.
 BRAUN (cf. Wolf, Erwin).
 BRETH, Franz (dit Hartman), 323 *.
 BRIDGES, Harry, 86, 127.
 BROCKWAY, Archibald Fenner, 87 *, 110.
 BROWDER, Earl R., 167 *, 168, 265.
 BUR, Jan (Nettelbeck dit), 22, 107.
 BURÉ, Emile, 284 *.
 BURNHAM; James, 28, 38 *, 127, 134.

 CADO, Henri, 249 *.
 CAIN-DJOUGACHVILI, voir Staline.
 CAMILLE, voir Klement.
 CANFIELD, Cass, 203, 204.
 CANNON, James P., 28, 31, 39, 92, 109 *, 132, 134, 141, 173, 195, 197, 265, 317.
 CAPONE, Al, 313 *, 317.
 CÁRDENAS, Lazaro, 24, 29, 173, 201 *.
 CARLINI, Adolfo (Domenico Sedran dit), 22.
 CAROL DE ROUMANIE, 22, 29.
 CARTER (Joseph Friedman dit), 28, 127.
 CEDILLO, Saturnino, 29, 138 *.
 CÉLARIÉ, Henriette, 267.
 CHAMBERLAIN, Neville, 23, 252 *, 282, 285.
 CHAPOCHNIKOV, Boris M., 262 *.
 CHARANGOVITCH, Vassili F., 230 *, 282.
 CHASTENET DU CASTAING, Jacques, 290 *.
 CHAUTEMPS, Camille, 21, 24.
 CHEN DUXIU, 29, 94, 96, 156, 161, 162.
 CHOKHINE, Andréi P., 180 *.
 CHTCHADENKO, Efim A., 280 *.
 CHURCHILL, Winston Spencer, 284 *.
 CLARK, Eleanor, 135 *.
 CLARK, Evans, 319.
 CLEMENT, Travers, 97.
 COLLENBERG, Rüd't von, 138.
 COMPANYS, Luis, 76 *.
 COUTHON, Georges, 139, 140 *.
 CRAIPEAU, Yvan, 34 *, 122.

 DALADIER, Edouard, 285.
 DAN, Fedor Gourvitch dit, 168 *.
 DAUGE, Walter, 122.

 DAVTIAN, Arven A., cf. Tarov.
 DEGRELLE, Léon, 122.
 DE MAN, Henri.
 DENIKINE, Anton I., 74 *.
 DENNY, Harold, 340 *.
 DEWEY, John, 25, 47, 69, 92 *, 93, 116, 117, 138, 218, 223, 246, 247, 252, 256, 278, 319, 326.
 DORIOT, Jacques, 171 *.
 DUBROVINSKY, Iakov F., 228 *.
 DUCLOS, Jacques, 171 *, 177.
 DURANTY, Walter, 64 *, 320, 340.
 DZERJINSKY, Feliks E., 49 *, 225, 226, 242, 279, 335.

 EASTMAN, Max, 40 *, 59, 135, 136, 165, 205.
 EDEN, Anthony, 23, 252, 282 *.
 EJOV, Nikolai I., 57 *, 64, 198, 230, 245, 304, 317, 319, 335, 339.
 ELTSINE, Viktor B., 177.
 ENGELS, Friedrich, 183.
 ENOUKIDZÉ, Avel S., 41 *-57, 220, 238.
 ENOUKIDZÉ, Semion S., 42.
 ESTRINE, Lilia Ginzberg, ép., 176, 193, 215 *, 311, 315, 317.
 EVDOKIMOV, Grigori, E., 300 *.

 FARLEY, James A., 167.
 FINERTY, James; 34.
 FISCHER, Louis, 64 *, 319, 320, 340.
 FISCHER, Oskar (Otto Schüssler, dit), 22, 107 *, 108.
 FOSTER, William Z., 265 *.
 FRANCO Y BAHAMONDE, Francisco, 29, 199 *, 317.
 FRANKEL, Jan (dit Glenner), 38 *, 94, 116, 130, 131, 135, 165, 195, 196, 197, 323.
 FREUND, Hans dit Moulin, 292.
 FRICK, Henry Clay, 76.
 FRIEDMAN, Zorokh, 352.

 GALICIA, Luciano, 23.
 GALLACHER, William, 90 *, 113.
 GAMARNIK, Ian B., 263 *, 300.
 GARCIA OLIVER, Juan, 76 *, 118-120.
 GARVY, Piotr A., 168 *.
 GIDE, André, 126.
 GLASS, C. Frank, 28, 88 *, 94, 161.
 GLAZMAN, Mikhaïl, 259 *.

ŒUVRES, JANVIER-MARS 1938

- GLENNER, John, cf. Frankel.
 GOEBBELS, Joseph, 65*, 274, 292.
 GOLDMAN, Albert, 130*, 223.
 GOLDMAN, Emma, 76*.
 GOLODED, Nikolai M., 283.
 GORKY, Maksim, 42*, 224, 225, 227,
 231, 233, 297, 303-305, 329.
 GOUTCHKOV, Aleksandr I. 235*.
 GREEN, William, 351*.
 GRINKO, Grigori F., 230*, 299.
 GROZOVSKAIA, Lydia, 21, 29.
 GUÉVORKIAN, Sokrat, 179.
 GUILLAUME II, 202*, 241.
 GUTTMAN, Josef, 22, 26.

 HAAS, Wilhelm, 22.
 HALIFAX, Edward F. L. Wood, Lord,
 282*, 285.
 HANSEN, Joseph dit Joe, 33*, 112,
 142, 143.
 HARRISON, Charles Yale, 87*.
 HEARST, William Randolph, 218*.
 HEIJENOORT; Jean van, 33*, 114,
 176, 196, 216.
 HELD, Walter (Heinz Epe, dit), 28,
 107*.
 HERNÁNDEZ Tomás, Jesús, 23.
 HESS, Rudolf, 286*.
 HIDALGO B. ANTONIO, 22, 30, 174,
 176.
 HIRO-HITO, 159*, 286, 301.
 HITLER, Adolf, 22, 23, 29, 165*, 168,
 185, 199, 236, 242, 252, 262, 263,
 285, 301, 303, 312, 317.
 HOHENZOLLERN, 241.
 HOLZMAN, Eduard S., 279*.
 HOWARD, Roy, 290*.
 HUGHES, Emrys, 90*, 112.

 IAGODA, Henrikh G., 23, 30, 57*,
 198, 209, 215, 225, 229, 231, 243,
 258, 259, 272-278, 297, 301-307, 330,
 334.
 IAKIR, Iona E., 226*, 231, 261, 300.
 IAKOVLEV, Iakov A. Epstein dit,
 299*, 309.
 IAKOVINE, Grigori, Ia., 179.
 IAKOVLEVA, Varvara N., 272*.
 IAROSLAVSKY (M. Gubelman, dit
 Emelian), 272*, 273.
 IKRAMOV, Akmal, 230*, 301.
 IMERSLUND, Per, 22.

 IOUDÉNITCH, Nikolai N., 74.
 LOURÉNIEV, Konstantin K., 231*,
 300.
 ISAACS, Harold R., 28, 94, 124*, 146,
 147, 159-161, 163.
 IVANOV, Ivan S., 23, 208.
 IVANOV, Vladimir I., 230*, 299, 308,
 310.

 JAMES, Cyril L. R., 40*.
 JELEZNIKOV, Anatoli G., 73*.
 JOHANSON, Karl (Reich dit), 327*.
 JOHRE (Josef Weber dit), 22, 28,
 107*, 108.
 JOUK, Iustin, 73*.

 KALANDRA, Zavis, 22, 26.
 KALININE, Mikhaïl I., 144*, 145, 150,
 151, 154.
 KAMENEV, (Lev B. Rosenfeld dit),
 41*, 46, 49, 50, 52, 54-57, 67, 129,
 187, 192, 208, 209, 219, 230, 234,
 240, 257, 259, 260, 274, 279, 281,
 290, 301, 308, 312, 335, 345.
 KAMKOV (Boris D. Katz dit), 329*.
 KARAKHANE, Lev M., 220*, 231,
 238, 300.
 KARELINE, Vladimir P., 329*.
 KARSNER, Rose, 141*, 317.
 KATAYAMA, Sen, 161*.
 KAVTARADZĖ, Sergéi I., 301*.
 KAZAKOV, Ignati N., 224*, 231, 329.
 KERENSKY, Aleksandr F., 73*, 189,
 202.
 KHODJAIEV, Fayçullah A., 230*, 301.
 KIRCHWEY, Freda, 127*, 319.
 KIROV (Sergéi M. Kostrikov dit), 55,
 212, 213, 227, 257-259, 274-278, 290,
 303, 324.
 KLEMENT, Rudolf (dit Camille,
 W. Steen), 107*, 108, 114, 115, 316.
 KOGINA, Helena, ép. Eismont, 214*.
 KOLTCHAK, Aleksandr V., 43, 65*,
 70.
 KONSTAD, Leif Ragnvald, 327*.
 KOPP, Jiř, 22, 26, 323.
 KORK, Avgust I., 261*, 300.
 KORNILOV, Lavr G., 74.
 KOTOLYNOV, Ivan I., 180*.
 KOUIBYTCHÉV, Valerian V., 224*,
 225, 227, 231, 272, 297, 303, 329.
 KRASSINE, Léonid B., 42*, 43.

LÉON TROTSKY

- KRESTINSKY, Nikolai N., 30, 209*, 210, 222, 229, 232, 242, 244, 246-248, 250, 252, 264, 265, 270, 271, 300, 328, 329, 334.
- KRIOUTCHKOV, Piotr P., 231, 232*.
- KRIVITSKY, Walter G. (Samuel Ginzburg dit), 110*, 144, 172, 190, 199, 218, 331, 337.
- KROUPSKAIA, Nadejda N., 296*.
- KRYLENKO, Nikolai I., 21.
- LABORDE, Hernan, 209*.
- LAFOLLETTE, Suzanne, 128*, 271, 287.
- LAKOBA, Mikhail A., 32*, 53.
- LAKOBA, Nestor A., 46*, 52, 53, 301.
- LANDAU, Kurt, 292.
- LARGO CABALLERO, Francisco, 76, 77, 118.
- LAVAL, Pierre, 284.
- LÉNINE, Vladimir I., 41, 44-46, 48, 55-57, 70, 85, 131, 154-156, 165, 166, 183, 199, 203, 210, 211, 228-231, 234, 235, 272, 280, 296, 316, 321, 322, 340, 343.
- LENOROVIČ, Hyňek, 26.
- LÉVINE, Lev G., 224*, 227, 231, 303, 304-306.
- LEWIS, John L., 86, 351*.
- LIE, Jonas, 328*.
- LIEBER, Maxim, 135, 321*.
- LIEBKNECHT, Karl, 117, 188, 199*, 295.
- LIEBKNECHT, Wilhelm, 188*.
- LIVSHITZ, Iakov A., 231*, 300.
- LITVINOV, Maxim (Wallach dit), 239*, 240, 251, 282.
- LIU RENJING, 124.
- LOMBARDO TOLEDANO, Vicente, 23, 30, 198*, 202, 209.
- LOUNATCHARSKY, Anatoli V., 48*.
- LOVESTONE, Jay, 35*, 67, 68.
- LOYOLA, Ignace de, 169*, 170.
- LUCIANI, Georges (dit Berland), 330*.
- LUDLOW, Louis, 21, 132*, 167.
- LUDWIG, cf. Reiss.
- LUNDBERG, Ferdinand, 167*.
- LUNDEBERG, Harry, 127.
- LUXEMBURG, Rosa, 199*.
- LVOV, Georgi E., 73, 235*.
- LYONS, Eugene, 63*, 287, 349.
- LYOUBTCHENKO (Panas) Afanassy P., 301*.
- MAC DONALD, Dwight G., 26, 99*, 307.
- MAC DONALD, Ethel, 113.
- MACHIAVEL, Nicolas, 169*.
- MAISKY, Ivan Liakhovetsky dit, 43*, 64, 65, 299, 335.
- MAKHNO, Nestor, 76*-78, 120.
- MAKSIMOV-DIKOVSKY, V. A., 231*.
- MALINOVSKY, Roman V., 309*.
- MALTER, Henry (dit Stone), 196*.
- MANTSEV, Vassili N., 272*, 279, 329.
- MARKINE, Nikolai M. 185*.
- MARKINE, N., cf. Léon Sedov.
- MARTENS, Ludwig, C.A.K., 319.
- MARTIN, Homer Warren, 68.
- MARTIN, Kingsley, 112.
- MARTIN DES PALLIÈRES, Jeanne, ép. Molinier, 31, 174, 175, 206*, 207, 214, 215, 311, 314-317.
- MARTÍNEZ, Alfredo, 292.
- MARX, Karl, 169, 183.
- MAULE, Harry, Edward, 205*.
- MAURÍN JULIA, Joaquín, 104.
- MDIVANI, Polikarp G. dit Boudou, 46*, 300, 301.
- MEDVED, Filip D., 276*-278.
- MEKHLIS, Lev G., 21.
- MELEV, (Lepoladsky dit), 327*.
- MELNAIS, Karl, 179, 180*.
- MENDEL, Alfred O., 169.
- MENJINSKY, Nikolai R., 224.
- MENJINSKY, Viatcheslav R., 224*, 226, 227, 231, 297, 303.
- MERCK, Ernesto von, 138.
- MIASNIKOV, Aleksandr I., 52*.
- MILIOUKOV, Pavel B., 69*, 70, 78, 235.
- MIRBACH-HARFF, Wilhelm von, 259.
- MOGILEVSKY, Salomon G., 52*.
- MOLINIER, Henri, 214*, 216, 311, 317.
- MOLINIER, Raymond, 122*, 206, 214.
- MOLOTOV (Viatcheslav M. Skriabine dit), 243, 290*.
- MONTAIGNE, (Michel Eyquem de), 169*, 170.
- MOROZOV, Savva, 42.
- MOURALOV, Nikolai I., 300.

ŒUVRES, JANVIER-MARS 1938

- MRATCHKOVSKY, Sergéi V., 189, 192, 219, 300*.
- MÚGICA, Francisco J., 29, 173*, 332.
- MUNIS (Manuel Fernández Grandizo dit), 22, 29.
- MUSSOLINI, Benito, 199, 226, 236, 288, 293, 317.
- MUSTE, Abraham J., 87*.
- NAPOLEÓN I^{er}, 169*.
- NAVACHINE, Dimitri, 172*.
- NAVILLE, Pierre, 67*, 126.
- NEGRÍN LÓPEZ, Juan, 23, 76*, 120, 127.
- NETTELBECK, Walter, cf. Jan Bur.
- NEURATH, Alois, 22.
- NICOLLE, Louis, 284*.
- NIETZSCHE, Friedrich, 170*.
- NIKOLAIEV, Léonid V., 212*, 226, 276, 324-326.
- NIKOLAIEVSKY, Boris, 193, 215.
- NIN PÉREZ, Andrés, 104*.
- NOVACK, George E., 91*, 287.
- O'GORMAN, Juan, 94*.
- OKOUDJAVA, Mikhail N., 301*.
- ORACHELACHVILI, Ivan DC. (Mama), 46*.
- ORDJONIKIDZÉ, Grigori K. (Sergo), 46*, 226-227.
- ORLOV (Lev L. Feldbine, dit Aleksandr), 129, 193.
- ORLOV, Vladimir M., 300*.
- OSSINSKY, Valerian V. (Obolensky dit), 272*, 299, 329.
- OUBORÉVITCH (Iéronym Uboriachus dit), 231*, 261, 300.
- OUGLANOV, Nikolai N., 308.
- PANKHURST, Sylvia, 113.
- PAZ Magdeleine, 24.
- PECHKOV, Aleksei M., 303*.
- PECHKOV, M., cf. Gorky.
- PEDROSA, Mário, 24.
- PEETERS, Hermann, 103.
- PIATAKOV, Iouri G., 64*, 172, 208, 209, 213, 231, 240, 257-260, 262, 271, 281, 282, 300, 312, 345.
- PIE XI (Achille Ratti dit), 274*.
- PILSUDSKI, Jozef, 236*, 283, 285.
- PITT, William, 343.
- PIVERT, Marceau, 21.
- PLÉKHANOV, Georgi V., 154*, 168.
- PLETNEV, Dmitri D., 210*, 224, 231, 296-298, 305.
- PORETSKI, Ignacy, cf. Reiss.
- POYNTZ, Juliet Stuart, 22.
- POZNANSKY, Igor M., 179.
- PRIETO Y TUERO, Indalecio, 23, 120*.
- PRITT, Denis Nowell, 64*, 112.
- PUNTERVOLD, Michael, 164*, 271.
- QUISLING, Vidkun, 328.
- RABINOVITCH, 259*, 274.
- RADEK, (Karl B. Sobelsohn dit), 64, 65*, 208, 213, 218-221, 231, 240, 257-260, 265, 270, 281-283, 300, 312.
- RAHV, Philip, 26, 307*, 347.
- RAKOVSKY, Khristian G., 23, 30, 53*, 209, 210, 215, 219, 222, 223, 228, 229, 231-233, 243, 246, 282-284, 299, 300, 312, 317, 329, 334.
- RASPOUTINE, Grigori E., 306*.
- REED, John, 99, 128*, 307, 340.
- REICH, cf. Johanson.
- REISS, Elsa (Elsa Bernaut dite), 110*, 173, 177, 185, 337.
- REISS, Ignace (Ignacy Poretski dit), 27, 29, 91*, 105, 110, 172, 190, 199, 207, 219, 261, 315, 337.
- RICE, Elinor, 91*.
- RICHARTZ, Paul, 107.
- RIVERA, Diego, 23, 40*, 93, 94, 173, 176, 191, 352.
- ROBESPIERRE, Maximilien, 139*.
- ROBINSON ou RUBENS, 22, 26, 144, 172, 265.
- ROBINSON, Viola, 163*.
- RÖHM, Ernst, 262.
- ROMAINS, Jules, 166*.
- ROOSEVELT, Franklin D., 167, 286*.
- ROSENGOLZ, Arkadi P., 23, 210*, 230, 232, 242, 243, 247, 250, 253-256, 263, 264, 299, 306, 328.
- ROSENTHAL, Gérard, 29, 173*, 215, 216, 311, 317.
- ROSMER, Alfred, 31, 116*, 117, 215, 216, 311, 316.
- ROSMER, Marguerite Thévenet, ép., 216*.
- ROUDZOUTAK, Jan E., 53*, 299, 301.
- ROUS, Jean, 316, 317.

LÉON TROTSKY

- ROUSSEAU, Jean-Jacques, 149 *.
 RUBENS, Adolphe A., cf. Robinson.
 RÜHLE, Alice Gerstel, ép., 130.
 RÜHLE, Otto, 116, 117 *, 130.
 RYKOV, Aleksei, 23, 51 *, 54, 56, 209,
 210, 212, 218, 219, 227, 228, 232,
 239, 243, 251, 258, 259, 299, 301,
 312, 334, 345.

 SACCO, Nicola, 34.
 SAINT-JUST, Louis de, 139 *.
 SAKHAROV, Vassili V., 54 *.
 SALEMME, Attilio, 127 *.
 SALUS, Wolfgang V., 26.
 SCHMIDT, Peter J., 27, 102.
 SCHÜSSLER, Otto, cf. Fischer, Oskar.
 SCHUSTER, Max L., 165 *.
 SCHWIND, Marx, 97 *.
 SEDOV, Léon, 23, 30, 31, 105, 171 *,
 172, 175-197, 202, 205-208, 214-216,
 222, 247, 250, 253, 255, 263, 274,
 279, 287, 290, 294, 295, 311, 315,
 316, 325, 328-331, 338, 351.
 SEDOV, Sergéi, 163, 192, 193, 233 *.
 SEDOVA, Natalia I., 30, 141, 163 *,
 171, 175, 191, 195-197, 205, 215,
 285, 287, 294, 311, 316, 333.
 SEECKT, Hans von, 241 *, 328.
 SÉRÉBRIAKOV, Léonid P., 49, 51 *,
 64, 231, 300.
 SÉRÉBROVSKY, Aleksandr P., 189 *.
 SERGE, Victor (Kibaltchitch, dit),
 79 *, 80, 87, 332, 352.
 SEYSS-INQUART, Artur von, 312.
 SHACHTMAN, Max, 31, 38, 39 *, 67,
 92, 132, 195, 287.
 SILOV, 259 *, 274.
 SKRYPNIK, Nikolai A., 301 *.
 SIMON Leo R., 165 *.
 SIMONS, Grace, 94 *.
 SLOUTSKY, Abram A., 219 *.
 SMIRNOV, Ivan N., 53 *, 64, 129, 192,
 231, 299, 300, 312.
 SNEVLIET, Henk, 23, 26, 27, 35 *, 36,
 87, 102-106, 109, 110, 122, 123, 315.
 SOKOLNIKOV, (Grigori Ia. Brilliant
 dit), 64 *, 231, 257, 300.
 SOLONÉVITCH, Boris I., 332.
 SOLONÉVITCH, Iouri I., 332.
 SOLONÉVITCH, Ivan I., 332 *.
 SOLONÉVITCH, Tamara, 332.
 SOLOW, Herbert, 138 *, 144.

 SOULIMOV, Dimitri, 300 *.
 SOURITZ, Iakov M., 43 *, 299, 335.
 SOUVARINE, Boris (Lifshitz dit),
 351 *.
 SPAAK, Paul Henri.
 SPIEGEL, Rae, 39 *, 163.
 SPINOZA, Baruch, 170 *, 292.
 STAKHANOV, Aleksei A., 60 *, 291.
 STALINE (Iossif Djougachvili dit), 23,
 41 *, 43, 46, 48-53, 55, 57, 59, 61-65,
 69, 70, 88, 91, 94, 120, 127, 129, 144,
 156, 198, 199, 203, 208, 210-212,
 218, 222, 224, 230-238, 245, 248,
 252, 254, 258, 261, 262, 266-271,
 274-280, 285-288, 290-292, 296, 302,
 304, 305, 308, 310-313, 317-319, 321,
 322, 331, 334-338, 342-345.
 STEEN, Walter, cf. Klement.
 STEINER, Renata, 190.
 STEPHAN, Erich, 138.
 STOLBERG, Benjamin, 33, 34 *, 114.
 STOPALOV, Grigori, 179.
 SUN YAT-SEN, 157 *.
 SVERDLOV, Iakov M., 43 *, 44, 271,
 329.
 SYMES, Lilian, 97.

 TARASSOV, Ivan A., 180 *.
 TARKHANOV (Sergéi P. Razumov dit
 Oscar), 180 *.
 TAROV (Arven A. Davtian dit), 130 *,
 144, 332, 333.
 TCHERNOV, Mikhail A., 230 *, 299.
 TCHERVIKOV, Aleksandr G., 283,
 301 *.
 TCHIANG KAI-CHEK; 147 *, 153, 158.
 THALHEIMER, August, 67 *.
 THALHEIMER, Marcel, 214 *.
 THOMAS, Norman, 97 *, 116.
 THOMAS, Wendelin, 25, 69 *, 70, 84,
 116, 117.
 THURBER, James Newton, 97 *.
 TOMSKY (Mikhail P. Efremov dit),
 51 *, 54, 210, 232, 300, 301.
 TOUKHATCHEVSKY, Mikhail N., 64,
 65 *, 77, 226, 231, 247, 248, 252,
 256, 261-266, 274, 300.
 TREINT, Albert, 67 *.
 TRESKA, Carlo, 22, 26, 116, 117 *,
 287.
 TRIMBLE, Glen, 97.

ŒUVRES, JANVIER-MARS 1938

- TROIANOVSKY, Aleksandr A., 43 *,
64, 65, 92, 256, 299, 335.
TSÉRETELLI, Iraklii, 189 *.
TURKUL, Anton V., 129 *.
- ULRICH, Vassili V., 264 *.
- VANZETTI, Bartolomeo, 34.
VANZLER, Joseph, cf. John G.
Wright.
- VEREEKEN, Georges, 27, 28, 33, 34 * -
36, 114, 115, 122, 123, 132.
VINOGRADOV, Aleksandr. I., 224.
VOLKOV, Platon I., 215.
VOLKOV, Vsiévolod P., dit Sieva,
215 *, 216, 295.
VOLKOVA, Zinaïda L., 192 *, 215,
329.
VOROCHILOV; Klamenti E., 54 *,
279, 280.
VYCHINSKY, Andréi I., 30, 64 *, 198,
218, 243, 245-247, 250, 255, 259,
264, 271, 281-282, 284, 299-305, 313,
318, 319, 328, 339, 340, 343.
- WALCHER, Jakob, 26, 87 *.
WALKER, Adelaïde, 205.
WALKER, Charles R., 135 *, 136, 203,
204, 321.
- WEBER, Jack (Louis Jacobs dit), 92 *,
137.
WEBER, Josef, cf. Johre.
WEBER, Sara, (Sara Jacobs dite), 92 *,
137, 352.
WEISS, Wolfgang, 92, 93, 352 *.
WILDE, Gerrit de, 103.
WOLF, Erwin, 25, 26, 122 *, 292.
WOLFE, Bernard (dit Bernie), 86 *,
166.
WOLFE, Bertram D., 287.
WRIGHT, John G. (Vanzler dit), 39 *,
71, 84, 142.
- ZAMORA, Adolfo.
ZAMORA, Francisco, 116 *, 117.
ZAPOROJETS, Ivan Z., 277.
ZBOROWSKI, Mordka, dit Etienne et
Mark, 105, 190, 193, 315, 331 *.
ZEELAND, Paul van, 122.
ZINOVIEV (Grigori E. Radomylsky,
dit), 41 *, 50-56, 64, 67, 70, 130, 187,
192, 208, 209, 212, 213, 229-231,
234, 240, 257, 259, 260, 274, 279,
281, 290, 300, 301, 308, 312.
ZOLLINGER, Alfred, 323.
ZOUBAREV, Prokopy T., 231 *.
ZOUBATOV, Sergéi V., 274 *.
ZYROMSKI, Jean, 168.